GEMENG PRÉIZERDAUL

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que, suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 24 juillet 2026, le projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE) a été transmis par voie électronique en date du 15 septembre 2026 aux collèges des bourgmestre et échevins de l'ensemble des communes du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

Conformément à l'article 12 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de modification du PSZAE sera déposé pendant 30 jours à partir du 30 septembre au 30 octobre 2026 inclus auprès de la maison communale des communes où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 12 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de modification du PSZAE pendant un délai de 45 jours à compter de son dépôt jusqu'au 16 novembre 2026 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune respective – le cachet de la poste faisant foi.

En application de l'article 12 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu le 12 octobre 2026 à 18h00 au « Hall Irbicht », Rue Irbicht, L-7590 Beringen (Mersch).

Le collège des bourgmestre et échevins

Administration Communale PRÉIZERDAUL

3, rue de la Mairie · L-8606 Bettborn · Tél.: 266 299 100
secretariat@preizerdaul.lu · recette@preizerdaul.lu · technique@preizerdaul.lu · population@preizerdaul.lu
www.preizerdaul.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Procédure de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques

Protection des données personnelles

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » est soumis à une consultation du public.

Étant donné que les observations introduites par le public auprès des administrations communales transférées par celles-ci au Département de l'aménagement du territoire (DATer) du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (MLOGAT) peuvent contenir des données à caractère personnel, ce dernier, en tant que responsable de traitement, se charge de respecter les droits en matière de protection de données.

Le DATer tient à attirer l'attention sur le fait que dans le cadre d'une consultation du public, le traitement des données à caractère personnel est nécessaire à l'exercice de ses attributions. Si la personne concernée ayant introduit une observation s'oppose à ce traitement, le DATer ne pourra pas prendre en compte l'observation introduite.

I Droits et leur respect

Les données à caractère personnel sont traitées en conformité avec le règlement général de la protection des données (RGPD), soit le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données qui est applicable depuis le 25 mai 2018. Concrètement, les droits des personnes concernées sont les suivants :

- *Droit d'accès* – La personne concernée bénéficie d'un droit d'accès sur les données à caractère personnel que le département traite à son sujet. Ainsi, elle a le droit de s'adresser au responsable du traitement de ses données afin qu'il lui communique l'intégralité des données détenues la concernant.
- *Droit de rectification* – Si les données à caractère personnel sont inexactes voire incomplètes, la personne concernée est en droit de demander au responsable de traitement de les rectifier.
- *Droit d'opposition au traitement* – En principe, la personne concernée peut s'opposer à l'utilisation de ses données à caractère personnel par le responsable de traitement qui déterminera alors si le traitement des données porte injustement préjudice et, le cas échéant, y mettra fin. Toutefois, la personne concernée ne peut pas s'opposer au traitement de ses données lorsque la loi oblige le responsable de traitement à ce traitement ou si les données sont nécessaires à l'exercice des attributions de la division précitée.
- *Droit à la limitation du traitement* – La personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement de limiter l'utilisation de ses données, ceci aux conditions prévues à l'article 18 du RGPD.
- *Droit à l'oubli* – La personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement d'effacer ses données si leur conservation n'est plus justifiée par un motif légitime.

- *Droit de réclamation* – Si la personne concernée a une réclamation relative au traitement de ses données ou si elle suspecte une violation de la sécurité de ses données, elle peut s'adresser au Délégué à la protection des données du Département de l'aménagement du territoire du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (4, Place de l'Europe / L-1499 Luxembourg ; adresse électronique : dpo@mat.etat.lu).

  La personne concernée a également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), l'autorité nationale de contrôle en la matière : (1, avenue du Rock'n'Roll / L4631 Esch-sur-Alzette ; www.cnpd.lu) et de saisir, le cas échant, la juridiction compétente.

II Notification à l'autorité de contrôle et communication à la personne concernée d'une violation de données à caractère personnel

La violation de données à caractère personnel est notifiée par le Délégué à la protection des données à l'autorité de contrôle compétente dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après qu'il en ait pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

Lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de la personne concernée, le Délégué à la protection des données communique cette violation à la personne concernée dans les meilleurs délais, à moins que cette communication ne soit pas nécessaire aux termes de l'article 34, paragraphe 3 du RGPD.

III Exercice des droits de la personne concernée

Pour exercer ses droits, la personne concernée peut contacter le DATer ou son Délégué à la protection des données par lettre ou par courrier électronique. Le DATer fera tout son possible pour répondre à la demande dans les plus brefs délais. Dans certains cas, le délai de réponse peut être d'un mois. Si le DATer a besoin de plus de temps pour traiter la demande, il en informera la personne concernée en motivant son retard. Dans certains cas, il est possible que le DATer refuse de faire droit à la demande. Lorsque cela est autorisé, il motivera son refus à la personne concernée en temps opportun.

IV Traitement des données à caractère personnel

- La finalité et base juridique du traitement

Dans le contexte de la consultation publique concernant la procédure précitée, dont la finalité est la prise en compte des observations du public dans le cadre de l'élaboration de plans à caractère réglementaire, toute personne intéressée peut soumettre ses observations au DATer, le cas échéant par le biais de la commune respective.

En outre, en application de l'article 89 du règlement général sur la protection des données, en combinaison avec les dispositions de la loi modifiée du 17 août 2018 sur l'archivage, les données récoltées dans le cadre du traitement initial sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public. Dans ce cadre, le responsable du traitement initial veillera à garantir la mise en place de mesures techniques et organisationnelles, en particulier pour assurer le respect du principe de minimisation des données.

- Données traitées

a. Informations transmises

Le traitement de l'observation requiert la collecte de données personnelles, dont notamment : les nom, prénom et adresse, respectivement adresse e-mail, numéro de parcelle cadastral.

Pour la formulation de l'observation, il est conseillé de ne mentionner que les éléments d'information nécessaires à son traitement et, en particulier, d'éviter d'y inclure, si cela n'est pas indispensable, des données sensibles (au sens de l'article 9 du règlement général sur la protection des données) concernant la personne concernée ou concernant une personne tierce (à titre d'exemple des données relatives à la santé, aux opinions politiques ou aux convictions religieuses).

b. Destinataires des informations transmises

Les observations adressées seront réceptionnées par le DATer qui les traitera ensemble avec les agents de l'État du ministère de l'Économie.

c. Durée de conservation des informations transmises

Les données à caractère personnel sont conservées jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire la modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » ou aussi longtemps que dure une éventuelle procédure contentieuse. Au plus tard 5 ans après l'entrée en vigueur du règlement précité, les données sont susceptibles d'être versées à des fins archivistiques conformément aux obligations découlant de la loi précitée du 17 août 2018 sur l'archivage.

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Personnes de contact concernant la politique et la procédure du DATer en matière de protection et de traitement des données**
  - responsable de traitement : ep_PDS@mat.etat.lu;
  - délégué à la protection des données dpo@mat.etat.lu.

    Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
    Département de l'aménagement du territoire
    Délégué à la protection des données
    4, Place de l'Europe
    L-1499 Luxembourg

- **Commission nationale de la protection des données** (CNPD)
  - en allemand
  - en anglais
  - en français

- **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil** du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)
  - Langues, formats et liens

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Exposé des motifs

Le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (ci-après le « PSZAE »), tel que rendu obligatoire par le règlement grand-ducal du 10 février 2021 est un instrument de la politique d'aménagement du territoire contenant des prescriptions fixant un cadre réglementaire qui :

- définit des terrains destinés à accueillir des zones d'activités économiques nationales, des zones d'activités spécifiques nationales et des zones d'activités économiques régionales destinées prioritairement à l'implantation d'activités artisanales et industrielles ;
- restreint, en raison de considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégration environnementale et paysagère, la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées et affectées principalement ou accessoirement aux activités économiques, que ce soit au niveau national, régional ou communal ;
- prescrit, pour des considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégration environnementale et paysagère, le reclassement de zones d'activités économiques communales en zone verte.

Ces prescriptions écrites sont complétées par des prescriptions graphiques couvrant des parties déterminées du territoire national.

En substance, le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » désigne :

- deux extensions de zones d'activités économiques nationales (27,2 ha) ;
- une nouvelle zone d'activités économiques nationale (34,7 ha) ;
- une nouvelle zone d'activités spécifiques nationale (9,8 ha) ;
- seize nouvelles zones d'activités économiques régionales (253,9 ha) ;
- six extensions de zones d'activités économiques régionales (130,1 ha).

Pour chaque plan directeur sectoriel, une commission de suivi, ayant pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan et de proposer, le cas échéant, des modifications, a été instituée.

Depuis l'entrée en vigueur du PSZAE en 2021, la commission de suivi relative au PSZAE a procédé à une analyse de l'implémentation des zones désignées par le PSZAE au sein des PAG des communes respectivement concernées. Le rapport triennal (période 2021 – 2024) de la commission de suivi formule la proposition qu'une modification d'ordre technique visant à adapter le PSZAE, soit aux PAG, soit à l'utilisation réelle du terrain, s'avère judicieuse.

C'est dans ce contexte que le présent règlement grand-ducal vise à procéder aux adaptations suivantes :

1. L'adaptation de certaines zones actuellement désignées par le PSZAE

Il 's'agit, soit d'une réaffectation, soit d'un agrandissement, soit d'une réduction de leur délimitation :

Nr.	Nom de la zone selon l'annexe 1	Affectation PAG	Affectation PSZAE après adaptation	Envergure de l'adaptation [ha]
1	Bettembourg (Krakelshaff)	SPEC, ECO-c2	ECO-n	15.37
9	Bettembourg/ Dudelange (Wolser)	AGR	-	-0.97
9	Bettembourg/ Dudelange (Wolser)	ECO-n	-	-10.18
10	Betzdorf - Zone audiovisuelle et de télécommunications	SP-n	SP-n	0.6
12	Differdange/Sanem (Hahnebësch)	ECO-n	ECO-n	0.17
15	Echternach	ECO-n	ECO-n	0.31
17	Echternach (Schmatzuecht)	ECO-c	ECO-r	0.25
18	Ehlerange (Crassier)	VERD	ECO-n	0.06
18	Ehlerange (Crassier)	ECO-n	-	-0.88
18	Ehlerange (Crassier)	ECO-c	ECO-n	5.27
22	Ellange-Gare (Triangle Vert)	AGR	ECO-r	0.2
22	Ellange-Gare (Triangle Vert)	ECO-r	ECO-r	0.02
24	Esch-sur-Alzette (a Sommet)	PARC	ECO-r	0.11
24	Esch-sur-Alzette (a Sommet)	VERD, PARC	ECO-r	0.69

25	Eselborn/ Lentzweiler	ECO-r	ECO-r	2.28
25	Eselborn/ Lentzweiler	SPEC	-	-0.02
25	Eselborn/ Lentzweiler	AGR	-	-0.02
26	Eselborn/ Lentzweiler	AGR	-	-0.45
32	Grevenmacher (Potaschbierg)	ECO-r	-	-0.11
33	Grevenmacher (Potaschbierg)	AGR	-	-0.95
33	Grevenmacher (Potaschbierg)	ECO-c	ECO-r	0.29
37	Kaerjeng (Robert Steichen)	ECO-c	ECO-n	5.98
40	Mersch (Mierscherbierg)	ECO-c	-	-0.24
40	Mersch (Mierscherbierg)	ECO-r	ECO-r	0.03
42	Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire"	SP-n	-	-1.41
45	Nothum	AGR	ECO-r	0.06
47	Rambrouch (Riesenhaff)	ECO-r	ECO-r	0.02
49	Redange-sur-Attert	ECO-r	ECO-r	0.73
52a	Rodange (PED)	BEP	-	-0.43
54	Sanem (Gadderscheier)	VERD	ECO-n	1.36
56	Schifflange (Herbett)	ZAE	ECO-r	0.15
57	Troisvierges (a Stackem)	BEP	ECO-r	0.75
62	Koerich (Windhof)	HAB	-	-0.05
56	Schifflange (Herbett)	ZAE	-	-11.33
57	Troisvierges (a Stackem)	ECO-r	-	-0.29

2. La réaffectation de type de zone

Certaines zones actuellement énumérées à l'annexe 1 du PSZAE font l'objet d'une réaffectation afin de s'adapter aux activités effectivement implantées ou visées. Il s'agit notamment d'un changement d'affectation de zone d'activités économiques existantes nationale en régionale et vice versa :

	Nom de la zone superposée	Type selon le PSZAE	Réaffectation au sein du PSZAE	Envergure de la réaffectation [ha]
52a	Rodange (PED)	nationale	régionale	-1.41
52b	Rodange (PED)	régionale	nationale	1.41
59	Wiltz	nationale	régionale	-0.42
59	Wiltz	nationale	nationale	0.1
60	Wiltz (Salzbaach)	régionale	nationale	-0.1
60	Wiltz (Salzbaach)	régionale	régionale	0.42

3. Le changement de statut des zones définies à l'annexe 1

À l'annexe 1 figure, pour chaque zone d'activités économiques, son état de développement – c'est-à-dire s'il s'agit, soit d'une zone « existante », soit prévue en tant qu'« extension » ou « nouvelle » à développer.

Étant donné que depuis l'entrée en vigueur du PSZAE, les statuts « extensions » et « nouvelles » pour certaines de ces zones d'activités économiques ne correspondent plus à la situation de fait alors qu'elles sont entièrement développées et opérationnelles ; il est profité de la présente modification pour actualiser leur statut en les catégorisant comme « existantes ».

Concrètement, il s'agit des zones suivantes :

- 23a - Erpeldange/Diekirch (Fridhaff) ;
- 53 – Sanem (Gadderscheier – Ouest) ;
- 56 – Schifflange (Herbett).

4. La définition de zones d'activités économiques communales (ECO-c) à reclasser

En vertu de l'article 8, paragraphe 2, alinéa 2, le PSZAE prescrit le reclassement de certaines ECO-c en « zone verte » au sens de l'article 27 du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune. Ces zones sont listées à l'annexe 2 et représentées graphiquement à l'annexe 4.

La présente vise à la définition de deux nouvelles ECO-c à reclasser en « zone verte », notamment pour des raisons environnementales, à savoir :

- Ehlerange (Crassier) ;
- Kaerjeng (Robert Steichen).

Les trois zones à Bissen (Peizenäcker), Hobscheid et Schuttrange (Fetschefeld), actuellement désignées par le PSZAE ont été reclassées en « zone verte » dans le PAG respectif, de sorte qu'il s'avère judicieux de les retirer du PSZAE.

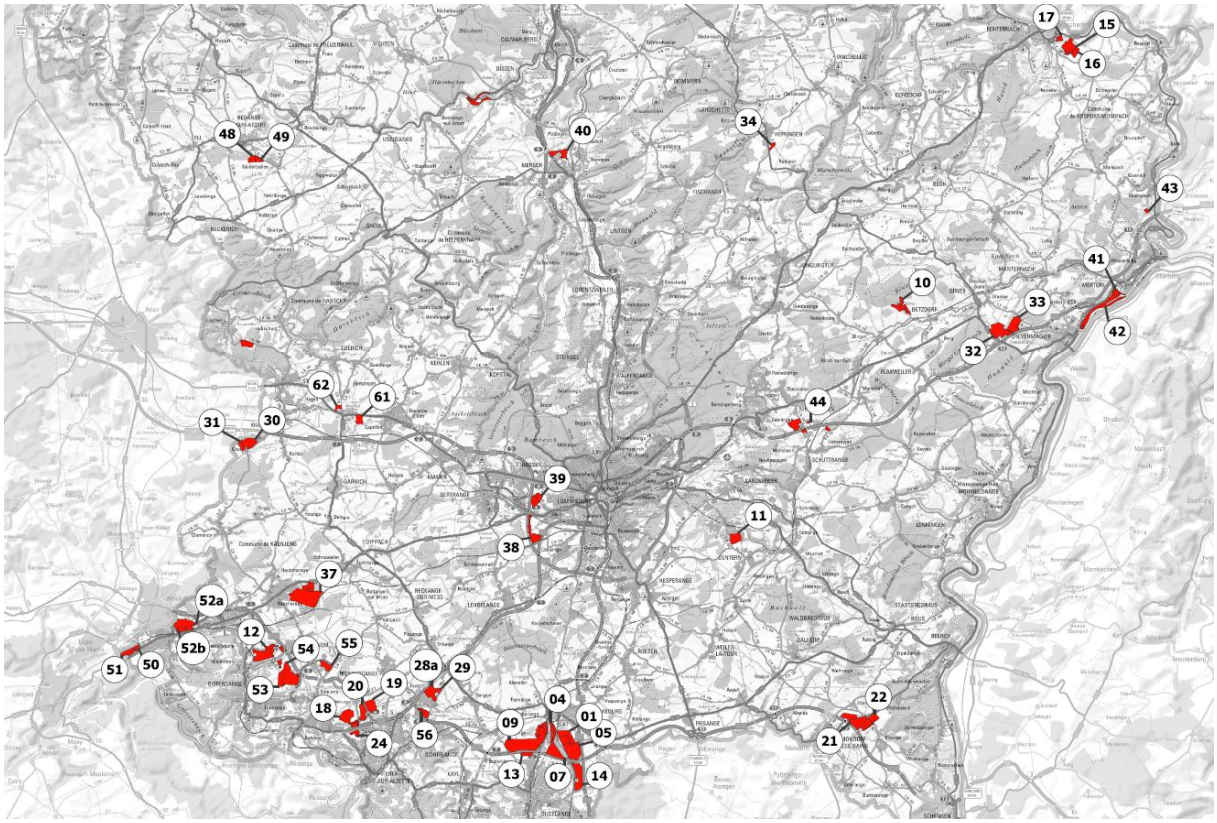
Au vu des points 1 à 4, les annexes 1 et 2 du règlement grand-ducal du 10 février 2021, listant respectivement les zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, les zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et les zones d'activités économiques régionales existantes et projetées ainsi que les zones d'activités économiques communales existantes à reclasser, sont remplacées.

D'ailleurs, il est profité de la présente modification pour adapter le libellé de l'article 7 du règlement précité du 10 février 2021 aux modifications apportées par le règlement grand-ducal du 2 mars 2026 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu d'un PAG.

Étant donné qu'il s'avère, dès lors, judicieux d'étendre la procédure de consultation publique au sens de l'article 12 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire sur les communes territorialement concernées par le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques », il est profité pour actualiser le fond de plan de l'ensemble des plans des annexes 3 à 5 en prenant le plan cadastral numérisé (PCN) le plus récent tel que mis à disposition par l'Administration du cadastre et de la topographie ».

Au vu des éléments précédents, le présent règlement grand-ducal remplace également les annexes 3 à 5 du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques ».

Oeko-Bureau
Ecologie / Aménagement du territoire
Didactique de l'Environnement



STRATEGISCHE UMWELTPRÜFUNG PHASE 1 (UEP)

FÜR DIE ÄNDERUNGEN DES PLAN DIRECTEUR SECTORIEL « ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES » (PSZAE)

VERSION VOM 08. JULI 2026

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Auftraggeber:

Ministère du Logement et de l'Aménagement du Territoire

Département de l'aménagement du territoire

4, Place de l'Europe

L-1499 Luxembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Ministère de l'Économie

19-21, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Auftragnehmer:

Oeko-Bureau s.à r.l.

8, rue Neuve

L - 6759 Grevenmacher

Oeko-Bureau
Ecologie / Aménagement du territoire
Didactique de l'Environnement

Bearbeitung:

Charlotte Altenhofer, *Dr. rer. nat. Umweltbiowissenschaften*

Anette Reh, M.Sc. Umweltwissenschaften

Kontrolle:

Sebastian Behrensmeyer*, Dipl.- Geogr., Geschäftsführer Oeko-Bureau s.à r.l.*

INHALTSVERZEICHNIS

1 EINLEITUNG 3
1.1 ANLASS UND ZIELSETZUNG 3
1.2 RECHTLICHE GRUNDLAGE DER STRATEGISCHEN UMWELTPRÜFUNG 3
1.3 AUFGABE UND ABLAUF DER STRATEGISCHEN UMWELTPRÜFUNG 4
2 DATENGRUNDLAGE UND UNSICHERHEITEN 6
3 WESENTLICHE ZIELE UND INHALTE DES PSZAE 8
3.1 ZIELE 8
3.2 INHALTE 9
4 UNTERSUCHUNGSGEGENSTAND DER SUP 11
5 DARSTELLUNG DER SCHUTZGUTSPEZIFISCHEN UMWELTZIELE 14
5.1 SCHUTZGUT MENSCHLICHE GESUNDHEIT UND BEVÖLKERUNG 17
5.2 SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE UND BIOLOGISCHE VIELFALT 18
5.3 SCHUTZGUT LANDSCHAFT 19
5.4 SCHUTZGUT WASSER 19
5.5 SCHUTZGUT BODEN 20
5.6 SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT 20
5.7 SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER 21
6 DETAILLIERUNGSGRAD DER UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG 23
6.1 PROJEKTBESCHREIBUNG UND BESCHREIBUNG DES UNTERSUCHUNGSRAUMES 23
6.2 SCHUTZGUTSPEZIFISCHE BEWERTUNG 23
6.3 BERÜCKSICHTIGUNG KUMULATIVER WECHSELWIRKUNGEN 25
6.4 VORPRÜFUNG DER VERTRÄGLICHKEIT MIT DEN SCHUTZZIELEN VON NATURA2000 25
6.5 WEITERE VORGEHENSWEISE 25
7 ZUSAMMENFASSUNG UND FAZIT 26
8 ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS 27
9 ANHANG 28

ABBILDUNGSVERZEICHNIS

Abbildung 1: Zones d'activités économiques (existantes et projetées) im Norden von Luxembourg. Quelle: Oeko-Bureau, 2025. 10

Abbildung 2: Zones d'activités économiques (existantes et projetées) im Süden und in der Mitte von Luxembourg. Quelle: Oeko-Bureau, 2026. 10

Abbildung 3: Erheblichkeitsbewertung in der SUP. Quelle: eigene Darstellung nach SUP-Leitfaden, 2010. 23

TABELLENVERZEICHNIS

Tabelle 1: Übersicht über die verwendeten raumbezogenen Daten. 6

Tabelle 2: Projektübersicht PSZAE-Modifikation. 11

Tabelle 3: Projektübersicht PSZAE-Modifikation. 12

Tabelle 4: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Menschliche Gesundheit und Bevölkerung. 17

Tabelle 5: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt. 18

Tabelle 6: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Landschaft. 19

Tabelle 7: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Wasser. 19

Tabelle 8: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Boden. 20

Tabelle 9: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Klima und Luft. 21

Tabelle 10: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Kultur- und Sachgüter. 21

Tabelle 11: Darstellung der schutzgutspezifischen Themen pro Projekt. 24

1 EINLEITUNG

1.1 ANLASS UND ZIELSETZUNG

Der Plan directeur sectoriel zones d'activités économiques (nachfolgend **PSZAE**) definiert bestehende und geplante nationale und regionale Aktivitätszonen. Der PSZAE zielt darauf ab, Flächen für die Entwicklung von nationalen und regionalen Aktivitätszonen zu reservieren, primär für die Niederlassung von gewerblichen und industriellen Aktivitäten, um die nationale Wirtschaftsentwicklung zu unterstützen und zu diversifizieren. Zudem soll er einer unkontrollierten Raumentwicklung sowie einer weiteren Zersiedelung entgegenwirken und die Gemeinden dazu ermutigen, gemeindeübergreifende Strategien für die vorrangige Umsetzung regionaler Gewerbegebiete zu entwickeln und umzusetzen. Zudem legt der PSZAE Vorgaben für die Ausweisung und Erweiterung kommunaler Aktivitätszonen fest. Zur Anpassung und zur Aktualisierung des PSZAE ist es erforderlich, den im März 2021 in Kraft getretenen PSZAE zu überarbeiten.

Das Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (MAT) und das Ministère de l'Économie (MECO) als Vorhabenträger planen die Durchführung von Änderungen des PSZAE. Basierend auf den von den Vorhabenträgern bereitgestellten Informationen sollen für insgesamt 27 Projekte aus dem PSZAE Änderungen vorgenommen werden. Diese Projekte werden im vorliegenden Dokument einer Umweltprüfung unterzogen.

Die Änderungen des PSZAE fallen unter die Vorgaben des Gesetzes „loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement" (nachfolgend SUP-Gesetz) und sind einer Strategischen Umweltprüfung (**SUP**) zu unterziehen. Hierdurch sollen erhebliche negative Umweltauswirkungen frühzeitig erkannt und im Sinne einer wirksamen Umweltvorsorge so weit wie möglich vermieden oder ausreichend gemindert werden.

1.2 RECHTLICHE GRUNDLAGE DER STRATEGISCHEN UMWELTPRÜFUNG

Unter der generellen Zielsetzung, dem Erhalt und Schutz der Umwelt bzw. der Verbesserung ihrer Qualität, dem Schutz der menschlichen Gesundheit sowie der rationellen Verwendung der natürlichen Ressourcen Rechnung zu tragen, hat das Europäische Parlament und der Rat eine Richtlinie erlassen, nach der die Bewertung der möglichen Auswirkungen von Plänen und Programmen auf diese Ziele zu erfolgen hat.

Diese sogenannte SUP-Richtlinie legt fest, dass Pläne und Programme, die aufgrund von Rechts- und Verwaltungsvorschriften erstellt werden müssen, der SUP-Pflicht unterliegen und entsprechend zu prüfen sind.

Hintergrund der Richtlinie ist, dass in der Vergangenheit in vielen Mitgliedsländern Aspekte des Umweltschutzes nicht bereits im Zuge von Planungsschritten, sondern erst bei Vorliegen von konkreten Projekten (z.B. im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP)) geprüft und berücksichtigt wurden. Die Auseinandersetzung mit möglichen erheblichen Umweltauswirkungen fand so oftmals erst zu einem Zeitpunkt statt, an dem schon die Weichen für umweltbeeinträchtigende Projekte gestellt waren.

Um die Mitgliedsstaaten anzuhalten, Umweltaspekte bereits zum frühestmöglichen Zeitpunkt in ihre Planungen einfließen zu lassen und diese bei ihren Entscheidungen zu berücksichtigen, wurde im Jahr 2001 die SUP-Richtlinie zur Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme

erlassen. Das erklärte Ziel der SUP-Richtlinie besteht darin, bei der Erarbeitung der jeweiligen Pläne und Programme möglichst früh Informationen über potenzielle, erhebliche Umweltauswirkungen zu erhalten, um bereits auf der Planungsebene vorbeugend handeln zu können.

Weiterhin sollen die Beteiligung der Öffentlichkeit und das umweltspezifische Problembewusstsein auf der Planungs- und Entscheidungsebene gefördert werden. Wenn dementsprechend neben sozialen und wirtschaftlichen Aspekten auch Umweltaspekte ausgewogen berücksichtigt werden, trägt die SUP zu einer nachhaltigen Entwicklung bei.

Die europäische SUP-Richtlinie wurde durch das Gesetz *„loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement"* (SUP-Gesetz) in nationales Recht übertragen.

1.3 Aufgabe und Ablauf der Strategischen Umweltprüfung

Die SUP ist, auch in einfachster Form durchgeführt, keine Studie oder reaktives Prüfungsinstrument, sondern ein Prozess. Die Änderung des PSZAE und die SUP sind eng miteinander verflochten. Die im Rahmen der SUP vorgeschlagenen Maßnahmen sollen eine Umweltbeeinträchtigung bereits frühzeitig auf der Planungsebene vermeiden.

Die Vorgehensweise der SUP für Pläne und Programme ist in der „EU-Richtlinie über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme" (Richtlinie 2001/42/EG) verankert, die durch das Gesetz *„loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement"* in nationales Recht umgesetzt wurde. Die Kernaussage der europäischen SUP-Richtlinie ist, dass die Auswirkungen von Plänen und Programmen, die als erheblich für die Umwelt vermutet werden, ermittelt, beschrieben und bewertet werden müssen.

Sowohl im Planerstellungsverfahren, als auch bei der Beschlussfassung müssen die erkannten erheblichen Umweltauswirkungen berücksichtigt werden. Es müssen vernünftige Maßnahmen und/ oder Alternativen ermittelt, beschrieben und bewertet werden, die sicherstellen, dass die erheblichen Umweltauswirkungen verhindert, verringert oder ausgeglichen werden.

Die Schutzgüter werden als Indikatoren der Umwelt herangezogen, um den aktuellen Zustand bestehender und potenzieller Auswirkungen auf die Umwelt durch einen Plan oder ein Programm zu ermitteln, zu beschreiben und zu bewerten. Entsprechend den gesetzlichen Vorgaben, Art. 5 Absatz f des SUP-Gesetzes, werden in einer SUP die möglichen Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden, Landschaft, Wasser, Klima und Luft, Sachgüter und kulturelles Erbe sowie die Zusammenhänge zwischen diesen verschiedenen Schutzgütern beschrieben und bewertet.

Das Ziel sollte ein Planungsergebnis sein, das sowohl in der Summe seiner Vorhaben als auch der im einzelnen angedachten Planungsvorhaben als grundsätzlich umweltverträglich bezeichnet werden kann.

Die Prüfung der jeweiligen Umweltaspekte/Umweltauswirkungen wird in der Regel auf genereller Ebene und nicht auf Detailebene erfolgen, da auch die Planungen in der Regel generelle Rahmenaussagen beinhalten.

Der Ablauf der SUP lässt sich grundsätzlich in zwei Phasen untergliedern.

Im Anschluss an die Feststellung der SUP-Pflicht beginnt der SUP-Prozess mit der Zusammenstellung von Daten, der Sammlung von übergeordneten und gebietsspezifischen Zielen aus anderen Plänen und Programmen sowie der Festlegung des Untersuchungsraumes, bzw. der Untersuchungsflächen.

In der Phase 1 der SUP, der Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP), werden die verschiedenen Informationen analysiert. Die identifizierten Untersuchungsflächen werden eingehend betrachtet, um potenziell erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt zu ermitteln.

Ziel ist es, in der Phase 1 (Umwelterheblichkeitsprüfung, UEP) Untersuchungsflächen und Teilaspekte zu ermitteln, für die erhebliche Umweltauswirkungen ausgeschlossen werden können, um in der Phase 2 (Umweltbericht) nur diejenigen Flächen und Teilaspekte weiter zu prüfen, für die erhebliche Umweltauswirkungen in der Phase 1 nicht ausgeschlossen werden konnten (= „Filterverfahren“).

Zwischen den beiden Phasen ist eine Stellungnahme der für Umwelt zuständigen Behörden sowie gegebenenfalls anderer betroffener Behörden einzuholen. Diese legen im Rahmen ihrer Stellungnahme, auf Basis der in der Phase 1 der SUP getroffenen Aussagen, Ausmaß und Detaillierungsgrad der Phase 2 der SUP fest (Artikel 6.3 SUP-Gesetz).

Der Umweltbericht (UB) ist das Kernstück einer SUP, er soll sowohl nach innen als auch nach außen, potenzielle Umweltauswirkungen der Planung inhaltlich richtig und vollständig dokumentieren sowie Maßnahmen und Lösungsvorschläge bieten.

2 DATENGRUNDLAGE UND UNSICHERHEITEN

Die vorliegende UEP basiert auf dem Informationsstand vom Dezember 2025. Des Weiteren ist zu berücksichtigen, dass sich im Rahmen der Prozedur Änderungen des PSZAE ergeben können, die zum Zeitpunkt der Bewertung noch nicht bekannt waren.

Am 15. November 2023, am 07. März 2024 sowie am 09. Juli 2024 fanden Arbeitssitzungen mit dem Oeko-Bureau s.à r.l. und den Vertretern des MAT sowie den Vertretern des MECO unter Berücksichtigung der Entscheidungen der Commission de Suivi statt, bei der alle Projekte des PSZAE besprochen wurden.

Im Rahmen der Aktualisierung des UEP-Berichts (SUP, Phase 1 vom 17. Dezember 2024), entsprechend der Stellungnahme des MECB (30. April 2025) sowie einer interministeriellen Abstimmungssitzung (11. Juli 2025) fand am 26. September 2025 eine weitere Arbeitssitzung mit dem Oeko-Bureau s.à r.l. und den Vertretern des MAT und des MECO statt, um die Überarbeitung des UEP-Berichts zu besprechen.

Nachfolgende Materialien und Quellen wurden zur Erstellung der UEP herangezogen.

Tabelle 1: Übersicht über die verwendeten raumbezogenen Daten.

Verwendete Materialien und Quellen
Strategische Umweltprüfung (Umweltbericht) für den Plan Directeur Sectoriel „Zones d'activités économiques" (PSZAE) - Oeko-Bureau 2018.
IVL - Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept, MI 2004.
PSL - Plan (directeur) sectoriel „Logement", MEA 2021.
PSP - Plan (directeur) sectoriel „Paysages", MEA 2021.
PST - Plan (directeur) sectoriel „Transports", MEA 2021.
PSZAE - Plan (directeur) sectoriel „Zones d'activités économiques", MEA 2021.
PDAT - Programme directeur de l'Aménagement du Territoire, MEA 2023.
PNPN - Plan National concernant la Protection de la Nature. 3e plan - à l'horizon 2030, MECDD, 2023
PNDD - 3ème Plan National pour un Développement durable - Nationaler Plan für eine nachhaltige Entwicklung, MECDD 2019.
PNQA - Programme national de la qualité de l'air, MECDD 2021.
Integrierter Nationaler Energie- und Klimaplan für Luxemburg 2021-2030 (NECP) - MECDD 2020.
Geoportail - Geoportal der Landesvermessung, der Wasserwirtschaftsverwaltung, des Umweltministeriums, des Landwirtschaftsministeriums, der Landesplanung, http://www.geoportail.lu, 2024/2025 - Sektorale Leitpläne (Transport, Landschaften, Gewerbegebiete, Wohnungswesen) - Infrastrukturen (u.a. Straßen und Radwege) - Lärmkarten der Hauptverkehrsstraßen, Haupteisenbahnstrecken und des Großflughafens - Potenziell ruhige Gebiete im ländlichen Raum/ Stadtlandschaft und Stadtoasen - Tourismus - Offenlandbiotope und Wälder - Nationale und internationale Schutzgebiete

- Ökologische Wuchsbezirke - Wildtierkorridore - Oberflächengewässer - Hochwasser und Trinkwasserschutz - Starkregengefahrenkarte - Bodenkarte und geologische Karte - Digitales Höhenmodell - Archäologische Beobachtungszonen (ZOA) - PAG
MNHN-Datenportal - Kartenportal des Musée Nationale d'Histoire Naturelle. Abgerufen unter https://mdata.mnhn.lu/, 2024/2025.
Klimaökologische Situation in Luxemburg: Modellbasierte regionale Klimaanlayse - LIST und Geo-Net im Auftrag vom MECDD 2022.
INPA - Liste des immeubles et objets classes monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire, INPA Januar 2024.
Bodengüteklassen - ASTA 2017.
Altlasten/ Altlastenverdachtsflächen - Administration de l'Environnement o.A.
PAG der betroffenen Gemeinden
Naturschutzgenehmigungen N/ Réf.: 103423, 06.04.2023 N/ Réf.: 106596, 09.11.2023 N/ Réf.: 104610, 16.12.2022
Avis nach Art. 6.3 N/Ref.: 008455-PS/6.3 (MECB, 30. April 2025)

Zum aktuellen Zeitpunkt liegen keine detaillierten Projektinformationen (z.B. Zeitpunkt und Ausmaß der baulichen Entwicklung) vor, um zuverlässige Prognosen zu den potenziellen Auswirkungen durch die Umsetzung der PSZAE-Projekte geben zu können. In den Fazits der einzelnen PSZAE-Projekte wird auf die fehlenden Projektunterlagen und -informationen hingewiesen, da detailliertere Informationen zu den einzelnen PSZAE-Projekten grundlegend für die Analysen im Umweltbericht sind. Sollten Modifizierungen bezüglich des *Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques »* stattfinden, sind auch diese im UB zu berücksichtigen.

3 WESENTLICHE ZIELE UND INHALTE DES PSZAE

3.1 ZIELE

Der **PSZAE** hat die Aufgabe, die räumliche Verteilung der Flächen für Aktivitätszonen um die wirtschaftliche Entwicklung des Großherzogtums zu lenken und zu unterstützen als auch eine ausreichende und nachhaltige Versorgung des Landes mit Flächen für die Wirtschaft sicherzustellen.

Es sollen einerseits Flächen für kommunale Gewerbegebiete gesichert werden, um Raum für die Ansiedlung prioritär lokaler Gewerbe- und Handwerksbetriebe zu schaffen. Andererseits sollen durch eine koordinierte Standortauswahl Flächen für regionale und nationale Aktivitätszonen ausgewiesen werden. Dadurch kann eine rationellere Flächennutzung ermöglicht und der Zersiedelung der Landschaft entgegengewirkt werden.

Dabei bezieht sich der PSZAE sowohl auf bestehende als auch auf geplante Aktivitätszonen, wobei zwischen nationalen, spezifisch nationalen, regionalen und kommunalen Aktivitätszonen unterschieden wird. Zentrale Punkte und Festlegungen des PSZAE sind folgende:

1. favoriser la réalisation de zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales ;
2. définir des terrains destinés à accueillir des zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales destinées prioritairement à l'implantation d'activités artisanales et industrielles ;
3. restreindre la possibilité pour les communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées et affectées principalement ou accessoirement aux activités économiques, que ce soit au niveau national, régional ou communal ;
4. reclasser pour des considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégration environnementale et paysagère des zones d'activités économiques communales en tant que « zone verte » ;
5. inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales par une viabilisation et une gestion de zones d'activités économiques régionales.

Die Regelungen haben insbesondere zum Ziel, den Flächenverbrauch im Bereich der gewerblichen Entwicklung zu optimieren, der Landschaftszersiedlung entgegenzuwirken, Standorte zu koordinieren und auf die Landesplanung auszurichten und damit die Anforderungen und Belange der Wirtschaft und der Raumplanung aufeinander abzustimmen.

3.2 INHALTE

Der PSZAE definiert bestehende und geplante nationale und regionale Aktivitätszonen. Zudem beinhaltet der PSZAE Vorgaben zu kommunalen Aktivitätszonen. Der PSZAE trat am 1. März 2021 in Kraft. Im Anhang des Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » befinden sich verschiedene Listen:

- Annexe 1 : Liste des zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées.
- Annexe 2 : Liste des zones d'activités économiques communales existantes à reclasser.
- Annexes 3 bis 5 bilden den grafischen Teil des PSZAE.

Nationale und spezifisch nationale Aktivitätszonen (ECO-n, SP-n)

Im Plan sectoriel werden bestehende nationale und spezifische nationale Aktivitätszonen aufgeführt und Reservierungen für neue Zonen resp. Erweiterungen festgelegt. Die Gemeinden können nationale und spezifische nationale Aktivitätszonen in ihren PAG's nur ausweisen, wenn diese innerhalb der im PSZAE vorgegebenen Zonen liegen.

Regionale Aktivitätszonen (ECO-r)

Im Plan sectoriel werden bestehende regionale Aktivitätszonen aufgeführt und Reservierungen für neue Zonen resp. Erweiterungen festgelegt. Die Gemeinden können regionale Aktivitätszonen in ihren PAG's nur ausweisen, wenn diese innerhalb der im PSZAE vorgegebenen Zonen liegen. Voraussetzung für eine Erschließung und Verwaltung einer regionalen Aktivitätszone ist eine interkommunale Zusammenarbeit unter Form eines Syndikats.

Übernahme der nationalen, spezifischen nationalen und regionalen Aktivitätszonen in die kommunale Planungsebene (PAG´s)

Die flächenhaften Festlegungen müssen in die PAG's der Gemeinden übernommen werden (schriftlicher Teil und graphischer Teil). Die Beibehaltung von Teilen der PSZAE-Zonen in der zone verte kann genehmigt werden, um Verpflichtungen aus der Umweltgesetzgebung sowie aus dem Bereich des kulturellen und archäologischen Erbes zu erfüllen.[1] Zudem können zones de servitude „urbanisation" definiert werden, die es ermöglichen, die Erhaltung der städtebaulichen Qualität sowie der natürlichen Umwelt und der Landschaft zu gewährleisten.[2]

Kommunale Aktivitätszonen (ECO-c)

Kommunale Zonen können nur ausgewiesen werden, wenn sie bestimmte raumordnerische Kriterien erfüllen (Einbindung in den Siedlungskörper und Förderung der Funktionsmischung, Vermeidung einer Landschaftszersiedlung, Beachtung eines ausgewogenen Verhältnisses zwischen Wohn- und Aktivitätszonen) oder den Fortbestand bestehender lokalen wirtschaftlichen Aktivitäten oder die Neuzuweisung eines bereits urbanisierten Areals ermöglichen.
Die Erarbeitung der Inhalte des PSZAE erfolgt in Abstimmung mit den Plans sectoriels „Transports", „Logement" und „Paysages", um eine nachhaltige Entwicklung des Großherzogtums in allen Bereichen zu ermöglichen.

[1] vgl. Art. 8 des Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques ».
[2] vgl. Art. 30 des Règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

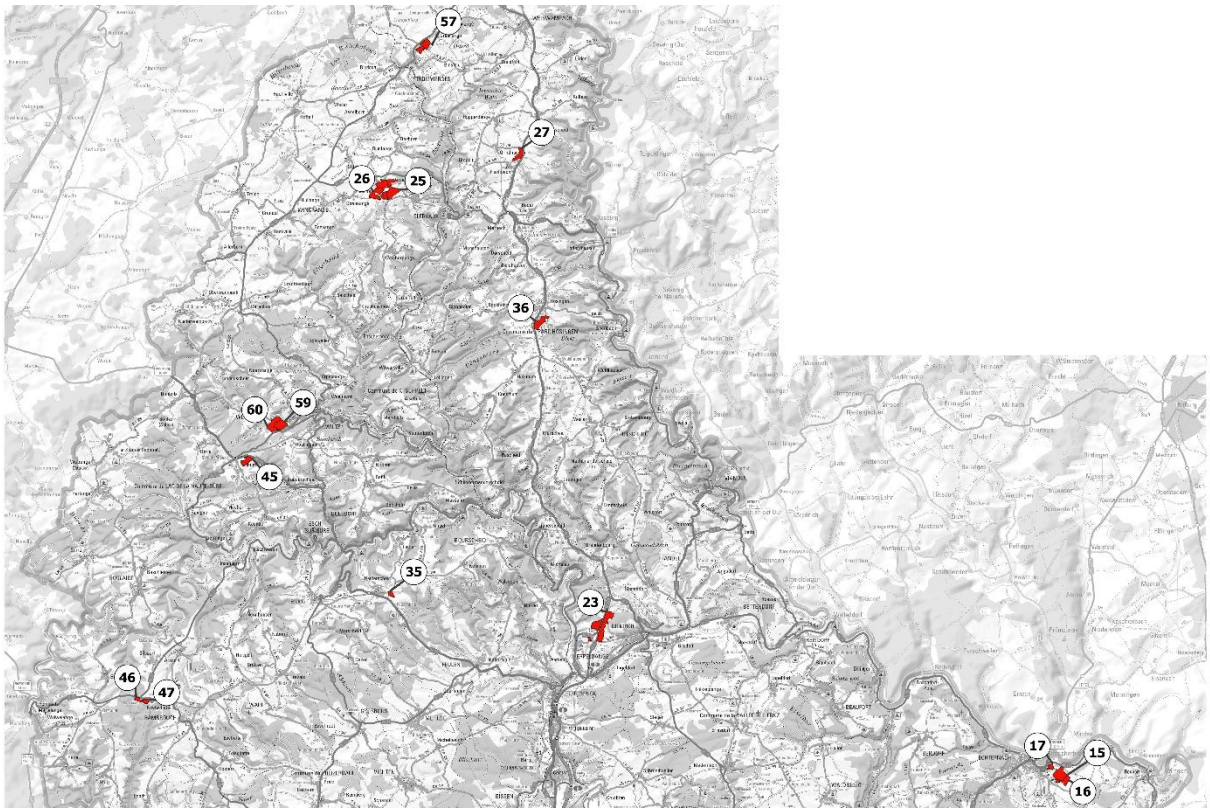


Abbildung 1: Zones d'activités économiques (existantes et projetées) im Norden von Luxembourg. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.



Abbildung 2: Zones d'activités économiques (existantes et projetées) im Süden und in der Mitte von Luxembourg. Quelle: Oeko-Bureau, 2026.

4 UNTERSUCHUNGSGEGENSTAND DER SUP

Der Vorhabenträger hat Informationen zu insgesamt 27 PSZAE-Projekten bereitgestellt, die einer Umweltprüfung unterzogen werden. Nachfolgend werden die Projekte aufgeführt.

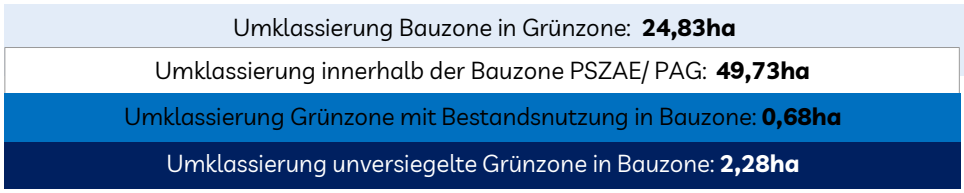
Tabelle 2: Projektübersicht PSZAE-Modifikation.

Nr. PSZAE	Bezeichnung
1	Bettembourg (Krakelshaff)
9	Bettembourg/ Dudelange (Wolser)
10	Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“
12	Differdange/ Sanem (Hahnebësch)
15	Echternach
17	Echternach (Schmatzuecht)
18	Ehlerange (Crassier)
22	Ellange-Gare (Triangle Vert)
24	Esch-sur-Alzette (a Sommet)
25	Eselborn/ Lentzweiler
26	Eselborn/ Lentzweiler
32	Grevenmacher (Potaschbierg)
33	Grevenmacher (Potaschbierg)
37	Käerjeng (Robert Steichen)
40	Mersch (Mierscherbierg)
42	Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire“
45	Nothum
47	Rambrouch (Riesenhaff)
49	Redange-sur-Attert
52a	Rodange (PED)
52b	Rodange (PED)
54	Sanem (Gadderscheier)
56	Schifflange (Herbett)
57	Troisvierges (a Stackem)
59	Wiltz
60	Wiltz (Salzbaach)
62	Koerich (Windhof)

Tabelle 3: Projektübersicht PSZAE-Modifikation.

Nr. PSZAE	Bezeichnung	Art der Modifikation	Zone im PAG	Modifikation im PSZAE	Größe in ha
1	Bettembourg (Krakelshaff)	Extension	SPEC, ECO-c2	ECO-n	15,37
9	Bettembourg/ Dudelange (Wolser)	Rückklassierung	AGR		0,97
		Rückklassierung	ECO-n		1,38
		Rückklassierung	ECO-n		2,09
		Rückklassierung	ECO-n		6,63
10	Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“	Extension	SP-n	ECO-n	0,6
12	Differdange/ Sanem (Hahnebësch)	Extension	ECO-n	ECO-n	0,17
15	Echternach	Extension	ECO-n	ECO-n	0,31
17	Echternach (Schmatzuecht)	Extension	ECO-c1	ECO-r	0,17
		Extension	ECO-c1	ECO-r	0,04
		Extension	AGR	ECO-r	0,04
18	Ehlerange (Crassier)	Extension	ECO-c2	ECO-n	5,27
		Extension	ECO-n	ECO-n	0,03
		Extension	VERD	ECO-n	0,03
		Rückklassierung	ECO-c		1,31
		Rückklassierung	ECO-n		0,88
22	Ellange-Gare (Triangle Vert)	Extension	ECO-r	ECO-r	1,19
		Extension	AGR	ECO-r	0,2
24	Esch-sur-Alzette (a Sommet)	Extension	ECO-r	ECO-r	0,02
		Extension	PARC	ECO-r	0,11
		Extension	VERD, PARC	ECO-r	0,69
25	Eselborn/ Lentzweiler	Extension	ECO-r	ECO-r	2,28
		Rückklassierung	SPEC		0,02
		Extension	AGR	ECO-r	0,02
26	Eselborn/ Lentzweiler	Rückklassierung	AGR		0,45
32	Grevenmacher (Potaschbierg)	Rückklassierung	ECO-r		0,11
33	Grevenmacher (Potaschbierg)	Rückklassierung	AGR		0,95
		Extension	ECO-c1	ECO-c	0,29
37	Käerjeng (Robert Steichen)	Extension	ECO-c2	ECO-n	5,98
		Rückklassierung	ECO-c2		10,62
40	Mersch (Mierscherbierg)	Rückklassierung	ECO-c		0,24
		Extension	ECO-r	ECO-r	0,03
42	Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire“	Rückklassierung	SP-n		1,41
45	Nothum	Extension	AGR	ECO-r	0,06
47	Rambrouch (Riesenhaff)	Extension	ECO-r	ECO-r	0,02
49	Redange-sur-Attert	Extension	ECO-r1	ECO-r	0,73
52a	Rodange (PED)	Rückklassierung	BEP		0,43
52b	Rodange (PED)	Umklassierung	ECO-n	ECO-r	1,41
54	Sanem (Gadderscheier)	Extension	VERD	ECO-n	0,78
		Extension	VERD	ECO-n	0,37
		Extension	VERD	ECO-n	0,21
56	Schifflange (Herbett)	Rückklassierung	ZAE		11,33
		Extension	ZAE	ECO-r	0,15
57	Troisvierges (a Stackem)	Extension	BEP	ECO-r	0,75
		Rückklassierung	ECO-r		0,29
59	Wiltz	Umklassierung	ECO-r	ECO-n	0,1
		Umklassierung	ECO-n	ECO-r	0,42
60	Wiltz (Salzbaach)	Umklassierung	ECO-r	ECO-n	0,1
		Umklassierung	ECO-n	ECO-r	0,42
62	Koerich (Windhof)	Rückklassierung	HAB		0,05

Legende:


Umklassierung Bauzone in Grünzone: **24,83ha**
Umklassierung innerhalb der Bauzone PSZAE/ PAG: **49,73ha**
Umklassierung Grünzone mit Bestandsnutzung in Bauzone: **0,68ha**
Umklassierung unversiegelte Grünzone in Bauzone: **2,28ha**

5 DARSTELLUNG DER SCHUTZGUTSPEZIFISCHEN UMWELTZIELE

Den Bewertungsrahmen der SUP bilden zehn zentrale Leitziele des Umweltschutzes, die sich in unterschiedlicher Intensität auf eines oder mehrere der sieben im SUP-Gesetz aufgeführten Schutzgüter beziehen, die bei der Beurteilung von Umweltfolgen zu berücksichtigen sind. Die Leitziele ergeben sich aus den Zielsetzungen nationaler Pläne und Programme sowie dem SUP-Leitfaden von 2010, unter Berücksichtigung der aktuellen Anpassungen.

Leitziel 01 Dem Leitbild des Klimaschutzes entsprechend, müssen Energieeinsparungen und Emissionsminderung gefördert werden, so dass eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (*im Vergleich zum Basisjahr 2005) und das Ziel der „Netto-null-Emissionen“ bis spätestens 2050 möglich werden. Ebenfalls soll bis zum Jahr 2030 der nationale Anteil erneuerbarer Energien an der Bruttoendenergienachfrage auf 25% erhöht und der Endenergieverbrauch dank gesteigerter Energieeffizienz um 40% bis 44% (*im Vergleich zum Basisjahr 2007) reduziert werden.

(PNDD 3ieme plan, 2019 (S.57); PNEC „2021-2030“, 2020 (S. 35 ff.))

Leitziel 02 Im Rahmen der Raumentwicklung auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene gilt es die Anpassungsfähigkeit und Resilienz der Gesellschaft an die Auswirkungen und Veränderungen durch den Klimawandel zu stärken und zu fördern.

(Klimaadaptationsplan 2018-2023, 2018)

Leitziel 03 Im Sinne des Schutzes natürlicher Ressourcen gilt es bis 2050 den gesunden und widerstandsfähigen Zustand der Böden und Bodenökosysteme durch Schutzmaßnahmen, eine nachhaltige Nutzung und Wiederherstellungsprozesse zu erreichen. Ferner ist der nationale Flächenverbrauch bis spätestens 2035 auf 0,25 ha/Tag zu stabilisieren und bis 2050 auf Netto-Null zu reduzieren/senken. Darüber hinaus gilt es im Rahmen der Raumplanung auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene zu vermeiden, dass große Mengen Erdaushub entsorgt werden müssen und somit die begrenzten Kapazitäten von Bauschuttdeponien langfristig nachhaltig bewirtschaftet werden können.

EU-Bodenstrategie für 2030, 2021 (S.3); Projet de PDAT2023, 2022 (S.45), europäischer Null-Schadstoff-Aktionsplan, 2021; Loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, 2012)

Leitziel 04 Der Erhalt und die Wiederherstellung eines guten „Wasserökosystems“ ist eine wichtige Herausforderung einer nachhaltigen Entwicklung. Entsprechend der europäischen Wasserrahmenrichtlinie soll sowohl der gute ökologische und chemische Zustand der Oberflächengewässer hergestellt als auch der gute chemische und mengenmäßige Zustand des Grundwassers gewährleistet werden (Verbesserungsgebot). Generell soll eine Verschlechterung der aquatischen Ökosysteme vermieden werden (Verschlechterungsverbot) und Schadstoffeinträge in die Gewässer gesenkt werden.

(3ter Wasserbewirtschaftungsplan und Maßnahmenprogramm „2021-2027“, 2021; PNDD 3ieme plan, 2019)

Leitziel 05 Zum Schutz der Biodiversität sind die Sicherung und Stärkung eines zusammenhängenden und funktionellen Netzwerks aus Schutzgebieten zu gewährleisten. Zu diesem Zweck sollen bis 2030 mindestens 30% der Landesfläche geschützt (Schutzstatus „Natura2000“ und/oder „Naturschutzgebiete von nationalem Interesse“) und mittels Managementplänen nachhaltig bewirtschaftet werden. Darüber

hinaus gilt es mindestens 1/3 der zu schützenden Fläche als „Naturschutzgebiet von nationalem Interesse“ einer strengen Schutzstellung zu unterstellen.

(PNPN 3ieme plan „2023-2030“, 2023)

Leitziel 06 Die Wiederherstellungsprozesse der nationalen Biodiversität sind bis 2030 sicherzustellen, mit dem Ziel alle Ökosysteme in Luxemburg bis 2050 wiederherzustellen, widerstandsfähig zu machen und angemessen zu schützen. Des Weiteren gilt es die weitere Verschlechterung aller geschützten Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie, die sich derzeit nicht in einem günstigen Zustand befinden, bis 2026 zu verhindern. Ebenfalls ist sicherzustellen, dass bis 2030 mindestens 30% der geschützten Arten und Lebensräume, die sich derzeit in einem ungünstigen Zustand befinden, in einen günstigen Zustand gelangen oder aber einen starken positiven Trend aufweisen.

(PNPN 3ieme plan „2023-2030“, 2023; EU-Biodiversitätsstrategie 2030, 2020)

Leitziel 07 Zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit sowie zur Förderung der Lebensqualität ist vordergründig das Überschreiten der lokalen Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel zu verhindern. Bis 2030 (*im Vergleich zum Basisjahr 2005) soll eine langfristige Verbesserung der Luftqualität durch eine Verminderung der Emissionen an SO_2 (-50%), NOx (-83%), COVNM (-42%), NH_3 (-22%) und $PM_{2,5}$ (-40%) erfolgen.

(RGD concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe, 2011, RDG concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, 2018; PNDD n3^{ieme} plan, 2019; plan qualité de l’air, 2021; programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, 2021; Modu2)

Leitziel 08 Zur Sicherung der Gesundheit und Lebensqualität von Mensch und Umwelt sind Lärmemissionen in der Gesamtbilanz zu reduzieren unter Berücksichtigung der Zielwerte der 16. Verordnung zur Durchführung des Bundesimmissionsschutzgesetzes (BImSchV). Dabei gilt es bestehende „Hot spots“ der Lärmbelastung zu beseitigen, zu verringern respektive die Entstehung neuer „Hot spots“ zu vermeiden.

(plans d’action contre le bruit, 2021; PNDD 3^{ieme} plan, 2019, BImSchV, 1990)

Leitziel 09 Die Reduktion verkehrsbedingter Gesundheits- und Umweltbelastungen ist durch den Ausbau einer nachhaltigen Mobilität zu fördern. Bis 2035 soll der Modal-Split zwischen öffentlichem Personenverkehr (ÖV), motorisiertem Individualverkehr (MIV) und nicht-motorisiertem Individualverkehr (NMIV) auf 22/53/25 verbessert werden.

(PNM „2035“, 2022 (S.36); Modu 2.0, 2018 (S. 8); PNDD 3^{ieme} plan, 2019; projet PDAT, 2023 (S.36))

Leitziel 10 Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Erhalt und die behutsame Weiterentwicklung der Landschaft sowie des kulturellen, architektonischen und archäologischen Erbens in ihrem räumlichen Zusammenhang zu sichern. Der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- und Sachgüter sowie eine weitere Fragmentierung der Landschaft sind zu vermeiden.

(PNDD 3^{ieme} plan, 2019, Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l’Europe, 1985, European Landscape Convention, 2004)

Diese Leitziele sowie weitere spezifische Umweltziele lassen sich den sieben Schutzgütern zuordnen.

In den folgenden Abschnitten werden die für den PSZAE geltenden wesentlichen Umweltziele nach Schutzgütern gegliedert dargestellt.

5.1 SCHUTZGUT MENSCHLICHE GESUNDHEIT UND BEVÖLKERUNG

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 4: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Menschliche Gesundheit und Bevölkerung.

LEITZIEL	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
01	Klimaschutz und Klimaanpassung: • Förderung von Energieeinsparung und Emissionsminderung zur Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (Basisjahr 2005) • Ziel der „Netto-null-Emissionen“ bis spätestens 2050 • Erhöhung des Anteils erneuerbarer Energien an der Bruttoendenergienachfrage bis 2030 auf 25% • Reduktion des Endenergieverbrauchs dank gesteigerter Energieeffizienz bis 2030 um 40-44% (Basisjahr 2007) *(PNDD 3ieme plan, 2019 (S.57); PNEC „2021-2030“, 2020 (S. 35 ff.))*
02	Im Rahmen der Raumentwicklung auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene gilt es die Anpassungsfähigkeit und Resilienz der Gesellschaft an die Auswirkungen und Veränderungen durch den Klimawandel zu stärken und zu fördern. *(Klimaadaptationsplan 2018-2023, 2018)*
07	Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit Förderung von Lebensqualität: • Verhinderung der Überschreitung lokaler Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel • Verbesserung der Luftqualität durch eine Verminderung der Emissionen an SO_2 (-50%), NOx (-83%), COVNM (-42%), NH_3 (-22%) und $PM_{2,5}$ (-40%) bis 2030 (Basisjahr 2005) *(RGD concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe, 2011, RDG concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, 2018; PNDD n3ieme plan, 2019; plan qualité de l’air, 2021; programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, 2021; Modu2)*
08	Sicherung von Gesundheit und Lebensqualität: • Reduktion von Lärmemissionen in der Gesamtbilanz unter Berücksichtigung der Zielwerte der 16. Verordnung zur Durchführung des Bundesimmissionsschutzgesetzes (BImSchV) • Bestehende „Hot spots“ der Lärmbelastung beseitigen, verringern respektive die Entstehung neuer „Hot spots“ vermeiden *(plans d’action contre le bruit, 2021; PNDD 3ieme plan, 2019, BImSchV, 1990)*
09	Reduktion verkehrsbedingter Gesundheits- und Umweltbelastungen: • Förderung des Ausbaus einer nachhaltigen Mobilität • Verbesserung des Modal-Split zwischen ÖV, MIV und NMIV auf 22/53/25 bis 2035 *(PNM „2035“, 2022 (S.36); Modu 2.0, 2018 (S. 8); PNDD 3ieme plan, 2019; projet PDAT, 2023 (S.36))*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Lebensgrundlage
	Sicherung und Entwicklung dauerhaft guter Luftqualität
	Anpassung an die unvermeidbaren Auswirkungen des Klimawandels
	Schutz der Allgemeinheit vor Lärm und Gewährleistung von Ruheräumen
	Sicherung und Entwicklung von ausreichenden und qualitätsvollen Freizeit- und Erholungsinfrastrukturen insbesondere im Wohnumfeld
	Erhöhung der Verkehrssicherheit und Reduktion der Verkehrsbelastung

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigen Zielen lassen sich die Teilbereiche Lärm, Verkehrssicherheit, Genehmigungspflichtige Anlagen und Betriebe sowie Naherholungs- und Freizeitqualität abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.2 SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE UND BIOLOGISCHE VIELFALT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 5: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt.

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
05	Schutz der Biodiversität: • Sicherung und Stärkung eines zusammenhängenden und funktionellen Netzwerks aus Schutzgebieten • Schutz von mindestens 30% der Landesfläche bis 2030 (Schutzstatus „Natura2000“ und/oder „Naturschutzgebiete von nationalem Interesse“) und nachhaltige Bewirtschaftung mittels Managementplänen • Zudem Ausweisung von mindestens 1/3 der zu schützenden Fläche als „Naturschutzgebiet von nationalem Interesse“ mit strengen Schutzstellungen *(PNPN 3ieme plan „2023-2030“, 2023)*
06	Wiederherstellung der Biodiversität: • Wiederherstellungsprozesse der nationalen Biodiversität sind bis 2030 sicherzustellen, alle Ökosysteme in Luxemburg bis 2050 wiederherzustellen, widerstandsfähig zu machen und angemessen zu schützen • Verhinderung einer weiteren Verschlechterung aller geschützten Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie bis 2026, die sich derzeit nicht in einem günstigen Zustand befinden • Sicherstellung, dass bis 2030 mindestens 30% der geschützten Arten und Lebensräume, die sich derzeit in einem ungünstigen Zustand befinden, in einen günstigen Zustand gelangen oder aber einen starken positiven Trend aufweisen *(PNPN 3ieme plan „2023-2030“, 2023; EU-Biodiversitätsstrategie 2030, 2020)*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Standortbedingungen
	Sicherung und Entwicklung seltener und bedeutender Lebensräume
	Sicherung und Entwicklung eines funktionsfähigen Biotopverbundsystems
	Sicherung geschützter Tier- und Pflanzenarten und -bestände
	Sicherung der landestypischen biologischen Vielfalt
	Sicherung von unzerschnittenen Räumen
	Vermeidung von Beeinträchtigungen und Störungen der Bereiche, die eine besondere Bedeutung für Natur- und Artenschutz besitzen

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigen Zielen lassen sich die Teilbereiche internationale und nationale Schutzgebiete nach Artikel 32ff. NatSchG, Artenschutz nach Artikel 21 NatSchG, Biotop- und Habitatwert nach Artikel 17 NatSchG sowie Biotopvernetzung abgrenzen, die betrachtet werden.

5.3 SCHUTZGUT LANDSCHAFT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 6: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Landschaft.

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
10	Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Erhalt und die behutsame Weiterentwicklung der Landschaft sowie des kulturellen, architektonischen und archäologischen Erbens in ihrem räumlichen Zusammenhang zu sichern. Der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- und Sachgüter sowie eine weitere Fragmentierung der Landschaft sind zu vermeiden. *(PNDD 3ieme plan, 2019, Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, 1985, European Landscape Convention, 2004)*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der Vielfalt, Eigenart und Schönheit der Landschaften
	Sicherung und Entwicklung des Erlebniswertes der Landschaft und von Ruheräumen in der Landschaft
	Sicherung der Landschaft als Zeugnis historisch bedeutsamer und regional typischer Kulturlandschaften und Nutzungsformen
	Vermeidung von visuellen und strukturellen Beeinträchtigungen der Landschaft
	Sicherung und behutsame Weiterentwicklung von zusammenhängenden unzerschnittenen und störungsarmen Räumen
	Vermeidung von Eingriffen in die landschaftsprägende Topographie
	Sicherung und Schutz tradierter Landschafts- und Ortsbilder

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die relevanten Teilbereiche Wertigkeit der Landschaft und Lage im Siedlungskörper abgrenzen, die betrachtet werden.

5.4 SCHUTZGUT WASSER

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 7: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Wasser.

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
04	Erhalt und Wiederherstellung eines guten Wasserökosystems: • Herstellung eines guten ökologischen und chemischen Zustands der Oberflächengewässer sowie Gewährleistung eines guten chemischen und mengenmäßigen Zustandes des Grundwassers (Verbesserungsgebot entspr. EU-Wasserrahmenrichtlinie) • Generelle Vermeidung einer Verschlechterung der aquatischen Ökosysteme (Verschlechterungsverbot) und Senkung von Schadstoffeinträgen in die Gewässer *(3ter Wasserbewirtschaftungsplan und Maßnahmenprogramm „2021-2027", 2021; PNDD 3ieme plan, 2019)*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE

	Sicherung und Entwicklung der Regenerationsfähigkeit und nachhaltigen Nutzungsfähigkeit des Schutzgutes Wasser
	Sicherung und Entwicklung von großflächigen naturnahen Retentionsräumen
	Sicherung und Entwicklung ausreichender Überflutungsräume für den vorbeugenden Hochwasserschutz
	Bedeutung des Oberflächen- und Grundwassers für nationale und internationale Schutzgebiete

Die im Rahmen des SUP-Prozesses wesentlichen vier Teilaspekte des Schutzgutes Wasser (Oberirdische Gewässerkörper, unterirdische Gewässerkörper, Hochwasser sowie Abwasser und Oberflächenentwässerung) werden näher betrachtet.

5.5 SCHUTZGUT BODEN

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 8: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Boden.

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
03	Schutz natürlicher Ressourcen: • Erreichung eines gesunden und widerstandsfähigen Zustandes der Böden und Bodenökosysteme bis 2050 sowie Umsetzung von nachhaltiger Nutzung und Wiederherstellungsprozessen • Stabilisierung des nationalen Flächenverbrauch bis spätestens 2035 auf 0,25ha/Tag und Senkung bis 2050 auf Netto-Null • Vermeidung der Entsorgung große Mengen Erdaushub, um eine langfristig nachhaltige Bewirtschaftung der begrenzten Kapazitäten von Bauschuttdeponien im Rahmen der Raumplanung auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene sicherzustellen *(EU-Bodenstrategie für 2030, 2021 (S.3); Projet de PDAT2023, 2022 (S.45), europäischer Null-Schadstoff-Aktionsplan, 2021; Loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, 2012)*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung der Böden, ihrer ökologischen Funktionen und ihrer nachhaltigen Nutzbarkeit
	Schonung seltener und hochwertiger Böden, insbesondere der guten landwirtschaftlichen Böden
	Sparsame und schonende Bewirtschaftung der Ressource Boden
	Sanierung und Vermeidung von schadstoffbelasteten Böden
	Minimierung von Terrassierungsarbeiten und Vermeidung von Aushub

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigen Zielen lassen sich die Teilbereiche Flächenverbrauch, Relief, schadstoffbelastete Böden und landwirtschaftlich wertvolle Böden abgrenzen, die betrachtet werden.

5.6 SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 9: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Klima und Luft.

LEITZIEL	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
01	Klimaschutz und Klimaanpassung: • Förderung von Energieeinsparung und Emissionsminderung zur Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (Basisjahr 2005) • Ziel der „Netto-null-Emissionen“ bis spätestens 2050 • Erhöhung des Anteils erneuerbarer Energien an der Bruttoendenergienachfrage bis 2030 auf 25% • Reduktion des Endenergieverbrauchs dank gesteigerter Energieeffizienz bis 2030 um 40-44% (Basisjahr 2007) *(PNDD 3ieme plan, 2019 (S.57); PNEC „2021-2030“, 2020 (S. 35 ff.))*
02	Im Rahmen der Raumentwicklung auf nationaler, regionaler und kommunaler Ebene gilt es die Anpassungsfähigkeit und Resilienz der Gesellschaft an die Auswirkungen und Veränderungen durch den Klimawandel zu stärken und zu fördern. *(Klimaadaptationsplan 2018-2023, 2018)*
07	Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit Förderung von Lebensqualität: • Verhinderung der Überschreitung lokaler Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel • Verbesserung der Luftqualität durch eine Verminderung der Emissionen an SO_2 (-50%), NOx (-83%), COVNM (-42%), NH_3 (-22%) und $PM_{2,5}$ (-40%) bis 2030 (Basisjahr 2005) *(RGD concernant la qualité de l’air ambiant et un air pur pour l’Europe, 2011, RDG concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, 2018; PNDD n3ieme plan, 2019; plan qualité de l’air, 2021; programme national de lutte contre la pollution atmosphérique, 2021; Modu2)*
09	Reduktion verkehrsbedingter Gesundheits- und Umweltbelastungen: • Förderung des Ausbaus einer nachhaltigen Mobilität • Verbesserung des Modal-Split zwischen ÖV, MIV und NMIV auf 22/53/25 bis 2035 *(PNM „2035“, 2022 (S.36); Modu 2.0, 2018 (S. 8); PNDD 3ieme plan, 2019; projet PDAT, 2023 (S.36))*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Erhaltung, Sicherung oder Wiederherstellung und Entwicklung von Gebieten mit hoher Bedeutung für das regionale Klima und die Luftreinhaltung (Frisch- und Kaltluftentstehungsgebiete sowie entsprechende Schneisen zum Luftausgleich)
	Vermeidung von Beeinträchtigungen der klimatischen Ausgleichsleistungen
	Berücksichtigung potenzieller Folgen klimatischer Veränderungen wie Unwetterereignisse, zunehmende Hochwasser und Hitzeextreme

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigen Zielen lassen sich die drei Teilbereiche Klimawandel, klimatisch-lufthygienische Ausgleichsflächen und Feinstaub- und Stickstoffdioxidbelastung abgrenzen, die betrachtet werden.

5.7 SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 10: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Kultur- und Sachgüter.

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE

10	Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Erhalt und die behutsame Weiterentwicklung der Landschaft sowie des kulturellen, architektonischen und archäologischen Erbens in ihrem räumlichen Zusammenhang zu sichern. Der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- und Sachgüter sowie eine weitere Fragmentierung der Landschaft sind zu vermeiden. *(PNDD 3ieme plan, 2019, Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, 1985, European Landscape Convention, 2004)*
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Erhalt von Denkmalen und Sachgütern
	Sicherung von historischen Kulturlandschaften
	Sicherung baulicher Ensembles und erhaltenswerter Baustrukturen

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigen Zielen lassen sich die Teilbereiche archäologisch relevante Flächen sowie Denkmalschutz von Objekten und Ensembles abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

6 DETAILLIERUNGSGRAD DER UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG

Für jedes der 27 Einzelprojekte wurde ein projektbezogener Steckbrief erstellt (siehe Anhang 1), in dem der Umweltzustand sowie die voraussichtlichen Umweltauswirkungen schutzgutspezifisch unter Berücksichtigung der Umweltziele analysiert und bewertet wurden. Im Folgenden wird näher auf den Detaillierungsgrad der vorliegenden UEP und der einzelnen projektbezogenen Steckbriefe eingegangen.

6.1 PROJEKTBESCHREIBUNG UND BESCHREIBUNG DES UNTERSUCHUNGSRAUMES

Jedes Einzelprojekt verfügt über eine Identifikationsnummer (ID), die der Nummerierung des Projektes im PSZAE en vigueur entspricht. In der UEP erfolgt für jedes Einzelprojekt eine Beschreibung der PSZAE Modifikation sowie des Plangebietes der Modifikation. Anschließend wird der Untersuchungsraum des Einzelprojektes näher definiert und auf dessen schutzgutspezifische Besonderheiten eingegangen.

6.2 SCHUTZGUTSPEZIFISCHE BEWERTUNG

In der vorliegenden UEP werden für jedes Einzelprojekt der Umweltzustand sowie voraussichtliche Umweltauswirkungen schutzgutspezifisch unter Berücksichtigung der Umweltziele (siehe Kapitel 5.1) analysiert und anhand einer Erheblichkeitsmatrix (siehe nachfolgende Abbildung) bewertet.

Umweltauswirkungen		Erläuterung	
I	nicht betroffen	Belange des Schutzgutes sind nicht berührt oder werden nicht beeinträchtigt, keine Korrelation zwischen Schutzgut und Wirkung	Phase 2 der SUP **nicht** erforderlich
II	geringe Auswirkung	Geringe Auswirkungen sind vorhanden Die Auswirkungen können innerhalb eines kurzen Zeitraumes durch Vermeidungs- und Kompensationsmaßnahmen reduziert werden	
III	mittlere Auswirkung	Deutliche Auswirkungen auf Schutzgüter sind vorhanden Die Auswirkungen können innerhalb eines angemessenen Zeitraumes durch Vermeidungs- und Kompensationsmaßnahmen reduziert werden	
IV	hohe Auswirkung	Starke Auswirkungen auf Schutzgüter sind vorhanden Die Auswirkungen können nicht vollständig oder nur innerhalb eines langen Zeitraumes durch Vermeidungs- und Kompensationsmaßnahmen reduziert werden	Risiko der Erheblichkeit ist gegeben Phase 2 der SUP erforderlich
V	sehr hohe Auswirkung	Sehr starke Auswirkungen auf Schutzgüter sind vorhanden Die Auswirkungen sind nicht innerhalb eines angemessenen Zeitraumes kompensierbar	

Abbildung 3: Erheblichkeitsbewertung in der SUP. Quelle: eigene Darstellung nach SUP-Leitfaden, 2010.

Die Zustandsbeschreibung und voraussichtliche Umweltauswirkungen erfolgen gemäß Art. 5 SUP-Gesetz gegliedert nach den sieben Schutzgütern Bevölkerung und Gesundheit des Menschen, Pflanzen, Tiere und Biologische Vielfalt, Landschaft, Wasser, Boden, Klima und Luft, Kultur- und Sachgüter sowie der Wechselwirkungen zwischen den Schutzgütern.

Tabelle 11: Darstellung der schutzgutspezifischen Themen pro Projekt.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	• Bauphase[3] (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub, erhöhtes Verkehrsaufkommen) • Vorbelastung (Verkehrsbelastung, Lärm, Infrastrukturen) • Abstand zu bestehenden Nutzungen • Ruhige Gebiete, Naherholung, Freizeit	**(nicht betroffen/ geringe Auswirkung/ mittlere Auswirkung/ hohe Auswirkung/ sehr hohe Auswirkung)**
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	• Bauphase (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) • Betroffenheit Grünzone, nationale und internationale Schutzgebiete, Wälder, Korridore, Landschaftsstrukturelemente • Geschützte Biotope • Geschützte Arten	*
Boden	• Bauphase (Schadstoffeinträge, temporär genutzte Flächen, Bodenverdichtung) • Vorbelastung (Grad vorhandener Versiegelung) • Bodenverbrauch • Altlasten, Altlastenverdachtsflächen • Bodenqualität (Verlust wertvoller Böden)	*
Wasser	• Bauphase (Verschmutzungen von Oberflächengewässern und Grundwasser) • Überschwemmungszonen • Trinkwasserschutzzonen, Grundwasser, Quellen, Fließgewässer • Versiegelung, Oberflächenabfluss • Starkregengefahren • Abwasser	*
Klima und Luft	• Bauphase (Emissionen) • Geländeklima (Flächen mit bioklimatischer Bedeutung/ Ausgleichsfunktion) • Emissionen	*
Landschaft	• Bauphase (Baustellen) • Vorbelastungen (bestehende Infrastrukturen, besiedelter Raum) • Landschaftsbild (urbanisierter Raum), Einsehbarkeit • Grünzone, Unberührtheit • Betroffenheit Ausweisungen des PS Paysage • Topographie	*
Kultur- und Sachgüter	• Kulturdenkmäler nach INPA • Archäologische Beobachtungszonen nach INRA	*

Es ist zu berücksichtigen, dass aufgrund der tabellarischen Form bei den einzelnen Projekten ggf. nur auf die relevanten Themen näher eingegangen wird. Für jedes Projekt erfolgte aber eine Vorprüfung auf alle oben genannten Themenfelder.

[3] Unter den jeweiligen Schutzgütern (mit Ausnahme der Kultur- und Sachgüter) wird auch jeweils die Bauphase der Projekte bei den Analysen berücksichtigt. Hierbei ist zu beachten, dass die voraussichtlichen Umweltauswirkungen teilweise nur temporär bestehen und diese in Abhängigkeit der Größe des Untersuchungsraumes bzw. des Eingriffs stehen.

6.3 BERÜCKSICHTIGUNG KUMULATIVER WECHSELWIRKUNGEN

In der UEP erfolgt für jedes Einzelprojekt eine Betrachtung möglicher kumulativer Wechselwirkungen mit den vier Plans sectoriels.

6.4 VORPRÜFUNG DER VERTRÄGLICHKEIT MIT DEN SCHUTZZIELEN VON NATURA2000

Die modifizierten Projekte des PSZAE haben keine direkten Auswirkungen auf europäische Natura2000-Schutzgebiete.

Nach Art. 32f NatSchG, ist eine FFH-Verträglichkeitsprüfung durchzuführen, sobald Pläne oder Projekte einzeln oder in Verbindung mit anderen Plänen und Projekten (kumulativ) auf europäische Natura2000-Schutzgebiete (Vogelschutzgebiete/ Flora-Fauna-Habitat-Gebiete) erhebliche Auswirkungen haben könnten. Zu prüfen ist, ob Pläne/ Projekte mit den für die Schutzgebiete festgelegten Erhaltungszielen verträglich sind und sich erhebliche Beeinträchtigungen der Erhaltungsziele durch die Planung ausschließen lassen.

Eine FFH-Verträglichkeitsprüfung läuft in mehreren Phasen ab:

- Phase 1 Vorprüfung „Screening“
- Phase 2 Prüfung auf Verträglichkeit
- Phase 3 Prüfung von Alternativlösungen
- Phase 4 Ausnahmeprüfung

Die Anzahl der zu durchlaufenden Phasen und ihrer Detailschärfe ergeben sich aus dem Grad der zu erwartenden erheblichen Auswirkungen.

Da jedoch keine europäischen Natura2000-Schutzgebiete durch eine zone modifiée des PSZAE direkt tangiert werden und somit kein Flächenentzug gegeben ist sowie überwiegend Anpassungen an die Ausweisungen des PAG und tatsächliche Bestandsnutzungen erfolgen, wird die Ausarbeitung von einer FFH-Verträglichkeitsprüfung Phase 1 Vorprüfung „Screening“ sowie Artenschutzscreenings als nicht erforderlich erachtet. Zudem konnten keine indirekten Wirkungszusammenhänge für aquatische Erhaltungsziele durch die Oberflächenentwässerung, Nähe zu Bachläufen oder fehlende Klärkapazitäten für Extensionen ermittelt werden.

6.5 WEITERE VORGEHENSWEISE

In der vorliegenden UEP wird für jedes Projekt des PSZAE eine kurze Zusammenfassung am Ende des Steckbriefes gegeben, ob eine SUP-Phase 2 (UB) notwendig ist und welche zentralen Inhalte detailliert zu behandeln sind.

7 ZUSAMMENFASSUNG UND FAZIT

Der PSZAE definiert bestehende und geplante nationale und regionale Aktivitätszonen. Der PSZAE zielt darauf ab, Flächen für die Entwicklung von nationalen und regionalen Aktivitätszonen zu reservieren, primär für die Niederlassung von gewerblichen und industriellen Aktivitäten, um die nationale Wirtschaftsentwicklung zu unterstützen und zu diversifizieren. Zudem soll er einer unkontrollierten Raumentwicklung sowie einer weiteren Zersiedelung entgegenwirken und die Gemeinden dazu ermutigen, gemeindeübergreifende Strategien für die vorrangige Umsetzung regionaler Gewerbegebiete zu entwickeln und umzusetzen. Zudem beinhaltet der PSZAE Vorgaben zu für die Ausweisung und Erweiterung kommunaler Aktivitätszonen. Zur Anpassung und zur Aktualisierung des PSZAE ist es erforderlich, den im März 2021 in Kraft getretenen PSZAE zu überarbeiten.

Das *Ministère du Logement et de* l'Aménagement du territoire (MAT) und das Ministère de l'Économie (MECO) als Vorhabenträger planen die Durchführung von Änderungen des PSZAE. Für insgesamt 27 Projekte aus dem PSZAE sollen Änderungen vorgenommen werden. Diese Projekte müssen einer Umweltprüfung unterzogen werden. Die Änderungen des PSZAE fallen unter die Vorgaben des Gesetzes *„loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement"* (SUP-Gesetz) und sind einer Strategischen Umweltprüfung (SUP) zu unterziehen. Hierdurch sollen erhebliche negative Umweltauswirkungen frühzeitig erkannt und im Sinne einer wirksamen Umweltvorsorge so weit wie möglich vermieden oder ausreichend gemindert werden.

Der Ablauf der SUP gliedert sich entsprechend in folgende Schritte:

1. Prüfung der Umwelterheblichkeit (UEP, 1. Phase des Umweltberichts, vorliegender Bericht)
   - ➔ In einem ersten Teil des Umweltberichts wird überprüft, ob die Umnutzung einer Fläche zu erheblichen Umweltauswirkungen führen kann.
2. Stellungnahme der betroffenen Administrationen zum 1. Teil des Umweltberichts
   - ➔ Nach Art. 6.3 des SUP-Gesetzes erstellt das Umweltministerium eine Stellungnahme zum ersten Teil des Umweltberichts und formuliert Ausmaß und Detaillierungsgrad der Aussagen, die im zweiten Teil des Umweltberichts formuliert werden sollen.
3. Ausarbeitung des 2. Teils des Umweltberichts (UB)

Die insgesamt 27 PSZAE-Projekte wurden im Rahmen der 1. Phase des Umweltberichts (UEP) einer Umweltprüfung unterzogen (vorliegender Bericht). Für jedes Einzelprojekt wurde ein projektbezogener Steckbrief erstellt, in dem der Umweltzustand sowie die voraussichtlichen Umweltauswirkungen schutzgutspezifisch unter Berücksichtigung der Umweltziele analysiert und bewertet wurden.

Insgesamt kann als Ergebnis der Analyse geschlussfolgert werden, dass keine erheblichen Auswirkungen durch die geplanten übergeordneten Modifikationen des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet werden. Im Falle von Projektkonkretisierungen auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Eine detaillierte Betrachtung der untersuchten Projekte im Umweltbericht ist somit nicht erforderlich.

8 ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS

ANF	Administration de la nature et des forêts
ASTA	Administration des services techniques de l'agriculture
CEF-Maßnahme(n)	Continuous ecological functionality measure(s)
CHNS	Corridors à haut niveau de service
EIE	Evaluation des incidences sur l'environnement
FFH	Fauna-Flora-Habitat
GEP	Grands Ensembles Paysagers
INPA	Institut national pour le patrimoine architectural
INRA	Institut national de recherches archéologiques
IVL	Integriertes Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept für Luxemburg
MAI	Ministère des Affaires intérieures
MECB	Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
MECO	Ministère de l'Économie
MAT	Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
MMTP	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
MNHN	Portail des cartes des Musée Nationale d'Histoire
NatSchG	Naturschutzgesetz - loi modifiée du 18 juillet 2018
NECP	National Energy- and Climate Plan
PAG	Plan d'aménagement général
PCh	Administration des ponts et chaussées
PDAT	Programme directeur d'aménagement du territoire
PDS	Plans directeurs sectoriels
PNM	Plan national de mobilité
PNDD	Plan national pour un développement durable
PNPN	Plan national concernant la protection de la nature
PSL	Plan directeur sectoriel „logement"
PSP	Plan directeur sectoriel „paysages"
PST	Plan directeur sectoriel „transport"
PSZAE	Plan directeur sectoriel „zones d'activités économiques"
RGD	Règlement grand-ducal
SUP	Strategische Umweltprüfung
UB	Umweltbericht
UEP	Umwelterheblichkeitsprüfung

9 ANHANG

Anhang 1: Steckbriefe

Anhang 2: Stellungnahme nach Art. 6.3, Réf.: 008455-PS/6.3 (MECB, 30. April 2025)

Anhang 3: Modifications PSZAE Phase 1 (MAT, März 2026)

Oeko-Bureau
Ecologie / Aménagement du territoire
Didactique de l'Environnement

STRATEGISCHE UMWELTPRÜFUNG PHASE 1 (UEP)

FÜR DIE ÄNDERUNGEN DES

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL « ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUE »

(PSZAE)

- ANHANG 1: STECKBRIEFE -

INHALTSVERZEICHNIS

Legende 3
01: Bettembourg (Krakelshaff) 5
09: Bettembourg/ Dudelange (Wolser) 9
10: Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“ 12
12: Differdange/ Sanem (Hahnebësch) 16
15: Echternach 21
17: Echternach (Schmatzuecht) 24
18: Ehlerange (Crassier) 29
22: Ellange-Gare (Triangle Vert) 33
24: Esch-sur-Alzette (a Sommet) 37
25: Eselborn/ Lentzweiler 40
26: Eselborn/ Lentzweiler 45
32: Grevenmacher (Potaschbierg) 48
33: Grevenmacher (Potaschbierg) 51
37: Käerjeng (Robert Steichen) 56
40: Mersch (Mierscherbierg) 60
42: Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire“ 64
45: Nothum 67
47: Rambrouch (Riesenhaff) 71
49: Redange-sur-Attert 75
52a: Rodange (PED) 79
52b: Rodange (PED) 82
54: Sanem (Gadderscheier) 85
56: Schifflange (Herbett) 90
57: Troisvierges (a Stackem) 94
59: Wiltz 97
60: Wiltz (Salzbaach) 101
62: Koerich (Windhof) 105

LEGENDE

Délimitation de la zone PSZAE projetée

Délimitation de la zone PSZAE en vigueur

Nouvelle zone existante

Adaptation

Extension de la zone existante

Surface à retirer de la zone projetée

Changement catégorie

ZAE existantes à reclasser, ECO-c à reclasser

Naturschutzgebiete
(MECDD, 06/10/2023)

Natura 2000 - Vogelschutzzonen

Natura 2000 - Flora - Fauna - Habitatschutzzonen

Nationale Schutzgebiete
(MECDD, 2023)

Nationale Naturschutzgebiete

Naturschutzgebiete in der Ausweisungsprozedur

Wildtierkorridore
(ANF, 2022)

Korridore

Wasser
(AGE, 2017)

Fließgewässer

wasserführender Graben

(Age, 2021)

Trinkwasserschutzzone provisorisch

Trinkwasserschutzzone in Prozedur

Trinkwasserschutzzone durch großherzogliche Verordnung festgelegt

PAG - Bauzonen
(publiziert im GEOPORTAIL, 2023)

Zone d'habitation

Zone mixte

Zone de bâtiments et d'équipements publics

Zone d'activités économiques

Zone de loisir

Zone spéciale

Perimeter

gültiger Bauperimeter

Geschützte Biotope (Offenland und Wälder)
(ANF, 2023)

Flächenbiotop

3130 - Oligo-mesotrophe Gewässer mit Vegetation vom Typ Littorelletea uniflorae und/oder Isoëto-Nanojuncetea
3140 - Oligo-mesotrophe kalkhaltige Gewässer mit Characeen (Characeae)
3150 - Eutrophe Gewässer mit Vegetation vom Typ Magnopotamion oder Hydrocharition
4030 - Trockene Calluna-Heiden
5130 - Wachholderheiden (Juniperus communis)
6110 - Lückige, basen- bzw. kalkreiche Pionierrasen (Alysso-Sedion albi)
6210 - Trespen-Schwingel-Kalk-Halbtrockenrasen (Festuco-Brometea)
6230 - Borstgrasrasen
6410 - Pfeifengraswiesen
6430 - Feuchte Hochstaudensäume an Fließgewässern und Waldrändern
6510 - Magere Flachlandmähwiese
7140 - Übergangs- und Schwingrasenmoore
7220 - Kalktuffquellen (Cratoneurion)
8150 - Silikatschutthalden
8160 - Kalkschutthalden der kollinen bis montanen Stufe
8210 - Natürliche und naturnahe Kalkfelsen und ihre Felsspaltenvegetation
8220 - Natürliche und naturnahe Silikatfelsen und ihre Felsspaltenvegetation
8230 - Silikatfelskuppen mit ihrer Pioniervegetation (Sedo-Scleranthion, Sedo albi-Veronicion dillenii)
BK01 - Felskomplexe Tagebaugebiete
BK02 - Block- oder Schutthaldenkomplexe Tagebaugebiete
BK03 - Magerrasenkomplexe Tagebaugebiete
BK04 - Großseggenriede (Magnocaricion)
BK05 - Quellen
BK06 - Röhrichte (Phragmition, Phalaridion, Sparganio-Glycerion)
BK07 - Sand- und Silikatmagerrasen
BK08 - Stillgewässer
BK09 - Streuobstbestand (Altbäume)
BK10 - Sumpfdotterblumenwiesen (Calthion)
BK11 - Nassbrachen, Quellsümpfe, Niedermoore und Kleinseggenriede
BK12 - Fließgewässer
BK13 - Wälder mit mehr als 50 % Laubbaumarten
BK14 - Glockenblumen- Eichenniederwald
BK15 - Waldrand (nasser bis feuchter oder trockenwarmer Standorte)
BK16 - Feldgehölz aus mehr als 50 % einheimischen Laubbäumen
BK17 - Gebüsch und Gestrüpp ruderaler und stickstoffreicher Standorte
BK23 - Eichen-Hochwald

Geschützte Biotope nach der Offenlandkartierung
(ANF, 2022)

Punktbiotop

3150 - Eutrophe Gewässer mit Vegetation vom Typ Magnopotamion oder Hydrocharition
6110 - Lückige, basen- bzw. kalkreiche Pionierrasen (Alysso-Sedion albi)
7220 - Kalktuffquellen (Cratoneurion)
8150 - Silikatschutthalden
8210 - Natürliche und naturnahe Kalkfelsen und ihre Felsspaltenvegetation
8220 - Natürliche und naturnahe Silikatfelsen und ihre Felsspaltenvegetation
8230 - Silikatfelskuppen mit ihrer Pioniervegetation (Sedo-Scleranthion, Sedo albi-Veronicion dillenii)
BK01 - Felskomplexe Tagebaugebiete
BK02 - Block- oder Schutthaldenkomplexe Tagebaugebiete
BK05 - Quellen
BK08 - Stillgewässer

01: BETTEMBOURG (KRAKELSHAFF)

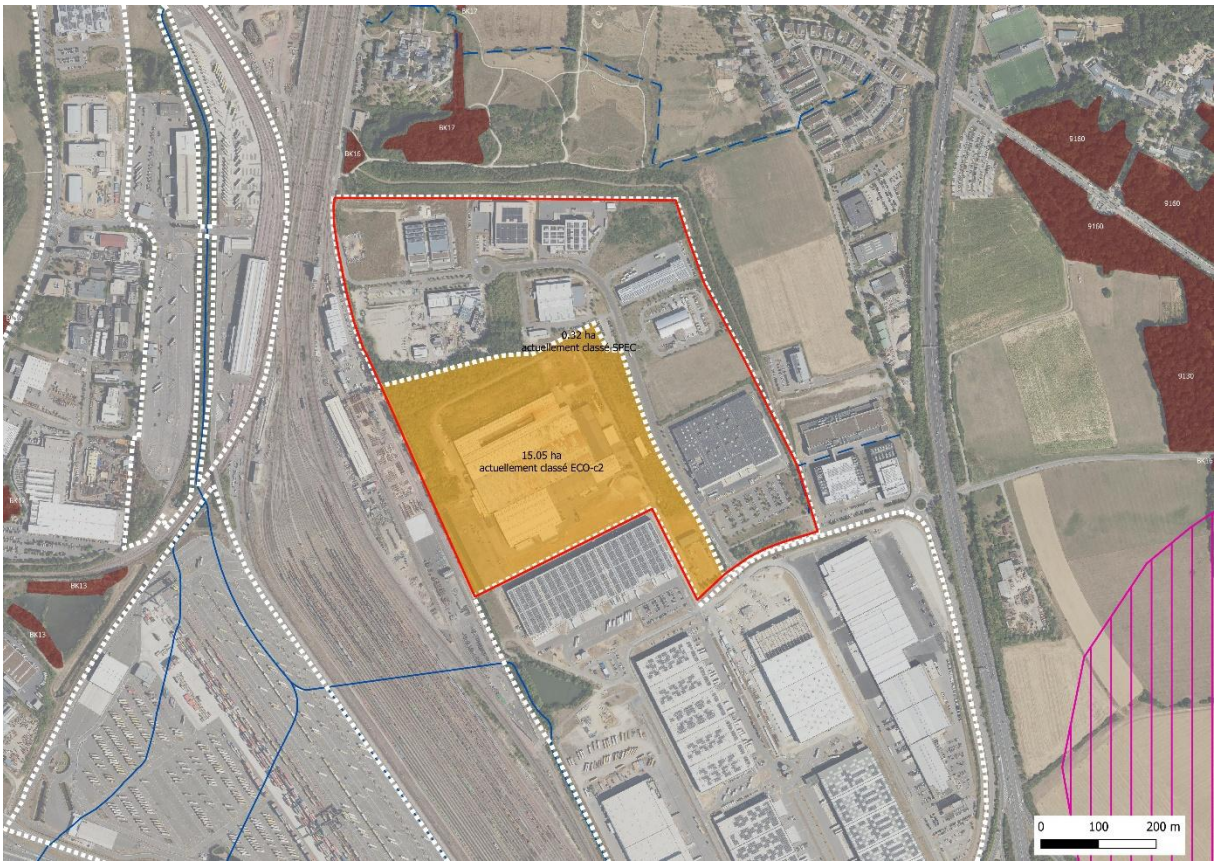


Abbildung 1: Darstellung des Projektes 01 Bettembourg (Krakelshaff) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Bettembourg und Dudelange

Flächengröße des Projektes 01 (zone modifiée)

39,57ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

15,37ha

Ausweisung im PAG en vigueur

SPEC, ECO-c2

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinden sind die Flächen als ECO-c2 und SPEC ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Integration der im PAG en vigueur ausgewiesenen Flächen in den Perimeter der ECO-n existante, um industrielle Aktivitäten und Neunutzungen zu ermöglichen. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im ökologischen Wuchsbezirk Suedliches Gutland überwiegend im Nordosten der Gemeinde Dudelange. Die nordöstlichste Ecke des Plangebietes liegt in der Gemeinde Bettembourg. Das Plangebiet grenzt südwestlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 1 Bettembourg (Krakelshaff) und nördlich an das bestehende Gewerbegebiet 5 Bettembourg/ Dudelange (Eurohub-Sud) - „Zone logistique". Innerhalb des Plangebietes steht ein großer industrieller Gebäudekomplex. Dieser wurde ehemals durch einen Stahlbetrieb (Arcelor Mittal Bissen & Bettembourg) genutzt. Der südliche Teilbereich des Gebäudekomplexes wird aktuell durch einen südkoreanischen Zulieferer für den Automobilsektor (Sam Hwa Steel) genutzt. Das Gelände wird weitläufig von einer asphaltierten Straße und Plätzen umgeben. Im Südwesten der Gesamtfläche besteht ein teils offener Kanal sowie ein größeres Retentionsbecken. Der Großteil der nördlich an den leerstehenden Gebäudekomplex angrenzenden Fläche unterliegt einer fortschreitenden Sukzession. In den westlichen, nördlichen und östlichen Randbereichen des Plangebietes bestehen sukzessionswaldartige Grünstrukturen, die sich zum Großteil aus jungen und dichtstehenden Eichen sowie angrenzenden üppigen randlichen Heckenstrukturen zusammensetzen und erhalten werden sollen (N/Réf.: 103423). Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (Oeko-Bureau, 2020) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Das Plangebiet liegt eingefasst in die bestehenden Gewerbezonen 1 Bettembourg (Krakelshaff), 5 Bettembourg/ Dudelange (Eurohub-Sud) mit zahlreichen, ansässigen Betrieben und eine Haupteisenbahnstrecke, sodass eine Vorbelastung durch Infrastrukturen gegeben ist. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. In den westlichen und nördlichen Randbereichen des Plangebietes bestehen sukzessionswaldartige	**VMA**

[1] Scoping (ProSolut S.A., 2016) und Umweltbericht (Oeko-Bureau, 2018).

	Grünstrukturen (Art. 17 NatSchG), die erhalten werden sollen (N/Réf.: 103423). Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen von faunistischen Geländestudien (Ecorat 2022/2023, im Auftrag des Wirtschaftsministeriums) sowie Naturschutzgenehmigungen (N/Réf.: 103423, Umzäunung + Pflege randlicher Gehölzstrukturen, Kompensation Haselmaus) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind. **Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.**	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Das Plangebiet ist im Bereich der Gebäudekomplexe und Parkplätze bereits weiträumig versiegelt. Landwirtschaftlich wertvolle Böden werden nicht beansprucht. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da keine zusätzlichen Flächen in Anspruch genommen werden, sodass kein zusätzlicher Flächenverbrauch erfolgt, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer überwiegend ungünstigen bioklimatischen Situation werden beansprucht. Ihre Bedeutung für die Belüftung von Ortschaften ist gering. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und dem geplanten Erhalt von randlichen Grünstrukturen werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es handelt sich um einen durch bestehende Aktivitätszonen und andere Infrastrukturen (Haupteisenbahnstrecke) vorbelasteten Landschaftsraum. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Zudem gewährleistet die Naturschutzgenehmigung	

	(N/Réf.: 103423, Umzäunung + Pflege randlicher Gehölzstrukturen) auf den bewaldeten Restflächen einen Erhalt der Strukturen für min. 25 Jahre. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

In den westlichen und nördlichen Randbereichen des Plangebietes bestehen sukzessionswaldartige Grünstrukturen (Art. 17 NatSchG), die erhalten werden sollen (N/Réf.: 103423). Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen von faunistischen Geländestudien (Ecorat 2022/2023, im Auftrag des Wirtschaftsministeriums) sowie Naturschutzgenehmigungen (N/Réf.: 103423, Umzäunung + Pflege randlicher Gehölzstrukturen, Kompensation Haselmaus) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.

Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Im PAG der Gemeinde sollen die nördlichen und westlichen Bereiche der Fläche mit einer « servitude urbanisation » überlagert werden, um den Erhalt der bestehenden Gehölze zu gewährleisten und eine Bebauung dieser Bereiche zu untersagen.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

09: BETTEMBOURG/ DUDELANGE (WOLSER)

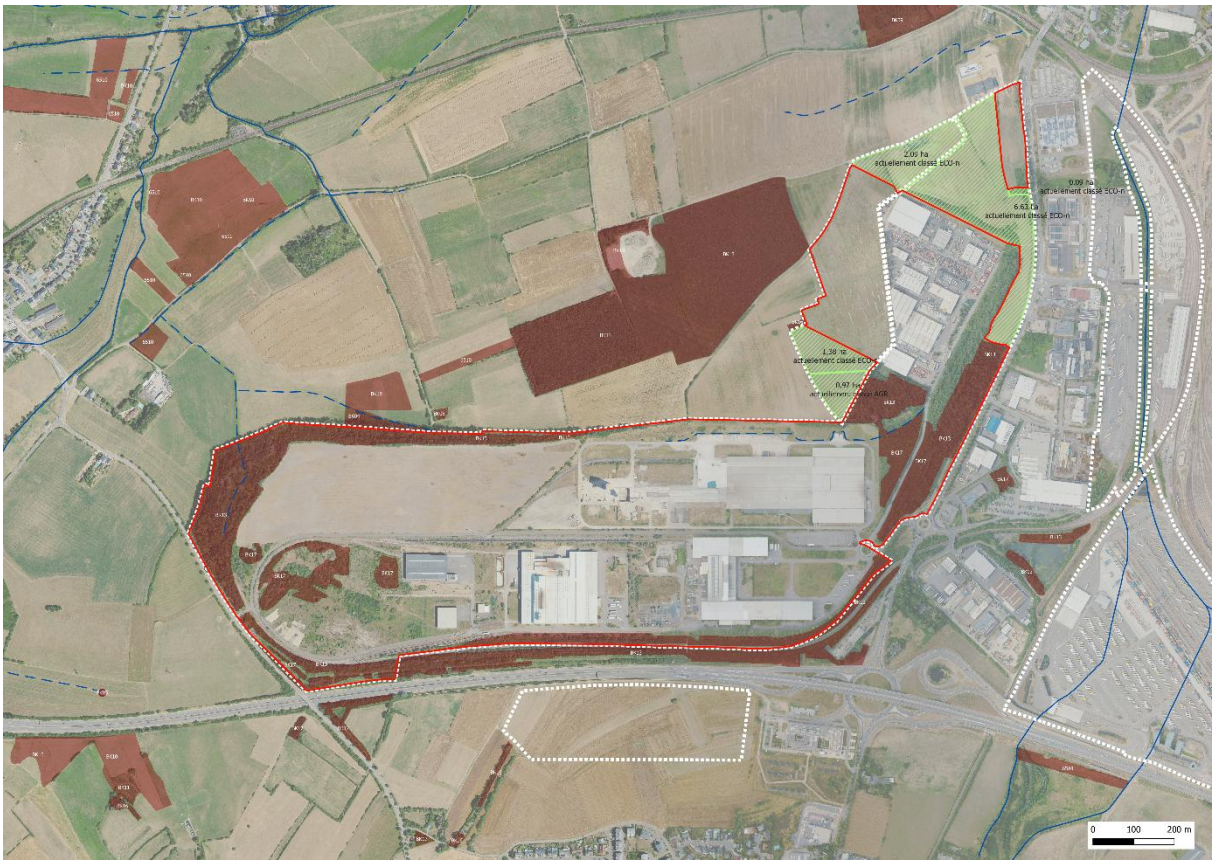


Abbildung 2: Darstellung des Projektes 09 Bettembourg/ Dudelange (Wolser) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinde

Bettembourg

Flächengröße des Projektes 09 (zone modifiée)

116,85ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

11,16ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE tlw. als zone nationale existante (6,72ha) und tlw. als ZAE projetées (4,44ha) ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde sind die nördlichen Flächen als ECO-n ausgewiesen. Die südlichen Flächen (insg. 2,35ha) sind als ECO-n und als zone verte (AGR) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist es, die Flächen, auf denen CEF-Maßnahmen umgesetzt wurden, aus dem vom PSZAE reservierten nationalen ZAE-Perimeter zu entfernen, um die CEF-Maßnahmen zu erhalten.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Süden der Gemeinde Bettembourg im ökologischen Wuchsbezirk Südliches Gutland und wird landwirtschaftlich (Grünland) genutzt. Vereinzelt durchziehen Landschaftsstrukturelemente das Plangebiet. Im Plangebiet befinden sich umgesetzte CEF-Maßnahmen. Ein Fließgewässer durchzieht das Plangebiet, es verläuft jedoch weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich ebenfalls nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Ein Teilbereich des Plangebietes (4,44ha) ist im Rahmen des Projektes 08 in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt worden. Darin wurde für das Gesamtprojekt 08 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch und Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Einflussbereich SEVESO-Betriebe, Lärmkorridor der RN 31, Hochspannungsleitung, Zerstörung/ Beeinträchtigung geschützter Biotopstrukturen und regelmäßiger oder essenzieller Lebensräume nach Art. 17/21 NatSchG. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet (6,63 und 0,09ha) wurde als Teilfläche der Fläche Be09 im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (TR Engineering, 2018) betrachtet. Darin wurden für das Gesamtprojekt für die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt (Betroffenheit Art. 17/21), Boden (Betroffenheit Altlasten), Wasser (Betroffenheit temporärer Bachlauf) und Landschaft besondere Problembereiche für die Gesamtfläche Be09 identifiziert und Maßnahmen formuliert. Die Waldflächen wurden im PAG-Projekt als Art. 17 Biotope dargestellt, genauso wie die Feldhecken und die Baumreihe entlang der Straße. Der Südteil der Fläche wurde als Art. 17/21-Habitat gekennzeichnet. Der östliche Randbereich der Fläche (Baumreihe) wurde mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" überlagert. Entsprechend der Stellungnahme des zuständigen Ministeriums für Umwelt von 11. September 2018 wurden notwendige Ausgleichsmaßnahmen für Arten und Biotope bearbeitet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet liegt im Bereich der Gewerbezone 9 Bettembourg/ Dudelange (Wolser) mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sowie im weiteren Umfeld der N31, sodass eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Pflanzen, Tiere und	Das Plangebiet wird landwirtschaftlich (Grünland) genutzt. Vereinzelt durchziehen Landschaftsstrukturelemente das Plangebiet (Art.17 NatSchG). Im Plangebiet befinden sich umgesetzte CEF-Maßnahmen, die zu einer Aufwertung des Umweltzustandes	

biologische Vielfalt	beitragen. Laut dem MNHN-Datenportal sind Vorkommen verschiedener Vogelarten im Bereich des Plangebietes verzeichnet (z.B. Mönchsgrasmücke, Rotdrossel). Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Boden	Das Plangebiet ist unversiegelt (Grünland). Altlastenverdachtsflächen und geologische Verwerfungen sind nicht vorhanden. Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Wasser	Das Plangebiet verläuft weder über Starkregengefahrenbereiche, Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter. Ein Fließgewässer durchzieht das Plangebiet. Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Klima und Luft	Das Plangebiet besitzt eine hohe bis sehr bioklimatische Bedeutung (Kaltluftaustauschbereich). Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Landschaft	Es handelt sich um einen durch bestehende Aktivitätszonen und andere Infrastrukturen (N31) vorbelasteten Landschaftsraum. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet großflächig im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Nur die südliche Spitze des Plangebietes ragt in eine ZOA hinein. Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Umwidmung des Plangebietes und den Erhalt der CEF-Maßnahmen, werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet werden.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

10: BETZDORF - „ZONE AUDIOVISUELLE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS“

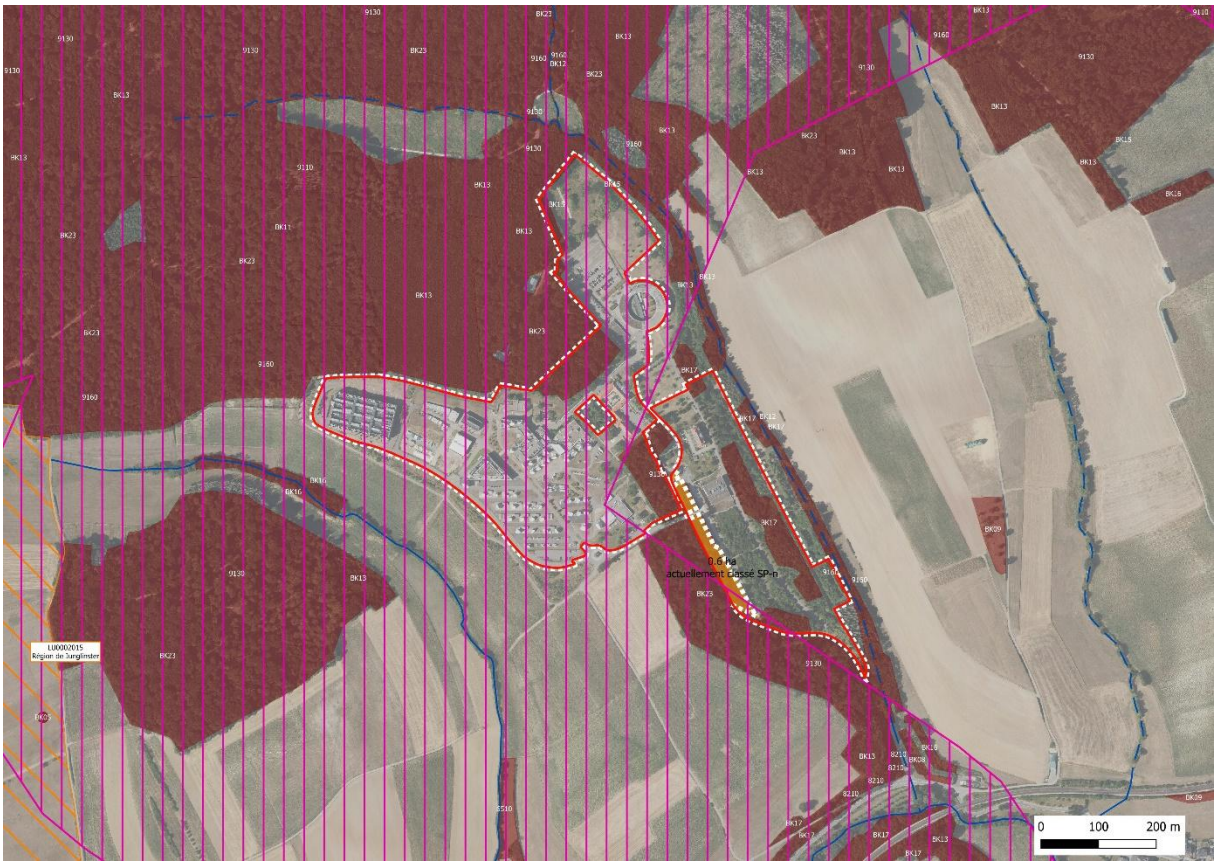


Abbildung 3: Darstellung des Projektes 10 Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“ auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Betzdorf

Flächengröße des Projektes 10 (zone modifiée)

23,97ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,6ha

Ausweisung im PAG en vigueur

SP-n (zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre", zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert")

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als SP-n mit der Überlagerung zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" sowie zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" klassiert. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Anpassung an den PAG en vigueur der Gemeinde. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Norden der Gemeinde Betzdorf im ökologischen Wuchsbezirk Mosel-Vorland und Syretal. Die Fläche grenzt unmittelbar westlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 10 Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“ an. Der überwiegende Teil des Plangebietes wird von Waldbiotopen (Art.13 NatSchG, Eichen-Hochwald, Waldmeister-Buchenwald) durchzogen. Im östlichen Randbereich des Plangebietes sind ökologische Parkplätze angelegt. Das Plangebiet liegt auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk, verläuft aber weder über Trinkwasserschutzzonen noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Der südliche Teil des Plangebietes tangiert einen Wildtierkorridor.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

In der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf (Oeko-Bureau, 2018) wurde der nördliche Bereich des Plangebietes behandelt mit dem Ergebnis, aufgrund von potenziellen Auswirkungen auf folgende Schutzgüter von einer Bebauung der Fläche abzusehen und durch die Ausweisung einer servitude urbanisation die Waldstrukturen zu sichern: Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen (Naherholung), Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt (Art. 17/21 Betroffenheit) und Schutzgut Boden (permanenter Bodenverlust, Flächenversiegelung). Entsprechend der Ergebnisse der SUP und der Stellungnahme des zuständigen Ministeriums für Umwelt (23. Oktober 2018) wurde das Plangebiet im PAG en vigueur mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet stellt eine Extension des bestehenden Gewerbegebiets 10 Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“ dar und grenzt an dieses an, sodass eine gewisse Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Der überwiegende Teil des Plangebietes wird von Waldbiotopen (Art.13 NatSchG, Eichen-Hochwald, Waldmeister-Buchenwald) durchzogen. Der südliche Teil des Plangebietes tangiert einen Wildtierkorridor. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen	

	Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig unversiegelt und weist einen natürlichen Waldboden auf. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Das Plangebiet liegt auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Die im Plangebiet befindlichen Waldstrukturen besitzen eine Sonderfunktion, da sie tagsüber von der Bevölkerung zur aktiven Hitzeerholung aufgesucht werden können. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Das Plangebiet stellt eine Extension des bestehenden Gewerbegebiets 10 Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications“ dar und grenzt an dieses an, sodass eine gewisse Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Eine Entfernung der Waldstrukturen und eine Bebauung hätten größere Auswirkungen auf das Landschaftsbild. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind.	

	Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet großflächig im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Betzdorf werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Betzdorf ermittelt. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - éléments naturels/ arbre" oder einer zone de servitude "urbanisation - stationnement écologique à ciel ouvert" überlagert, sodass eine Zerstörung oder Verringerung der natürlichen Elemente bzw. weitere Bauten untersagt sind.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

12: DIFFERDANGE/ SANEM (HAHNEBËSCH)

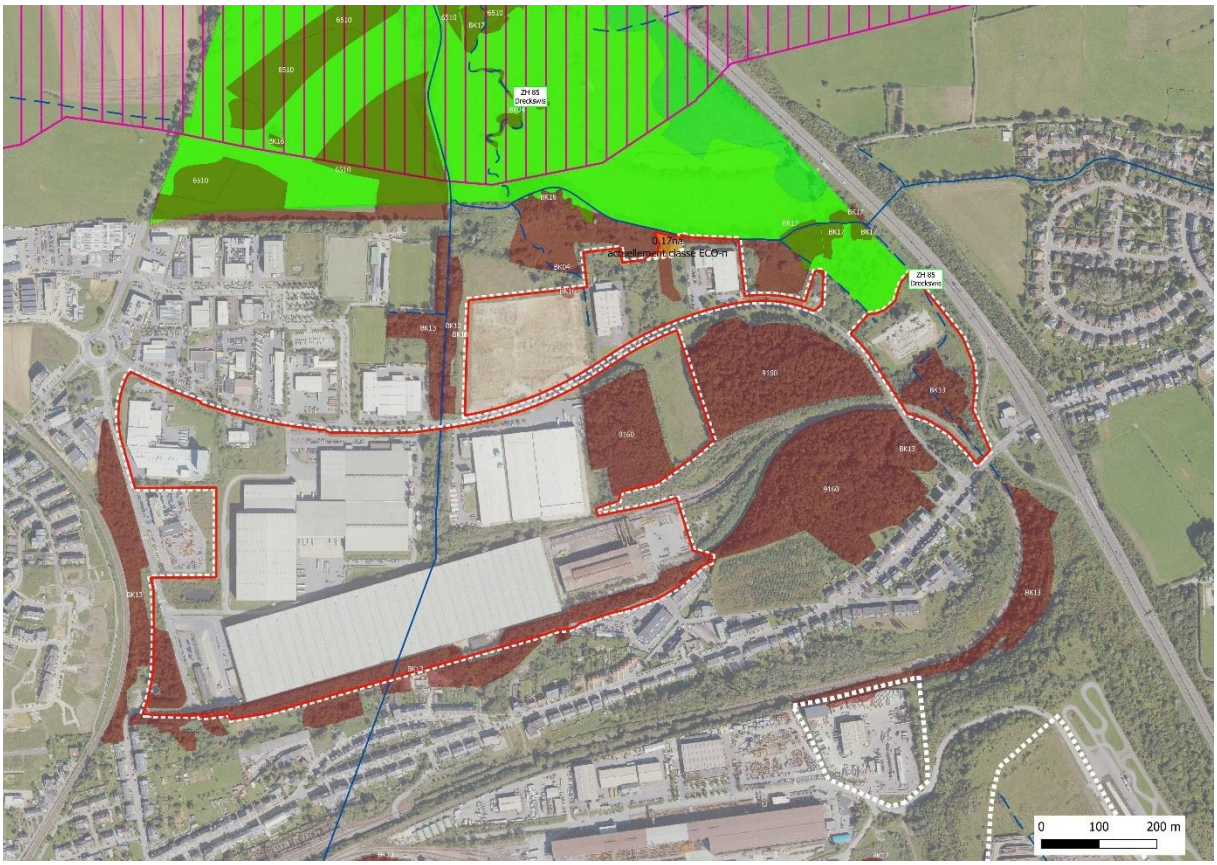


Abbildung 4: Darstellung des Projektes 12 Differdange/ Sanem (Hahnebësch) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Differdange, Sanem

Flächengröße des Projektes 12 (zone modifiée)

52,4ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,17ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n (zone de servitude "urbanisation - Biotopes et éléments naturels à préserver")

Betroffenheit weiterer PS

Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße im Rahmen des PST (Contournement/ Liaison Haneboesch) geplant, welche an dieser Stelle eine Verkleinerung der PSZAE-Fläche mit sich bringt.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n mit der Überlagerung der zone de servitude "urbanisation - Biotopes et éléments naturels à préserver" ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist ein Ausgleich der Flächenreduktion durch das PST-Projekt durch eine Vergrößerung der ECO-n nach Norden damit sich der Betrieb Viking vergrößern kann. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt. Im

weiteren Planungsverlauf muss dementsprechend auch die Abgrenzung der ZSU im PAG überprüft werden.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Nordosten der Gemeinde Differdange im ökologischen Wuchsbezirk Minette-Vorland und wird als Grünland genutzt. Die Fläche grenzt unmittelbar nördlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 12 Differdange/ Sanem (Hahnebësch) an. Auf der Fläche befinden sich einige Gehölz- und Heckenstrukturen. Potenziell betroffen ist ein Art.17-Offenlandbiotop (Sumpf, Niedermoor). Nördlich des Plangebietes verläuft das nationale Schutzgebiet Dreckswis (ZH 85) und der Rouerbaach. Internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen noch Grundwasserleiter.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG (Enviro/ Dewey Muller, 2019) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Die Erweiterung liegt jedoch am Rande einer bestehenden Gewerbezone mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sowie im Umfeld der A13, sodass eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT und des MECO wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Nördlich des Plangebietes befindet sich das nationale Schutzgebiet (ZH 85 - Dreckswis). Eine Zerstörung der bestehenden Gehölzstrukturen (Art.17 NatSchG) und weiterer Landschaftsstrukturelemente sowie der im Offenland-Biotopkataster verzeichneten Art.17 NatSchG Biotope (Sumpf, Niedermoor) kann nicht ausgeschlossen werden. Für das Plangebiet und das direkte Umfeld liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von folgenden geschützten Arten vor: Großer Feuerfalter (*Lycaena dispar*). Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des	

	MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Es werden bislang landwirtschaftlich genutzte Böden (Grünland) versiegelt. Es ist keine bekannte Altlastenverdachtsfläche unmittelbar durch das Projekt betroffen, jedoch befinden sich einige Altlastenverdachtsflächen (Aufschüttungen) im direkten Umfeld. Geologische Verwerfungen und steile Hanglagen sind nicht vorhanden. Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Nördlich des Plangebietes verläuft der Rouerbaach. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Bereich des Rouerbaach. Im Verfahrensverlauf wurde die Extensionsfläche im nördlichen Randbereich um ca. 5m (orientiert an den Baumkronen des Uferrandstreifens) reduziert, um eine Beeinträchtigung des Bachlaufes zu vermeiden. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird davon ausgegangen, dass bei einer baulichen Entwicklung der Fläche die Klärkapazität im PAG bereits berücksichtigt wurde. Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Flächen mit erhöhter klimatischer Bedeutung werden beansprucht. Die klimatischen Belastungen während der Bauphase sind temporär. Da im Umfeld des Plangebietes ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet. Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in	

	Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen von ggf. zukünftige Bauprojekten für das Landschaftsbild sind temporär beschränkt. Im Rahmen der Baufeldfreimachung und ggf. notwendigen Rodungsarbeiten ist eine erhöhte Einsehbarkeit zu erwarten. Die Erweiterung liegt jedoch am Rande einer bestehenden Gewerbezone mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sowie im Umfeld der A13, sodass eine landschaftliche Vorbelastung gegeben ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen. Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Westlich direkt angrenzend an das Plangebiet wird zum aktuellen Zeitpunkt eine Umgehungsstraße (Contournement im Rahmen des PST) geplant. Laut Informationen des MLOGAT und des MECO wird das Plangebiet durch den Ausbau der Umgehungsstraße durch die PCh in Anspruch genommen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n mit der Überlagerung der zone de servitude "urbanisation - Biotopes et éléments naturels à préserver" ausgewiesen, die eine bauliche Nutzung der Fläche einschränkt. Entsprechend ist eine Modifikation des PAGs der Gemeinde vorzusehen. Zudem

sollte die bestehende Beleuchtung in Richtung des Rouerbaach zurückgebaut und grundsätzlich eine Lichtverschmutzung des Bachlaufes sowie der angrenzenden Biotopstrukturen vermieden werden.

Aufgrund der geringen Flächengröße, dem Bau einer Umgebungsstraße im unmittelbaren Umfeld zum Plangebiet sowie der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet. Im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) ist die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

15: ECHTERNACH

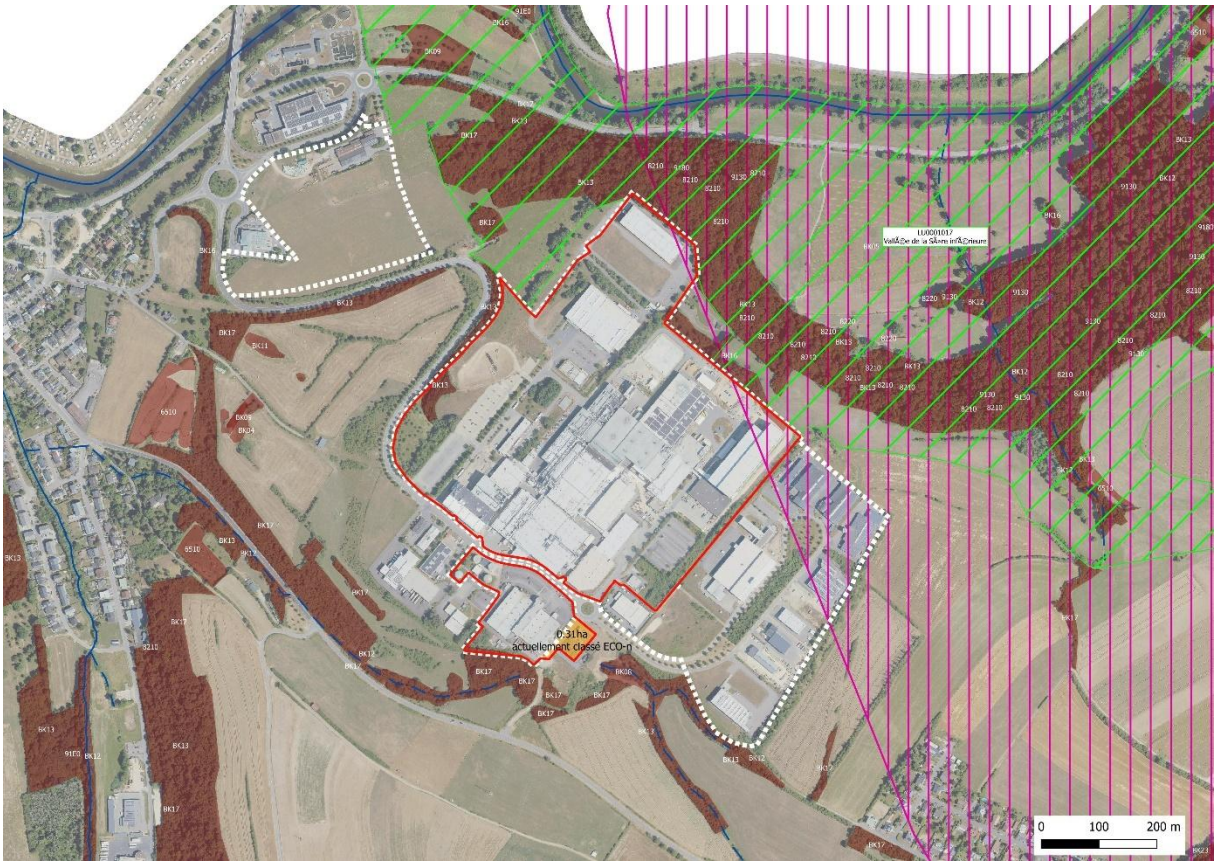


Abbildung 5: Darstellung des Projektes 15 Echternach auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Echternach

Flächengröße des Projektes 15 (zone modifiée)

29,5ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,31ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung des Plangebietes im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Anpassung an den PAG der Gemeinde. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Osten der Gemeinde Echternach im ökologischen Wuchsbezirk Untersauertal auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Im Plangebiet, das die Fläche des Projektes 15 erweitern wird und unmittelbar südlich der bestehenden nationalen Aktivitätszone 15 Echternach gelegen ist, befindet sich das Betriebsgelände eines Umspannwerkes und ein Teil der Rue Jean Glatz. Die zu untersuchende Fläche ist, abgesehen von einem schmalen Streifen im nordöstlichen Randbereich, der als Grünland genutzt wird, vollständig versiegelt. Südlich zum Plangebiet verläuft ein Zulauf des Aleferbach, der in dem Bereich kanalisiert ist.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (Romain Schmiz/ Biomonitor/ Carlo Mersch, 2020) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet liegt im Bereich der bestehenden Gewerbezonen 15 und 16 Echternach mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sodass eine Vorbelastung durch Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Landwirtschaftlich wertvolle Böden werden nicht beansprucht. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Wasser	Das gesamte Plangebiet liegt auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Im Plangebiet befinden sich Starkregengefahrenzonen. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Klima und Luft	Es werden Flächen mit günstiger bis sehr ungünstiger bioklimatische Situation beansprucht. Da im Umfeld des Plangebietes ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Landschaft	Das Plangebiet befindet sich angrenzend da die bestehenden Gewerbezonen 15 Echternach und 16 Echternach mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sodass eine	

	landschaftliche Vorbelastung gegeben ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

17: ECHTERNACH (SCHMATZUECHT)

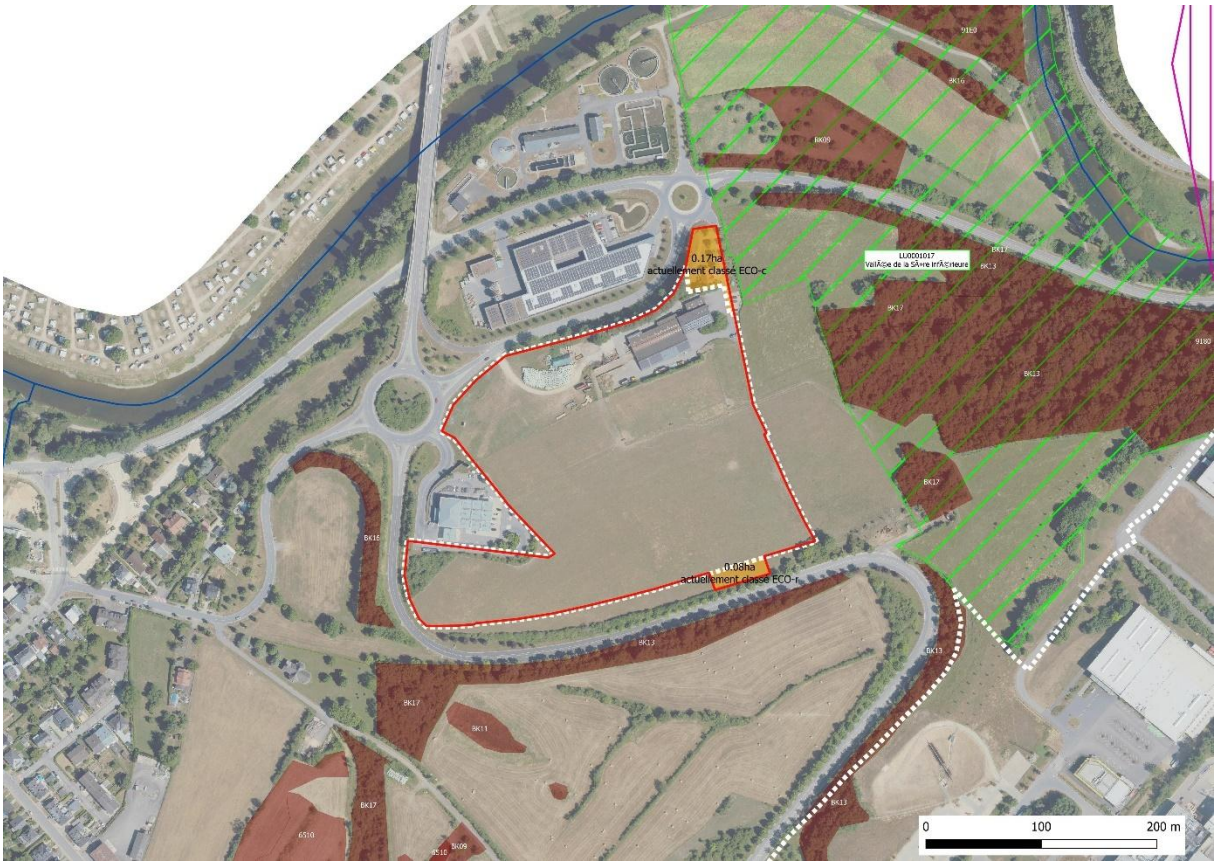


Abbildung 6: Darstellung des Projektes 17 Echternach (Schmatzuecht) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Echternach

Flächengröße des Projektes 17 (zone modifiée)

6,42ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,25ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-c1 (zone de servitude "urbanisation - coulée verte"), zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

Die nördliche Teilfläche des Plangebietes tangiert eine Ausweisung des PS Paysage (GEP - Vallée de la Moselle et de la Sûre inférieure).

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung des Plangebietes im PSZAE. Das Plangebiet ist im PAG en vigueur der Gemeinde als ECO-c1 ausgewiesen und mit der zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert. Der südliche Teil des Plangebietes ist zudem zur Hälfte als zone verte (AGR) ausgewiesen. Grundsätzlich sind die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Integration der als ECO-c klassierten Flächen im PAG,

um eine Erschließungsachse zu der nouvelle zone régionale zu schaffen. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Osten der Gemeinde Echternach im ökologischen Wuchsbezirk Untersauertal auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Es ist nordwestlich des bestehenden Gewerbegebietes 15 Echternach gelegen. Die südliche Teilfläche des Plangebietes (0,08ha) befindet sich auf Grünland. Südlich zur Fläche verläuft entlang der Straße eine Baumheckenreihe (Art. 17 NatSchG). Auf der nördlichen Teilfläche des Plangebietes (0,17ha) befindet sich die versiegelte Zufahrtsstraße Schmatzacht, ein Wohngebäude und einige Gehölzstrukturen. Das internationale Naturschutzgebiet Vallée de la Sûre inférieure (LU0001017) befindet sich östlich zu dieser Teilfläche.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Projekt 17 (6,26ha) wurde, ohne die hier zu bewertende nördliche Extension (0,17ha), in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt. In der SUP zum PSZAE 2018 wurde für das Projekt 17 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden und Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Kraftstofffernleitung, zusätzlicher Verkehr, Betroffenheit Art. 17 NatSchG, Versiegelung, Relief, Landschaftsbildveränderungen. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Bei den Fledermäusen konnten erhebliche Auswirkungen auf die als Erhaltungsziele der nahegelegenen FFH-Gebiete genannten Arten ausgeschlossen werden. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde als Teilfläche der Untersuchungsfläche O 21 / Schmatzuecht bereits in der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (Romain Schmiz/ Biomonitor/ Carlo Mersch, 2020) betrachtet. Dabei wurden die Auswirkungen auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt (Betroffenheit Art. 17/21 NatSchG), Boden (Flächenverbrauch), Wasser (Abwasser, Retention) sowie Landschaft (Einsehbarkeit) genauer untersucht. Im Rahmen der SUP zum PAG wurden artenschutzrechtliche Gutachten (Vögel 2021, Haselmaus 2019 und 2021 und Fledermäuse 2020 und 2021) erstellt und der PAG einem FFH-Verträglichkeitsscreening unterzogen. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können. Die in der SUP und den Avis (11. März 2021) der zuständigen Behörden ausgearbeiteten Maßnahmen zum Schutz der umweltrelevanten Erhaltungsziele sind zu einem großen Teil in den PAG eingeflossen.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. In der Betriebsphase ergeben sich ebenfalls Auswirkungen durch Verkehrslärm durch ein erhöhtes Verkehrsaufkommen, jedoch sind die bestehenden Vorbelastungen	

und Bevölkerung	(N10, N11B, CR368A, Tankstelle, landwirtschaftlicher Betrieb, Kläranlage, PCh) zu berücksichtigen. Die nördliche Teilfläche des Plangebietes (0,17ha) tangiert ein Wohngebäude. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert, sodass die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten sind, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Umliegend besteht das ausgewiesene FFH-Schutzgebiet LU0001017 (Vallée de la Sûre inférieure). Im Bereich des versiegelten Straßenraumes ist davon auszugehen, dass die südlich zur Fläche verlaufende Baumheckenreihe (Art. 17 NatSchG) tangiert wird. Diese wurde als essenzielle Leitlinie für Fledermausarten/ Wildtierkorridor bewertet (Art.21). Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert, sodass die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten sind, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Es werden teils landwirtschaftlich genutzte Böden versiegelt. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert, sodass die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten sind, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Das Plangebiet verläuft über den Grundwasserleiter Muschelkalk. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Plangebiet. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss	

	erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind, die auch Starkregenereignissen standhalten können. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert, sodass die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten sind, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Es werden Flächen mit erhöhter bioklimatischer Bedeutung beansprucht. Die klimatischen Belastungen während der Bauphase sind temporär. Da im Umfeld des Plangebietes ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen von ggf. zukünftige Bauprojekten für das Landschaftsbild sind temporär beschränkt. Im Rahmen der Baufeldfreimachung und ggf. notwendigen Rodungsarbeiten ist eine erhöhte Einsehbarkeit zu erwarten. Es handelt sich um einen durch bestehende Infrastrukturen (N10, N11B, CR368A, Tankstelle, landwirtschaftlicher Betrieb, Kläranlage, PCh) vorbelasteten Landschaftsraum. Die nördliche Teilfläche des Plangebietes tangiert eine Ausweisung des PS Paysage (GEP - Vallée de la Moselle et de la Sûre inférieure). Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Zudem ist das Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude "urbanisation - coulée verte" überlagert, sodass die von dieser servitude erfassten Flächen von jeglicher Bebauung freizuhalten sind, außer für die Einrichtung eines Fußgängerzugangs und eines befahrbaren Zugangs mit einer maximalen Breite von 5m. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Der westliche Randbereich der nördlichen Teilfläche des Plangebietes liegt in einer ZOA. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach werden, keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	

	Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Echternach (2020) ermittelt und ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) ist die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Echternach, werden keine erheblichen Auswirkungen auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

18: EHLERANGE (CRASSIER)



Abbildung 7: Darstellung des Projektes 18 Ehlerange (Crassier) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Fläche, die umgewidmet wird. Grün schraffiert: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinden

Sanem, Esch-sur-Alzette

Flächengröße des Projektes 18 (zone modifiée)

39,17ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

7,52ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n, ECO -c, zone verte: VERD

Betroffenheit weiterer PS

Südlich des Plangebietes befindet sich das PST-Projekt Nr. 4.4, Liaison Micheville. Dieses Projekt umfasst den Ausbau der A4 sowie das Anlegen der Autobahnanschlussstelle Micheville.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für den Großteil des Plangebietes im PSZAE. Ein Teilbereich (insg. 0,06ha) des Plangebietes ist im PAG en vigueur der Gemeinde Esch jeweils zur Hälfte als ECO-n und zone verte (VERD) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Anpassung der Zone an den bestehenden Dammfuss vom „Ostwall“. Der südliche Teilbereich (5,72ha) des Plangebietes ist im PAG en vigueur der Gemeinde Sanem als ECO-c2 ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-n durch das Aufnehmen von ECO-c Flächen. Der östliche Teilbereich (1,31ha) des Plangebietes ist im PAG

en vigueur der Gemeinde Sanem als ECO-c ausgewiesen. Auf dieser Fläche werden CEF-Maßnahmen durchgeführt. Für diesen Bereich ist eine Ausweisung in eine „ECO-c existantes à reclasser“ in der Annexe II vom PSZAE vorgesehen. Zudem wird eine Fläche (0,88ha), die im PAG als ECO-n ausgewiesen ist (der Bereich der geplanten Nationalstraße N37 (Projekt PCh)), aus dem PSZAE entfernt. Diese Fläche ist aktuell noch im PSZAE als ZAE projetées ausgewiesen. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt tlw. im Süden der Gemeinde Sanem und tlw. im Norden der Gemeinde Esch-sur-Alzette im ökologischen Wuchsbezirk Minette-Vorland. Das Plangebiet befindet sich im südlichen Ausläufer der geplanten Aktivitätszone 18 Ehlerange (Crassier). Das Umfeld ist stark durch Industriestandorte geprägt. Das Plangebiet des Projektes 18, als eine ehemalige Schlackenhalde, wurde in der Vergangenheit zur Ablagerung von Schlacken und sonstigen Reststoffen aus der Stahlindustrie genutzt. Ein Teilbereich der Extension (0,06ha) befindet sich auf Brachflächen mit beginnender Sukzession. Im südlichen Teil der Extension befinden sich Bestandsstrukturen mit vereinzelt, insb. in den Randbereichen, linearen Gehölzstrukturen. Die Teilbereiche entlang des Walls vom Westen zum Norden hin, tangieren die zone verte. Diese Bereiche werden, nach dem Auftragen der Lehmabdeckung neu bepflanzt gemäß dem Arrêté N/Réf.: 106596, 09.11.2023, ausgestellt vom Umweltministerium. Das Plangebiet befindet sich im Bereich einer ehemaligen, großen Deponie (SPC/01/0420/VER).

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Projekt 18 wurde bereits, ohne die aktuellen Modifikationen, in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt. In der SUP zum PSZAE 2018 wurde für das Projekt 18 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch sowie Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können. Beim letztgenannten Schutzgut waren sehr negative Umweltauswirkungen zu erwarten. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Abstand zur Wohnbebauung, Altlasten, Hochspannungsleitungen, erhöhtes Verkehrsaufkommen, Betroffenheit Art. 17/21 NatSchG. Erhebliche Beeinträchtigungen der Schutz- und Erhaltungsziele der umliegenden FFH-Gebiete konnten laut FFH-Screening, das im Rahmen des PAG erstellt wurde, ausgeschlossen werden. Prinzipiell wurde festgehalten, dass die Zone für eine Nutzung als Aktivitätszone beibehalten werden kann. Durch die Reduzierung der Flächengröße und die Durchführung von Vermeidungs-/ Verminderungs- und Kompensationsmaßnahmen könnten erhebliche Auswirkungen vermieden werden. Die Durchführung von Vermeidungs-/ Verminderungs- und Kompensationsmaßnahmen ist erforderlich, die im Rahmen eines Monitorings auf ihre Wirksamkeit zu überprüfen sind.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Projekt 18 wurde bereits in der SUP zum PAG (CO3, efor-ersa, 2018: Untersuchungsfläche G) der Gemeinde Sanem behandelt. Darin wurde Folgendes festgehalten: Es bestehen auf die Schutzgüter Bevölkerung und Gesundheit des Menschen, Wasser, Klima und Luft sowie Landschaft hohe Auswirkungen und auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt sowie Boden sehr hohe Auswirkungen. Auf den Flächen bestehen Vorkommen von teilweise in Luxemburg sehr seltenen Arten (u.a. Kreuzkröte, westlicher Schlammtaucher, Avi- und Fledermausfauna). Laut Fledermausscreening (PROCHIROP, 2014) bietet das ehemalige Haldengebiet durch die strukturreichen Gehölzbestände mit teilweise größeren Einzelbäumen sowie einigen Kleingewässern ein hohes Potenzial als Jagdhabitat für Fledermäuse. Im Avis nach 6.3 vom für Umwelt zuständigen Ministerium wurde die besondere Qualität der Flächen als Habitat für Amphibien, Reptilien, Vögel und Fledermäuse hervorgehoben. Der UB ergab jedoch, dass unter Berücksichtigung von Vermeidungs-, Minderungs- und Ausgleichsmaßnahmen erhebliche Auswirkungen der geplanten Ausweisung im PAG Projekt ausgeschlossen werden können.

Im PAG Projekt wurden die Randbereiche als zone de verdure (VERD) bzw. zone forestière (FOR) ausgewiesen. Eine bauliche Nutzung war hier nicht mehr vorgesehen. Die geplanten vorgezogenen Ausgleichsmaßnahmen in den Randbereichen des Projektes (zone de verdure) sollten frühzeitig umgesetzt und die Wirksamkeit durch ein Monitoring kontrolliert werden. Im Falle einer baulichen Aktivierung der Fläche sind laut SUP zum PAG (CO3, efor-ersa, 2018) PAG-Änderungs-, PAP-, SUP-, UVP- und COMMODO-Verfahren als Prüf- und Planverfahren durchzuführen. Eine zeitnahe Aktivierung war aufgrund der Ausweisung als ZAD-Fläche nicht vorgesehen.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. In der Betriebsphase ergeben sich ebenfalls Auswirkungen durch Verkehrslärm, jedoch sind die bestehenden Vorbelastungen durch die A13, N37 und einige CR-Straßen sowie die bestehenden Gewerbezonen zu berücksichtigen. Der geringste Abstand zur nächstgelegenen Wohnbebauung entlang der Rue d'Esch beträgt ca. 190m. Aufgrund der Bestandsnutzung (südlicher Teilbereich des Plangebietes) und der Regularisierung mit dem PAG, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Im östlichen Teilbereich (1,31ha) des Plangebietes werden CEF-Maßnahmen durchgeführt. **Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.**	VMA
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Geologische Verwerfungen sind nicht vorhanden, jedoch sind steile Hanglagen zu berücksichtigen. Altlasten sind zu beachten, da das Gebiet des Gesamtprojektes 18 durch die verschiedenen abgelagerten Materialien stark industriell (ehemalige Schlackenhalde (Crassier) des Stahlwerks Belval, Altlasten/ Schlackenhalde, Sickerwasserbecken, Werkstätten, Elektroschrottlager, Mülldeponie) vorgeprägt ist (ehemalige große Deponie: SPC/01/0420/VER). Aufgrund der Bestandsnutzung (südlicher Teilbereich des Plangebietes) und der Regularisierung mit dem PAG, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Zum aktuellen Zeitpunkt liegen keine detaillierten Projektinformationen vor, um zuverlässige Prognosen zu den benötigten Klärkapazitäten durch die Umsetzung des PSZAE-Projektes geben zu können.	

	Aufgrund der Bestandsnutzung (südlicher Teilbereich des Plangebietes) und der Regularisierung mit dem PAG, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Es werden Flächen mit erhöhter klimatischer Bedeutung und Ausgleichsfunktion beansprucht. Aufgrund der Bestandsnutzung (südlicher Teilbereich des Plangebietes) und der Regularisierung mit dem PAG, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen von ggf. zukünftige Bauprojekten für das Landschaftsbild sind temporär beschränkt. Im Rahmen der Baufeldfreimachung und ggf. notwendigen Rodungsarbeiten ist eine erhöhte Einsehbarkeit zu erwarten. Vorbelastungen bestehen durch die Autobahnen, N- und CR-Straßen sowie die bestehenden Gewerbegebiete. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der Bestandsnutzung (südlicher Teilbereich des Plangebietes) und der Regularisierung mit dem PAG, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt der Großteil des Plangebietes im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Teilbereiche (0,06ha) befinden sich zudem auf vollkommen zerstörtem Gelände. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Im PAG der Gemeinde soll das östliche Plangebiet (1,31ha) mit einer « servitude urbanisation » überlagert werden, um die Erhaltung der neu geschaffenen Biotope (CEF-Maßnahmen) zu gewährleisten.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit **nicht** erforderlich.

22: ELLANGE-GARE (TRIANGLE VERT)

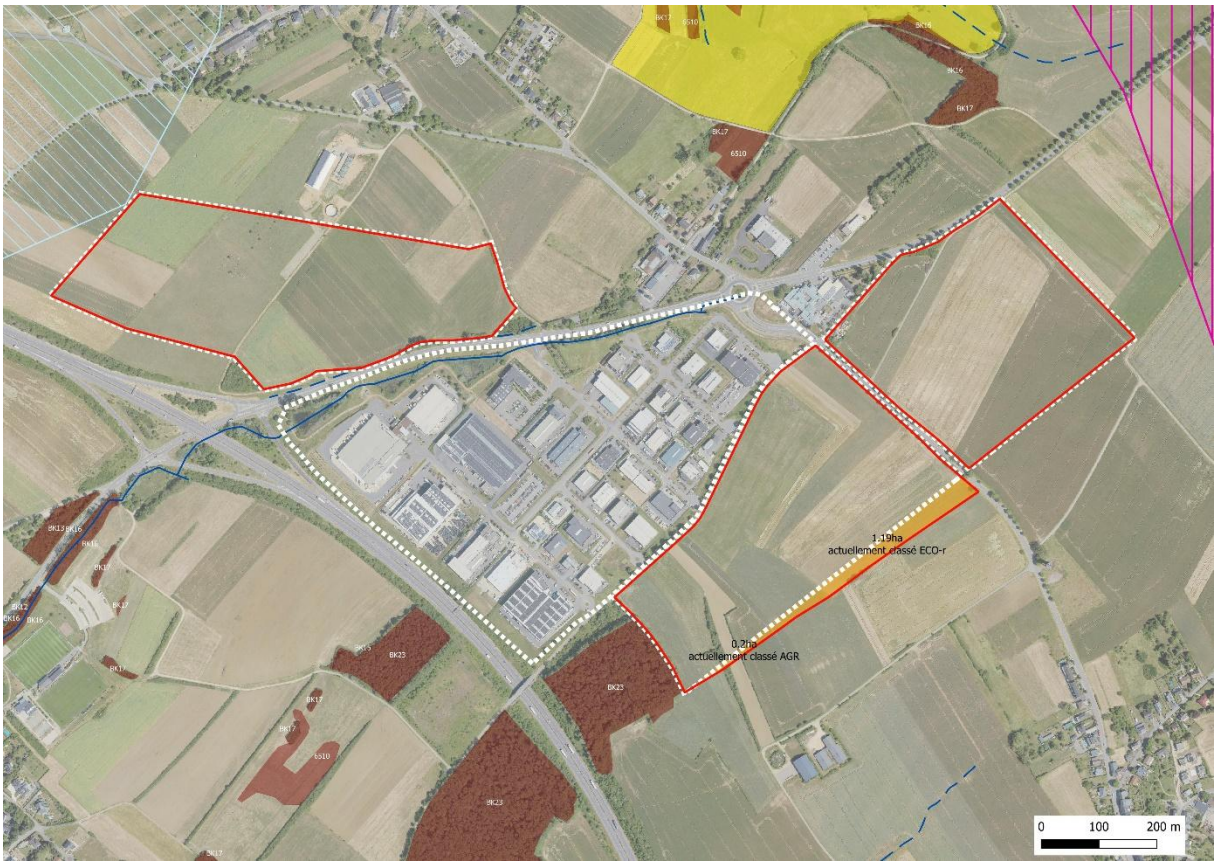


Abbildung 8: Darstellung des Projektes 22 Ellange-Gare (Triangle Vert) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Schengen

Flächengröße des Projektes 22 (zone modifiée)

45,7ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,39ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r, zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-r sowie als zone verte ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Anpassung an den PAG der Gemeinde durch eine Vergrößerung der ECO-r. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Nordwesten der Gemeinde Schengen im ökologischen Wuchsbezirk Mosel-Vorland und Syretal und wird als Ackerfläche genutzt. Das Plangebiet liegt südöstlich des bestehenden Gewerbegebietes 21 Ellange-Gare (Triangle Vert). Vereinzelt befinden sich lineare Gehölzstrukturen (Landschaftsstrukturelemente) auf der Fläche. Der Grundwasserleiter Luxemburger Sandstein wird vom südlichen Randbereich des Plangebietes tangiert. Naturschutzgebiete, Oberflächengewässer und Trinkwasserschutzgebiete liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Projekt 22 wurde bereits in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt. Für das Gesamtprojekt 22 wurde festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden sowie Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Lärm, Betroffenheit Art. 17/21 NatSchG, internationale Schutzgebiete, Bodenverlust, Betroffenheit Landschaftsbild. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Bei Umsetzung der Maßnahmen, insbesondere durch größere Flächenreduzierungen, können erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Gesamt-Projekt 22 Ellange-Gare (Triangle Vert) wurde in einer MoPo (UEP) zum PAG der Gemeinde Schengen (Luxplan S.A., 2022) behandelt. Die Autoren kommen zu dem Schluss, dass erhebliche Auswirkungen auf das Schutzgut Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können, sodass eine Umweltbericht erforderlich ist. Laut Avis 6.3 (N/Rèf: 103977) dürfte das Projekt auch starke Auswirkungen auf die Schutzgüter Menschliche Gesundheit und Bevölkerung, Boden, Wasser sowie Landschaft haben.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Es besteht eine Vorbelastung durch bestehende Infrastrukturen (A13, CR162, Gewerbegebiete). Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Vereinzelt befinden sich Landschaftsstrukturelemente (Art. 17 NatSchG) auf der Fläche. Laut MNHN-Datenportal sind rezent im Plangebiet keine Vorkommen planungsrelevanter Arten verzeichnet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	

	Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Es kommt zu einem Verlust landwirtschaftlich genutzter Böden (Ackerflächen). Im Zuge von Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhten Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Das Plangebiet tangiert den Grundwasserleiter Luxemburger Sandstein. Aufgrund der geringen Flächengröße und da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer erhöhten bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Die klimatischen Belastungen während der Bauphase sind temporär. Da im Umfeld des Plangebietes ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Das Plangebiet befindet sich auf bisher unversiegelten, landschaftlich geprägten Flächen, jedoch bestehen Vorbelastungen durch die vorhandenen Infrastrukturen (A13, CR162, Gewerbegebiete). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	

Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Schengen, werden keine erheblichen Auswirkungen auf die Schutzgüter erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) ist die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

24: ESCH-SUR-ALZETTE (A SOMMET)



Abbildung 9: Darstellung des Projektes 24 Esch-sur-Alzette (a Sommet) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinde

Esch-sur-Alzette

Flächengröße des Projektes 24 (zone modifiée)

7,87ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,82ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r, Zone verte: VERD, PARC

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist der südliche Teil der Fläche (insg. 0,8ha) als zone verte (VERD, PARC) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-r durch die Integrierung einer aktuell im PAG klassierten Fläche der zone verte auf der sich ein Rückhaltebecken befindet, da Rückhaltebecken immer innerhalb der bebaubaren Zone liegen sollen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist der nördliche Teil der Fläche (0,02ha) als ECO-r ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Anpassung an den PAG en vigueur der Gemeinde. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Norden der Gemeinde Esch-sur-Alzette im ökologischen Wuchsbezirk Minette-Vorland. Das Plangebiet grenzt an die bestehende nationale Aktivitätszone 4 Esch-sur-Alzette (a Sommet) an. Im südlichen Teil des Plangebietes (insg. 0,8ha) befindet sich ein Rückhaltebecken, das von zahlreichen Grünstrukturen gesäumt wird. Südlich verläuft der Dipbech. Der nördliche Teil der Fläche (0,02ha) wird aktuell als Lagerfläche genutzt. Naturschutzgebiete, Grundwasserleiter und Trinkwasserschutzgebiete liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG (Zeyen+Baumann, 2021) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Vorbelastungen durch die bestehenden Gewerbegebiete und andere Infrastrukturen (A4) sind zu berücksichtigen. Der geringste Abstand zur nächstgelegenen Wohnbebauung beträgt ca. 50m. Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Im Plangebiet bestehen zahlreiche Grünstrukturen (Heckenstrukturen geschützt nach Art. 17 NatSchG). Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Plangebiet verzeichnet. **Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden durch die Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.**	VMA
Boden	Die Fläche, die das Rückhaltebecken säumt, ist unversiegelt. Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Wasser	Auf der Fläche befindet sich ein Rückhaltebecken, ein künstlich angelegtes Becken, das dazu dient, größere Mengen Wasser zu speichern. Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Klima und Luft	Die Fläche befindet sich im Bereich einer Kaltluftleitbahn mit einer sehr hohen bioklimatischen Bedeutung. Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	

Landschaft	Es handelt sich um einen durch bestehende Gewerbegebiete und andere Infrastrukturen (A4) vorbelasteten Landschaftsraum. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich sowie die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden aufgrund der Integrierung eines Rückhaltebeckens in den bebaubaren Bereich und die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Im PAG der Gemeinde soll das südliche Plangebiet (Rückhaltebecken) mit einer « servitude urbanisation » überlagert werden, um die Nutzung der Fläche auf die Errichtung der für die Regenwasserrückhaltung erforderlichen Infrastrukturen zu beschränken.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

25: ESELBORN/ LENTZWEILER



Abbildung 10: Darstellung des Projektes 25 Eselborn/ Lentzweiler auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

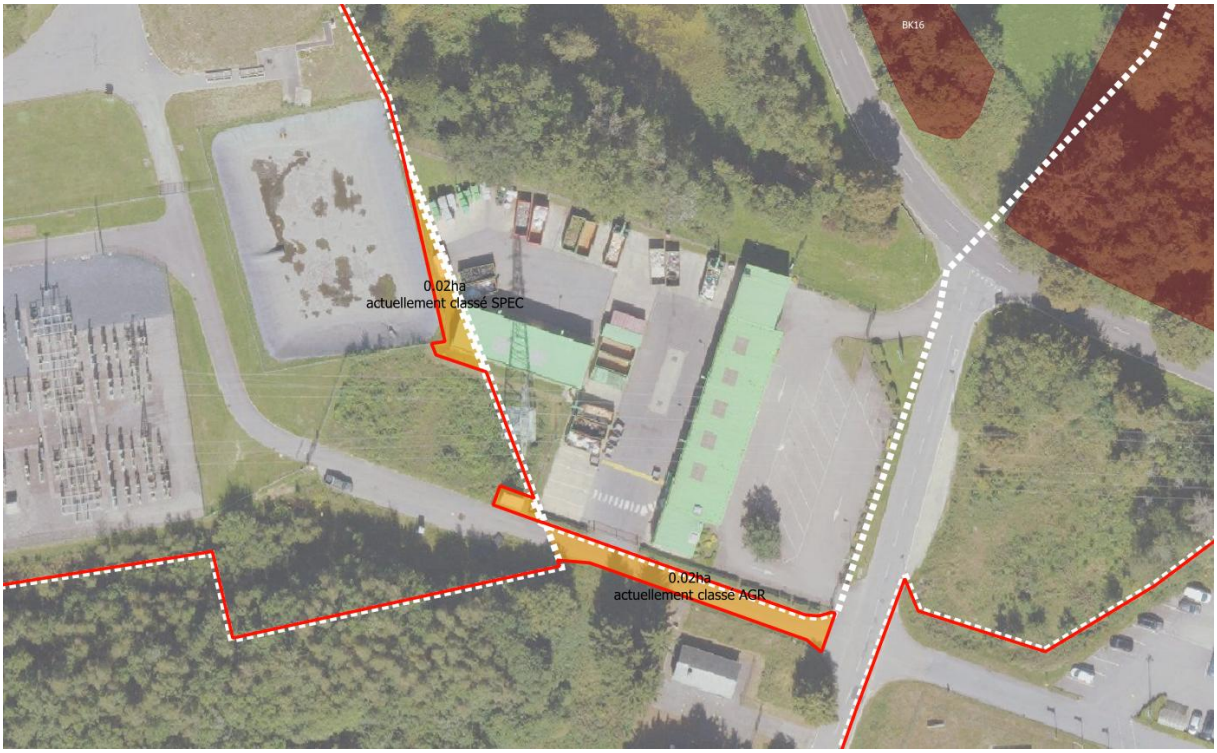


Abbildung 11: Darstellung der PSZAE-Modifikation im Norden des Projektes 25 Eselborn/ Lentzweiler auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Wincrange

Flächengröße des Projektes 25 (zone modifiée)

46,95ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

2,32ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r (zone de servitude "urbanisation- zoning"), SPEC, zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Für den südlichen Teilbereich des Plangebietes (2,28ha) besteht keine Ausweisung im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist dieser Teilbereich als ECO-r ausgewiesen und mit der zone de servitude „urbanisation-zoning“ überlagert. Die servitude verfolgt drei Ziele: (1) landschaftliche Integration, (2) Schutz geschützter Biotope und (3) Reduzierung der Lärmbelästigung. Ziel der PSZAE Modifikation im Süden ist eine Anpassung an den PAG durch eine Vergrößerung der ECO-r. Im nördlichen Teilbereich des Plangebietes sind die westlichen Flächen (0,02ha) im PSZAE als zone régionale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist das Plangebiet als SPEC ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Verkleinerung einer Fläche, die als SPEC klassiert ist. Für die südliche Fläche (Zufahrt mit der Parzellennummer 990/3292) im nördlichen Teilbereich des Plangebietes (0,02ha) besteht keine Ausweisung im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist dieser Teilbereich als zone verte (AGR) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Integration dieser Fläche in die zone régionale existante. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Osten der Gemeinde Wincrange im ökologischen Wuchsbezirk Noerdliches Hochoesling. Das Plangebiet liegt im Bereich der bestehenden regionalen Aktivitätszone 25 Eselborn/ Lentzweiler und dem geplanten Gewerbegebiet 26 Eselborn/ Lentzweiler. Der südliche Teilbereich des Plangebietes (2,28ha) ist durch eine unversiegelte Sukzessionsfläche und ein naturnahes Retentionsbecken charakterisiert. Die Fläche befindet sich in einer leichten Talsenke mit Feuchthabitaten. Westlich des Plangebietes verläuft das Fließgewässer Kirel. Im nördlichen Teilbereich des Plangebietes liegen die westlichen Flächen (0,02ha) im Bereich des Betriebsgeländes des Entsorgungsunternehmens S.I.D.E.C. - Parc à conteneurs brach oder sie sind durch Gebäudestrukturen versiegelt. Die südliche Fläche im nördlichen Teilbereich des Plangebietes (0,02ha) ist versiegelt (Zufahrtsstraße). Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Wincrange (Luxplan S.A., 2021) als abgeschlossene Prüffläche aufgeführt und nicht im Detail untersucht. Das Plangebiet wurde jedoch im

Rahmen der punktuellen Änderung ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (CO3, 2013) betrachtet. Dabei wurden die Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch (Luftschadstoffe und Geruchsbelastung durch die geplante Ansiedlung von Industriebetrieben), Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt (Betroffenheit Art. 17/21 NatSchG), Boden (Flächenverbrauch, Versiegelung, Nutzungs- und Strukturänderung sowie eine mögliche Schadstoffbelastung), Wasser (Oberflächengewässer), Klima und Luft (emittierende Betriebe) sowie Landschaft (Landschaftsbild) genauer untersucht. Es wurde festgehalten, dass unter Berücksichtigung der benannten Maßnahmen von keinen erheblichen negativen Umweltauswirkungen der punktuellen Änderung des PAG der Gemeinde Wincrange, im Sinne des SUP-Gesetzes, auszugehen ist. Auf Grundlage der Stellungnahmen des Département de l’environnement (nach Artikel 6.3 und 7.2 SUP-Gesetz) und der Commission d‘Aménagement sowie der Erkenntnisse im Rahmen des SUP-Prozesses wurde das PAG-Projekt bezüglich seiner Umweltverträglichkeit weiterentwickelt und umweltverträglich angepasst. Ein Großteil der schutzgutspezifischen Maßnahmen ließ sich im Rahmen der Ausweisung einer artspezifischen „zone de servitude urbanisation“ bündeln. Zudem wurde die naturnahe Installation einiger Infrastrukturelemente, dem Retentionsbecken, einem Wartungsweg und einem Teil des Versorgungsnetzes vorgesehen.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Die Fläche liegt im Bereich bestehender und geplanter Gewerbezonen. Eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen (Hochspannungsleitung, CR332) ist gegeben. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Zudem ist das südliche Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude „urbanisation - zoning“ überlagert, die die Ziele landschaftliche Integration, Schutz geschützter Biotope und Reduzierung der Lärmbelästigung verfolgt. Im Falle einer Erschließung müssten entsprechende Leitlinien Beachtung finden (Schutz und Erhalt bestehender strukturierender Elemente, bestehende Biotope schützen und stärken, neue Baumgruppen und Hecken aus einheimischen Arten pflanzen, Vermeidung von großen Erdbewegungen, steilen Böschungen und Plateaubearbeitungen, Schutz von Feuchtgebieten und Wasserläufen). Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Im südlichen Plangebiet befinden sich sukzessionswaldartige Grünstrukturen. Für das Umfeld des Plangebietes liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von geschützten Arten vor (u.a. Schwarzstorch, *Ciconia nigra* und Rotmilan, *Milvus milvus*). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Zudem ist das südliche Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude „urbanisation - zoning“ überlagert, die die Ziele landschaftliche Integration, Schutz geschützter Biotope und Reduzierung der Lärmbelästigung verfolgt. Im Falle einer Erschließung müssten entsprechende Leitlinien Beachtung finden (Schutz und Erhalt bestehender strukturierender Elemente, bestehende Biotope schützen und stärken, neue Baumgruppen und Hecken aus einheimischen Arten pflanzen, Vermeidung von großen	

	Erdbewegungen, steilen Böschungen und Plateaubearbeitungen, Schutz von Feuchtgebieten und Wasserläufen). Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Somit werden keine zusätzlichen Flächen in Anspruch genommen, sodass kein zusätzlicher Flächenverbrauch erfolgt. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Zudem ist das südliche Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude „urbanisation - zoning“ überlagert, die die Ziele landschaftliche Integration, Schutz geschützter Biotope und Reduzierung der Lärmbelästigung verfolgt. Im Falle einer Erschließung müssten entsprechende Leitlinien Beachtung finden (Schutz und Erhalt bestehender strukturierender Elemente, bestehende Biotope schützen und stärken, neue Baumgruppen und Hecken aus einheimischen Arten pflanzen, Vermeidung von großen Erdbewegungen, steilen Böschungen und Plateaubearbeitungen, Schutz von Feuchtgebieten und Wasserläufen). Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Westlich des südlichen Plangebietes verläuft das Fließgewässer Kirel. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird davon ausgegangen, dass bei einer baulichen Entwicklung der Fläche die Klärkapazität im PAG bereits berücksichtigt wurde. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Flächen mit einer geringen bis erhöhten bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Die Fläche liegt im Bereich bestehender und geplanter Gewerbezonen. Eine landschaftliche Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen (Hochspannungsleitung, CR332) ist gegeben. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler“ (2013) ermittelt. Zudem ist das südliche Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude „urbanisation - zoning“ überlagert, die die Ziele landschaftliche Integration, Schutz geschützter Biotope und Reduzierung der Lärmbelästigung verfolgt. Im Falle einer Erschließung müssten entsprechende Leitlinien Beachtung finden (Schutz und Erhalt bestehender strukturierender Elemente, bestehende Biotope schützen und stärken, neue Baumgruppen und Hecken aus einheimischen Arten pflanzen, Vermeidung von großen Erdbewegungen, steilen Böschungen und Plateaubearbeitungen, Schutz von Feuchtgebieten und Wasserläufen). Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der MoPo ZAER „Eselborn-Lentzweiler" (2013) ermittelt.

Zudem ist das südliche Plangebiet im PAG mit einer zone de servitude „urbanisation-zoning" überlagert, die die Ziele landschaftliche Integration, Schutz geschützter Biotope und Reduzierung der Lärmbelästigung verfolgt. Im Falle einer Erschließung müssten u.a. entsprechende Leitlinien Beachtung finden: Schutz und Erhalt bestehender strukturierender Elemente, bestehende Biotope schützen und stärken, neue Baumgruppen und Hecken aus einheimischen Arten pflanzen, Vermeidung von großen Erdbewegungen, steilen Böschungen und Plateaubearbeitungen sowie Schutz von Feuchtgebieten und Wasserläufen.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

26: ESELBORN/ LENTZWEILER



Abbildung 12: Darstellung des Projektes 26 Eselborn/ Lentzweiler auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Wincrange

Flächengröße des Projektes 26 (zone modifiée)

33,42ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,45ha

Ausweisung im PAG en vigueur

Zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als ZAE projetées ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als zone verte (AGR) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Verkleinerung der Fläche, damit die Gemeinde den Bereich der reellen Nutzung entsprechend klassieren kann. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Osten der Gemeinde Wincrange im ökologischen Wuchsbezirk Noerdliches Hochoesling. Das Plangebiet liegt zwischen der bestehenden regionalen Aktivitätszone 25 Eselborn/ Lentzweiler und dem geplanten Gewerbegebiet 26 Eselborn/ Lentzweiler. Im Plangebiet befindet sich das Betriebsgelände des Entsorgungsunternehmens S.I.D.E.C. - Parc à conteneurs. Das Gelände wird weitläufig von asphaltierten Straßen und Plätzen umgeben. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet. In der SUP zum PSZAE 2018 wurde für das Gesamt-Projekt 26 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden, Wasser, Landschaft sowie Kultur- und Sachgüter nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Lärm, Windrad, Hochspannungsleitungen, Betroffenheit Art. 17, Bodenverlust, Altlastenverdachtsflächen, Betroffenheit des Fließgewässers Kirel und Nebenbach, Betroffenheit Landschaftsbild und Betroffenheit einer Fläche mit hoher archäologischer Sensibilität. Zur Vermeidung und Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Bei Umsetzung der Maßnahmen können erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Wincrange (Luxplan S.A., 2021) nicht untersucht.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Die Fläche liegt im Bereich bestehender und geplanter Gewerbezonen. Eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen (Hochspannungsleitung, CR332) ist gegeben. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Im Plangebiet befinden sich wenige vereinzelte Gehölzstrukturen (Einzelbäume, Hecken). Für das Umfeld des Plangebietes liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von geschützten Arten vor (u.a. Rotmilan, *Milvus milvus*). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Im Plangebiet befinden sich Altlastenverdachtsflächen.	

	Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Somit werde keine zusätzlichen Flächen in Anspruch genommen werden, sodass kein zusätzlicher Flächenverbrauch erfolgt. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Flächen mit einer geringen bis erhöhten bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Die Fläche liegt im Bereich bestehender und geplanter Gewerbezonen. Eine landschaftliche Vorbelastung durch weitere vorhandene Infrastrukturen (Hochspannungsleitung, CR332) ist gegeben. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Wincrange, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

32: GREVENMACHER (POTASCHBIERG)

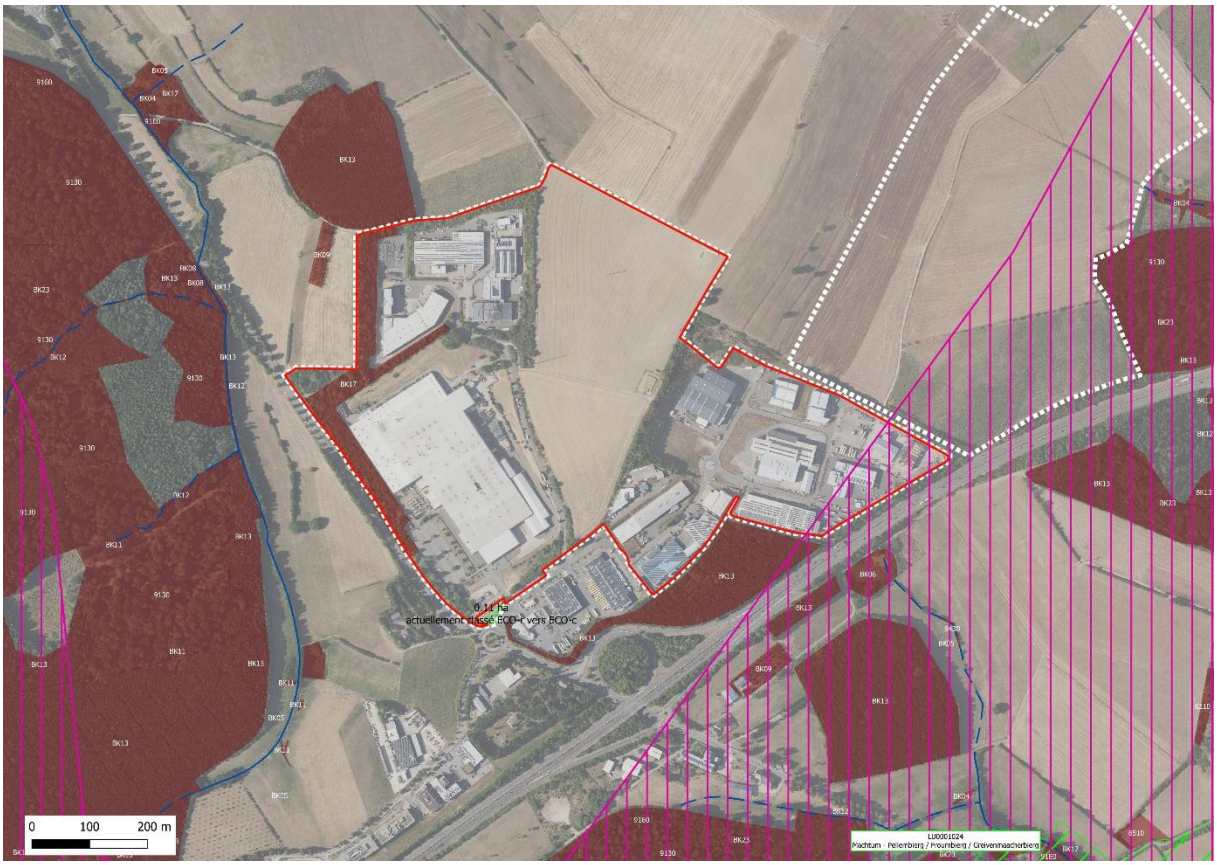


Abbildung 13: Darstellung des Projektes 32 Grevenmacher (Potaschbierg) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Biwer, Grevenmacher

Flächengröße des Projektes 32 (zone modifiée)

47,0ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,11ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Im PSZAE ist das Plangebiet als zone régionale existante ausgewiesen. Das Plangebiet ist im PAG en vigueur der Gemeinde als ECO-r ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist hier eine Verkleinerung der ECO-r, da in diesem Bereich ein Bürogebäude steht. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im ökologischen Wuchsbezirk Mosel-Vorland und Syretal und befindet sich im Bereich der bestehenden regionalen Aktivitätszone 32 Grevenmacher (Potaschbierg), im Westen der Gemeinde Grevenmacher. Auf der weitläufig versiegelten Fläche befindet sich ein Bürogebäude. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG (pact, 2019) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet befindet sich im Bereich der bestehenden regionalen Aktivitätszone 32 Grevenmacher (Potaschbierg), südlich verläuft die A1, sodass eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Der Jakobsweg verläuft östlich des Plangebietes. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Das Plangebiet liegt weder in einem auszuweisenden noch einem ausgewiesenen nationalen Naturschutzgebiet. Laut MNHN-Datenportal sind rezent im weiteren Umfeld des Plangebietes Vorkommen planungsrelevanter Arten verzeichnet. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist weitläufig versiegelt. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Somit werden keine zusätzlichen Flächen in Anspruch genommen werden, sodass kein zusätzlicher Flächenverbrauch erfolgt. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Das Plangebiet befindet sich außerhalb von ausgewiesenen oder auszuweisenden Trinkwasserschutzgebieten sowie außerhalb von Grundwasserleitern. Es tangiert keine Fließgewässer. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Flächen mit einer erhöhten bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen	

	Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Das Plangebiet liegt am Rande einer bestehenden Gewerbezone mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sowie im Umfeld der A1, sodass eine landschaftliche Vorbelastung gegeben ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Umwidmung der Fläche aufgrund der Bestandnutzung, werden keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet.

Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes ist somit im Umweltbericht ***nicht*** erforderlich.

33: GREVENMACHER (POTASCHBIERG)

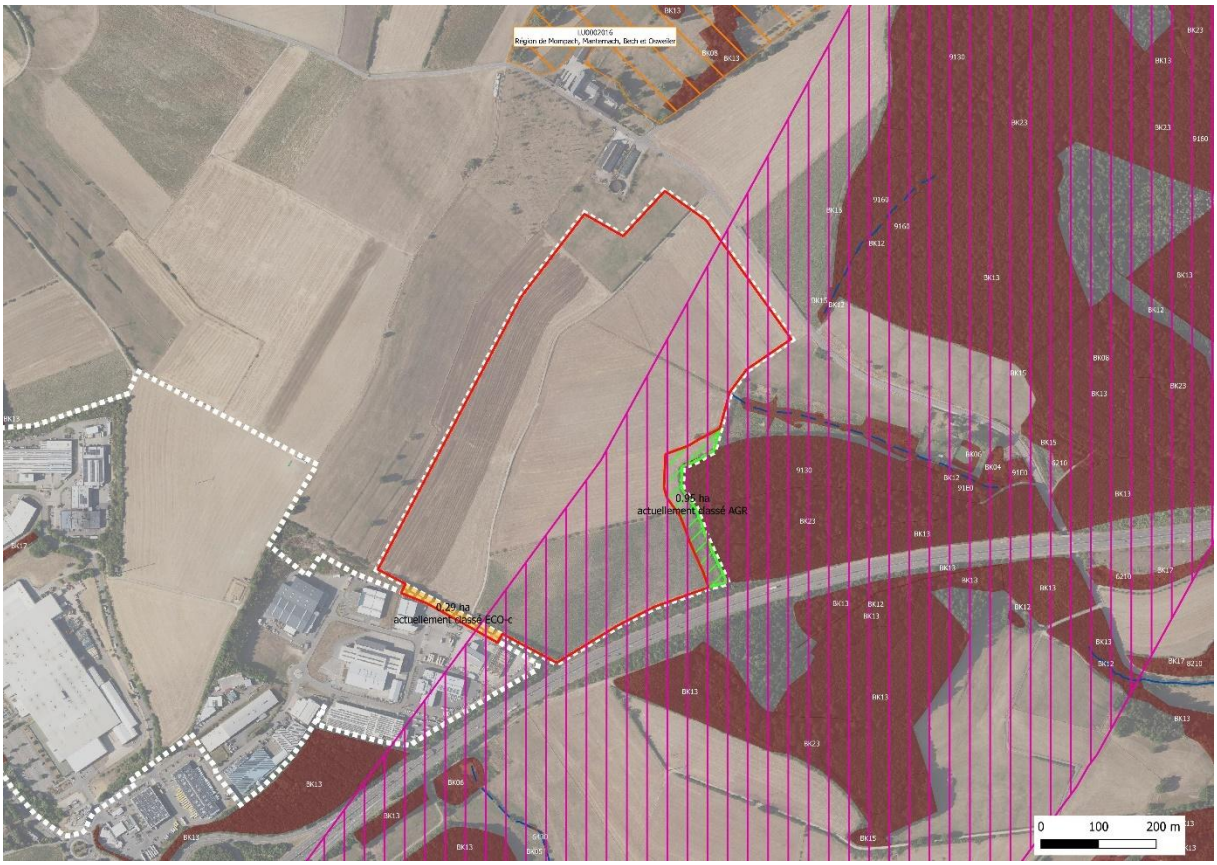


Abbildung 14: Darstellung des Projektes 33 Grevenmacher (Potaschbierg) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Grevenmacher

Flächengröße des Projektes 33 (zone modifiée)

31,3ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,24ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-c1, zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Der östliche Teilbereich (0,95ha) des Plangebietes ist im PSZAE als ZAE projetées ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist der östliche Teilbereich (0,95ha) des Plangebietes als zone verte ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Umwidmung des Teilbereichs in die zone agricole. Es besteht keine Ausweisung für das südliche Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist der südliche Teilbereich (0,29ha) des Plangebietes als ECO-c1 ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation

ist die Anpassung an den PAG der Gemeinde Grevenmacher. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Norden der Gemeinde Grevenmacher, unmittelbar nördlich der A1, im ökologischen Wuchsbezirk Mosel-Vorland und Syretal und wird als Ackerland genutzt. Das Plangebiet grenzt nördlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 32 Grevenmacher (Potaschbierg) an. Vereinzelt befinden sich Gehölzstrukturen im Plangebiet. Der südwestliche Randbereich der Fläche wird von Baum- und Heckenstrukturen gesäumt. Nördlich zur Fläche in einem Abstand von min. 120m befindet sich das internationale Naturschutzgebiet Région de Mompach, Manternach, Bech et Osweiler (LU0002016). Nationale Schutzgebiete, Trinkwasserschutzgebiete und Grundwasserleiter liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Mäßige bis hohe Starkregengefahrenzonen befinden sich auf der Fläche.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Die Teilfläche im Osten (0,95ha), die rückklassiert werden soll, ist als Teilfläche des Untersuchungsgebietes 33 in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt worden. In der SUP zum PSZAE 2018 wurde für das Projekt 33 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden und Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Einsehbarkeit, Hochspannungsleitung, erhöhtes Verkehrsaufkommen, Betroffenheit von Art. 13/17/21 NatSchG, Einsehbarkeit, Relief, Versiegelung, Landschaftsintegration. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Die Durchführung eines FFH-Screenings hat ergeben, dass erhebliche Beeinträchtigungen für die angrenzende Vogelschutzzone LU0002016 Région de Mompach, Manternach, Bech et Osweiler“ ausgeschlossen werden können. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde in der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (pact, 2019) behandelt (Fläche Pot6). Dabei wurden auch mögliche Impakte auf das Vogelschutzgebiet Région de Mompach, Manternach, Bech et Osweiler (LU0002016) durch die Fläche Pot6 untersucht. In der SUP zum PAG wurde für das Projekt festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt sowie Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Lärm, Betroffenheit Art. 17/21 (Feldlerche, Rot- und Schwarzmilan), Verlust/ Beeinträchtigung des Wildkatzenkorridors, Veränderung des Orts- und Landschaftsbilds. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen (z.B. Lärmminderungsmaßnahmen, Umsetzung von CEF-Maßnahmen, Erhalt bzw. Kompensation geschützter Habitate nach Art. 17, Landschaftsintegration). Zudem wurden unter Berücksichtigung des Avis des für Umwelt zuständigen Ministeriums (Oktober 2019) bei der Fläche Pot6 am östlichen und südwestlichen Rand Bereiche aus dem Perimeter herausgenommen (Umklassierung des östlichen Bereichs in die zone agricole, Umklassierung des südwestlichen Bereichs in die ECO-c1 bzw. in die zone agricole). Nach Rücksprache mit dem für Umwelt zuständigen Ministerium wurde keine Natura 2000-Verträglichkeitsprüfung durchgeführt. Aufgrund der Bedeutung der Fläche waren CEF-Maßnahmen zu realisieren. Es wurde festgehalten, dass die Fläche unter Berücksichtigung von Vermeidungs- und Minderungsmaßnahmen für eine Nutzung als Zone d‘activités économiqes régionale geeignet ist.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Das Plangebiet liegt östlich eines bestehenden Gewerbegebietes mit zahlreichen, ansässigen Betrieben sowie weiteren Infrastrukturen (A1, Hochspannungsleitung), sodass eine Vorbelastung gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Der südwestliche Randbereich der Fläche wird von Baum- und Heckenstrukturen gesäumt (Art. 17 NatSchG). Für das Plangebiet und das direkte Umfeld liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von folgender geschützter Art vor: Rohrweihe (*Circus aeruginosus*). Das Plangebiet tangiert einen Wildtierkorridor. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte	

	Retentionen zu gewährleisten sind. Mäßige bis hohe Starkregengefahrenzonen befinden sich im südlichen Bereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer geringen bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es handelt sich bei der Fläche um einen vorbelasteten Landschaftsraum (bestehendes Gewerbegebiet, A1, Hochspannungsleitung). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde Grevenmacher werden insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (2019) ermittelt. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Die geplante Extension im Süden ist eine Anpassung an den PAG. Entsprechend wurde das Plangebiet bereits in der SUP zum PAG der Gemeinde Grevenmacher (pact, 2019) untersucht. Darin wurde festgehalten, dass die Fläche unter Berücksichtigung von Vermeidungs- und Minderungsmaßnahmen für eine Nutzung als Zone d'activités économiqes régionale geeignet ist. Somit kann auf eine erneute detaillierte Betrachtung im Rahmen der SUP zur PSZAE-Modifikation verzichtet werden. Durch die geplante Umwidmung der Teilfläche von 0,95ha im Osten der Fläche 33 in die zone agricole werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen gewährleisten Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

37: KÄERJENG (ROBERT STEICHEN)

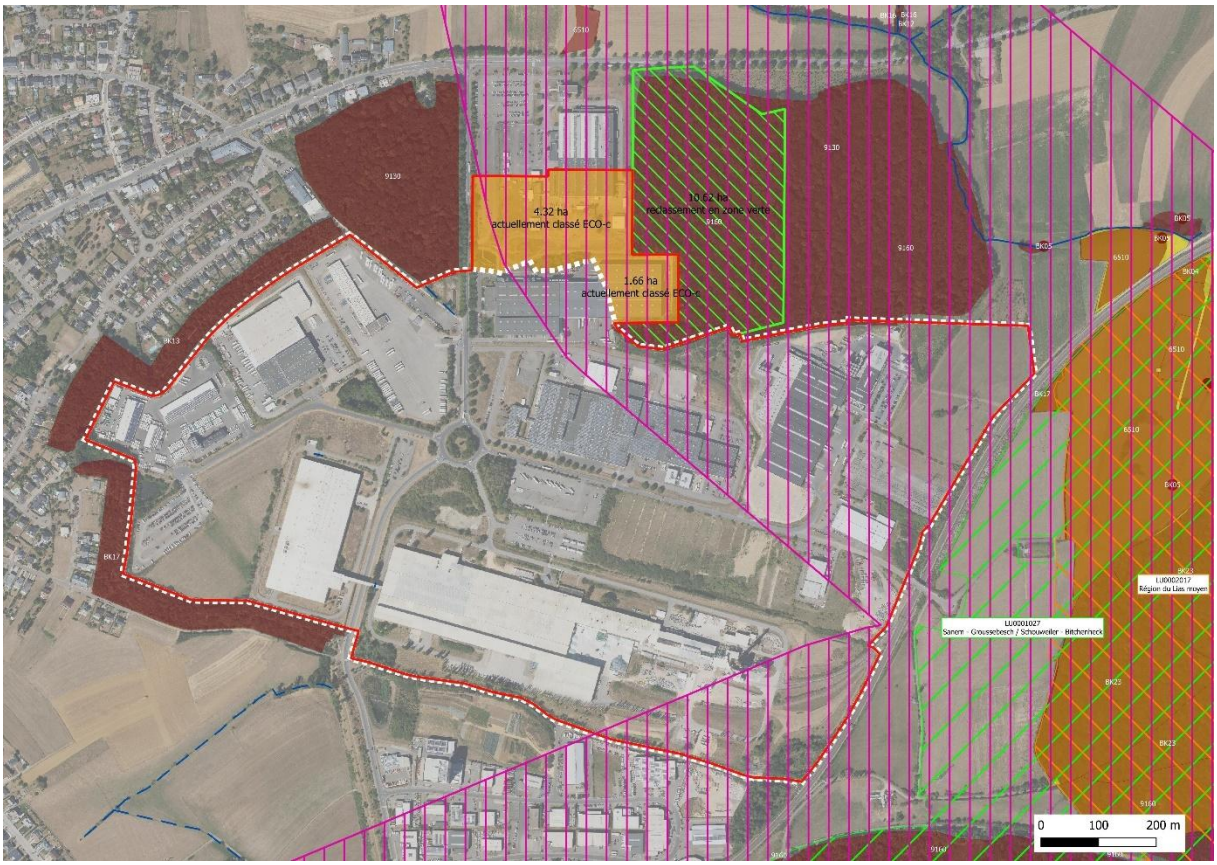


Abbildung 15: Darstellung des Projektes 37 Käerjeng (Robert Steichen) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Flächen, die umgewidmet werden. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Käerjeng

Flächengröße des Projektes 37 (zone modifiée)

99,8ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

16,6ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-c2

Betroffenheit weiterer PS

Im Umfeld des Plangebietes verläuft eine zwischenstädtische Grünzone. In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine weiteren Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für den westlichen Teil des Plangebietes im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-c2 ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-n existante durch das Aufnehmen der im PAG aktuell als ECO-c klassierten Flächen im Westen des Plangebietes. Es besteht keine Ausweisung für den östlichen Teil des Plangebietes im PSZAE, jedoch ist vorgesehen eine Ausweisung in eine „ECO-c existantes à reclasser“ in der Annexe II vom PSZAE vorzunehmen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-c2 ausgewiesen. Der östliche Teil

des Plangebietes soll in eine zone verte umgewidmet werden. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Südosten der Gemeinde Käerjeng im ökologischen Wuchsbezirk Rebierger Gutland nördlich der bestehenden nationalen Aktivitätszone 37 Käerjeng (Robert Steichen). Das westliche Plangebiet ist geprägt durch gewerbliche Gebäudekomplexe (u.a. Warenlager Tontarelli Lux S.a.), Parkplätze, Ruderalflächen sowie vereinzelte Grünstrukturen. Das östliche Plangebiet ist unversiegelt und tangiert zwei Art. 13 NatSchG Waldbiotope (Sternmieren-Eichen-Hainbuchenwald, Waldmeister-Buchenwald). Östlich des Plangebietes liegen das nationale Naturschutzgebiet in der Ausweisungsprozedur Schouweiler-Bitschenheck (63), das Natura2000-Vogelschutzgebiet Région du Lias moyen (LU0002017) und die Natura2000-Habitatzone Sanem-Groussebesch/ Schouweiler-Bitchenheck (LU0001027). Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Der PAG der Gemeinde Käerjeng ist 2015 in Kraft getreten und die dazugehörigen Umweltstudien müssen laut Aussage des Service technique - Urbanisme der Gemeinde Kaerjeng (Telefonat am 21. März 2023) erneuert werden, da sie veraltet sind. Die Flächen des Plangebietes wurden laut einer Email vom service technique - urbanisme der Gemeinde Käerjeng vom 26. März 2024 nicht für die SUP zum PAG der Gemeinde zurückbehalten.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Die Erweiterung liegt im Bereich einer bestehenden Gewerbezone mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sodass eine Vorbelastung gegeben ist. Die Fläche liegt im Einflussbereich des SEVESO-Betriebes Guardian Luxguard I S.A. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Östlich, außerhalb des Plangebietes liegen das nationale Naturschutzgebiet in der Ausweisungsprozedur Schouweiler-Bitschenheck (63), das Natura2000-Vogelschutzgebiet Région du Lias moyen (LU0002017) und die Natura2000-Habitatzone Sanem-Groussebesch/ Schouweiler-Bitchenheck (LU0001027). Das Plangebiet tangiert einen Wildtierkorridor. Das westliche Plangebiet tangiert vereinzelte Gehölzstrukturen. Das östliche Plangebiet tangiert zwei Art. 13 NatSchG Waldbiotope (Sternmieren-Eichen-Hainbuchenwald, Waldmeister-Buchenwald). Laut MNHN-Datenportal sind rezent Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet (u.a. Rotmilan, *Milvus milvus*).	

	Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Das westliche Plangebiet ist in weiten Teilen versiegelt. Das östliche Plangebiet ist unversiegelt (Wald). Altlastenverdachtsflächen, geologische Verwerfungen und steile Hanglagen sind nicht vorhanden. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, da keine zusätzlichen Flächen in Anspruch genommen werden, sodass kein zusätzlicher Flächenverbrauch erfolgt sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird davon ausgegangen, dass bei einer baulichen Entwicklung der Fläche die Klärkapazität im PAG bereits berücksichtigt wurde. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Flächen mit einer erhöhten bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Die Erweiterung liegt im Bereich einer bestehenden Gewerbezone mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sodass eine landschaftliche Vorbelastung gegeben ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt etwa 2/3 des Plangebietes im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Etwa 1/3 des Plangebietes liegt in einer ZOA. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.)	

	die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie die geplante Umwidmung der Teilfläche im Osten des Plangebietes, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

40: MERSCH (MIERSCHERBIERG)

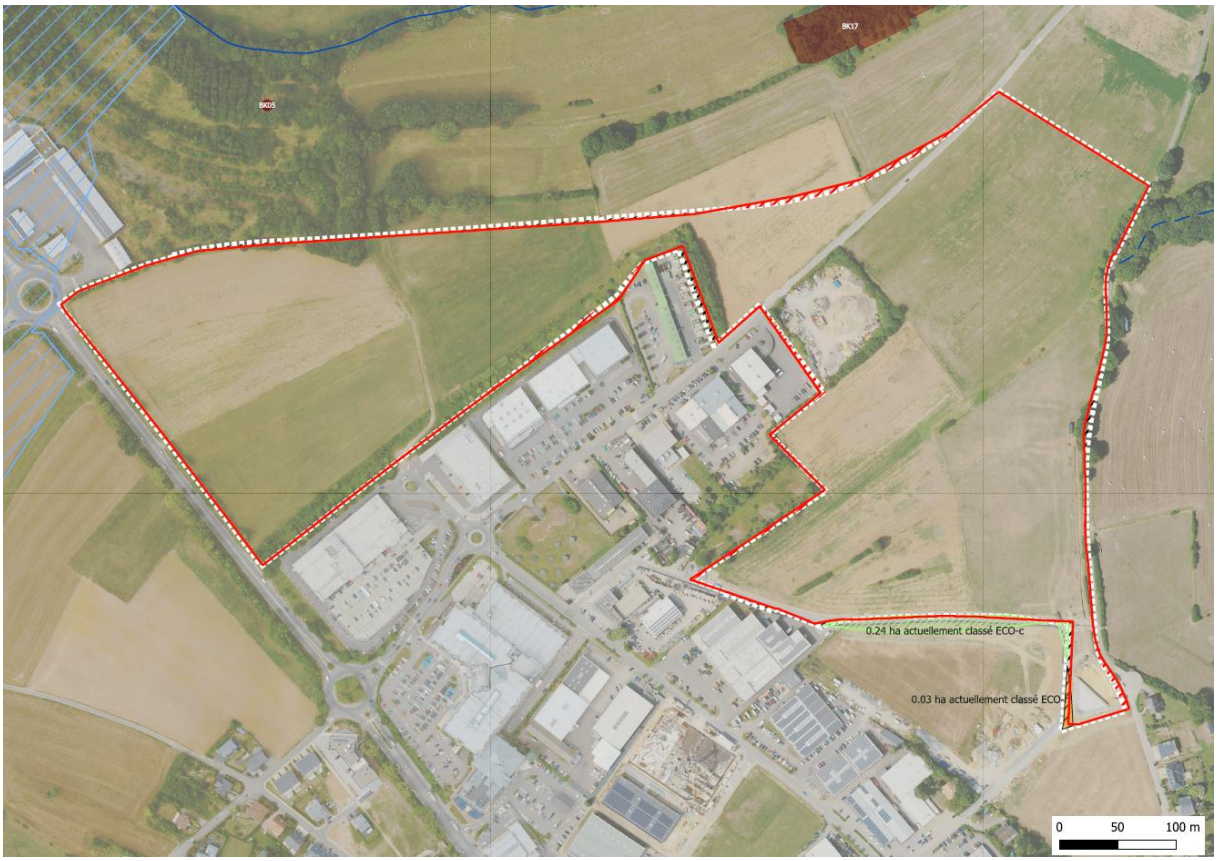


Abbildung 16: Darstellung des Projektes 40 Mersch (Mierscherbierg) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinde

Mersch

Flächengröße des Projektes 40 (zone modifiée)

20,19ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,27ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-c, ECO-r

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Der nordwestliche Teilbereich des Plangebietes ist im PSZAE als ZAE projetées ausgewiesen. Für den südlichen Teilbereich des Plangebietes besteht keine Ausweisung im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist das Plangebiet nordwestlich als ECO-c und im südlichen Teil als ECO-r ausgewiesen. Ziel

der PSZAE Modifikation ist eine minimale Anpassung an den PAG. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im Norden der Ortschaft Mersch in der Gemeinde Mersch im ökologischen Wuchsbezirk Alzette-, Attert- und Mittelsauertal auf einer ehemaligen landwirtschaftlich genutzten Fläche (Ackerland) situiert, auf der aktuell Bautätigkeiten stattfinden. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Es befinden sich keine Grünstrukturen im Plangebiet.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Projekt 40 wurde, ohne die hier zu bewertenden Modifikationen, im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet. Darin wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Klima und Luft sowie Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Betroffenheit Art. 17/21, Beanspruchung von Flächen mit hohem klimatischem Ausgleichspotenzial, Einsehbarkeit. Es wurde empfohlen die Zone für eine Nutzung als Aktivitätszone prinzipiell beizubehalten, jedoch war die Durchführung von Vermeidungs-, Verminderungs- und Kompensationsmaßnahmen erforderlich, die im Rahmen eines Monitorings auf ihre Wirksamkeit zu überprüfen waren. Die Durchführung eines FFH-Screenings war nicht erforderlich.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Die SUP zum aktuellen PAG der Gemeinde stand für die Bearbeitung der vorliegenden SUP zum PSZAE nicht zur Verfügung.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (ansässige Betriebe, A7 und weitere CR-Straßen). Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Es befinden sich keine Grünstrukturen im Plangebiet. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Plangebiet verzeichnet.	

	Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Aufgrund der geringen Flächengröße und da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer hohen bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (ansässige Betriebe, A7 und weitere CR-Straßen). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA	

	(Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die minimalen Anpassungen an den PAG der Gemeinde, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) ist die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

42: MERTERT (PORT)/ GREVENMACHER - „ZONE PORTUAIRE“



Abbildung 17: Darstellung des Projektes 42 Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire“ auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Grevenmacher, Mertert

Flächengröße der Projektes 42 (zone modifiée)

46,7ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,41ha

Ausweisung im PAG en vigueur

SP-n (Zone de bruit)

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als zone spécifique nationale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als SP-n ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist das Plangebiet im Süden der Fläche des Projektes 42, auf der sich eine regionale Kläranlage befindet, aus der zone SP-n existante herauszunehmen und in eine BEP umzuklassifizieren. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Nordosten der Gemeinde Grevenmacher im ökologischen Wuchsbezirk Moseltal. Das Plangebiet wird vom südlichen Teil der bestehenden nationalen Aktivitätszone 42 Mertert (port)/ Grevenmacher - „Zone portuaire“ umschlossen. Auf der Fläche befindet sich eine regionale Kläranlage (Station d'Epuration - SIDEST). Das Plangebiet ist entsprechend großflächig versiegelt. Das Plangebiet liegt zur Hälfte auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Die Fläche ist als Teilfläche des Untersuchungsgebietes GREV11 im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (pact, 2019) betrachtet worden. Darin wurde angemerkt, dass die Fläche des gesamten Untersuchungsgebietes unter Berücksichtigung der Vermeidungs- und Minderungsmaßnahmen für eine Nutzung als zone d‘activités spécifiques nationale geeignet ist und dass die Maßnahmen auf der Ebene des PAG ausreichend umgesetzt sind.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, N1, Zone de bruit). Südlich des Plangebietes befindet sich ein Campingplatz. Wohnbebauung (dauerhafte Nutzung) besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Die Fläche liegt im Einflussbereich des SEVESO-Betriebes Tanklux S.A. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Das Plangebiet tangiert eine geologische Verwerfung. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Das Plangebiet liegt großflächig auf dem Grundwasserleiter Muschelkalk. Südöstlich des Plangebiets fließt die Mosel. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Eine Fläche mit einer geringen bioklimatischen Bedeutung wird beansprucht. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	

Landschaft	Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, N1). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Betriebsgelände der Kläranlage auf vollständig zerstörtem Gelände. Durch die geplante Umklassierung des Plangebietes werden keine baulichen Eingriffe erwartet. Somit werden keine erheblichen Auswirkungen durch die PSZAE-Modifikation auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur und da durch die Umwidmung der Fläche keine baulichen Eingriffe erwartet werden, werden insgesamt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

45: NOTHUM



Abbildung 18: Darstellung des Projektes 45 Nothum auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinde

Lac de la Haute-Sûre

Flächengröße des Projektes 47 (zone modifiée)

13,96ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,06ha

Ausweisung im PAG en vigueur

zone verte: AGR

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als zone verte (AGR) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Integration der Fläche in die geplante Aktivitätszone, um eine Nutzung langfristig zu ermöglichen. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt. Laut Informationen des MECO wurde für das Plangebiet jedoch von der Gemeinde eine Anfrage auf Befreiung von der SUP-Pflicht (Dispense) gestellt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Nordosten der Gemeinde Lac de la Haute-Sûre im ökologischen Wuchsbezirk Noerdliches Hochoesling. Das Plangebiet grenzt nordwestlich an die geplante Aktivitätszone 45 Nothum an. Die Fläche befindet sich auf Grünland (Offenland) und wird von kleineren Sträuchern durchzogen. Die geplante Erweiterungsfläche grenzt an ihrem westlichen Rand an einen befestigten Wirtschaftsweg. Das Plangebiet befindet sich auf dem Gelände einer ehemaligen großen Deponie (Bauschuttdeponie, Einzugsgebiet der Gemeinden der Regionen West und Nord des Großherzogtums) von DEPONIE RECYMA SA und ist entsprechend als Altlastenverdachtsfläche markiert. Oberflächengewässer, Naturschutzgebiete, Grundwasserleiter und Trinkwasserschutzgebiete liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Die Fläche ist als Teilfläche des Projektes 19 in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt worden. Darin wurde für das Gesamtprojekt 19 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf das Schutzgut Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Zerstörung/ Beeinträchtigung geschützter Biotopstrukturen und Nichtumsetzung der Rekultivierungsplanung. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurden Maßnahmen vorgeschlagen. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können und das die Zone für eine Nutzung als Aktivitätszone beibehalten werden kann.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht näher im Rahmen der SUP zum PAG (Dewey Muller, 2013) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Infrastrukturen einer ehemaligen großen Bauschuttdeponie). Wohnbebauung besteht nicht unmittelbaren Einflussbereich des Plangebietes. Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Das Plangebiet tangiert vereinzelt Grünstrukturen (Sträucher, Gebüsche). Für das Umfeld des Plangebietes liegen laut dem MNHN-Datenportal Nachweise von geschützten Arten vor (u.a. Bluthänfling, Dorngrasmücke, Goldammer).	

	Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Es werden bislang brachliegende Böden versiegelt. Altlasten sind zu beachten, da die Fläche durch die ehemalige Nutzung als Bauschuttdeponie als Altlastenverdachtsfläche markiert ist. Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Mäßige Starkregengefahrenzonen befinden sich auf der Fläche. Oberflächengewässer, Grundwasserleiter und Trinkwasserschutzgebiete liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Eine Fläche mit einer geringen bis erhöhten bioklimatischen Bedeutung wird beansprucht. Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (ehemalige große Bauschuttdeponie). Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone).	

	Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der geringen Flächengröße des Plangebietes und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die geplante Ausweisung im PAG der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO, Naturschutzgenehmigung) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit nicht erforderlich.

47: RAMBROUCH (RIESENHAFF)



Abbildung 19: Darstellung des Projektes 47 Rambrouch (Riesenhaff) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Rambrouch

Flächengröße des Projektes 47 (zone modifiée)

5,19ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,02ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r (zone de servitude "urbanisation - paysage")

Betroffenheit weiterer PS

Das Plangebiet liegt im GEP Haute-Sûre-Kiischpelt des PSP.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Flächen als ECO-r ausgewiesen, die durch eine linienhafte zone de servitude „urbanisation - paysage“ (P, P2) überlagert wird und der Umsetzung von Maßnahmen zur Landschaftsintegration dienen soll. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Anpassung an den PAG durch Vergrößerung der ECO-r. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet befindet sich in der Gemeinde Rambrouch, östlich zum Gewerbegebiet 46 Rambrouch (Riesenhaff) gelegen, im ökologischen Wuchsbezirk Suedliches Hochoesling. Das regionale Gewerbegebiet Riesenhaff liegt, abseits von Wohngebieten, zwischen Koetschette und Flatzbour. Durch das Plangebiet verläuft ein befestigter Wirtschaftsweg. Der südöstliche Bereich des Plangebietes liegt auf einer landwirtschaftlich genutzten Fläche (Ackerland). Nationale und internationale Naturschutzgebiete sowie Trinkwasserschutzgebiete, Grundwasserleiter und Oberflächengewässer befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet. Für das Gesamtprojekt 47 wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Wasser sowie Landschaft nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Betroffenheit Art. 17 NatSchG, Abwasserentsorgung, Landschaftsbild (GEP). Als problematisch stellte sich insbesondere die Abwassersituation dar. Prinzipiell wurde empfohlen die Zone für eine Nutzung als Aktivitätszone beizubehalten. Eine Reduzierung der Fläche im Osten sowie eine Lösung der Abwasserproblematik wurde vorgeschlagen.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (TR, 2017) betrachtet. Für die geplante Zuwachsfläche von ca. 0,5ha im Osten zum bestehenden Gewerbegebiet wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen (Erschließung und Nutzung der Fläche erst nach Bau und Inbetriebnahme eine Pumpstation, Darstellung des Waldrandes als nach Art. 17 NatSchG geschütztes Habitat, Einfügen einer zone de servitude urbanisation zur Eingrünung der zukünftigen Gewerbefläche, Erhalt der vorhandenen biotopkartierten Bäume und der Gehölzpflanzung auf der Straßenböschung am Westrand der Fläche, naturnahe Begrünung von Freiflächen innerhalb der Zone, fledermausfreundliche Beleuchtung), um bei Umsetzung des Projektes negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Wasser sowie Landschaft ausschließen zu können.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (bestehendes Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, N23, N27). Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Das Plangebiet tangiert	

	keine Grünstrukturen. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Mäßige bis hohe Starkregengefahrenzonen befinden sich auf der Fläche. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Eine Fläche mit einer mittleren bioklimatischen Situation wird beansprucht. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (bestehendes Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, N23, N27). Das Plangebiet liegt im GEP Haute-Sûre-Kiischpelt des PSP. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

49: REDANGE-SUR-ATTERT



Abbildung 20: Darstellung des Projektes 49 Redange-sur-Attert auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2026.

Gemeinde

Redange/ Attert

Flächengröße des Projektes 49 (zone modifiée)

7,55ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,73ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-r1 (zone de servitude "urbanisation - paysage")

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-r1 ausgewiesen, die in den Randbereichen durch eine linienhafte zone de servitude „urbanisation - paysage“ überlagert wird und der Umsetzung von Maßnahmen zur Landschaftsintegration dienen soll. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Anpassung an den PAG durch Vergrößerung der ECO-r. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Süden der Gemeinde Redange/ Attert im ökologischen Wuchsbezirk Attert-Gutland. Das Plangebiet grenzt westlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 48 Redange-sur-Attert an. Die geplante Erweiterungsfläche wird am westlichen Rand des Plangebietes von einem teilbefestigten Wirtschaftsweg und am nordöstlichen Randbereich von einem nationalen Radweg (PC17_01) durchzogen. Diese Wege werden in Teilbereichen von wenigen, kleineren Sträuchern bzw. Einzelbäumen gesäumt. Südlich angrenzend an das Plangebiet liegt das Natura2000-Vogelschutzgebiet Vallées de l'Attert, de la Pall, de la Schwébech, de l'Aeschbech et de la Wëllerbaach (LU0002014). Der nordöstliche Teilbereich des Plangebietes liegt in einer provisorischen Trinkwasserschutzzone (ZPS). Das Plangebiet verläuft weder über Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Teilbereiche des Plangebietes wurden im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet. Für das Gesamtprojekt 49 wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Landschaft sowie Kultur- und Sachgüter nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Einsehbarkeit, Lärm, Verkehrssicherheit, Betroffenheit Art. 17/21 NatSchG, Betroffenheit Landschaftsbild, potenzielle Betroffenheit des Standortes einer gallo-römischen Villa. Zur Vermeidung und Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurden Maßnahmen vorgeschlagen. Es wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen, insbesondere durch eine Flächenreduzierung im Norden erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können. Zudem wurde für die Fläche eine FFH-Verträglichkeitsprüfung durchgeführt mit dem Ergebnis, dass eine Nutzung der Fläche bei Umsetzung von verschiedenen Vermeidungs-, Verminderungs- und Kompensationsmaßnahmen möglich ist.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Die Fläche ist als Teilfläche des Untersuchungsgebietes 49 im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kourescht (Oeko-Bureau, 2017) betrachtet worden. Für das gesamte Untersuchungsgebiet wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Landschaft sowie Kultur- und Sachgüter nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Bestehende Mittelspannungsleitungen, Betroffenheit der Natura2000-Vogelschutzzone LU0002014, Abwasserbehandlung, Einsehbarkeit, Betroffenheit Landschaftsbild, potenzielle Betroffenheit archäologischer Fundstücke. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurden Maßnahmen vorgeschlagen:

- bestehende Mittelspannungsleitungen sollten unterirdisch verlegt werden,
- prinzipiell gilt, dass die Erschließung der Fläche nur erfolgen kann, wenn eine geregelte Abwasserbehandlung sichergestellt ist,
- die Umsetzung der gewünschten Landschaftsintegrationsmaßnahmen geschieht durch die Überlagerung einer „zone de servitude urbanisation“,
- Durchführung von Bodensondierungen (potenzielle archäologische Fundstücke).

Es wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können. Auch aktualisierte Untersuchungen kommen zu dem Ergebnis, dass auch für die Vogelschutzzone eine erhebliche Betroffenheit ausgeschlossen werden kann, unter der Bedingung, dass verschiedene Maßnahmen umgesetzt werden.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (bestehendes Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, CR106). Im Plangebietes verlaufen 20kV-Freileitungen. Am nordöstlichen Rand verläuft ein nationaler Fahrradweg (PC17). Wohnbebauung besteht nicht im direkten Einflussbereich des Plangebietes. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Es sind einige Biotopstrukturen (Hecken, Baumreihe) vorhanden. Nationale Schutzgebiete sind nicht betroffen. Direkt angrenzend liegt das europäische Vogelschutzgebiet Vallées de l'Attert, de la Pall, de la Schwébech, de l'Aeschbech et de la Wëllerbach (LU0002014). Laut MNHN-Datenportal sind rezent Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet (u.a. Rotmilan, *Milvus milvus*). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Altlastenflächen liegen in der benachbarten Gewerbezone, nicht im Plangebiet selbst. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Mäßige bis hohe Starkregengefahrenzonen befinden sich auf der Fläche. Der nordöstliche Teilbereich des Plangebietes liegt in einer provisorischen Trinkwasserschutzzone (ZPS). Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt. **Der nordöstliche Teilbereich des Plangebietes liegt jedoch in einer provisorischen Trinkwasserschutzzone (ZPS), die 2017 noch nicht ausgewiesen war. Eine Absprache mit der AGE wird daher dringend empfohlen.**	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer geringen bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Ihre Bedeutung für die Belüftung von Ortschaften ist gering. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet	

	wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (bestehendes Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, CR106). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) ermittelt.	
Kultur- und Sachgüter	Im weiteren Umfeld sind archäologische Funde entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebietes großflächig im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Der südliche Teil des Plangebietes tangiert eine ZOA. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Die Fläche wurde bereits als Teilfläche in der SUP zur punktuellen PAG-Modifikation Redange, In der Kouresch (Oeko-Bureau, 2017) untersucht. Für das Plangebiet wurden entsprechend Naturschutzbelange bereits im Rahmen dieser SUP zur punktuellen PAG-Modifikation ermittelt. Auf eine erneute detaillierte Betrachtung im Rahmen der SUP zur PSZAE-Modifikation kann verzichtet werden.

Der nordöstliche Teilbereich des Plangebietes liegt jedoch in einer provisorischen Trinkwasserschutzzone (ZPS), die 2017 noch nicht ausgewiesen war. Eine Absprache mit der AGE wird daher dringend empfohlen.

Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG en vigueur der Gemeinde werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

52A: RODANGE (PED)

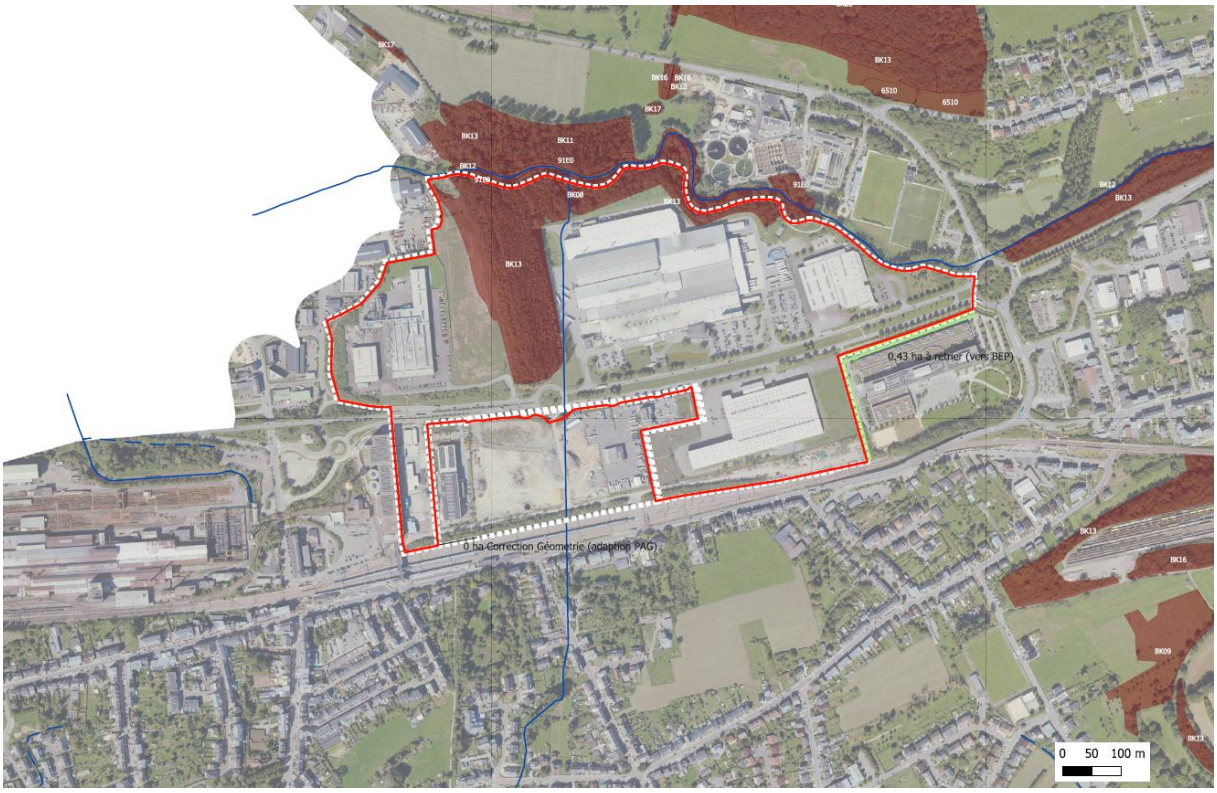


Abbildung 21: Darstellung des Projektes 52a Rodange (PED) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinden

Pétange

Flächengröße des Projektes 52a (zone modifiée)

38,44ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,43ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n, BEP

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als zone nationale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n und als BEP ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Anpassung an den PAG/ PCN durch eine minimale Verkleinerung der Fläche, da sich der PSZAE dort mit der Fläche des Lyzeums überschneidet. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Norden der Gemeinde Pétange im ökologischen Wuchsbezirks Minette-Vorland. Das Plangebiet grenzt an den südlichen Randbereich der bestehenden nationalen Aktivitätszone 52a Rodange (PED). Das Plangebiet verläuft westlich und nördlich entlang des Gebäudekomplexes des Lyzeums (LTMA). Die Fläche ist großflächig versiegelt (versiegelter Straßenraum, Parkplätze), in den Randbereichen jedoch von Gehölzstrukturen gesäumt. Das gesamte Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (efor-ersa, 2017) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, Haupteisenbahnstrecke, N5, N31). Wohnbebauung liegt nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Grünstrukturen säumen die Randbereiche des Plangebietes. Laut MNHN-Datenportal sind rezent Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet: Mauereidechse (Podarcis muralis). Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Altlastenflächen liegen im Plangebiet und der benachbarten Gewerbezone. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Das gesamte Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Flächen mit einer ungünstigen bioklimatischen Situation werden beansprucht. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden	

	keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, Haupteisenbahnstrecke, N5, N31). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebietes im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone) sowie in Bereichen von Unterzonen einer ZOA. Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Durch die geplante Umwidmung der Fläche erfolgt eine Anpassung an den PAG/ PCN sodass keine baulichen Eingriffe oder eine Nutzungsänderung erwartet werden. Es werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

52B: RODANGE (PED)

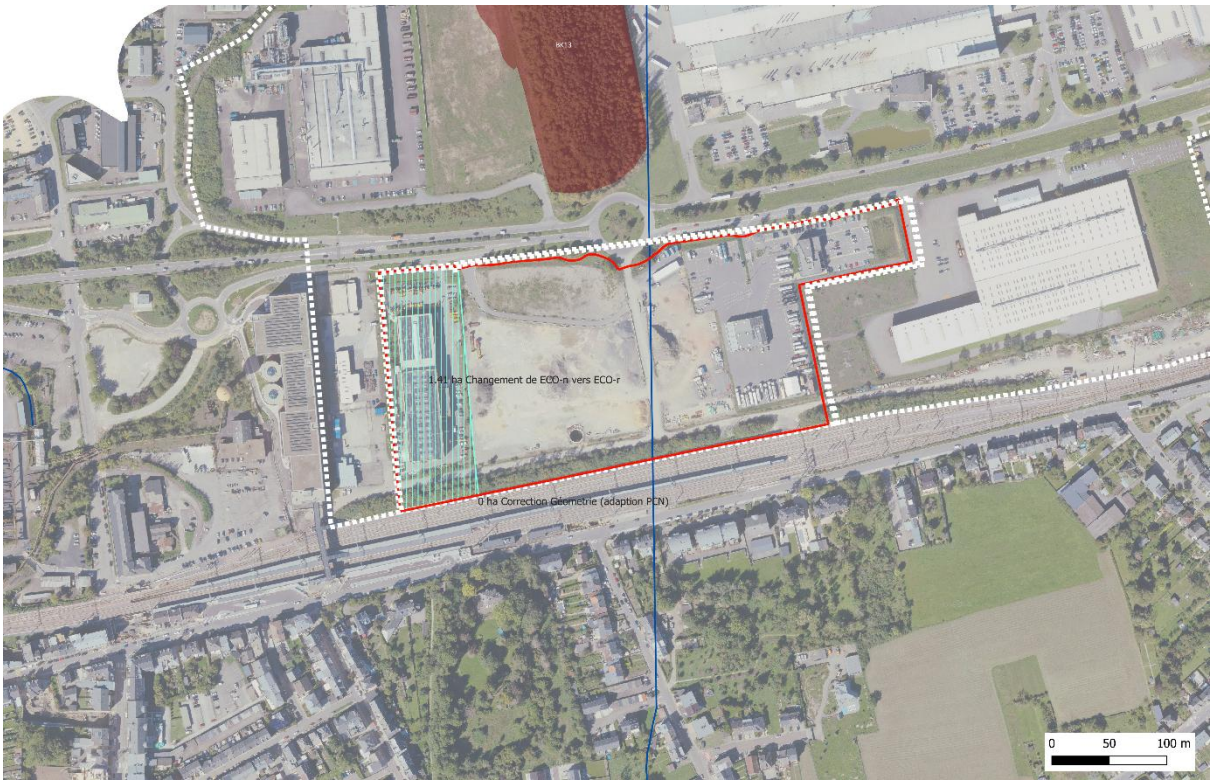


Abbildung 22: Darstellung des Projektes 52b Rodange (PED) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Türkis: Umklassierung der Zone. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinde

Pétange

Flächengröße des Projektes 52b (zone modifiée)

7,4ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,41ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als zone nationale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-r durch die Umklassierung der ECO-n in eine ECO-r aufgrund der Bestandsbetriebe. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Norden der Gemeinde Pétange im ökologischen Wuchsbezirks Minette-Vorland. Das Plangebiet grenzt südlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 52a Rodange (PED) an. Es ist

großflächig versiegelt und wird nur in den Randbereichen von wenigen, kleineren Sträuchern gesäumt. Innerhalb des Plangebietes steht ein großer Gebäudekomplex, der vom Bauunternehmen SLCP genutzt wird. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde (efor-ersa, 2017) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Es besteht eine Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, Haupteisenbahnstrecke, N5, N31). Wohnbebauung liegt nicht im Wirkbereich des Plangebietes. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung, der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Grünstrukturen säumen die Randbereiche des Plangebietes. Laut MNHN-Datenportal sind rezent Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet: Mauereidechse. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Boden	Das Plangebiet ist großflächig versiegelt. Altlastenflächen liegen im Plangebiet und der benachbarten Gewerbezone. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Wasser	Das gesamte Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Klima und Luft	Eine Fläche mit einer ungünstigen bioklimatischen Situation wird beansprucht. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	

Landschaft	Es besteht eine landschaftliche Vorbelastung durch verschiedene Infrastrukturen (Gewerbegebiet, ansässige Betriebe, Haupteisenbahnstrecke, N5, N31). Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebietes im Bereich einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der industriellen Bestandsnutzung und der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

54: SANEM (GADDERSCHEIER)



Abbildung 23: Darstellung des Projektes 54 Sanem (Gadderscheier) auf dem Orthophoto 2025. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Quelle: Oeko-Bureau, 2025.

Gemeinden

Differdange, Sanem

Flächengröße des Projektes 54 (zone modifiée)

76,78ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,36ha

Ausweisung im PAG en vigueur

zone verte (VERD)

Betroffenheit weiterer PS

Das PST-Projekt 6.4 (Desserte interurbaine Differdange - Sanem, routier) verläuft im Umfeld des.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für das Plangebiet im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde sind die Flächen als zone verte (VERD) ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-n existante durch eine Anpassung an die Situation vor Ort. Insbesondere für die Oberflächenentwässerung und öffentliche Infrastrukturen wichtige Teilflächen sowie bereits bebaute Teilflächen die regularisiert werden sollen in die ECO-n aufgenommen werden. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Nordosten der Gemeinde Differdange sowie im Westen der Gemeinde Sanem im ökologischen Wuchsbezirk Minette-Vorland. Die Umgebung des Plangebietes ist geprägt von vorhandenen Industriebrachflächen und einstigen Schlackenhaldenstandorten. Der östliche Teilbereich des Plangebietes (0,37ha) ist im PAG en vigueur der Gemeinde als zone verte ausgewiesen und geprägt von überwiegend unversiegelten Flächen mit beginnender Sukzession (Grünstrukturen). Der südliche Teil des Plangebietes ist ebenfalls im PAG en vigueur der Gemeinde als zone verte ausgewiesen, jedoch komplett versiegelt/bebaut. Der nördliche Teil des Plangebietes, im Bereich der Flur Goedertsweier, umfasst ein von Schilfstrukturen bestandenes Stillgewässer. In dieses werden Teile des umliegend anfallenden Regen- und Oberflächengewässers geleitet. Ein kartiertes BK 17 Gebüsch befindet sich auf der Fläche. Der nördliche Teil des Plangebietes auf der Katasterparzelle 1829/7722, umfasst sowohl versiegelte Bereiche als auch üppige Grünstrukturen. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Plangebiet. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Projekt 54 wurde, ohne die hier zu bewertenden Extensionen, in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt. In der SUP zum PSZAE 2018 wurde für das Projekt 54 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch und in besonderem Maß Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Lärm, Betroffenheit Art. 17/21. Die Auswirkungen wurden aber bereits durch die genehmigte Nutzung eines Teilbereichs als Ablagerungsfläche für Inertmaterial verursacht. Die Realisierung einer Aktivitätszone stellte eine Folgenutzung dar.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Der nördliche Teilbereich des Plangebietes wurden bereits in der SUP zum PAG (CO3, efor-ersa, 2018: Untersuchungsfläche E) der Gemeinde Sanem behandelt. Darin wurde Folgendes festgehalten: Das Umfeld des Stillgewässers mit einer kleinen Kiesbank, Röhricht-saum und Gehölzstrukturen ist ein essenzieller Lebensraum des Flussregenpfeifers und des Teichrohrsängers (Art. 17/21). Im PAG Projekt liegt der nordwestliche Teilbereich (Stillgewässer unterhalb der Böschungskante) der Fläche E außerhalb des PAP Bereiches und ist durch die Ausweisung als Zone de verdure im PAG Projekt von einer Nutzung ausgenommen.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet liegt angrenzend an das bestehende Gewerbegebiet 54 Sanem (Gadderscheier) mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, industriellen Gebäudekomplexen sowie N- und CR-Straßen, sodass eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Wohnbebauung besteht nicht im unmittelbaren Einflussbereich des Plangebietes. Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

	Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Die östlichen und tlw. nördlichen Teilbereiche des Plangebietes sind geprägt von Flächen mit beginnender Sukzession/ Grünstrukturen (Art. 17). Für das Plangebiet (insb. im nördlichen Teilbereich, Stillgewässer) liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von geschützten Arten vor (u.a. Flussregenpfeifer und Teichrohrsänger). Im Bereich der östlichen Teilfläche des Plangebietes, die als zone verte ausgewiesen ist, wird zum aktuellen Zeitpunkt laut Informationen MLOGAT eine faunistische Studie (Milvus, Abgabe für Ende 2024 geplant) erstellt. Zudem wurde durch das MLOGAT mit dem MECB und der ANF abgestimmt, dass die Aufnahme des Retentionsbecken im Bereich der Flur Goedertsweier in die ECO-n existante erfolgen soll, da Retentionsbecken immer innerhalb des PAP-Perimeters liegen müssen. Eine Genehmigung zur Sanierung des Rückhaltebeckens/ Wiederherstellung des Wasserrückhaltevolumens liegt vor (N/ Réf.: 104610, 16.12.2022). **Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden aufgrund der Bestandsnutzung und der Regularisierung mit dem PAG mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.** Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	VMA
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Es werden bislang unversiegelte Böden (Sukzessionsflächen) versiegelt. Es sind bekannte Altlasten(verdachts)flächen und ehemals große Deponien (u.a. SPC/01/1695/VER) unmittelbar durch das Projekt betroffen. Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Bereich der östlichen Teilfläche des Plangebietes, die als zone verte ausgewiesen ist, wird zum aktuellen Zeitpunkt laut Informationen MLOGAT eine faunistische Studie (Milvus, Abgabe für Ende 2024 geplant) erstellt. Zudem wurde durch das MLOGAT mit dem MECB und der ANF abgestimmt, dass die Aufnahme des Retentionsbecken im Bereich der Flur Goedertsweier in die ECO-n existante erfolgen soll, da Retentionsbecken immer innerhalb des PAP-Perimeters liegen müssen. Eine Genehmigung zur Sanierung des Rückhaltebeckens/ Wiederherstellung des Wasserrückhaltevolumens liegt vor (N/ Réf.: 104610, 16.12.2022). Entsprechend werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Plangebiet. Im Plangebiet befindet sich ein Stillgewässer, in das Teile des umliegend anfallenden Regen- und Oberflächengewässers geleitet werden. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Da das Plangebiet bereits großflächig als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur	

	ausgewiesen ist wird davon ausgegangen, dass bei einer baulichen Entwicklung der Fläche die Klärkapazität im PAG bereits berücksichtigt wurde. Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Bereich der östlichen Teilfläche des Plangebietes, die als zone verte ausgewiesen ist, wird zum aktuellen Zeitpunkt laut Informationen MLOGAT eine faunistische Studie (Milvus, Abgabe für Ende 2024 geplant) erstellt. Zudem wurde durch das MLOGAT mit dem MECB und der ANF abgestimmt, dass die Aufnahme des Retentionsbecken im Bereich der Flur Goedertsweier in die ECO-n existante erfolgen soll, da Retentionsbecken immer innerhalb des PAP-Perimeters liegen müssen. Eine Genehmigung zur Sanierung des Rückhaltebeckens/ Wiederherstellung des Wasserrückhaltevolumens liegt vor (N/ Réf.: 104610, 16.12.2022). Entsprechend werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Es werden überwiegend Flächen mit einer ungünstigen bioklimatischen Situation beansprucht. Im Bereich der nördlichen Teilflächen werden Bereiche mit einer hohen bioklimatischen Bedeutung tangiert. Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase von ggf. zukünftige Bauprojekten auftretende Beeinträchtigungen für das Landschaftsbild sind temporär beschränkt. Im Rahmen der Baufeldfreimachung und ggf. notwendigen Rodungsarbeiten ist eine erhöhte Einsehbarkeit zu erwarten. Durch vorhandene Infrastrukturen im Umfeld des Plangebietes (bestehendes Gewerbegebiet, Eisenbahnstrecken, industrielle Gebäudekomplexe, N- und CR-Straßen) besteht eine landschaftliche Vorbelastung. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Aufgrund der Bestandsnutzung sowie der geringen Flächengröße und der Anpassung an die Situation vor Ort, werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Im Bereich der östlichen Teilfläche des Plangebietes, die als zone verte ausgewiesen ist, wird zum aktuellen Zeitpunkt laut Informationen MLOGAT eine faunistische Studie (Milvus, Abgabe für Ende 2024 geplant) erstellt. Zudem wurde durch das MLOGAT mit dem MECB und der ANF abgestimmt, dass die Aufnahme des Retentionsbecken im Bereich der Flur Goedertsweier in die ECO-n existante erfolgen soll, da Retentionsbecken immer innerhalb des PAP-Perimeters liegen müssen. Eine Genehmigung zur Sanierung des Rückhaltebeckens/ Wiederherstellung des Wasserrückhaltevolumens liegt vor (N/ Réf.: 104610, 16.12.2022). Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden aufgrund der Bestandsnutzung und der Regularisierung mit dem PAG mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Im PAG der Gemeinde soll das Stillgewässer (Goedertsweier) mit einer « servitude urbanisation » überlagert werden, um die Nutzung der Fläche auf die Errichtung der für die Regenwasserrückhaltung erforderlichen Infrastrukturen zu beschränken.

Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten weitere Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange. Im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) ist die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

56: SCHIFFLANGE (HERBETT)

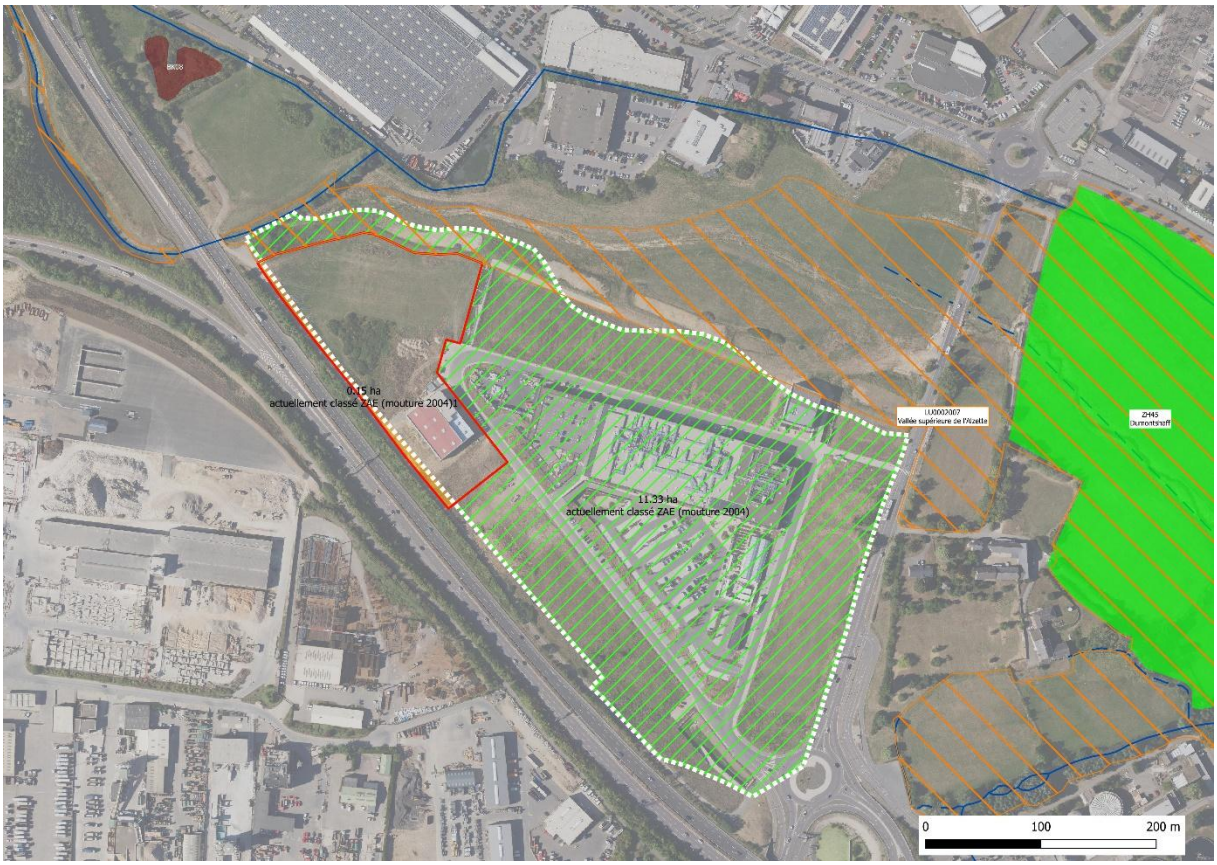


Abbildung 24: Darstellung des Projektes 56 Schifflange (Herbett) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Schifflange

Flächengröße des Projektes 56 (zone modifiée)

2,44ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

11,48ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ZAE

Betroffenheit weiterer PS

Das PST-Projekt 4.5 (Optimisation de la Collectrice du Sud avec site propre bidirectionnel pour bus (A13-A4-A13, routier) verläuft südwestlich des Plangebietes. Das PST-Projekt 2.8 (Ligne de tram rapide entre Boulevard de Cessange et Belvaux, ferroviaire) verläuft östlich des Plangebietes.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als ZAE régionale projetée ausgewiesen. Für den südwestlichen Randbereich der Fläche besteht jedoch keine Ausweisung im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist das Plangebiet als ZAE ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist im Osten die Verkleinerung der ECO-r,

da die aktuelle und die geplante Nutzung nicht den Kriterien einer ECO-r entsprechen. Im südwestlichen Randbereich wird die Zone durch eine Anpassung an den PAG minimal vergrößert.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet (11,48ha) liegt im Norden der Gemeinde Schifflange im ökologischen Wuchsbezirk Minette-Vorland. Das Plangebiet liegt südwestlich der bestehenden nationalen Aktivitätszone 28 Foetz. Zentral innerhalb des Plangebietes stehen Gebäudekomplexe des Großhandels und des Handwerks (u.a. Baumarkt, Möbelhaus). In diesem Bereich ist die Fläche weitläufig versiegelt. Diese zentrale Fläche wird im restlichen Plangebiet überwiegend von Grünland mit vereinzelten Grünstrukturen gesäumt. Östlich in einem Abstand von min. 90m liegt das nationale Schutzgebiet Dumontshaff (ZH45). Der nördliche Randbereich des Plangebietes grenzt an das Natura2000-Vogelschutzgebiet Vallée supérieure de l'Alzette (LU0002007). Der Kiemelbach verläuft in einem Abstand von min. 22m zum Plangebiet. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet ist als Teilfläche des Projektes 56 in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt worden. Darin wurde für das Gesamtprojekt 56 festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Klima und Luft sowie Kultur- und Sachgüter nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Betroffenheit Art. 17/21, Betroffenheit eines klimatisch bedeutsamen Ausgleichsraum für die lufthygienische Situation, Betroffenheit einer ur- bzw. vorgeschichtlichen Fundstelle. Die Planung war jedoch zum Zeitpunkt der SUP zum PSZAE bereits genehmigt und die Fläche befand sich bereits in der Realisierungsphase.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet ist als Teilfläche der Fläche Zone 16 „Auf Herbett“ in der SUP zum PAG der Gemeinde Schifflange (Luxplan, 2010) behandelt worden. Aus Gesichtspunkten des Arten- und Biotopschutzes wurde die geplante Flächennutzung kritisch betrachtet (Verlust von Lebensraum im Vogelschutzgebiet LU0002007). Durch vorgesehene Renaturierungs- und Pufferflächen zur geplanten Gewerbenutzung (u.a. Renaturierung des Kiemelbachs, Fläche des Vogelschutzgebiets von Bebauung freihalten) konnten jedoch erhebliche Auswirkungen auf das Vogelschutzgebiet ausgeschlossen werden.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen (A13) ist gegeben. Wohnbebauung besteht nicht im Einflussbereich des Plangebietes. Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Pflanzen, Tiere und	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen	

biologische Vielfalt	durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Östlich in einem Abstand von min. 90m liegt das nationale Schutzgebiet Dumontshaff (ZH45). Der nördliche Randbereich des Plangebietes grenzt an das Natura2000-Vogelschutzgebiet Vallée supérieure de l'Alzette (LU0002007). Eine Zerstörung der bestehenden Gehölzstrukturen (Art.17 NatSchG) kann nicht ausgeschlossen werden. Für das Plangebiet und das direkte Umfeld liegen laut MNHN-Datenportal Nachweise von folgenden geschützten Arten vor, z.B. der Rotmilan (*Milvus milvus*). Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (SUP, UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu erhöhtem Flächenverbrauch und zur Verdichtung oder Versiegelung bislang landwirtschaftlich genutzter Böden (Grünland) kommen. Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter. Der Kiemelbach verläuft in einem Abstand von min. 22m zum Plangebiet. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird davon ausgegangen, dass bei einer baulichen Entwicklung der Fläche die Klärkapazität im PAG bereits berücksichtigt wurde. Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Eine Fläche mit einer hohen bioklimatischen Bedeutung wird beansprucht. Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Landschaft	Während der Bauphase von ggf. zukünftige Bauprojekten auftretende Beeinträchtigungen für das Landschaftsbild sind temporär beschränkt. Eine Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen (A13) ist gegeben. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Aufgrund der Verkleinerung der Fläche und durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAG, werden keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.	

	Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) gewährleisten die Prüfverfahren (UVP, COMMODO) die Berücksichtigung natur- und umweltschutzrechtlicher Belange.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ Archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der Bestandsregulierung werden keine neuen potenziell erheblichen Umweltauswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

57: TROISVIERGES (A STACKEM)

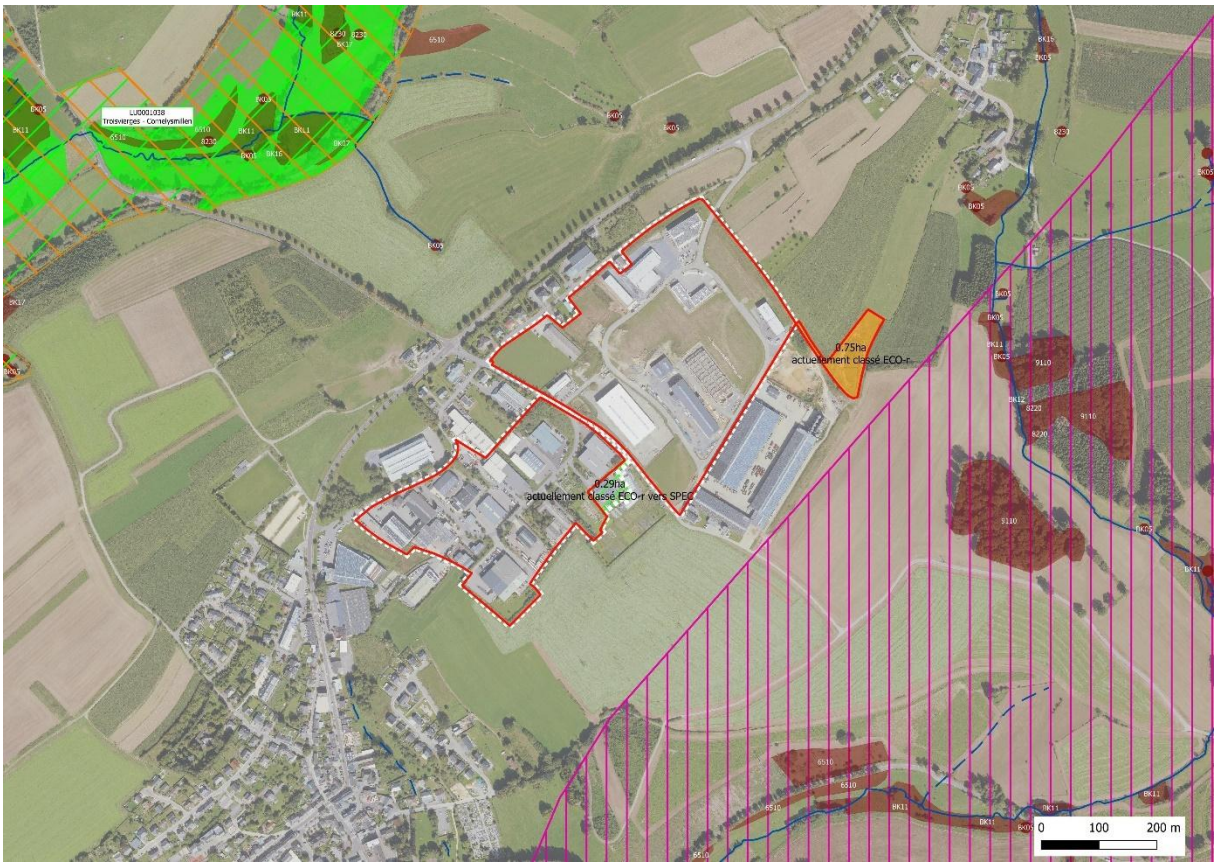


Abbildung 25: Darstellung des Projektes 57 Troisvierges (a Stackem) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Orange: Extension der zone existante. Grün: Flächen, die umgewidmet werden. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Troisvierges

Flächengröße des Projektes 57 (zone modifiée)

23,06ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

1,04ha

Ausweisung im PAG en vigueur

BEP, ECO-r

Betroffenheit weiterer PS

Das PST-Projekt 5.4 (Contournement de Troisvierges (N12)) befindet sich in einem Abstand von min. 280m westlich zum Plangebiet. Der Grünzug CV02 - Troisvierges - Drinklange grenzt nordöstlich an das Plangebiet an. Kumulative Wechselwirkungen werden nicht erwartet.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Es besteht keine Ausweisung für den nordöstlichen Teil (0,75ha) des Plangebietes im PSZAE. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als BEP ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Vergrößerung der ECO-r durch die Integrierung einer Fläche auf der sich ein Rückhaltebecken befindet. Der südliche Teil (0,29ha) des Plangebiet ist im PSZAE als zone régionale existante ausgewiesen. Im PAG

en vigueur ist der Bereich als ECO-r ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist es, das Teilstück aus dem PSZAE zu entnehmen. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Südosten der Gemeinde Troisvierges im ökologischen Wuchsbezirk Noerdliches Hochoesling. Der südliche Teil (0,29ha) des Plangebietes ist Bestandteil der bestehenden Aktivitätszone 57 Troisvierges (a Stackem). Die Fläche ist komplett versiegelt und wird von einer Gebäudestruktur (cominte national de defense sociale - les service de lèntraide structure de mise au travail) und Parkplätzen eingenommen. Der nordöstliche Teil (0,75ha) des Plangebietes grenzt nordöstlich an die bestehende nationale Aktivitätszone 57 Troisvierges (a Stackem) an. Auf diesem Teilstück des Plangebietes befindet sich ein Rückhaltebecken, das von vereinzelten Grünstrukturen begleitet wird. Naturschutzgebiete, Grundwasserleiter und Trinkwasserschutzgebiete liegen nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PAG (CO3, 2021) betrachtet.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Das Plangebiet liegt eingefasst bzw. angrenzend an die bestehende Gewerbezone 57 Troisvierges (a Stackem) mit zahlreichen, ansässigen Betrieben, sodass eine Vorbelastung durch Infrastrukturen gegeben ist. Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Der südliche Teilbereich des Plangebietes ist versiegelt. Auf dem nördlichen Teilstück des Plangebietes befindet sich ein Rückhaltebecken, das von vereinzelten Grünstrukturen begleitet wird. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Boden	Die Fläche, die das Rückhaltebecken säumt, ist unversiegelt. Die Der südliche Teil des Plangebietes ist komplett versiegelt. Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Wasser	Auf der nördlichen Fläche befindet sich ein Rückhaltebecken, ein künstlich angelegtes Becken, das dazu dient, größere Mengen Wasser zu speichern. **Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass**	**VMA**

	insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Klima und Luft	Aufgrund der geringen Flächengröße und da im Umfeld des Plangebietes ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet. Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Landschaft	Es handelt sich um einen durch bestehende Gewerbegebiete und andere Infrastrukturen vorbelasteten Landschaftsraum. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) werden keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet werden.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Unter Berücksichtigung von VMA-Maßnahmen werden durch die geplante Umwidmung des südlichen Plangebietes und die Integrierung eines Rückhaltebeckens in die Aktivitätszone (nördliches Plangebiet) keine baulichen Eingriffe erwartet, sodass insgesamt keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet werden.

Im PAG der Gemeinde soll das nördliche Plangebiet (Rückhaltebecken) mit einer « servitude urbanisation » überlagert werden, um die Nutzung der Fläche auf die Errichtung der für die Regenwasserrückhaltung erforderlichen Infrastrukturen zu beschränken.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

59: WILTZ

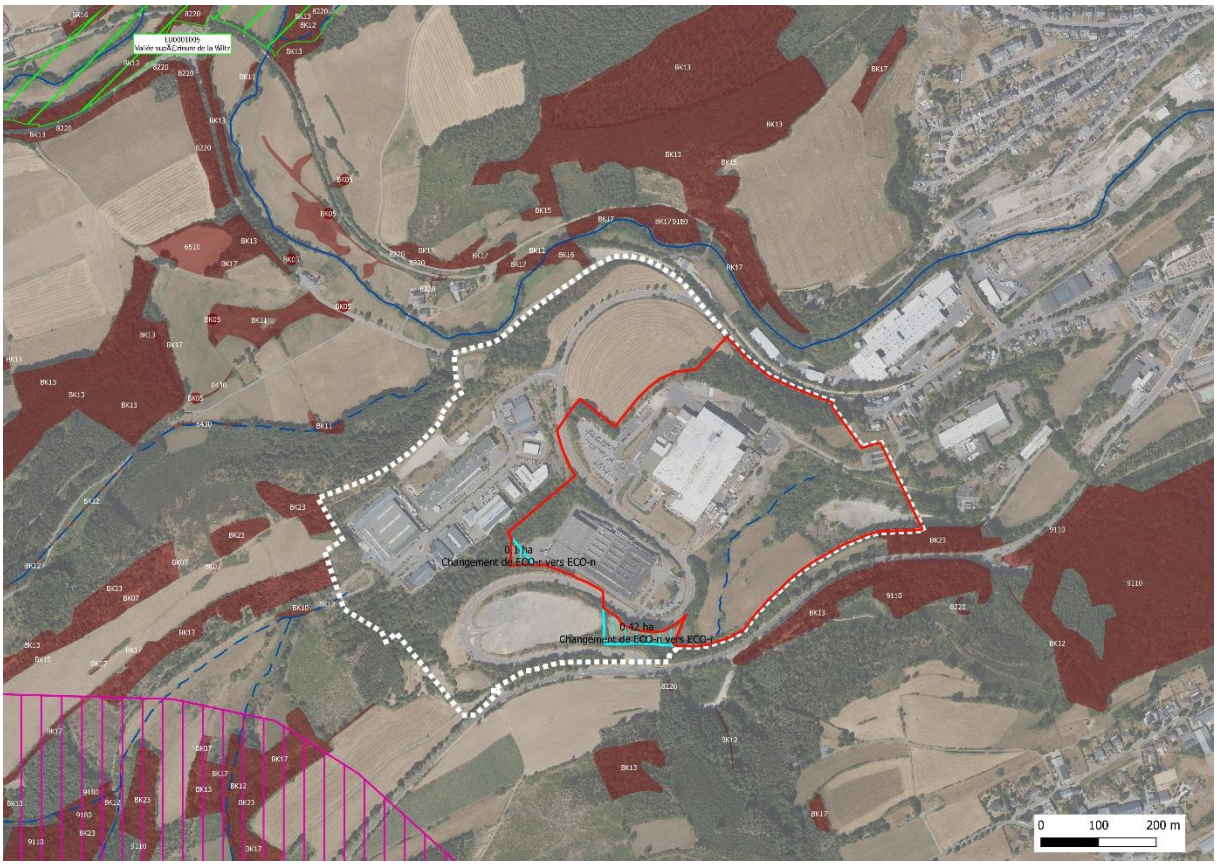


Abbildung 26: Darstellung des Projektes 59 Wiltz auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Türkis: Umklassierung der Zone. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Wiltz

Flächengröße des Projektes 59 (zone modifiée)

21,1ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,52ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n, ECO-r

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Der südliche Teil des Plangebiets ist im PSZAE als zone nationale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Umklassierung der ECO-n in die ECO-r und somit eine Anpassung an den Parcellaire. Der nördliche Teil des Plangebietes ist im PSZAE als zone régionale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-r ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Umklassierung der

ECO-r in die ECO-n und somit eine Anpassung an den Parcellaire. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Südwesten der Gemeinde Wiltz im ökologischen Wuchsbezirk Obersauer-, Wiltz-, Clierf- und Bleestal. Die Fläche liegt innerhalb der bestehenden nationalen Aktivitätszonen 59 Wiltz und 60 Wiltz (Salzbaach) am westlichen Rand der Ortschaft Wiltz. Auf der nördlichen Fläche des Plangebietes befindet sich eine Brachfläche mit beginnender Sukzession, die von Grünstrukturen (Hecken- und Baumstrukturen) gesäumt wird. Die südliche Fläche wird landwirtschaftlich als Grünland genutzt. Auch diese Fläche wird von Grünstrukturen (Hecken- und Baumstrukturen) gesäumt. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde als Teilfläche im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) betrachtet. Darin wurde die geplante Regularisierung der Ausweisung im PAG im Hinblick auf die Ausweisung der Aktivitätszonen im PSZAE bewertet. Unter Berücksichtigung von detaillierten VMA-Maßnahmen (u.a. verbesserter Biotopschutz durch die Überlagerung mit einer ZSU, Berücksichtigung des Habitat- und Artenschutzes) konnten für alle Schutzgüter erhebliche Auswirkungen ausgeschlossen werden.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Die Fläche liegt innerhalb der bestehenden nationalen Aktivitätszonen 59 Wiltz und 60 Wiltz (Salzbaach). Ca. 570m östlich befindet sich ein prioritäres Gebiet für Wohnen (20 Wunne mat der Wooltz). Östlich des Plangebietes ist eine Mobilfunkantenne ≥ 50Watt vorhanden (GSM Orange 527C2 Circuifoil, Betriebsgenehmigung Erlassnummer 3/22/0082 vom 01.08.2022). Auf dem südlichen Teil des Plangebietes befindet sich eine oberirdische Hochspannungsleitung. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Pflanzen, Tiere und	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Das Plangebiet liegt	

biologische Vielfalt	weder in einem auszuweisenden noch einem ausgewiesenen nationalen Naturschutzgebiet. Das nächstgelegene Natura2000-Schutzgebiet befindet sich in ca. 960m Entfernung. Im Plangebiet sind Grünstrukturen in Form sukzessionsartiger Waldstrukturen resp. Acker- und Wiesenflächen vorhanden. Diese stellen teilweise nach Art. 17 NatSchG geschützte Strukturen dar. Planungsrelevante Arten sind im Bereich des Plangebietes kartiert (Milvus, 2021). Im PAG modifiée (CO3, 2023) sind die Art. 17-Biotope sowie vorhandene Biotope und Habitate gemäß Art. 17/21 NatSchG durch die Überlagerung mit einer ZSU geschützt. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Umfeld des Plangebietes bestehen zahlreiche Flächen mit vermutlichen oder nachgewiesenen Altlasten. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Das Plangebiet befindet sich außerhalb von ausgewiesenen oder auszuweisenden Trinkwasserschutzgebieten sowie außerhalb von Grundwasserleitern. Es tangiert keine Fließgewässer. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Plangebiet. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer erhöhten bis hohen bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Das Umfeld des Plangebietes wird durch bestehende Gewerbebetriebe eingenommen und ist bereits bebaut. Das Untersuchungsgebiet ist von den Ausweisungen des PSP nicht betroffen.	

	Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

60: WILTZ (SALZBAACH)

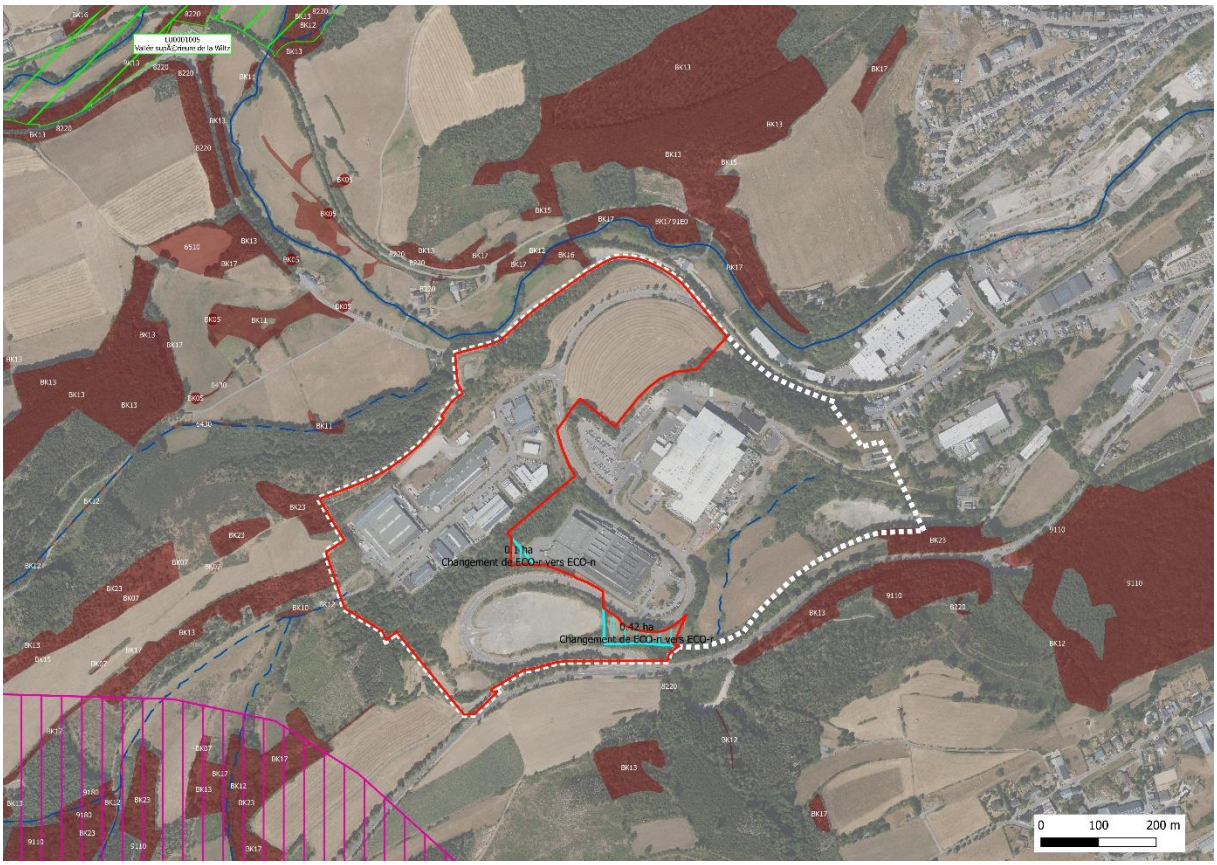


Abbildung 27: Darstellung des Projektes 60 Wiltz (Salzbaach) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Türkis: Umklassierung der Zone. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinden

Wiltz

Flächengröße des Projektes 60 (zone modifiée)

24,5ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,52ha

Ausweisung im PAG en vigueur

ECO-n, ECO-r

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Der südliche Teil des Plangebietes ist im PSZAE als zone nationale existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-n ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Umklassierung der ECO-n in die ECO-r und somit eine Anpassung an den Parcellaire. Der nördliche Teil des Plangebietes ist im PSZAE als zone régional existante ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als ECO-r ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist die Umklassierung der ECO-r in die ECO-n

und somit eine Anpassung an den Parcellaire. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Südwesten der Gemeinde Wiltz im ökologischen Wuchsbezirk Obersauer-, Wiltz-, Clierf- und Bleestal. Die Fläche liegt innerhalb der bestehenden nationalen Aktivitätszonen 59 Wiltz und 60 Wiltz (Salzbaach) am westlichen Rand der Ortschaft Wiltz. Auf der nördlichen Fläche des Plangebietes befindet sich eine Brachfläche mit beginnender Sukzession, die von Grünstrukturen (Hecken- und Baumstrukturen) gesäumt wird. Die südliche Fläche wird landwirtschaftlich als Grünland genutzt. Auch diese Fläche wird von Grünstrukturen (Hecken- und Baumstrukturen) gesäumt. Das Plangebiet verläuft weder über Trinkwasserschutzzonen oder Grundwasserleiter noch tangiert es Fließgewässer. Nationale und internationale Naturschutzgebiete befinden sich nicht im Wirkbereich des Plangebietes.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Das Plangebiet wurde nicht im Rahmen der SUP zum PSZAE betrachtet.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

Das Plangebiet wurde als Teilfläche im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) betrachtet. Darin wurde die geplante Regularisierung der Ausweisung im PAG im Hinblick auf die Ausweisung der Aktivitätszonen im PSZAE bewertet. Unter Berücksichtigung von detaillierten VMA-Maßnahmen (u.a. verbesserter Biotopschutz durch die Überlagerung mit einer ZSU, Berücksichtigung des Habitat- und Artenschutzes) konnten für alle Schutzgüter erhebliche Auswirkungen ausgeschlossen werden.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Die Fläche liegt innerhalb der bestehenden nationalen Aktivitätszonen 59 Wiltz und 60 Wiltz (Salzbaach). Ca. 570m östlich befindet sich ein prioritäres Gebiet für Wohnen (20 Wunne mat der Wooltz). Östlich des Plangebietes ist eine Mobilfunkantenne ≥ 50Watt vorhanden (GSM Orange 527C2 Circuifoil, Betriebsgenehmigung Erlassnummer 3/22/0082 vom 01.08.2022). Auf dem südlichen Teil des Plangebietes befindet sich eine oberirdische Hochspannungsleitung. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur sowie der Distanz zur nächstgelegenen Wohnbebauung, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Pflanzen, Tiere und	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Das Plangebiet liegt	

biologische Vielfalt	weder in einem auszuweisenden noch einem ausgewiesenen nationalen Naturschutzgebiet. Das nächstgelegene Natura2000-Schutzgebiet befindet sich in ca. 960m Entfernung. Im Plangebiet sind Grünstrukturen in Form sukzessionsartigen Waldstrukturen resp. Acker- und Wiesenflächen vorhanden. Diese stellen teilweise nach Art. 17 NatSchG geschützte Strukturen dar. Planungsrelevante Arten sind im Bereich des Plangebietes kartiert (Milvus, 2021). Im PAG modifiée (CO3, 2023) sind die Art. 17-Biotope sowie vorhandene Biotope und Habitate gemäß Art. 17/21 NatSchG durch die Überlagerung mit einer ZSU geschützt. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Umfeld des Plangebietes bestehen zahlreiche Flächen mit vermutlichen oder nachgewiesenen Altlasten. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Das Plangebiet befindet sich außerhalb von ausgewiesenen oder auszuweisenden Trinkwasserschutzgebieten sowie außerhalb von Grundwasserleitern. Es tangiert keine Fließgewässer. Starkregengefahrenbereiche befinden sich im Plangebiet. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Flächen mit einer erhöhten bis hohen bioklimatischen Bedeutung werden beansprucht. Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Das Umfeld des Plangebietes wird durch bestehende Gewerbebetriebe eingenommen und ist bereits bebaut. Das Untersuchungsgebiet ist von den Ausweisungen des PSP nicht betroffen.	

	Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Im Vorfeld eines Bauprojektes ist das INRA zu kontaktieren. Im Falle einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen (PAG-Modifikation, PAP, Baugenehmigung) ist im Sinne der Definitionen des INRA (Bauabriss, Abgrabung, etc.) die Notwendigkeit einer archäologischen Bewertung der Fläche mit dem INRA abzustimmen.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Aufgrund der Ausweisung als Aktivitätszone im PAG en vigueur, werden auch im Falle einer Neunutzung mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE erwartet.

Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP UEP für die geplante Änderung des PAG der Gemeinde Wiltz im Bereich der „Zones d'activités economiques régionales et nationales" (Oeko-Bureau, 2023) ermittelt, die im Rahmen einer Projektkonkretisierung auf den nachgelagerten Ebenen zu berücksichtigen sind.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

62: KOERICH (WINDHOF)

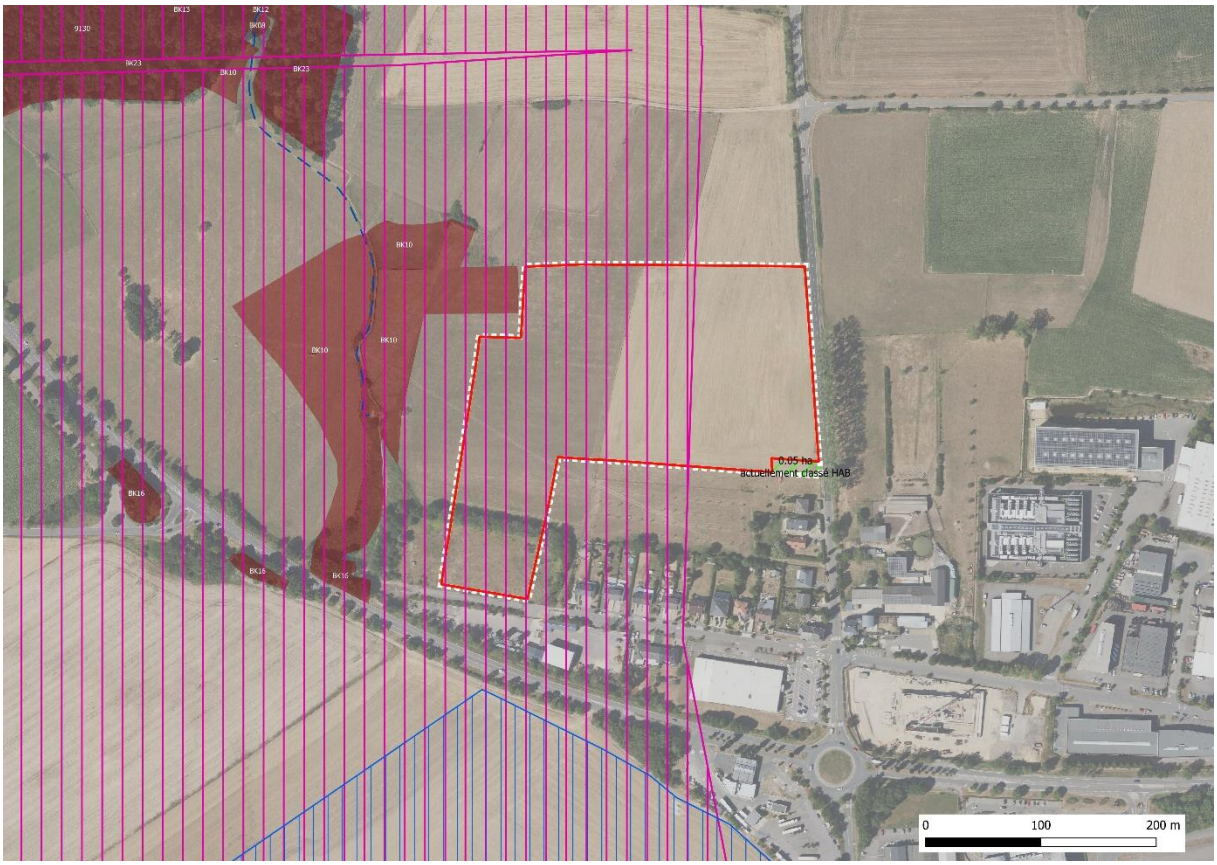


Abbildung 28: Darstellung des Projektes 62 Koerich (Windhof) auf dem Orthophoto 2023. Rot: Abgrenzung der zone modifiée. Grün: Fläche, die aus der Abgrenzung der zone existante entnommen wird. Quelle: Oeko-Bureau, 2024.

Gemeinde

Koerich

Flächengröße des Projektes 62 (zone modifiée)

5,69ha

Größe der Untersuchungsfläche (Plangebiet)

0,05ha

Ausweisung im PAG en vigueur

HAB

Betroffenheit weiterer PS

In der näheren Umgebung des Plangebietes sind keine Projekte anderer Plans sectoriels en vigueur vorgesehen.

Beschreibung der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet ist im PSZAE als ZAE régionale projetées ausgewiesen. Im PAG en vigueur der Gemeinde ist die Fläche als HAB ausgewiesen. Ziel der PSZAE Modifikation ist eine Anpassung an den PAP NQ Koerich, da im Bereich des Plangebietes ein Bauplatz für den Wohnungsbau vorgesehen ist. Zum aktuellen Zeitpunkt sind keine weiteren Projektinformationen bekannt.

Beschreibung des Plangebietes der PSZAE Modifikation

Das Plangebiet liegt im Süden der Gemeinde Koerich im ökologischen Wuchsbezirk Eisch-Mamer-Gutland und wird landwirtschaftlich (Ackerland) genutzt.

Relation zur SUP zum PSZAE 2018[1]

Die Fläche ist als Teilfläche des Projektes 62 in der SUP zum PSZAE 2018 behandelt worden. Darin wurde für das Gesamtprojekt festgehalten, dass bei der Umsetzung der Planung negative Auswirkungen auf die Schutzgüter Mensch sowie Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt nicht ausgeschlossen werden können. Diese Bewertung basierte im Wesentlichen auf den folgenden Aspekten: Einsehbarkeit, Lärm, erhöhtes Verkehrsaufkommen, Verlust von Habitaten und Leitstrukturen für Fledermäuse, Rotmilan. Zur Vermeidung/ Verringerung sowie zur Kompensation der negativen Auswirkungen wurde ein umfangreicher Maßnahmenkatalog vorgeschlagen. Als Fazit wurde festgehalten, dass bei Umsetzung der Maßnahmen erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgüter vermieden werden können.

Relation zur SUP zum PAG der Gemeinde

In der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich (BEST, 2020) wurde das Plangebiet behandelt mit dem Ergebnis, das keine Biotope oder geschützte Arten betroffen sind. Jedoch besteht eine Abwasserproblematik und zudem sind umfangreiche Erdarbeiten erforderlich. Daraus ergaben sich Empfehlungen wie die Anpassung der Bebauung an die Topografie und die Errichtung einer Abwasserpumpe. Zudem wurde empfohlen, um einen harmonischen Eingang in den Ort zu erhalten (Puffer zwischen der Grünzone und dem neuen Stadtviertel schaffen), Bepflanzungen im Westen und Norden vorzunehmen.

Erheblichkeitsprüfung der PSZAE Modifikation

Die nachfolgende Betrachtung bezieht sich auf den geplanten Änderungsbereich der PSZAE Modifikation.

Schutzgut	Umweltzustand und voraussichtliche Umweltauswirkungen	Bewertung*
Menschliche Gesundheit und Bevölkerung	Einschränkungen (erhöhtes Verkehrsaufkommen, Umleitungen) und Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) durch ggf. zukünftige Bauprojekte sind für das Projekt zu erwarten. Das Plangebiet liegt nördlich bestehender Wohnbebauung und westlich angrenzend an den CR110, sodass eine gewisse Vorbelastung durch die vorhandenen Infrastrukturen gegeben ist. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt	Während der Bauphase ggf. zukünftiger Bauprojekte können temporär auftretende Belastungen (Licht, Lärm, Erschütterungen, Staub) sowie langfristige Veränderungen durch Rodungen/ Abschieben des Oberbodens (Zerstörung von Ruhe- und Fortpflanzungsstätten, Biotopzerstörung) hervorgerufen werden. Laut MNHN-Datenportal sind rezent keine Vorkommen planungsrelevanter Arten im Bereich des Plangebietes verzeichnet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Boden	Durch die auf Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung während der Bauphase von ggf. zukünftigen	

	Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Im Zuge von potenziellen Bauarbeiten kann es temporär zu einem erhöhtem Flächenverbrauch und partiell zu Bodenverdichtungen kommen. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Wasser	Durch die bestehenden und auf den Baustellen anzuwendenden allgemeinen Sicherheitsvorkehrungen werden die Risiken einer Verschmutzung von Oberflächengewässern und Grundwasser während der Bauphase von ggf. zukünftigen Bauprojekten auf ein Minimum reduziert. Durch die Versiegelung bisher baulich nicht genutzter Böden wird der Oberflächenabfluss erhöht, sodass ausreichend dimensionierte Retentionen zu gewährleisten sind. Das Plangebiet liegt auf dem Grundwasserleiter Luxemburger Sandstein. Da das Plangebiet bereits als zone urbanisées ou destinées à être urbanisées im PAG en vigueur ausgewiesen ist, wird durch die PSZAE-Modifikation keine Änderung der notwendigen Klärkapazitäten erwartet. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Klima und Luft	Klimatische Belastungen während der Bauphase sind temporär beschränkt. Eine Fläche mit geringer bioklimatischer Bedeutung wird beansprucht. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Landschaft	Während der Bauphase auftretende Beeinträchtigungen des Landschaftsbildes (u.a. durch Baustellenlager) sind temporär beschränkt. Eine Nutzung der Fläche führt zur Vergrößerung der Bebauung in einem Raum, der durch Wohnbebauung und Gewerbegebiete vorbelastet ist. Es sind keine Ausweisungen des PS Paysage betroffen. Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	
Kultur- und Sachgüter	Es sind keine Kulturdenkmäler entsprechend des INPA betroffen. Laut Information des INRA liegt das Plangebiet im Bereich der Unterzone einer ZOA (zone d'observation archéologique/ archäologische Beobachtungszone). Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf das Schutzgut erwartet.	

*Legende Bewertung

	Bewertung aufgrund fehlender Datengrundlage aktuell nicht möglich
	nicht betroffen
	geringe Auswirkungen
	mittlere Auswirkungen
	hohe Auswirkungen
	sehr hohe Auswirkungen

Fazit und weitere Vorgehensweise

Für das Plangebiet wurden Naturschutzbelange bereits im Rahmen der SUP zum PAP der Gemeinde Koerich ermittelt. Durch die geplante Regularisierung der Ausweisung im PSZAE im Hinblick auf die Ausweisungen im PAP NQ Koerich werden mit hoher Wahrscheinlichkeit keine erheblichen Auswirkungen durch die geplante übergeordnete Modifikation des PSZAE auf die Schutzgüter erwartet.

Eine detaillierte Betrachtung des Plangebietes im Umweltbericht ist somit ***nicht*** erforderlich.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques »

Nous Guillaume, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 12 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;

Vu l'article 2 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu les avis du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité du 30 avril 2025 et du 16 avril 2026 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil concernant la transmission du projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire, prise sur base de l'article 12 de la loi précitée du 17 avril 2018 ;

Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 12 de la loi précitée du 17 avril 2018 ;

Vu les avis émis par les conseils communaux des communes territorialement concernées sur base de l'article 12 de la loi précitée du 17 avril 2018 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ;

Vu la délibération du Gouvernement en conseil portant approbation définitive du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » ;

Vu les avis de la Chambre de [●], de la Chambre des [●] et de la Chambre du [●] ;

L'avis de la Chambre de [●], de la Chambre des [●] et de la Chambre du [●] ayant été demandé ;

Le Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et du Ministre de l'Économie, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Le libellé de l'article 7 du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » est remplacé comme suit :

« **Art. 7.** Dans le cadre de la désignation des zones d'activités économiques communales telles que définies à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune ou de la mise en œuvre des zones d'activités économiques régionales énumérées à l'annexe 1 et représentées graphiquement à l'annexe 3, les communes ne peuvent exclure les activités industrielles légères, artisanales, de fabrication, de production, d'assemblage, de transformation, de préparation, de conditionnement ou de réparation de produits. »

Art. 2. L'annexe 1 intitulée « Liste des zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées » et l'annexe 2 intitulée « Liste des zones d'activités économiques communales existantes à reclasser » du même règlement sont respectivement remplacées par les annexes 1 et 2 du présent règlement.

Art. 3. L'annexe 3 intitulée « plans à l'échelle 1:2 500, indiquant, par commune, des zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées sur base du plan cadastral numérisé tel que mis à disposition par l'Administration du cadastre et de la topographie » du même règlement est remplacée par l'annexe 3 du présent règlement.

Art. 4. L'annexe 4 intitulée « plans à l'échelle 1:2 500 indiquant, par commune, des zones d'activités communales existantes à reclasser suivant les prescriptions du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » sur base du plan cadastral numérisé tel que mis à disposition par l'Administration du cadastre et de la topographie » du même règlement est remplacée par l'annexe 4 du présent règlement.

Art. 5. L'annexe 5 intitulée « plans à l'échelle 1:2 500 indiquant, par commune, les terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption sur base du plan cadastral numérisé tel que mis à disposition par l'Administration du cadastre et de la topographie » du même règlement est remplacée par l'annexe 5 du présent règlement.

Art. 6. Le ministre ayant la Politique générale de l'aménagement du territoire dans ses attributions et le ministre ayant la Politique économique générale dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministre du Logement

et de

l'Aménagement du territoire

Fait le XX.YY.2026.

Guillaume

Claude Meisch

Le Ministre de l'Économie

Lex Delles

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Monsieur Claude Meisch
Ministère du Logement et de l'Aménagement
du territoire
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Références : 008455-PS/6.3
Dossier suivi par : Pit Steinmetz
Tél. : (+352) 247-86857
E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Luxembourg, le 30 AVR. 2025

Objet : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3)

Projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques »

Monsieur le Ministre,

En date du 30 décembre 2024, vous m'avez soumis pour avis une évaluation sommaire des incidences (« Umwelterheblichkeitsprüfung », ci-après « UEP ») élaborée par le bureau d'études Oeko-Bureau pour un projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE), ceci en vertu des dispositions de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après « loi modifiée du 22 mai 2008 »). L'UEP du 17 décembre 2024 comprend une évaluation sommaire des incidences probables sur l'environnement pour un nombre de modifications prévues sur 30 sites existants et pour 2 nouveaux sites. Les auteurs de l'UEP concluent que des incidences significatives ne peuvent pas être exclues dans le cas de la zone 63 : Esch-sur-Alzette (ZARE-Sud) et que l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après « rapport environnemental ») s'avère nécessaire pour cette modification.

Je partage l'appréciation comme quoi un rapport environnemental devra être élaboré pour le projet de modification dans le cadre d'une évaluation environnementale selon la loi modifiée du 22 mai 2008. Complémentairement à la nouvelle zone 63, il importe toutefois d'analyser également dans le rapport environnemental d'une manière approfondie les modifications prévues au niveau des zones 16 : Echternach, 18 : Ehlerange (Crassier) et 54 : Sanem (Gadderscheier) et la nouvelle zone 64 : Esch-sur-Alzette (Belval-est) (voir les remarques ci-après).

Le présent avis est émis en vertu des dispositions de l'article 6.3 de la loi modifiée du 22 mai 2008 et porte sur l'ampleur et le degré de précision des informations que le rapport environnemental devra contenir. Il considère également les avis demandés par le Ministère auprès de l'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration de la nature et des forêts.

Remarques générales

Les auteurs de l'UEP indiquent aux chapitres 1.1 et 7 que le PSZAE vise à réserver les surfaces à retenir pour l'aménagement de zones d'activités économiques dans le pays. Il importe de noter que cette réservation se rapporte uniquement aux zones d'activités économiques nationales (ECO-n), zones d'activités spécifiques nationales (SP-n) et zones d'activités économiques régionales (ECO-r). Dans le cas des zones d'activités économiques communales, le PSZAE se limite à définir des conditions à remplir pour leur désignation et leur extension. Par ailleurs, il y a lieu de souligner que la mise en œuvre des zones ECO-n, SP-n et ECO-r retenues dans le PSZAE moyennant leur transposition dans les plans d'aménagement général (PAG) des communes devra se faire conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le PSZAE. Selon cet article, un maintien en zone verte de parties des zones du PSZAE peut être autorisé « afin de respecter des obligations découlant de la législation en matière d'environnement ainsi qu'en matière de patrimoine culturel et archéologique ». Des zones de servitude « urbanisation » peuvent également être définies qui permettent « d'assurer la sauvegarde de la qualité urbanistique, ainsi que de l'environnement naturel et du paysage »[1].

Il est rappelé que le rapport environnemental devra fournir les informations précisées dans l'article 5 de la loi modifiée du 22 mai 2008. Parmi ces informations figurent « les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ». Compte tenu de ce fait et des dispositions de l'article 8 précité, il est nécessaire de préciser dans le rapport environnemental les mesures à respecter lors de la transposition des zones ECO-n, SP-n et ECO-r dans le plan d'aménagement général des communes, notamment pour les modifications et sites à analyser d'une manière approfondie dans le rapport environnemental. Ces mesures peuvent également viser les dispositions à retenir pour ces zones dans la partie écrite du PAG.

Dans ce contexte, il est également nécessaire d'identifier les fonds qui devraient être intégrés dans le PSZAE en tant que « zones d'activités économiques communales à reclasser » en zone verte. En effet, le projet de modification soumis pour avis concerne dans certains cas des zones d'activités économiques communales déjà classées dans les PAG respectifs qui comportent des parties plus sensibles d'un point de vue environnemental. Un tel reclassement en zone verte est possible « pour des considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégration environnementale et paysagère » (voir l'article 1er, paragraphe 2, point 13° de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire). Le projet de modification du PSZAE soumis prévoit déjà un tel reclassement près du site 37 : Käerjeng (Robert Steichen) dans le cas de la partie de la forêt « Bommel » classée dans le PAG de la commune de Bascharage en tant que zone d'activités économiques communale type 2 (ECO-c2).

[1] Voir l'article 30 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune

Conformément à l'article 6.1 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le rapport environnemental doit comprendre « les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, du stade atteint dans le processus de décision ». Dans cet ordre d'idées, et vu que la mise en œuvre des zones retenues dans le PSZAE présuppose leur transposition dans les PAG des communes, des études de terrain faunistiques ne sont pas demandées dans le présent avis. Il sera toutefois nécessaire de compléter le rapport environnemental dans le cas des zones 16 : Echternach, 18 : Ehlerange (Crassier), 54 : Sanem (Gadderscheier), 63 : Esch-sur-Alzette (ZARE-Sud) et 64 : Esch-sur-Alzette (Belval-est) par un avis d'un expert faunistique qui se prononce sur la valeur potentielle pour les espèces protégées particulièrement des fonds se prêtant à une présence de telles espèces, ceci notamment sur base des données existantes et des caractéristiques des fonds en question (voir les remarques ci-après).

D'une manière générale, et comme expliqué par les auteurs de l'UEP pour un nombre des modifications du PSZAE, certains enjeux environnementaux sont à analyser d'une manière plus détaillée aux niveaux de planification subséquents (modification ponctuelle du PAG, plan d'aménagement particuliers (PAP), phase d'autorisation) respectivement dans le cadre de procédures d'évaluation nécessaires, le cas échéant, pour ces projets (évaluation environnementale stratégique (SUP), évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), établissements classés). Pour les surfaces pour lesquelles l'évaluation des incidences au regard d'enjeux spécifiques ne peut pas être finalisée au niveau du PSZAE, il est nécessaire de préciser sur quel niveau de planification respectivement dans le cadre de quelle procédure d'évaluation l'évaluation devra être concrétisée.

Selon le tableau 1 de l'UEP, le rapport environnemental élaboré pour le PSZAE en 2018 a été pris en compte lors de l'évaluation sommaire des incidences. Il importe de considérer également les avis qui ont été émis au regard de ce rapport respectivement du PSZAE (p. ex., l'avis du 28 septembre 2018 de l'Administration de l'environnement, l'avis du 27 septembre 2018 de l'Administration de la gestion de l'eau ou l'avis du 23 octobre 2018 du Ministère du Développement durable et des Infrastructures).

Pour l'évaluation des incidences sur le bien environnemental « population et santé humaine », sont à considérer les plans d'action contre le bruit[2] (PAB), les cartographies afférentes des « zones prioritaires de gestion du bruit » sur geoportail.lu (Thème : Environnement > Bruit environnemental > Modélisation > [...]) et notamment :

- le « Plan d'action contre le bruit des grands axes routiers de plus de trois millions de passages de véhicules par an »[3]
- le « plan d'action contre le bruit dans l'agglomération de Luxembourg »[4], et

[2] Page d'information « Plans d'action contre le bruit »https://environnement.public.lu/fr/loft/bruit/pab.html
[3] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/bruit/plan-actions/Plan-action-bruit-route-2021.pdf
[4] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/bruit/plan-actions/Plan-action-bruit-agglo-2021.pdf

- le « Plan d'action contre le bruit des grands axes ferroviaires de plus de trente mille passages de trains par an »[5].

Une mise à jour des PAB sur base de la cartographie de bruit de 2021 est en cours d'élaboration. Par ailleurs, un nouveau PAB relatif à l'agglomération Sud, traitant entre autres les industries IED[6], est en cours d'élaboration.

Des cartes de modélisation « Multiexposition 2016 » sont publiées sur le site geoportail.lu (Thème : Environnement > Bruit environnemental > Modélisation > Multiexposition), de même que des cartes de modélisation « Activité industrielle 2021 (Lden) » et « Activité industrielle 2021 (Lngt) » (Thème : Environnement > Bruit environnemental > Modélisation > Agglomération).

Les auteurs de l'UEP ont mentionné au chapitre 5 le « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat » (PNEC) actualisé en 2024. Outre ce plan, il convient de considérer également la « Stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique »[7] en cours d'actualisation pour la période 2025-2030[8] et la « Stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre »[9].

Quant aux consultations selon l'article 7 de la loi modifiée du 22 mai 2008, il y a lieu de souligner que l'UEP avec l'évaluation sommaire de toutes les modifications prévues devra faire partie des documents mis à la disposition du public. Dans ce contexte, il est recommandé d'améliorer dans l'annexe de l'UEP (« Steckbriefe ») la présentation du statut de classement dans les PAG en vigueur des sites concernés par les modifications envisagées.

Remarques spécifiques relatives aux différentes modifications

01 : Bettembourg (Krakelshaff)

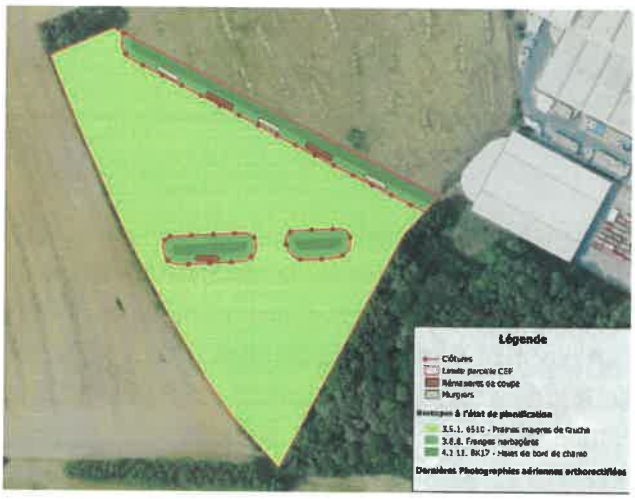
La modification prévoit l'intégration en tant que zone d'activités économiques nationale (ECO-n) dans le PSZAE de fonds classés dans le PAG en vigueur en tant que zone d'activités économiques communale type 2 – Wolser F (ECO-c2-wf, environ 15ha) et zone spéciale (SPEC, environ 0,32ha). Il convient de noter que les fonds boisés aux bords Ouest et Nord de la surface visée par la modification, vu la présence de structures ligneuses de type forêt de succession qui hébergent probablement des espèces protégées particulièrement. Par ailleurs, des mesures d'atténuation anticipées (mesures « CEF ») en

[5] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/bruit/plan-actions/Plan-action-bruit-ferro-2021.pdf
[6] Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite "IED"
[7] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/klima_an_energie/Strategie-Adaptation-Changement-climatique-Clean.pdf
[8] https://environnement.public.lu/fr/klima-an-energie/changement-climatique.html
[9] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/10-octobre/29-strategie-nationale-action-climat.html

faveur du Muscardin ont été réalisées au bord Nord de la surface conformément à l'autorisation du 17 janvier 2023 (N/Réf. :103423) selon la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 »). Il est indiqué d'intégrer les fonds boisés aux bords Ouest et Nord dans le PSZAE en tant que zones d'activités économiques communales à reclasser en zone verte. Dans ce cas de figure, la modification du PSZAE en question ne devra pas faire l'objet d'une analyse approfondie[10]. Au cas contraire, les incidences sur le bien environnemental « flore, faune, biodiversité » devront être analysées moyennant un avis faunistique.

08 : Bettembourg/Dudelange (Wolser – Extension Ouest)

La modification prévoit de supprimer du PSZA la surface sur laquelle des mesures CEF sont mises en œuvre dans le cadre du projet de viabilisation de la zone d'activités économiques Wolser B (n°/Réf : 100213). L'appréciation comme quoi cette modification ne devra pas faire l'objet d'une analyse approfondie est partagée. Il est pourtant nécessaire d'adapter la surface à supprimer aux limites réelles de la surface retenue pour la réalisation des mesures CEF (parcelle n°1911/11067, voir le plan ci-dessous).



Dans cet ordre d'idées, il est recommandé de retirer également du PSZAE les fonds délimités sur le plan ci-dessous, qui accueillent également des mesures CEF du même projet (parcelles n°1889/4605, 1889/10793, 1889/4606, 1891/3293 et 1897/11065 ainsi qu'une partie de la parcelle n°1911/10741).

[10] A noter que la surface considérée dans l'UEP couvre également une zone de verdure (VERD) qui devra être maintenue en zone verte.



12 : Differdange/Sanem (Hahnebësch)

L'appréciation comme quoi une analyse détaillée dans le rapport environnemental n'est pas nécessaire, peut être partagée, notamment en raison du fait que les fonds visés par la modification figurent déjà dans le PAG de la Ville de Differdange en tant que zone d'activités économiques nationale (ECO-n). Il convient toutefois de souligner que les fonds en question sont superposés dans le PAG de la Ville de Differdange par une zone de servitudes « urbanisation – Biotopes et éléments naturels » (B), comme indiqué par les auteurs de l'UEP. Selon la définition de cette servitude, la destruction ou la réduction des biotopes grevés par cette servitude sont interdites et une dérogation à cette interdiction ne pourra qu'être accordée par l'autorité communale à titre exceptionnel et pour des raisons dûment motivées. L'utilisation des fonds en question pour des activités économiques présuppose, selon notre lecture de la définition précitée, la suppression de la servitude B moyennant une modification ponctuelle du PAG. Par ailleurs, il y a lieu de noter que l'éclairage actuel sur le site de l'entreprise existante devrait être adapté. En effet, cet éclairage contribue fortement à la pollution lumineuse et ceci à proximité directe du cours d'eau « Rouerbaach » et de la zone protégée d'intérêt national « Dreckswiss ».

16 : Echternach

Contrairement à l'appréciation des auteurs de l'UEP, cette modification devra faire l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport environnemental en mettant l'accent sur les biens environnementaux « population et santé humaine » et « flore, faune, biodiversité ». En effet, cette extension de la zone d'activités économiques régionale (ECO-r) existante est prévue à moins de 400m de la zone d'habitation « Manertchen » dont une partie est de longue date déjà urbanisée et dont la partie restante fait l'objet

d'un projet d'urbanisation. La situation acoustique existante auprès de la zone d'habitation est déjà significative en période de nuit. D'un point de vue cumulatif, une charge acoustique supplémentaire est à attendre par un projet de construction d'éolienne à une distance d'environ 1300 m en direction est. Il est recommandé de fournir dans le rapport environnemental une évaluation qualitative sommaire de la situation acoustique. A noter qu'une partie de la nouvelle ECO-r est superposée dans le PAG en vigueur par une zone à risques concernant la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses en raison de la présence d'un site Seveso.

Par ailleurs, l'extension de l'ECO-r concerne une surface de 0,52ha située à proximité directe de la zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée de la Sûre inférieure » et empiète sur la zone tampon d'un corridor de la faune sauvage. Le rapport environnemental devra comprendre un avis faunistique et au moins une évaluation sommaire des incidences selon l'article 32 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 en tenant compte des objectifs de conservation définis par le règlement grand-ducal du 6 octobre 2023 désignant zone spéciale de conservation et déclarant obligatoire la zone « Vallée de la Sûre inférieure ». Par ailleurs, les incidences probables sur le Chat sauvage devront être évaluées dans le rapport environnemental moyennant l'avis faunistique précité. Les mesures d'atténuation, comme par exemple l'aménagement d'un écran de verdure, devront être précisées dans le rapport environnemental.

18 : Ehlerange (Crassier)

En ce qui concerne la volonté d'intégrer dans le PSZAE des fonds situés entre le Nord-Est de la zone d'activités économiques nationale (ECO-n) dite « Crassier Ehlerange » et la rue d'Esch (C.R. 110), les auteurs de l'UEP expliquent que ces fonds sont nécessaires pour créer un deuxième accès à cette zone. Comme indiqué par les auteurs de l'UEP, une autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 a été émise en date du 15 novembre 2023 pour la destruction de biotopes, entre autres, dans l'intérêt de cette route de liaison (N/Réf.: 106596), une autorisation qui a été modifiée en date du 15 février 2025. Nonobstant, il est vivement recommandé d'évaluer dans le rapport environnemental à élaborer pour le projet de modification du PSZAE les incidences probables de cet accès sur le bien environnemental « population et santé humaine » sur base d'un concept de mobilité et de se pencher sur les solutions de substitution. A noter encore que l'aménagement de la zone tombe dans le champ d'application de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et que l'évaluation des incidences détaillée du concept urbanistique et de mobilité sera pris pour sujet dans ce cadre, nonobstant d'éventuelles solutions réalisées au préalable.

Dans ce contexte, il convient de noter que la commune de Sanem a soumis pour avis au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité en date du 6 juin 2024 un projet de modification ponctuelle du PAG visant la superposition des fonds en question par une zone de servitude « urbanisation » par laquelle l'accès serait réservé à l'aménagement d'un accès pour les services de secours et une utilisation en tant que voirie permanente pour véhicules motorisés ne serait possible uniquement si l'accès permanent de l'ECO-n serait fermé temporairement pour une raison technique, de sécurité ou urbanistique. Uniquement pour ce cas de figure précis, le Ministère a partagé en date du 6 août 2024 l'appréciation comme quoi une évaluation environnementale n'est pas nécessaire.

Il est encore prévu d'intégrer dans le PSZAE en tant que ECO-n une surface au bord Sud-Ouest de crassier Ehlerange (0,66 ha) qui n'a fait pas partie de l'évaluation du projet global du crassier dans le cadre de la procédure d'autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018. Vu qu'il s'agit de fonds boisés dont la qualité écologique nécessite d'être clarifiée, l'analyse approfondie de cette surface dans le rapport environnemental est également nécessaire, une analyse qui devra se baser sur un avis faunistique.

Quant à la partie Est de l'ECO-n prévue entre la rue du Crassier et l'autoroute A4 et la petite modification au bord Nord de l'ECO-n existante (0,25ha), il convient de noter que ces zones accueillent des mesures CEF qui ont été mises en œuvre dans le cadre de mesures d'assainissement du Crassier Ehlerange (voir les plans ci-dessous). Il est recommandé de définir la partie Est précitée dans le PSZAE en tant que « zones d'activités économiques communales à reclasser » et de ne pas intégrer la zone de 0,25ha dans le PSZAE en tant que ECO-n. Dans ce cas de figure, ces modifications du PSZAE ne devront pas faire l'objet d'une analyse approfondie. Au cas contraire, les incidences sur le bien environnemental « flore, faune, biodiversité » devront être analysées moyennant un avis faunistique. A noter qu'il a été décidé lors d'une réunion le 11 juillet 2023 entre le MECB, le MECO, le bureau d'études B.E.S.T. et l'administration communale d'Esch/Alzette que la partie Est précitée sera superposée dans le PAG de la Ville d'Esch-Alzette par une zone de servitude « urbanisation » visant la conservation des biotopes existants. Par ailleurs, le site 18 est soumis à des mesures de sécurisation des pollutions dans le sol, fixées par arrêté ministériel en vertu des lois « commodo » et « déchet ».





24 : Esch-sur-Alzette (a Sommet)

Avec la modification, il est prévu d'intégrer en tant que zone d'activités économiques régionale (ECO-r) dans le PSZAE le bassin de rétention aménagé dans le cadre de la viabilisation de l'ECO-r existante. Si cette approche peut en principe être soutenue, il convient toutefois de souligner que la transposition de cette nouvelle ECO-r dans le PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette nécessite d'être complétée par la superposition des fonds en question par une zone de servitude « urbanisation »

limitant l'utilisation des fonds concernés à l'aménagement d'infrastructures nécessaires pour la rétention des eaux pluviales.

25 : Eselborn/Lentzweiler

L'approche d'intégrer dans le PSZAE le bassin de rétention en tant que zone d'activités économiques régionale (ECO-r) peut être soutenu et ne nécessite pas une analyse approfondie. Comme indiqué par les auteurs de l'UEP, les fonds en question figurent déjà dans le PAG de la commune de Wincrange en tant que ECO-r superposée par une zone de servitude « urbanisation » - zoning. Nonobstant, il y a lieu de noter que le tronçon du cours d'eau « Kirel » à proximité du bassin de rétention a été identifié dans une étude approfondie sur la caractérisation hydromorphologique des cours d'eau luxembourgeois comme un habitat important à préserver. L'élément fonctionnel du concept de connectivité identifié est un habitat central (entièrement présent, « Kernlebensraum (vollständig vorhanden) »). Par conséquent un écosystème fonctionnel est présent sur ce tronçon et il importe de maintenir un écran de verdure entre le cours d'eau « Kirel » et les futurs aménagements.

49 : Redange-sur-Attert

L'appréciation comme quoi la modification ne devra pas faire l'objet d'une analyse approfondie est partagée. Comme indiqué par les auteurs de l'UEP, la partie Est de la zone d'activités économiques régionale empiète sur une zone de protection provisoire autour du forage Ditzebierg (FCC-809-12). Les études de délimitation des zones de protection sont en cours et il est impératif de considérer dès à présent les restrictions et mesures de protection des captages dans les projets d'urbanisation de la commune et de se concerter dans ce contexte avec l'Administration de la gestion de l'eau.

54 : Sanem (Gadderscheier)

Le projet prévoit, d'un côté, de reprendre dans le PSZAE la zone d'activités économiques nationale (ECO-n) définie dans le PAG de la Ville de Differdange et, d'un autre côté, d'intégrer dans le PSZAE en tant que ECO-n des fonds situés actuellement en zone verte. Contrairement à l'appréciation des auteurs de l'UEP, ces modifications devront faire l'objet d'une analyse approfondie dans le rapport environnemental. Le site 54 est proche d'habitations et le respect des limites de bruit et de polluants atmosphériques est déjà difficile dans la situation existante. Il donne régulièrement lieu à des plaintes relatives au bruit et à l'odeur, de sorte que l'installation de nouvelles sources d'émission ne sera éventuellement pas possible. Il est nécessaire de vérifier si l'ECO-n du PAG en vigueur pourra entièrement être reprise dans le PSZAE respectivement si des mesures spécifiques devraient être définies (p. ex. la définition de zones de tampon, la limitation des types d'activités), notamment au regard de futures planifications. Dans ce contexte, les auteurs du rapport environnemental pourront se baser sur les règles de distance en vigueur en Allemagne, dites « Abstandserlass », qui recommandent des distances minimales par rapport aux zones d'habitation lors de la planification de zones industrielles. Les distances minimales sont indiquées dans une liste pour les différentes installations et vont de quelques centaines de mètres jusqu'à 1500m en fonction de l'envergure du type d'activité.

Les fonds situés actuellement en zone verte sont dotés de plusieurs structures ligneuses qui hébergent probablement des espèces protégées particulièrement. Il y a lieu de noter que ces fonds ont été maintenus, à juste titre, en zone verte dans le cadre de la refonte du PAG de la commune de Sanem. Afin de pouvoir évaluer les incidences probables sur le bien environnemental « flore, faune, biodiversité », il importe de clarifier le statut de protection des biotopes concernés et de considérer dans l'évaluation un avis faunistique. Par ailleurs, l'impact probable de cette modification sur le bien environnemental « climat et air » est à évaluer. En effet, selon la « carte indicative de planification »[11], les fonds en question ont une grande importance bioclimatique et font partie d'une zone d'échange d'air froid. Enfin, il est nécessaire de considérer dans l'analyse approfondie l'interaction du projet avec le projet n°6.4 « Desserte interurbaine Differdange – Sanem » du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « transports » (PST). Quant au bassin de rétention au lieu-dit « Goedertsweier », il convient de noter que l'entretien et l'enlèvement de la végétation autour du bassin ont fait l'objet d'une demande d'autorisation dans le cadre de la loi modifiée du 18 juillet 2018 (réf. 104610). Une autorisation n'a toutefois pas encore été émise, en raison de l'absence d'études faunistiques et d'un concept d'assainissement détaillé. Nonobstant, l'intégration du bassin dans le PSZAE en tant que ECO-n peut être soutenue. Dans le cadre de la transposition de l'ECO-n dans le PAG, il importe toutefois de superposer le bassin par une zone de servitude « urbanisation » limitant l'utilisation des fonds concernés à l'aménagement d'infrastructures nécessaires pour la rétention des eaux pluviales.

En ce qui concerne les structures ligneuses constituant des forêts au sens de l'article de la loi du 23 août 2023 sur les forêts et faisant actuellement partie de la zone verte, il convient de noter que leur classement en tant que zone destinée à être urbanisée dans le cadre de la transposition du PSZAE dans les plans d'aménagement général des communes présuppose une autorisation selon l'article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

56 : Schifflange (Herbett)

La modification prévoit de retirer du PSZAE une partie de la zone d'activités économiques régionale (ECO-r) « Schifflange (Herbett) ». Vu que l'ECO-r actuellement définie dans le règlement grand-ducal du 10 février 2011 rendant obligatoire le PSZAE concerne des fonds faisant partie de la zone de protection spéciale (ZPS) « Vallée supérieure de l'Alzette », il est recommandé d'enlever également ces fonds du PSZAE.

57 : Troisvierges (a Stackem)

Il est prévu de classer le bassin de rétention aménagé dans le cadre de la viabilisation de la zone d'activités économiques régionale (ECO-r) existante également en tant que ECO-r. Si cette approche peut en principe être soutenue, il convient toutefois de souligner que la transposition de cette nouvelle ECO-r dans le PAG de la commune de Troisvierges nécessite d'être complétée par la superposition des

[11] Voir en annexe du rapport « Klimaökologische Situation in Luxemburg, Modellbasierte regionale Klimaanalyse - La situation au Luxembourg en matière d'écologie climatique » publié par l'Administration de l'environnement.

fonds en question par une zone de servitude « urbanisation » limitant l'utilisation des fonds concernés à l'aménagement d'infrastructures nécessaires pour la rétention des eaux pluviales.

63 : Esch-sur-Alzette (ZARE-sud)

L'appréciation comme quoi le classement de la zone d'activités économiques nationale (ECO-n) existante en tant que zone d'activités économiques régionale (ECO-r) devra faire l'objet d'une analyse approfondie est partagée. Les auteurs de l'UEP proposent de mettre l'accent de l'analyse sur les incidences probables sur les biens environnementaux « flore, faune, biodiversité », « sol », « eau » et « paysage ». Il est toutefois recommandé d'évaluer également les incidences probables sur les biens environnementaux « population et santé humaine » et « climat et air », vu que des lignes électriques aériennes traversent la surface et que les fonds en question ont une très grande importance bioclimatique et en tant que zone d'échange d'air froid (voir la « carte indicative de planification » précitée).

Comme indiqué dans l'UEP, aucune évaluation dans le cadre d'un rapport environnemental n'a été fournie pour la zone d'activités économiques nationale (ECO-n). Vu que la majorité de la surface est concernée par la présence de biotopes protégés (prairie maigre de fauche (6510), prairie humide du Calthion (BK10), roseaux (BK06)), la pertinence de retenir la surface entière en tant que ECO-r est à vérifier. La valeur de la surface pour les espèces protégées particulièrement (avifaune, chiroptères, lépidoptères) devra être vérifiée moyennant un avis faunistique. Par ailleurs, il importe de prendre en compte les données de la carte de danger de fortes pluies. En effet, les bords Nord, Sud et Est de la surface sont exposés à un risque de crues subites modéré et cette problématique est à approfondir dans le rapport environnemental et des mesures sont à présenter. D'une manière générale, le « thalweg » devra rester libre de constructions. Il est recommandé de réaliser dans le rapport environnemental une analyse du risque des crues subites (situation projetée et danger de ruissellement d'eaux de surface) pour montrer que les aménagements projetés (construction, niveau, type d'accès, etc.) permettront une évacuation des eaux sans créer de dégâts, y compris pour les zones avoisinantes.

64 : Esch-sur-Alzette (Belval-est)

Contrairement à l'appréciation des auteurs de l'UEP, le choix d'intégrer la zone d'activités économiques communale type 2 (ECO-c2) entièrement en tant que zone d'activités économiques nationale (ECO-n) devra faire l'objet d'une analyse approfondie dans le rapport environnemental. En effet, le site 64 est proche d'habitations et le respect des limites de bruit et de polluants atmosphériques est déjà difficile dans la situation existante. Il donne régulièrement lieu à des plaintes relatives au bruit et à l'odeur, de sorte que l'installation de nouvelles sources d'émission ne sera éventuellement pas possible. Il est recommandé de vérifier si les types d'activités possibles devraient être limités ou si des parties de l'ECO-c2 existante devront être exclues de l'ECO-n définie dans le PSZAE. Par exemple, les fonds boisés situés au bord Nord-Est de l'ECO-c2 existante respectivement à proximité de zones d'habitation ne se prêtent pas à une utilisation en tant que ECO-n, de manière à ce qu'un reclassement en zone verte par le biais du PSZAE est à envisager. Comme déjà indiqué dans le cas du site 54 : Sanem (Gadderscheier), les auteurs du rapport environnemental pourront se baser sur les règles de distance allemandes, dites

« Abstandserlass », qui recommandent des distances minimales par rapport aux zones d'habitation lors de la planification de zones industrielles. Les distances minimales sont indiquées dans une liste pour les différentes installations et vont de quelques centaines de mètres jusqu'à 1500m en fonction de l'envergure du type d'activité. Quant aux fonds boisés, leur valeur pour les espèces protégées particulièrement est à vérifier moyennant un avis faunistique.

Remarques relatives aux mesures de suivi

Conformément à l'article 5 point f de la loi modifiée du 22 mai 2008, il est nécessaire de présenter dans le rapport environnemental une description des mesures de suivi envisagées. Dans cet ordre d'idées, il est recommandé de prendre en compte les remarques suivantes :

- Parmi les sites considérés dans l'UEP, les zones d'activités économiques suivantes sont situées dans une zone où la présence de la nappe alluviale à faible profondeur est probable et des contraintes relatives à la construction dans des eaux souterraines pourront alors s'appliquer :

  - 12 : Differdange/Sanem (Hahnebësch)
  - 24 : Esch-sur-Alzette (a Sommet)
  - 33 : Grevenmacher (Potaschbierg)
  - 38 : Luxembourg Boulevard Merl
  - 49 : Redange-sur-Attert
  - 54 : Sanem (Gadderscheier)
  - 56: Schifflange (Herbett)
  - 64 : Esch-sur-Alzette

- Il est indispensable de déterminer lors de la transposition des différentes zones dans les plans d'aménagement général des communes respectivement avant leur urbanisation, quels seront les besoins finaux en eau potable, afin de prouver que l'approvisionnement en eau potable est garanti pour toute la population de chaque commune concernée.

- Pour les zones d'activités économiques qui actuellement ne sont pas encore viabilisées, il est indispensable que l'évacuation et le traitement des eaux usées soient garantis avant l'exploitation, surtout en considérant l'effet cumulatif des différents plans sectoriels, ainsi que des projets des anciens plans sectoriels déjà en phase de planification et/ou exécution.

- Pour les projets de modification, d'extension ou d'introduction de surfaces dans le PSZAE, qui seront, en effet, soumis à des actualisations des procédures d'évaluation et d'autorisations subséquentes, il pourra devenir nécessaire d'établir une nouvelle étude d'impact acoustique. Dans ce contexte, nous rendons attentif, que, si le potentiel acoustique maximal selon le

règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979[12] serait déjà attribué entièrement à une ZAE et fixé par arrêté ministériel suivant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dite « commodo », le potentiel de développement pour une extension, serait limitée, et pourrait, le cas échéant, exclure certaines activités.

Dans cette même logique, des restrictions de développement de surfaces dans le PSZAE, ou de parties de ces surfaces, pourront apparaître sur d'autres biens environnementaux, tels que les émissions dans l'air ou l'odeur, notamment dans les cas où des habitations ou des zones dans lesquelles des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée, se situent dans les alentours.

- Dans le cas des grands sites d'industries lourdes existants se situant assez proches de zones d'habitations, il est recommandé de ne plus y implanter à l'avenir des industries d'une envergure similaire à celles existantes sans prendre des mesures spécifiques (p. ex. : limitation de l'envergure ou types d'activités, limitations des activités à l'extérieur), afin d'éviter des conflits par rapport au bien environnemental « population et santé humaine ». A noter que la Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, introduit des valeurs limites plus restrictives pour certains polluants à partir de 2030.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie : Administration de la nature et des forêts
Administration de la gestion de l'eau
Administration de l'environnement

[12] Règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers, (Rgd79), http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1979/02/13/n1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

ANNEXE 1

Annexe 1 – Liste des zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées

	Nom de la zone superposée	**nationale / régionale / spécifique nationale**	**existante/ nouvelle / extension**	**ha**
1	Bettembourg (ZAE Wolser F -Krakelshaff)	nationale	existante	39,6
4	Bettembourg (ZAE Wolser A)	nationale	existante	17,1
5	Bettembourg/Dudelange (ZAE Wolser G - Eurohub-Sud) –„Zone logistique"	spécifique nationale	existante	52,9
7	Bettembourg/Dudelange (ZAE Wolser E) – „Zone logistique"	spécifique nationale	existante	33,5
9	Bettembourg/Dudelange (ZAE Wolser B)	nationale	existante	116,8
10	Betzdorf – „Zone audiovisuelle et de télécommunications"	spécifique nationale	existante	24,1
11	Contern (Weiergewan) – „Zone logistique"	spécifique nationale	existante	22,2
12	Differdange/Sanem (Hahnebësch)	nationale	existante	52,7
13	Dudelange (ZAE Wolser C - Koibestrachen) – „Parc technologique"	spécifique nationale	nouvelle	9,8
14	Dudelange (ZAE Wolser H -Riedchen)	nationale	existante	41,7
15	Echternach	nationale	existante	29,7
16	Echternach	régionale	existante	11,4
17	Echternach (Schmatzuecht)	régionale	nouvelle	6,4
18	Ehlerange (Crassier)	nationale	nouvelle	39,2
19	Ehlerange (ZARE-est)	régionale	existante	24,0
20	Ehlerange (ZARE-ouest)	régionale	existante	19,7
21	Ellange-Gare (Triangle Vert)	régionale	existante	29,6
22	Ellange-Gare (Triangle Vert)	régionale	extension	45,9
23a	Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)	régionale	existante	45,6
23b	Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)	régionale	extension	13,8

24	Esch-sur-Alzette (a Sommet)	régionale	existante	7,9
25	Eselborn/Lentzweiler	régionale	existante	47,4
26	Eselborn/Lentzweiler	régionale	extension	33,5
27	Fischbach/Clervaux	régionale	nouvelle	14,1
28	Foetz	nationale	existante	26,9
29	Foetz	régionale	nouvelle	3,4
30	Grass	régionale	existante	27,0
31	Grass	régionale	extension	7,5
32	Grevenmacher (Potaschbierg)	régionale	existante	47,2
33	Grevenmacher (Potaschbierg)	régionale	extension	31,4
34	Heffingen	régionale	nouvelle	5,4
35	Heiderscheid	régionale	nouvelle	6,0
36	Hosingen	régionale	existante	21,0
37	Käerjeng (Robert Steichen)	nationale	existante	100,2
38	Luxembourg – Cessange	régionale	nouvelle	24,7
39	Luxembourg/Strassen	régionale	nouvelle	22,0
40	Mersch (Mierscherbierg)	régionale	nouvelle	20,2
41	Mertert	régionale	existante	7,3
42	Mertert (port) / Grevenmacher – „Zone portuaire“	spécifique nationale	existante	46,8
43	Moersdorf	régionale	nouvelle	3,4
44	Niederanven/Schuttrange	régionale	nouvelle	26,5
45	Nothum	régionale	nouvelle	14,0
46	Rambrouch (Riesenhaff)	régionale	existante	5,8
47	Rambrouch (Riesenhaff)	régionale	extension	5,2
48	Redange-sur-Attert	régionale	existante	9,4
49	Redange-sur-Attert	régionale	extension	7,5
50	Rodange (au Grand Bis)	nationale	existante	5,0
51	Rodange (au Grand Bis)	régionale	nouvelle	14,8

52a	Rodange (PED)	nationale	existante	38,4
52b	Rodange (PED)	régionale	existante	7,4
54	Sanem (Gadderscheier)	nationale	existante	76,8
55	Sanem (Op den Äässen)	régionale	nouvelle	15,9
56	Schifflange (Herbett)	régionale	existante	2,4
57	Troisvierges (a Stackem)	régionale	existante	23,0
59	Wiltz	nationale	existante	21,2
60	Wiltz (Salzbaach)	régionale	existante	24,6
61	Mamer (Windhof)	régionale	nouvelle	13,4
62	Koerich (Windhof)	régionale	nouvelle	5,7

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

ANNEXE 2

Annexe 2 – Liste des zones d'activités économiques communales existantes à reclasser

- Käerjeng (Robert Steichen)
- Ehlerange (Crassier)

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Annexe 3

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

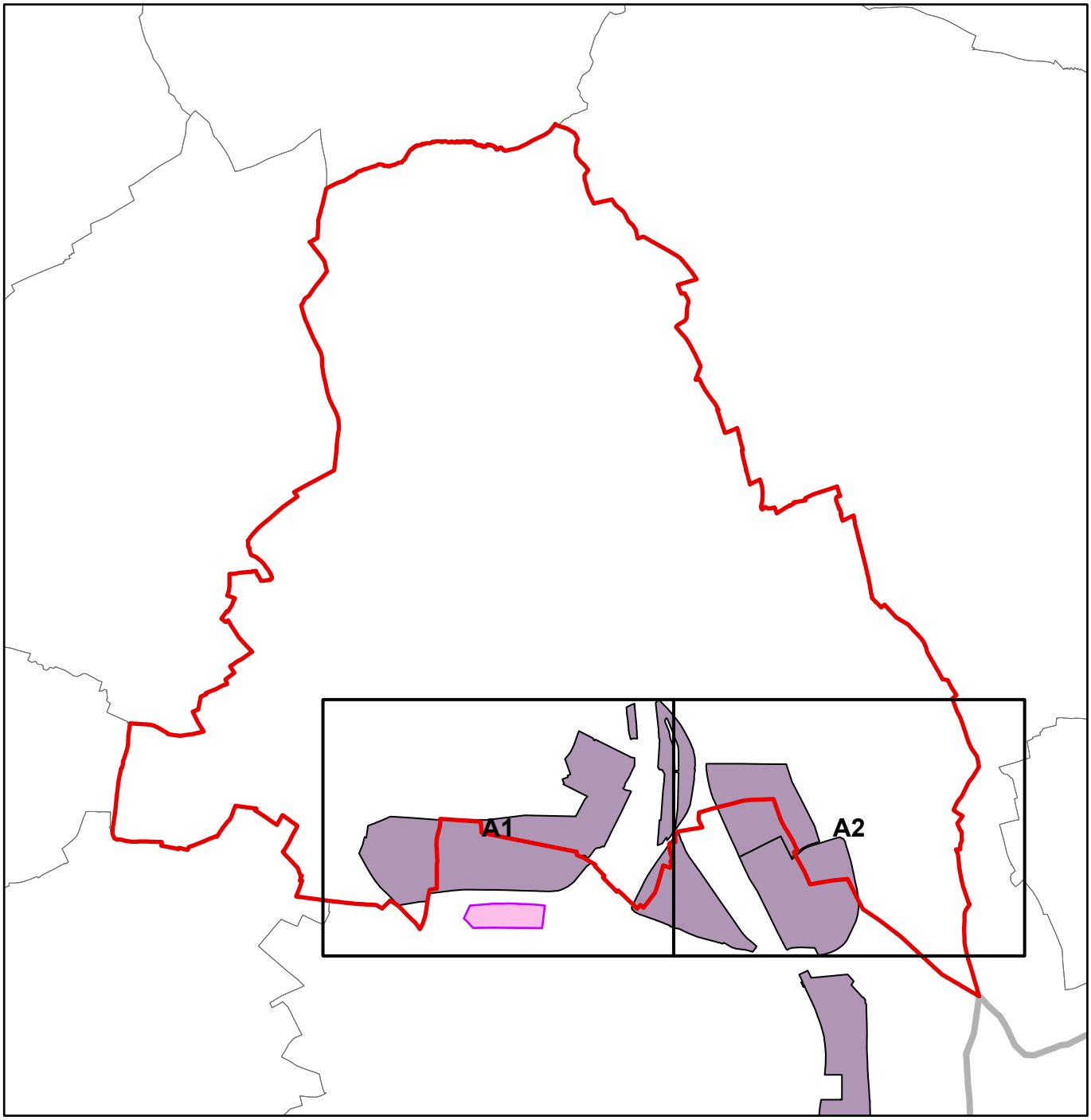
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Bettembourg

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

4. Bettembourg (Wolser A),
7. Bettembourg/Dudelange (Wolser E) – „Zone logistique" et 9. Bettembourg/Dudelange (Wolser B)

Commune de Bettembourg

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 180 200

N

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

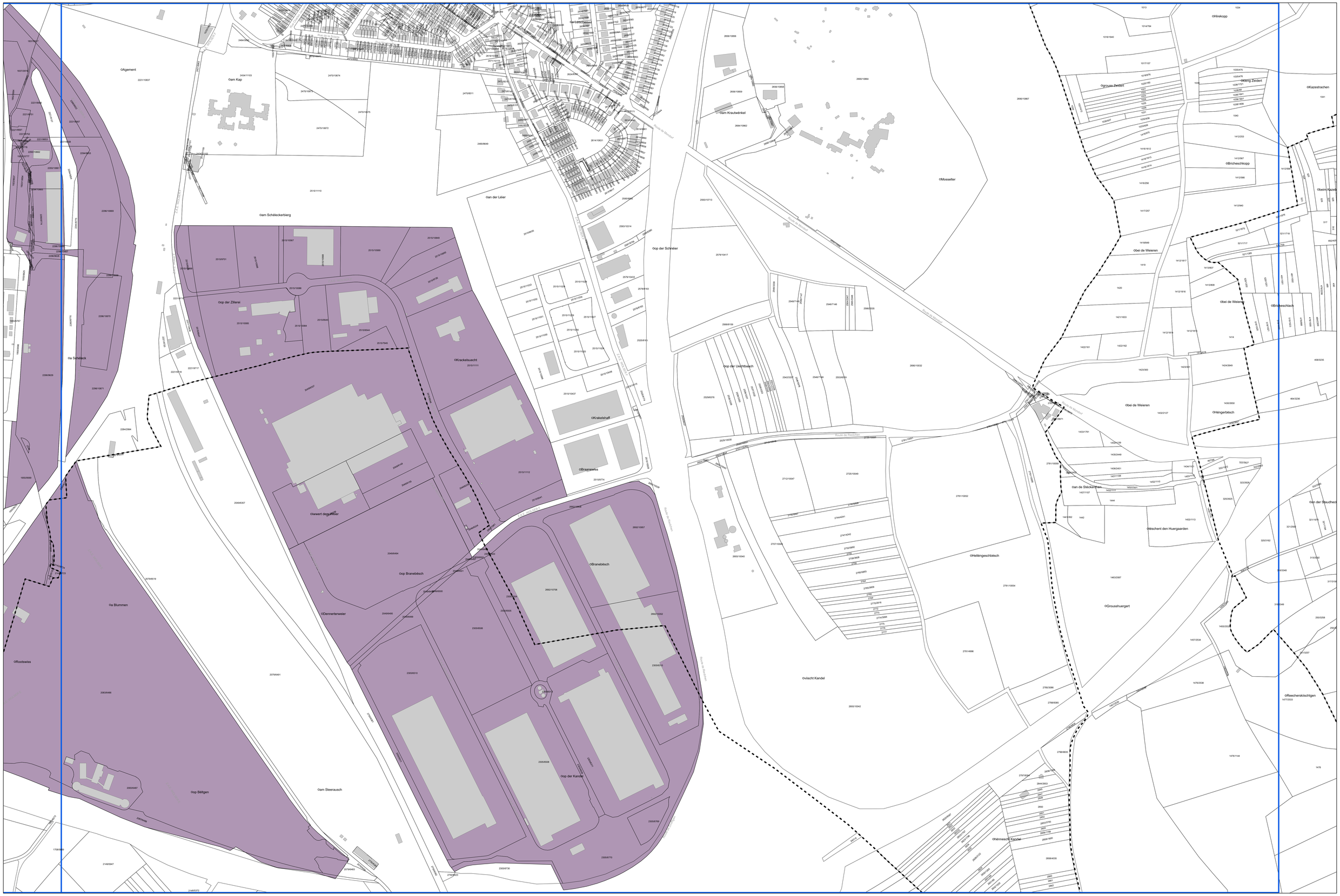
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

1. Bettembourg (Wolser F - Krakelshaff), 4. Bettembourg (Wolser A), 5. Bettembourg/Dudelange (Wolser G - Eurohub-Sud) – „Zone logistique" et 7. Bettembourg/Dudelange (Wolser E) – „Zone logistique"

Commune de Bettembourg

Extrait A2



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

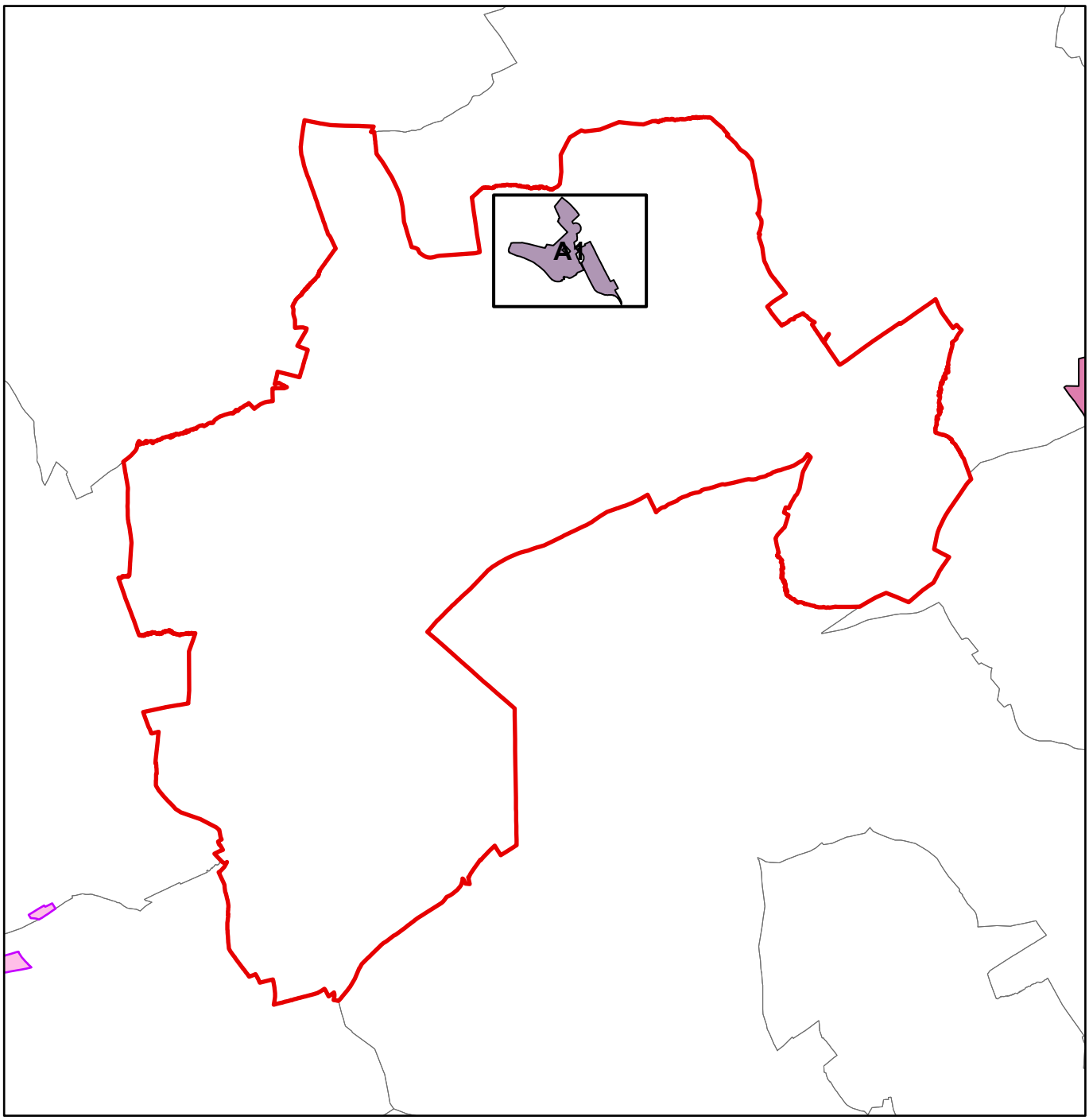
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Betzdorf

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

10. Betzdorf - „Zone audiovisuelle et de télécommunications"

Commune de Betzdorf

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

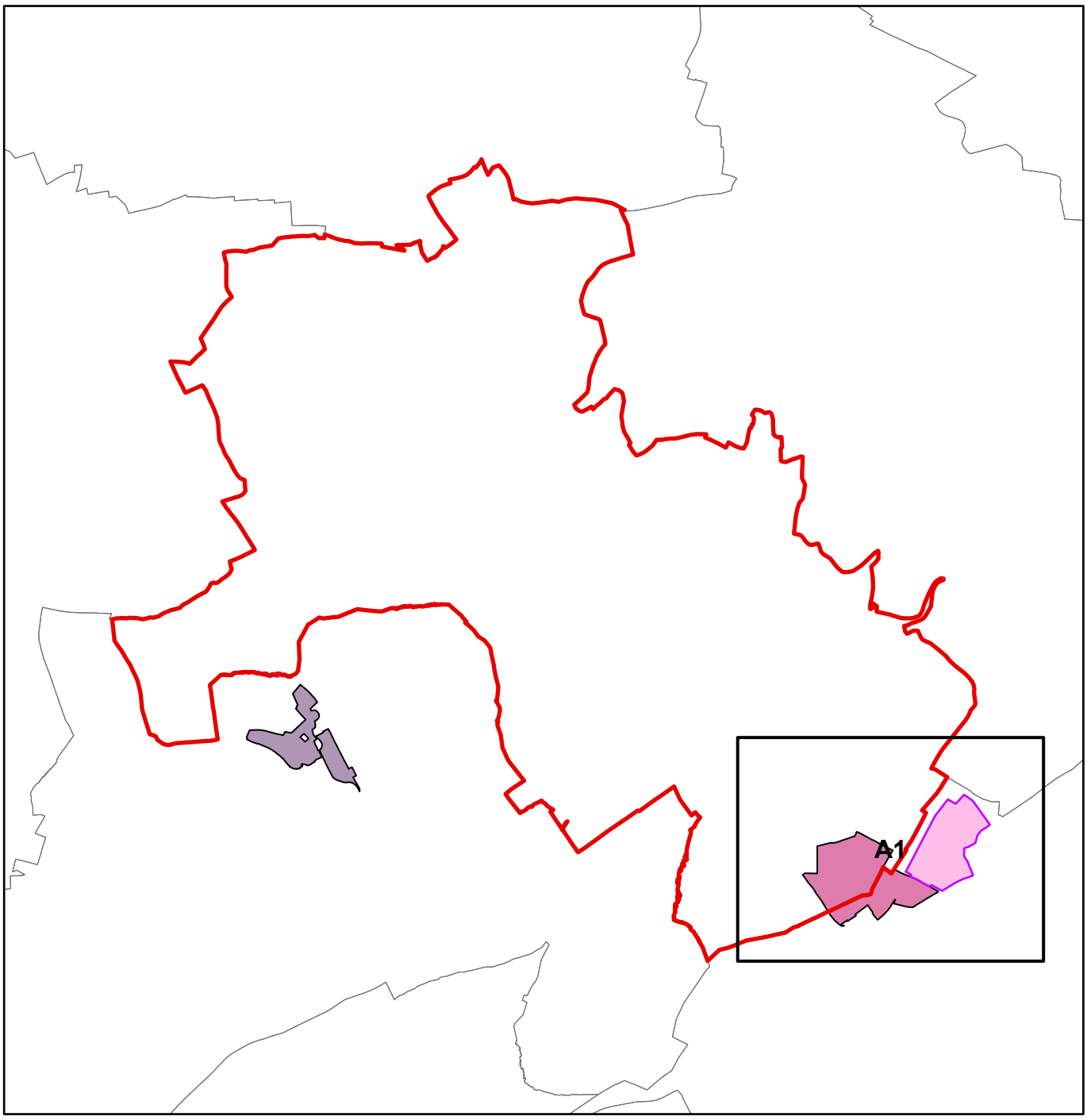
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Biwer

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

32. Grevenmacher (Potaschbierg)

Commune de Biwer

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

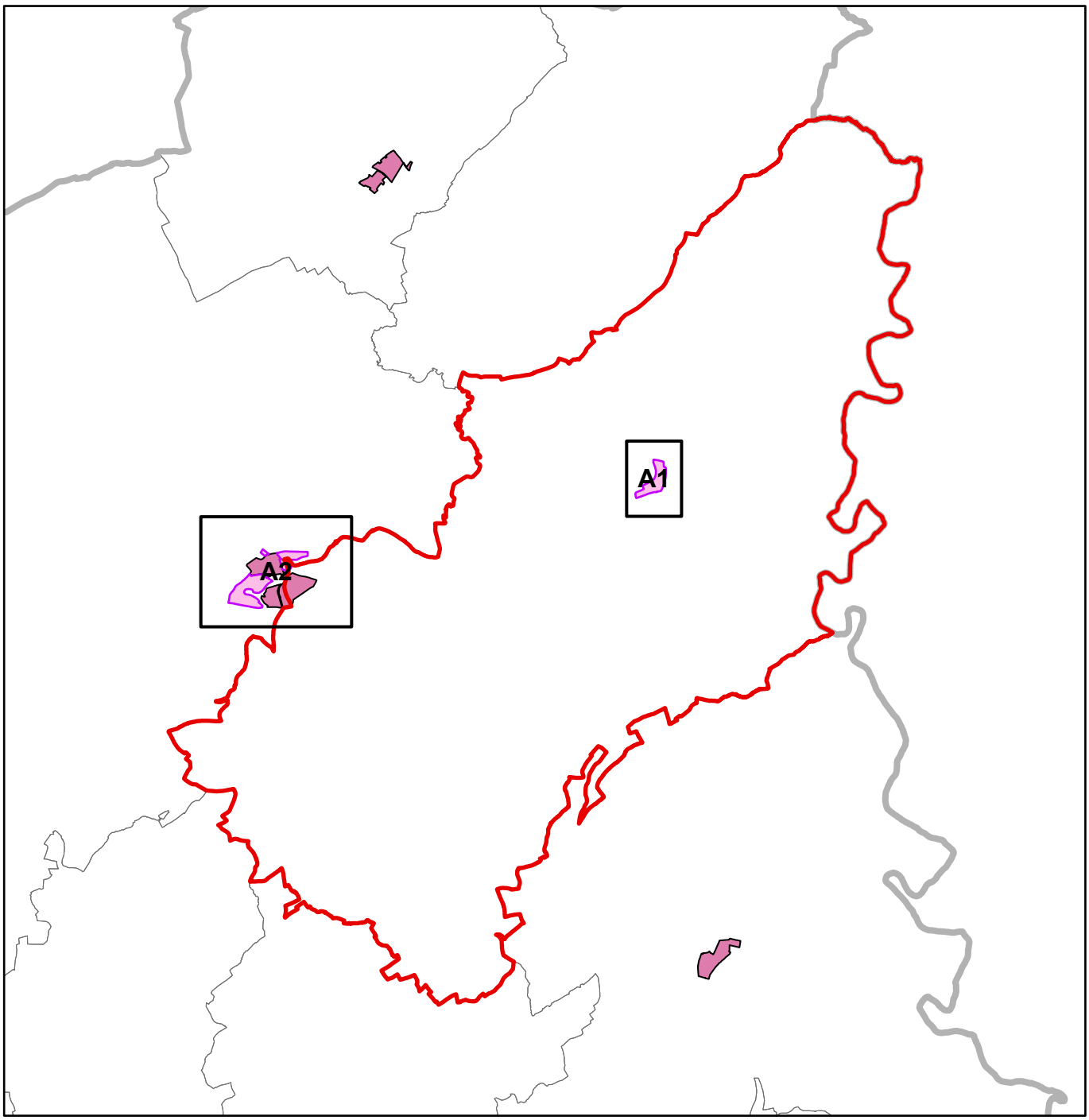
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Clervaux

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

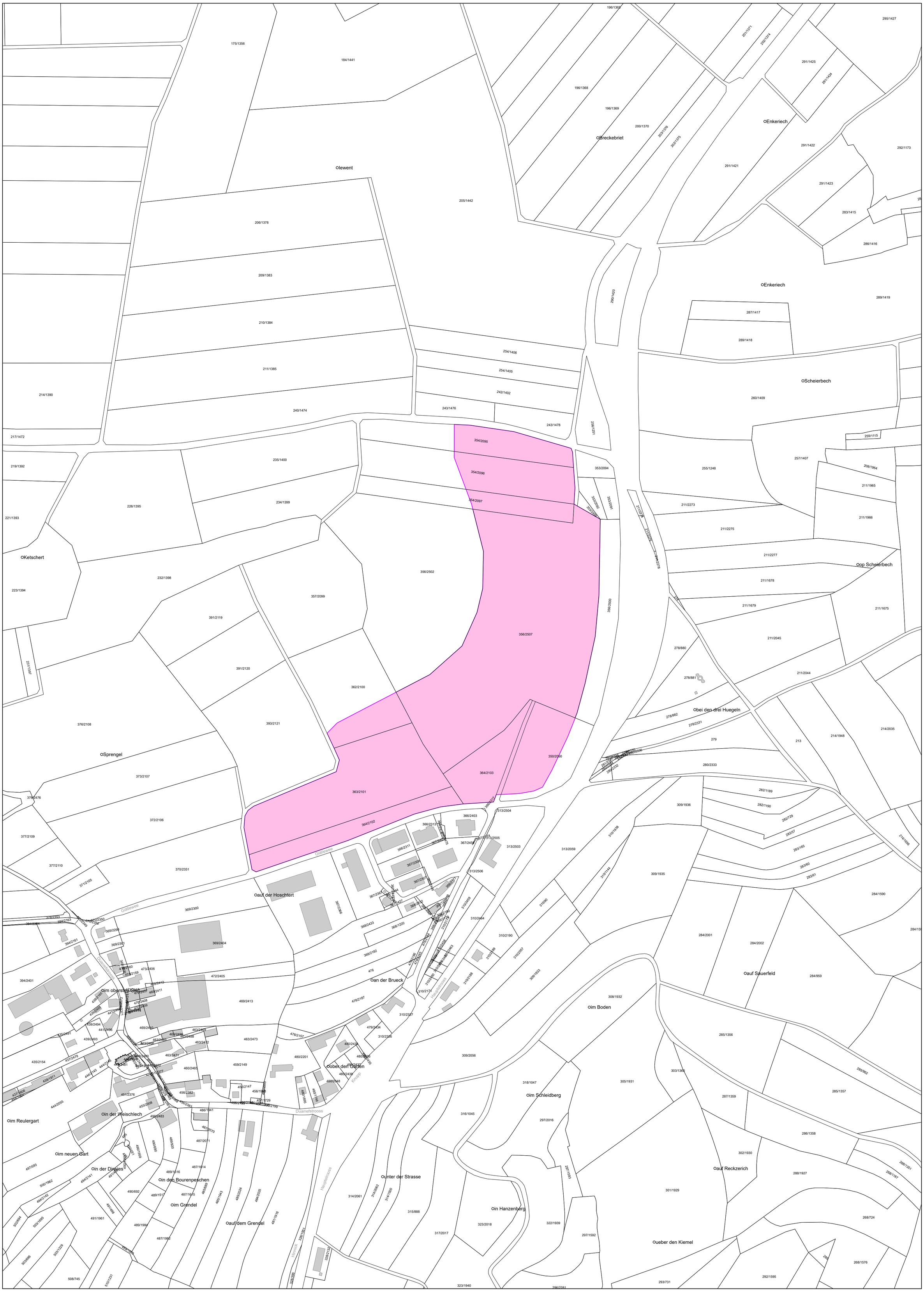
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

27. Fischbach/Clervaux

Commune de Clervaux

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

25. Eselborn/Lentzweiler et 26. Eselborn/Lentzweiler

Commune de Clervaux

Extrait A2



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

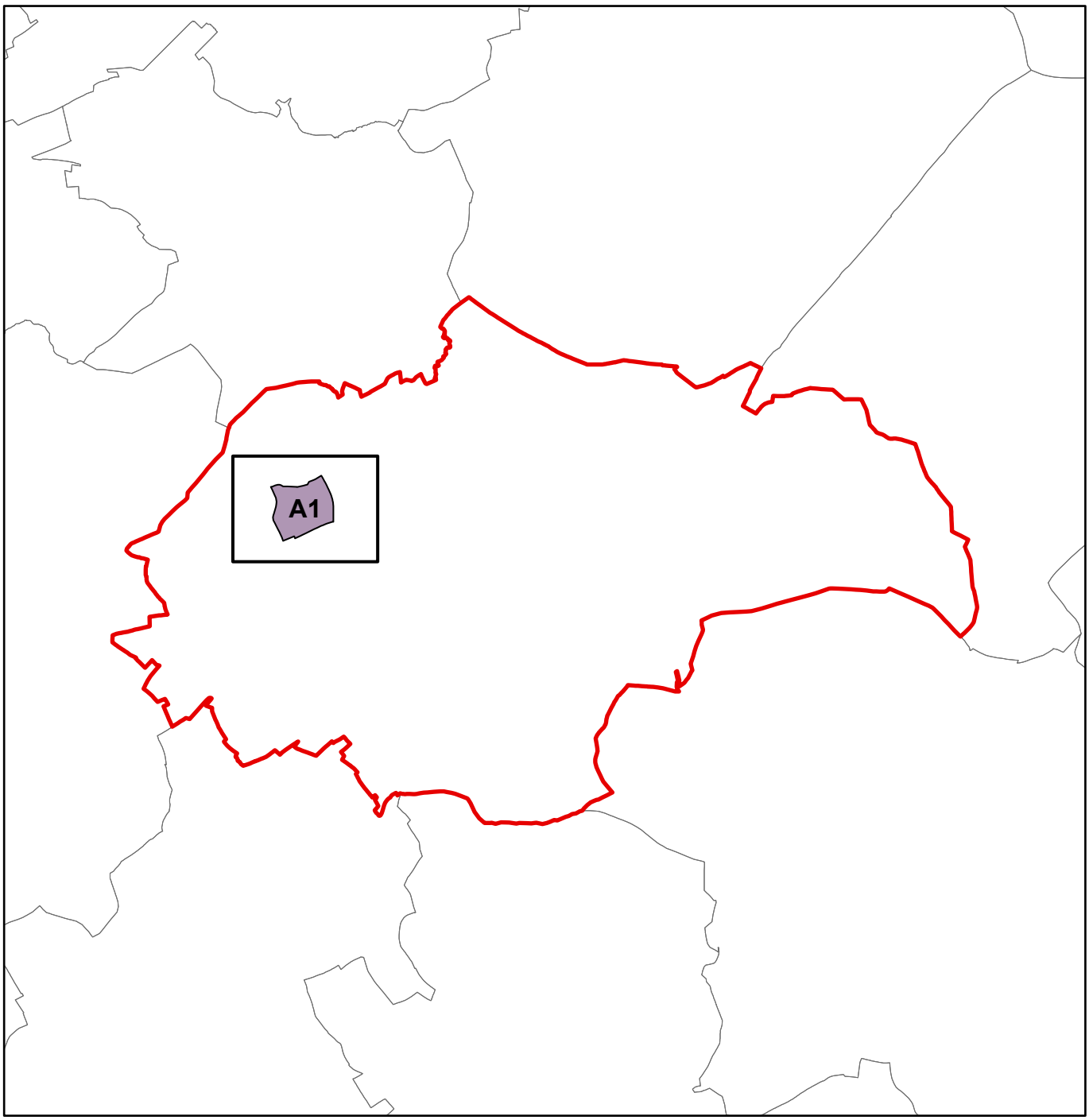
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Contern

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

11. Contern (Weiergewan) – „Zone logistique"

Commune de Contern

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

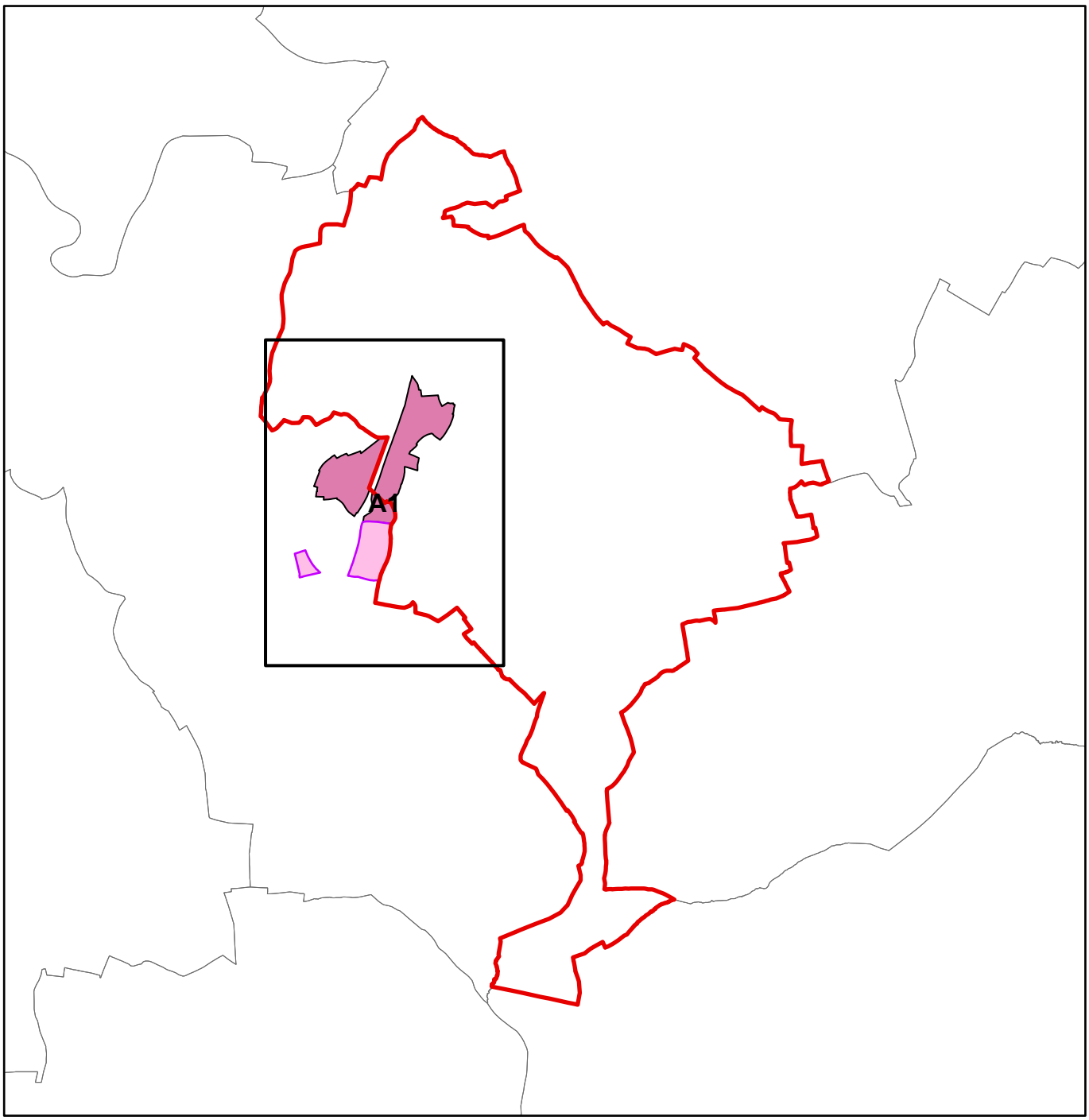
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Diekirch

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

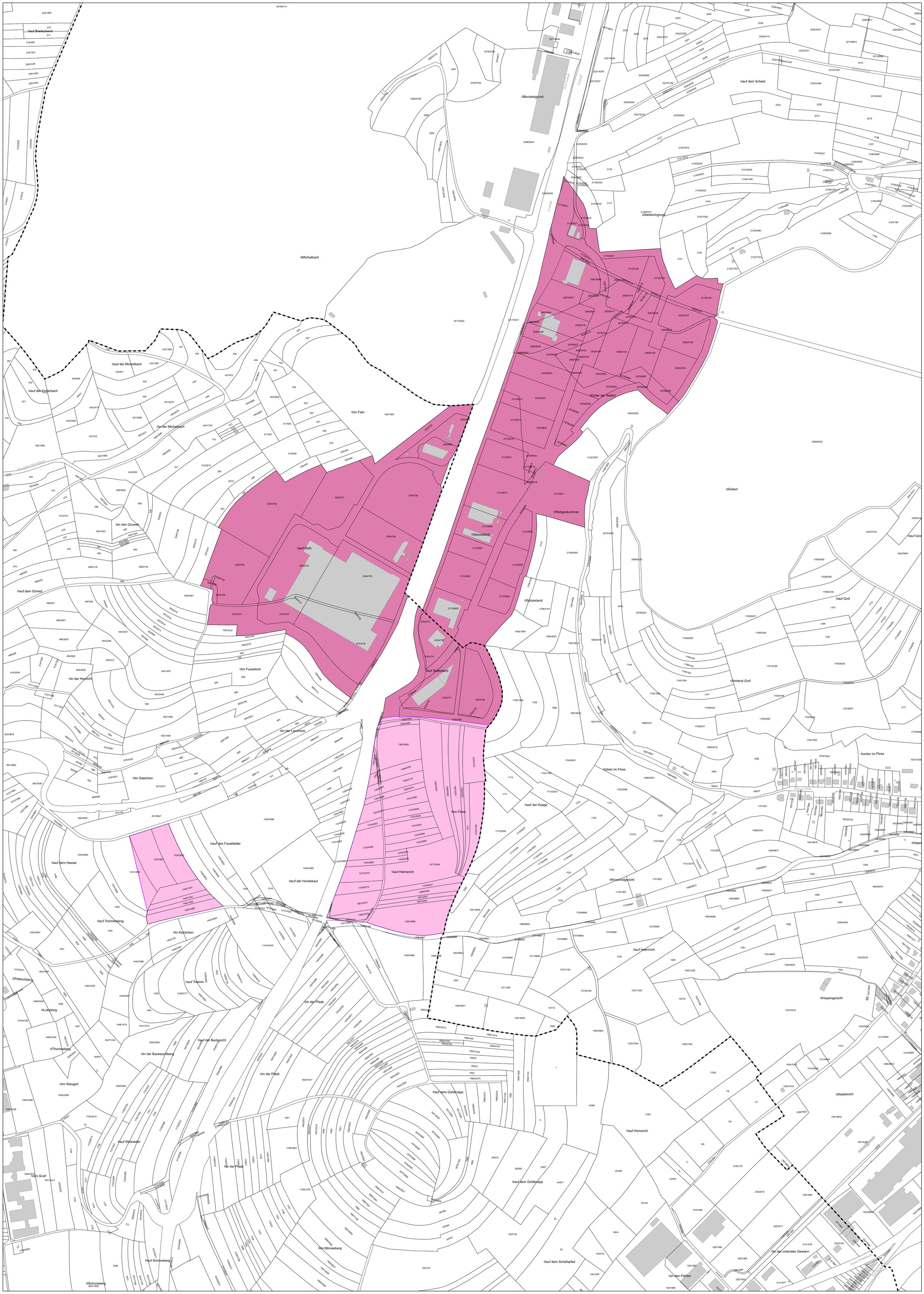
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

23a. Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)

Ville de Diekirch

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

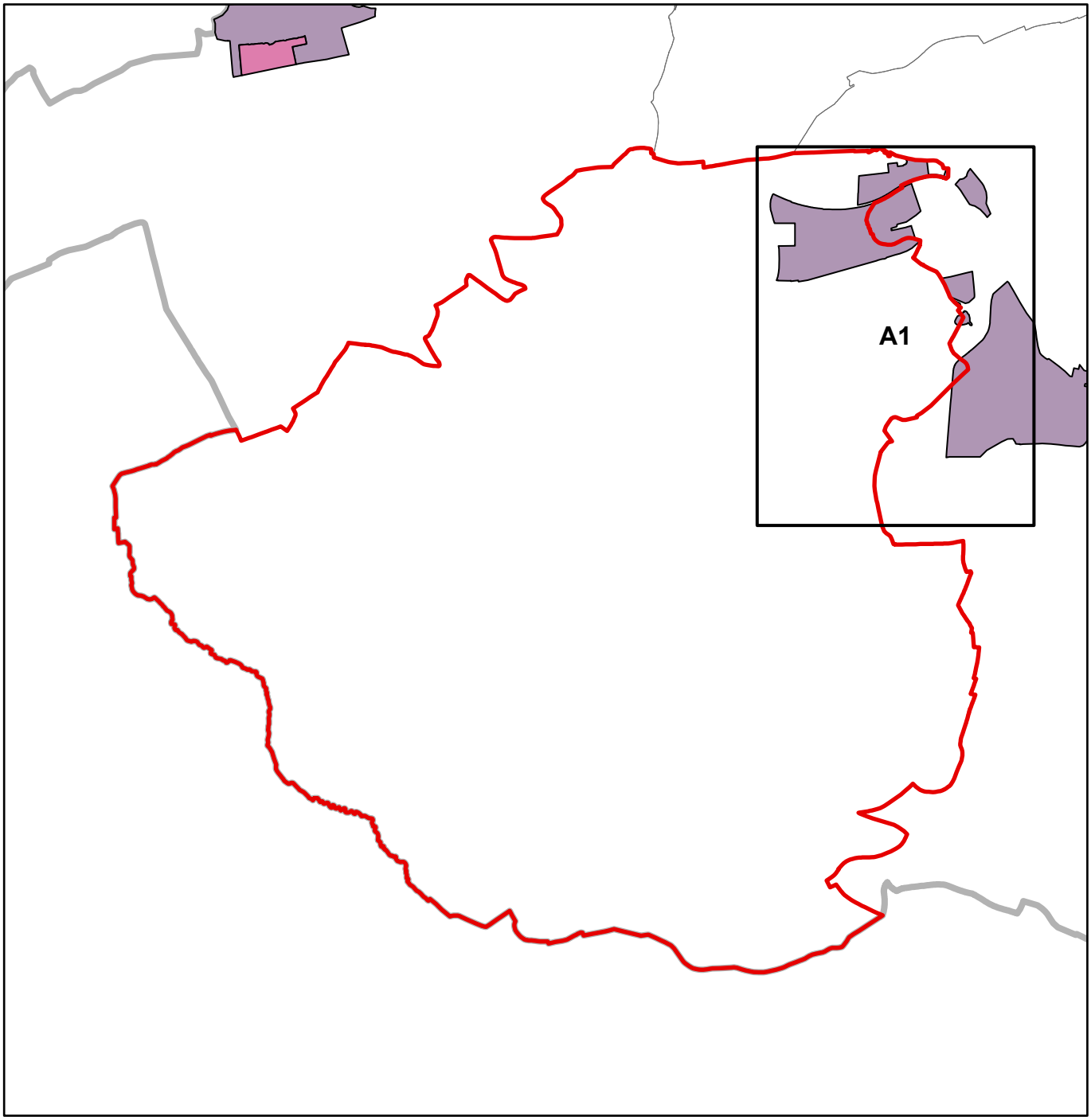
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Differdange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

54. Sanem (Gadderscheier)
et 12. Differdange/Sanem (Hahnebësch)

Ville de Differdange

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

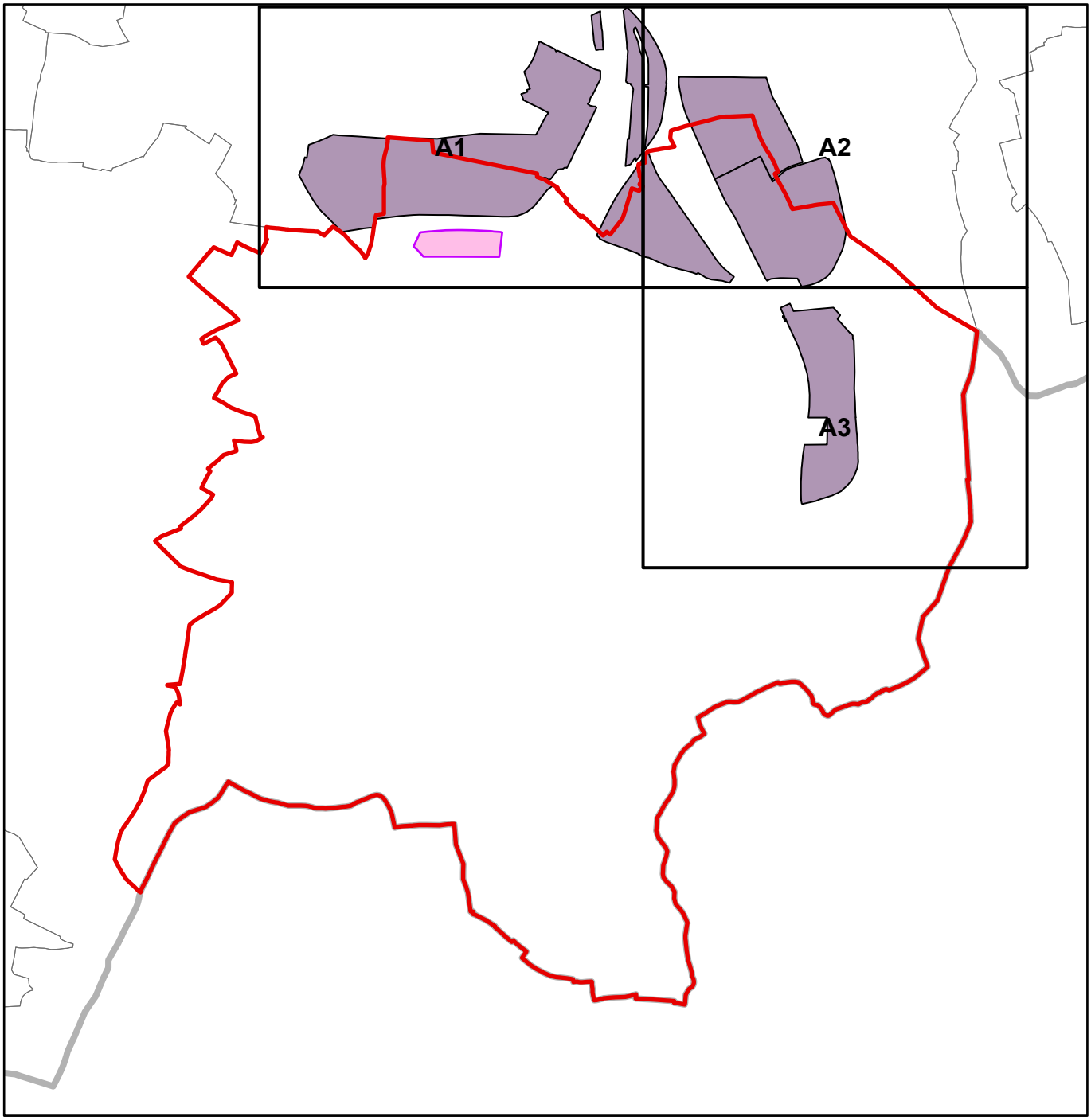
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Dudelange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

7. Bettembourg/Dudelange (Wolser E) – „Zone logistique",
9. Bettembourg/Dudelange (Wolser B)
et 13. Dudelange (Wolser C - Koibestrachen) – „Parc technologique"

Ville de Dudelange

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 180 200

N

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

1. Bettembourg (Wolser F - Krakelshaff), 5. Bettembourg/Dudelange (Wolser G - Eurohub-Sud) – „Zone logistique" et 7. Bettembourg/Dudelange (Wolser E) – „Zone logistique"

Ville de Dudelange

Extrait A2

OAgement
Oam Kap
Oam Schleckerberg
Oa Schleeck
Oa Blummen
ORootswiss
Oop der Zillerei
OKrackelsuecht
OKrakelshaff
OBraenewiss
OWwert der Weier
Oop Branebësch
OBranebësch
ODennerterweier
Oop Bëltgen
Oam Steerausch
Oop der Kandel
Oam Léier
Oop der Schnéier
Oop der Uechtbasch
Oam Krautwénkel
OMosselter
OHirekopp
Ogrouss Zeirdert
OKleng Zeirdert
OKazestrachen
OBircheschkopp
Obeim Kazen
Obei de Weieren
OBircheschlach
OHéngerbësch
Oan de Stéckgarden
Oan der Staudheck
Ohéschent den Huergaarden
OHellëngeschbësch
OGrousshuergert
Ovischt Kandel
Ohénnescht Kandel
ORecherskischtgen
Route de Mondorf
Route de Reckange
Route de Hesperange
Route de Peppange
Route de Rémerdange
Route de Luxembourg
Rue d'Alsace
Rue de Noertzange
Rue de Dudelange
Rue de Bettembourg
Rue de Kayl
Rue de Rodange
Rue de Pétange
Rue de Differdange
Rue de Longwy
Rue de Rumelange
Rue de Volmerange
Rue de Villerupt
Rue de Micheville
Rue de Belval
Rue de Schifflange
Rue de Frisange
Rue de Roeser
Rue de Bascharage
Rue de Clemency
Rue de Garnich
Rue de Capellen
Rue de Mamer
Rue de Steinfort
Rue de Koerich
Rue de Kehlen
Rue de Holzem
Rue de Strassen
Rue de Bertrange
Rue de Mamer
Rue de Leudelange
Rue de Roodt
Rue de Cessange
Rue de Hagen
Rue de Hassel
Rue de Clausen
Rue de Luxembourg
Rue de Hollerich
Rue de Strasbourg
Rue de Gasperich
Rue de Howald
Rue de Hesperange
Rue de Reckange
Rue de Mondorf
Rue de Peppange
Rue de Rémerdange
Rue de Luxembourg
Rue d'Alsace
Rue de Noertzange
Rue de Dudelange
Rue de Bettembourg
Rue de Kayl
Rue de Rodange
Rue de Pétange
Rue de Differdange
Rue de Longwy
Rue de Rumelange
Rue de Volmerange
Rue de Villerupt
Rue de Micheville
Rue de Belval
Rue de Schifflange
Rue de Frisange
Rue de Roeser
Rue de Bascharage
Rue de Clemency
Rue de Garnich
Rue de Capellen
Rue de Mamer
Rue de Steinfort
Rue de Koerich
Rue de Kehlen
Rue de Holzem
Rue de Strassen
Rue de Bertrange
Rue de Mamer
Rue de Leudelange
Rue de Roodt
Rue de Cessange
Rue de Hagen
Rue de Hassel
Rue de Clausen
Rue de Luxembourg
Rue de Hollerich
Rue de Strasbourg
Rue de Gasperich
Rue de Howald

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

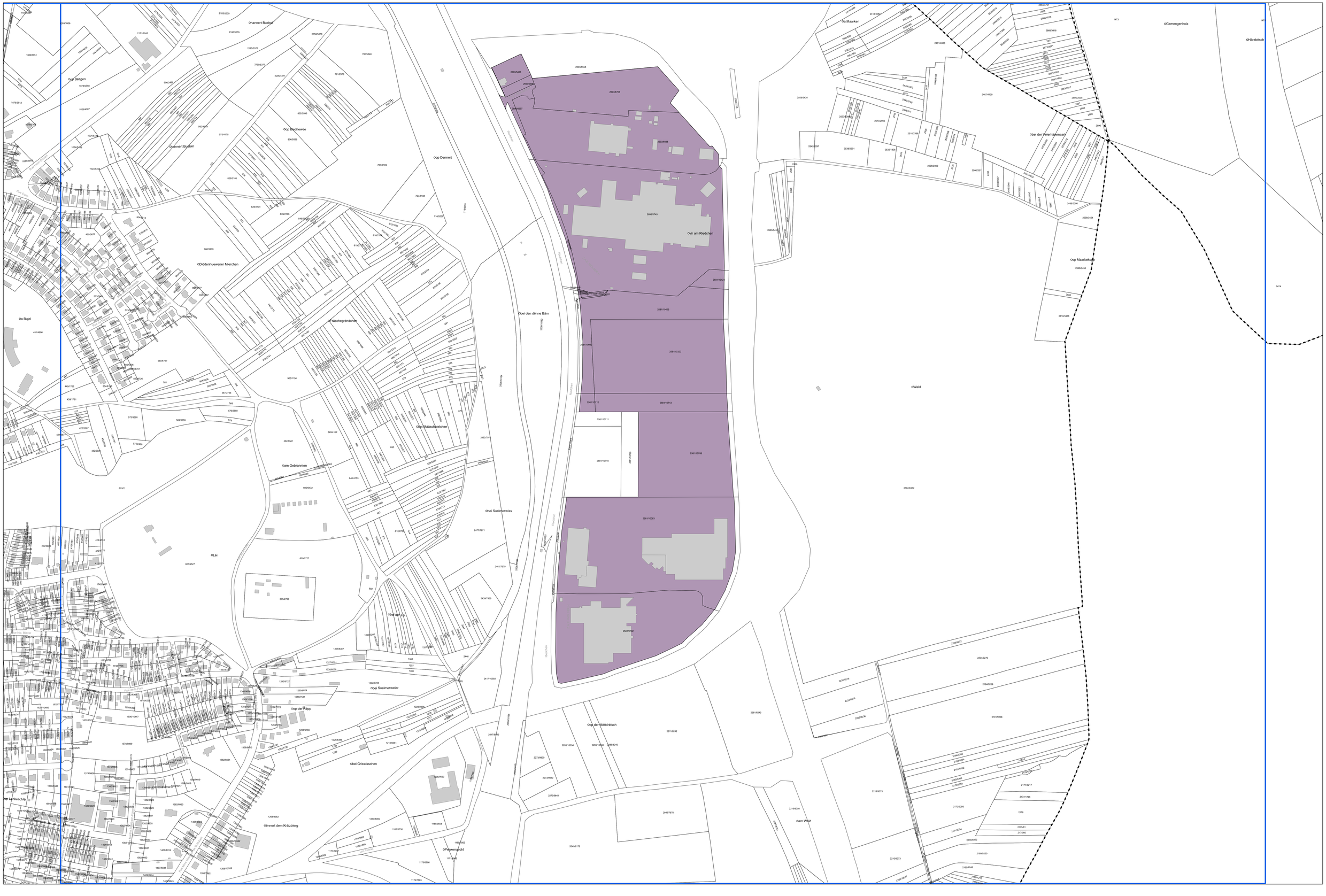
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

14. Dudelange (Wolser H -Riedchen)

Ville de Dudelange

Extrait A3



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

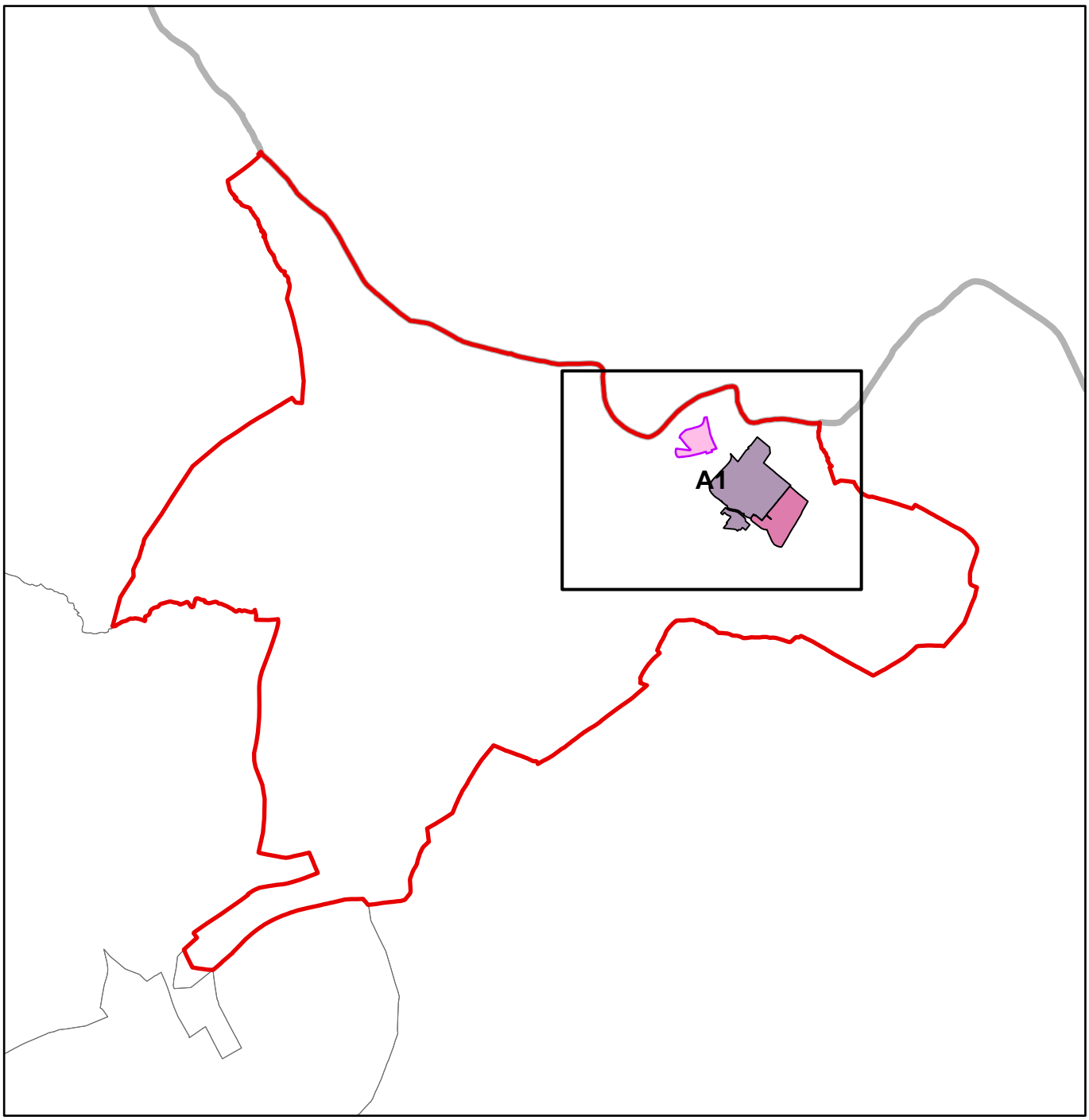
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville d'Echternach

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

15. Echternach, 16. Echternach
et 17. Echternach (Schmatzuecht)

Ville d'Echternach

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

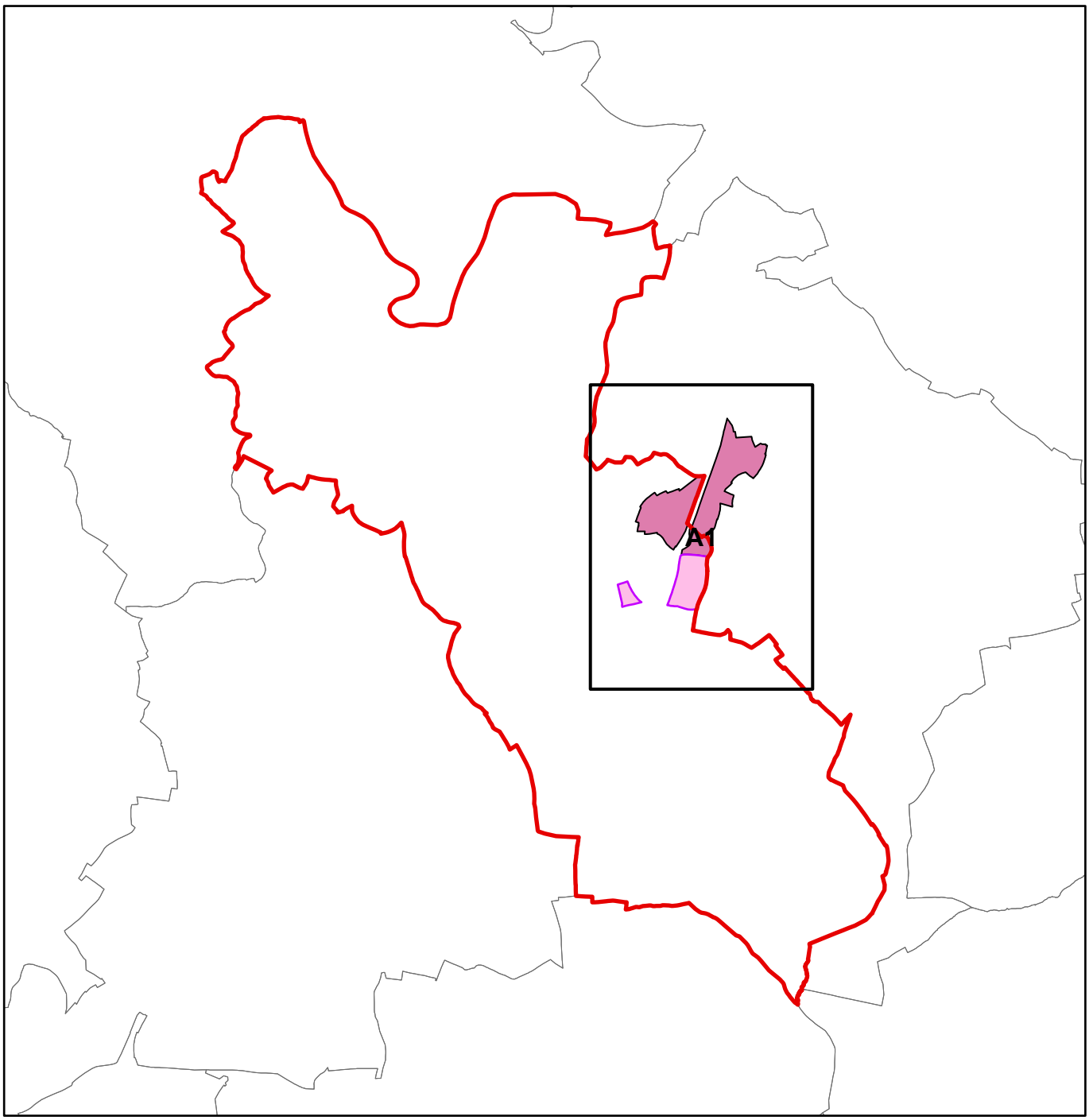
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune d'Erpeldange-sur-Sûre

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

23a. Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)
et 23b. Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)

Commune d'Erpeldange-sur-Sûre

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

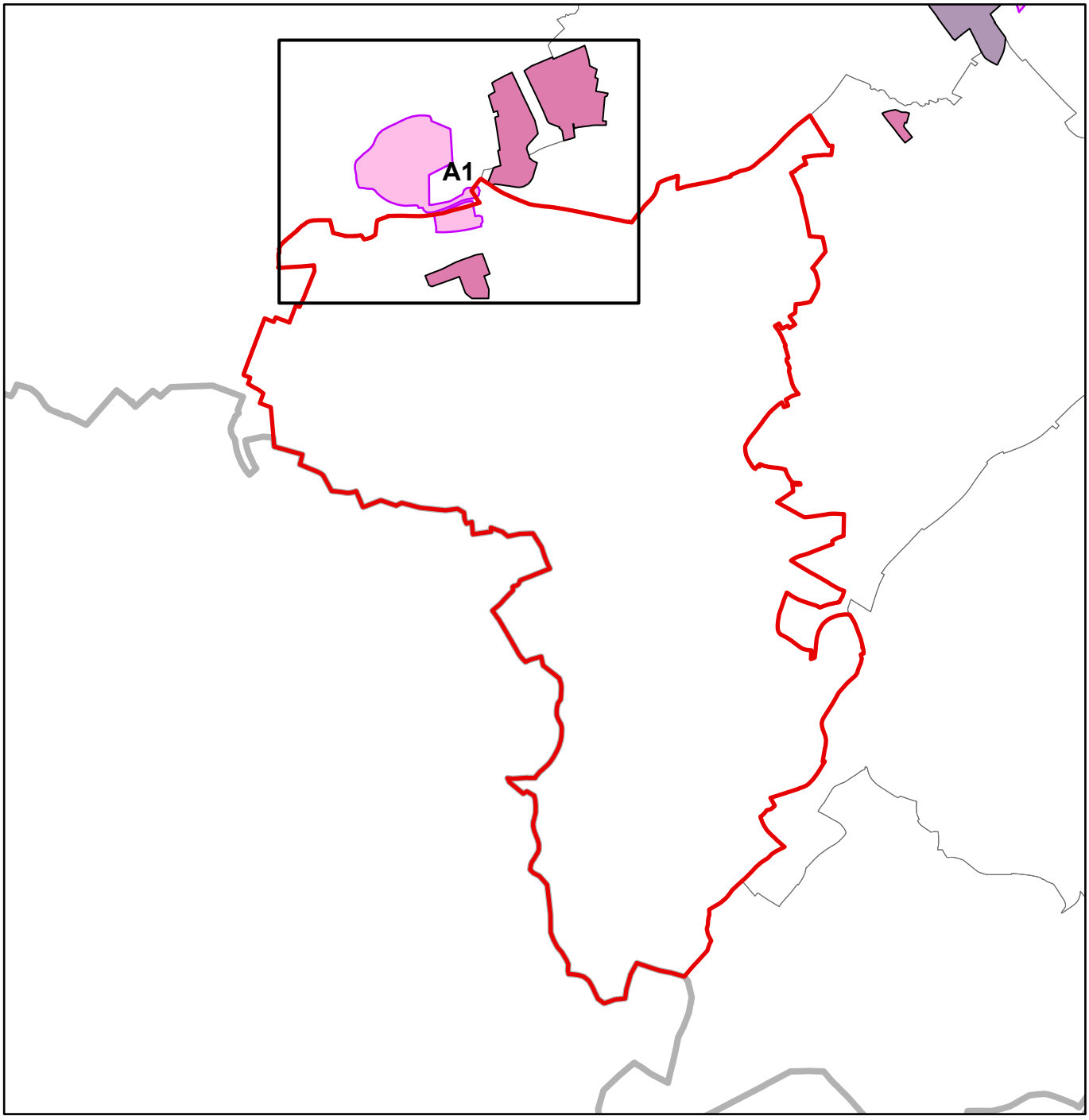
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville d'Esch-sur-Alzette

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

18. Ehlerange (Crassier)
et 24. Esch-sur-Alzette (a Sommet)

Ville d'Esch-sur-Alzette

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

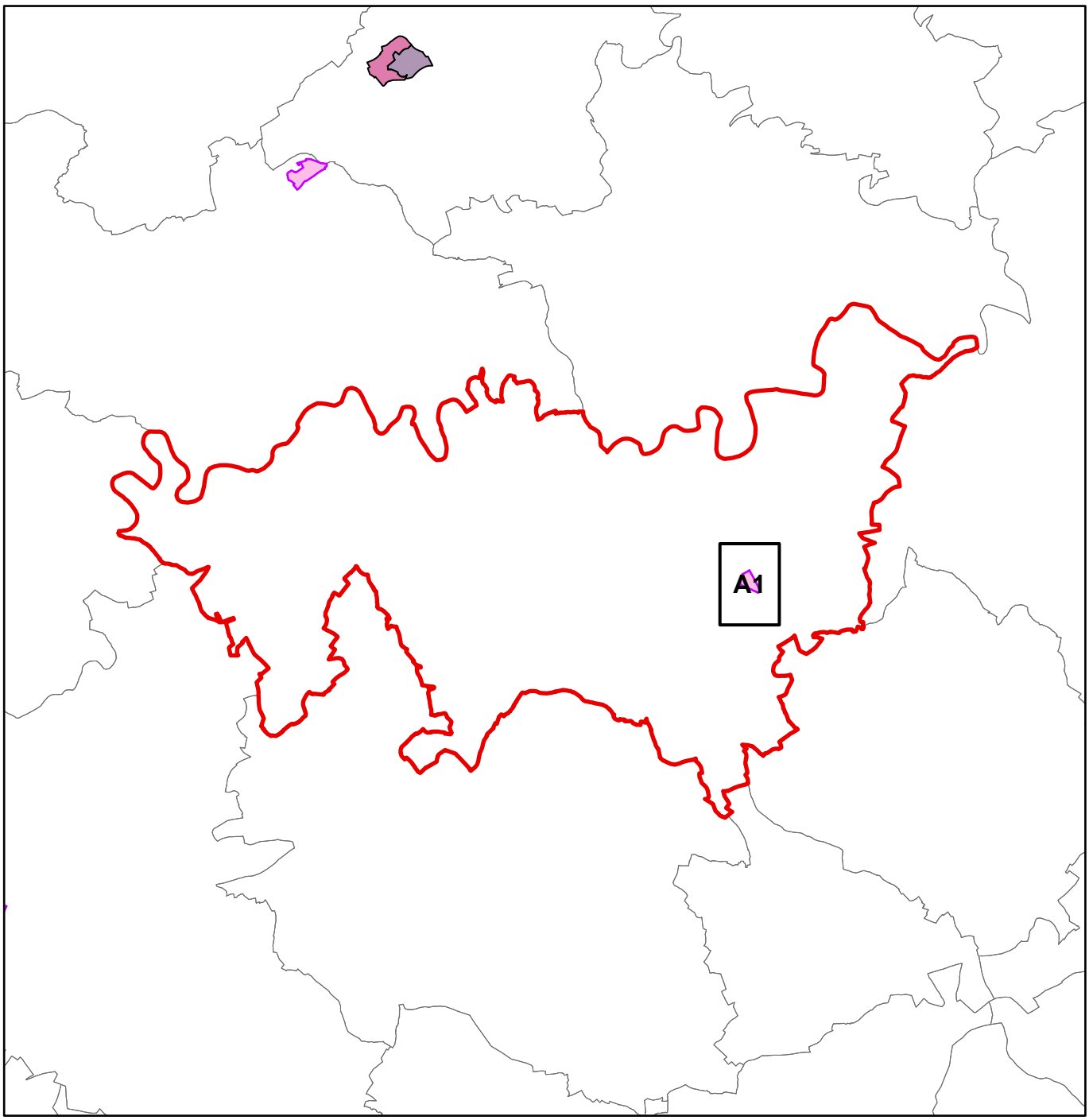
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune d'Esch-sur-Sûre

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

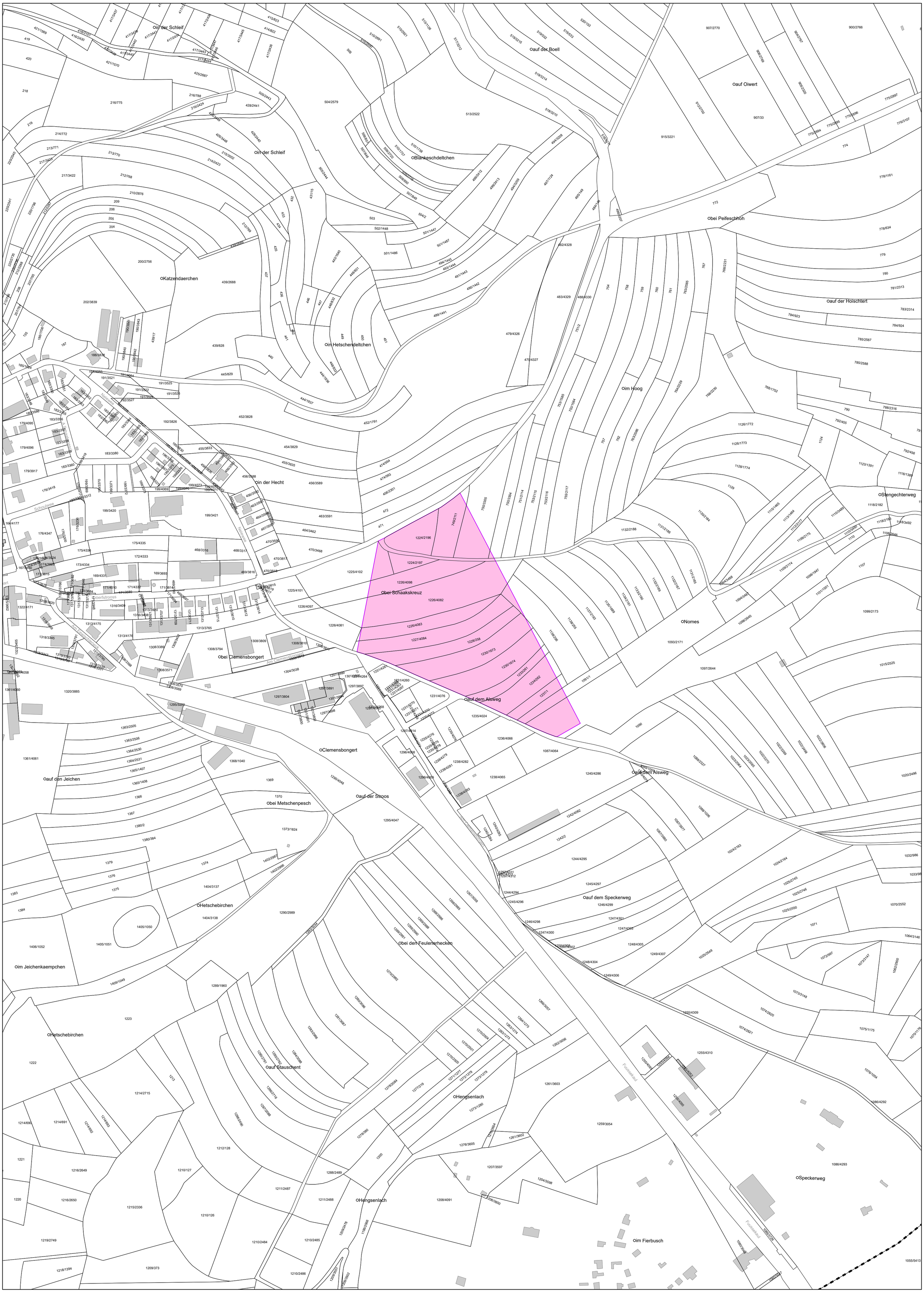
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

35. Heiderscheid

Commune d'Esch-sur-Sûre

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

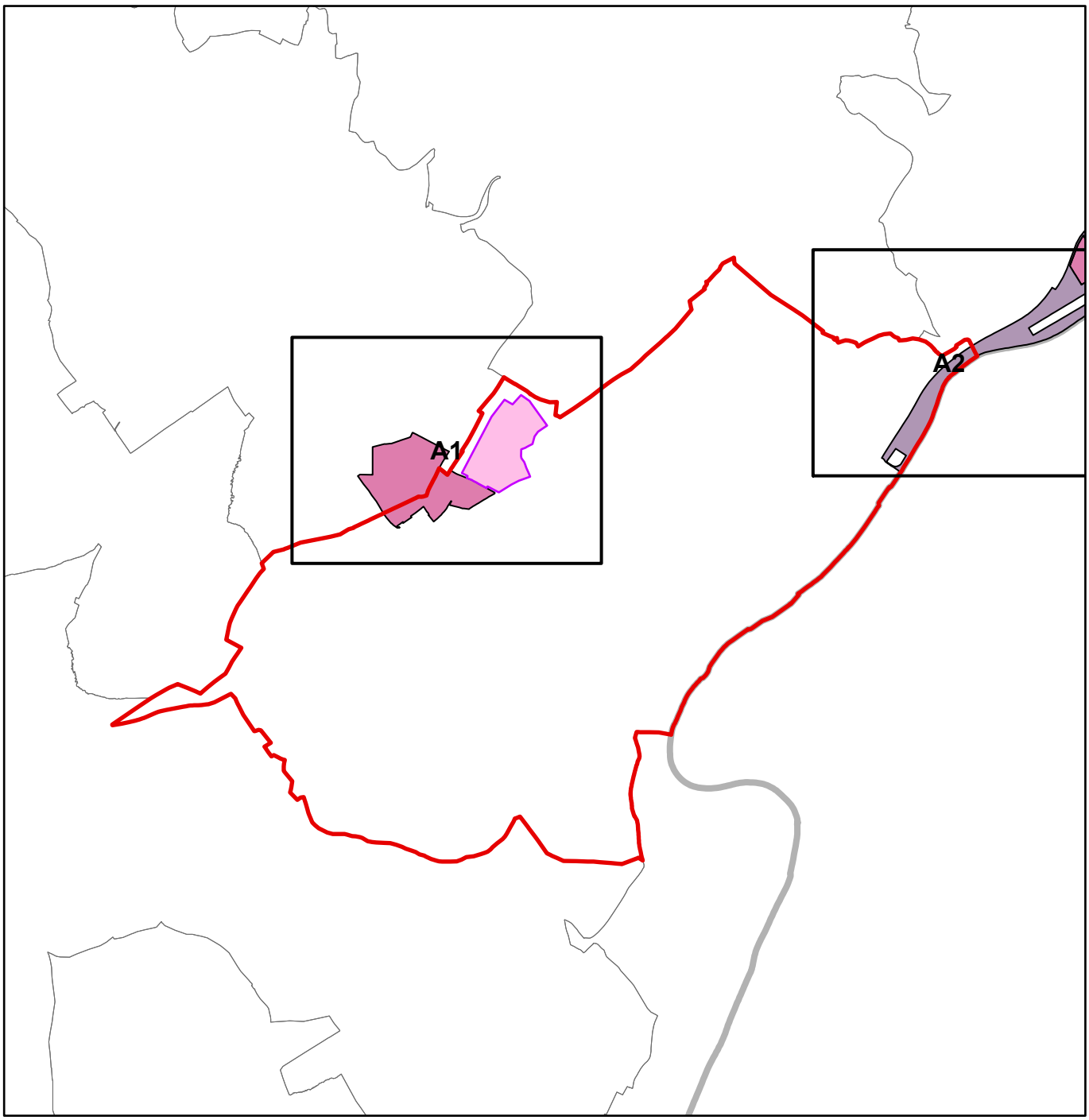
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Grevenmacher

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

32. Grevenmacher (Potaschbierg)
et 33. Grevenmacher (Potaschbierg)

Ville de Grevenmacher

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

42. Mertert (port) / Grevenmacher– „Zone portuaire"

Ville de Grevenmacher

Extrait A2

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

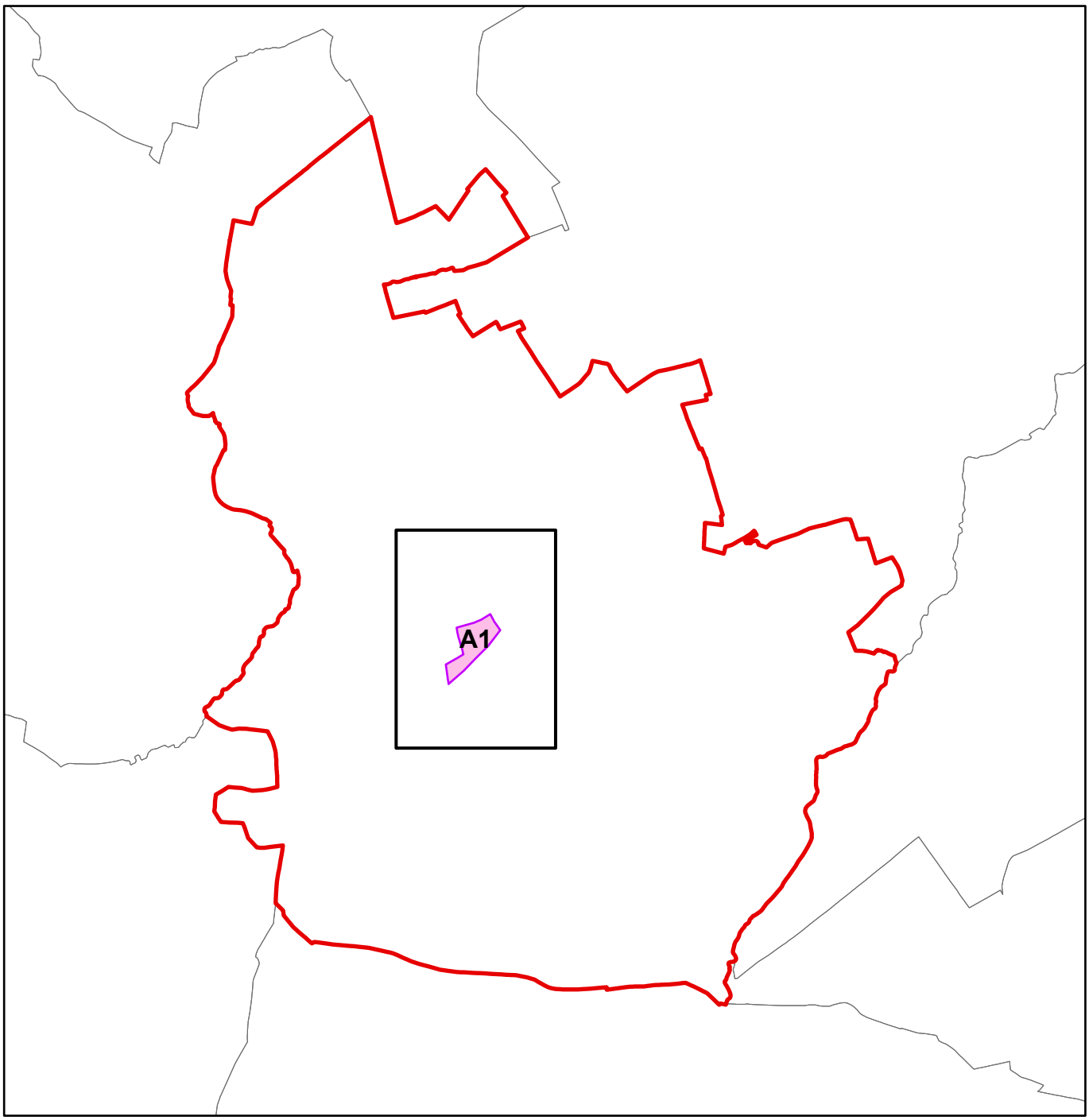
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Heffingen

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

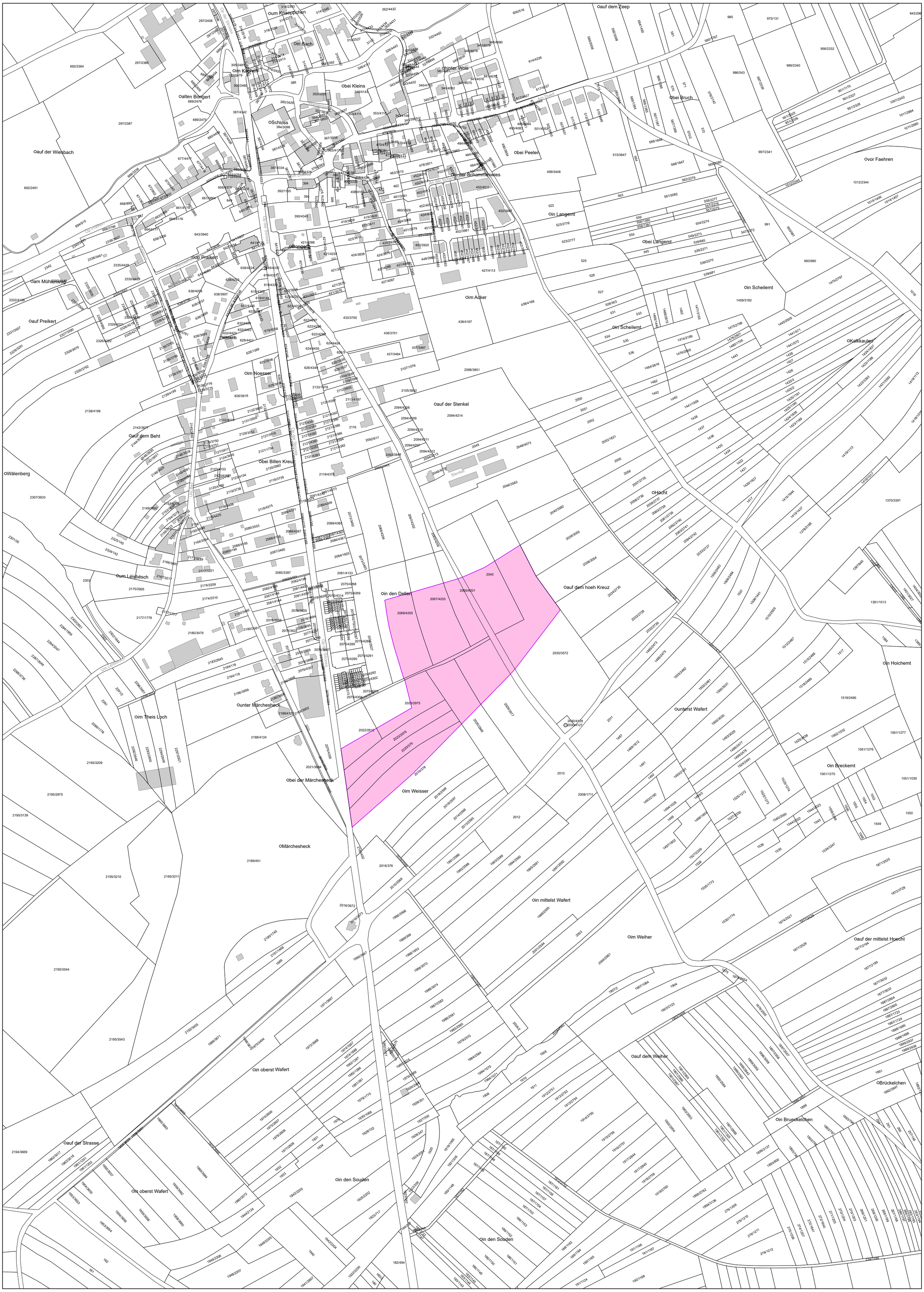
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

34. Heffingen

Commune de Heffingen

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

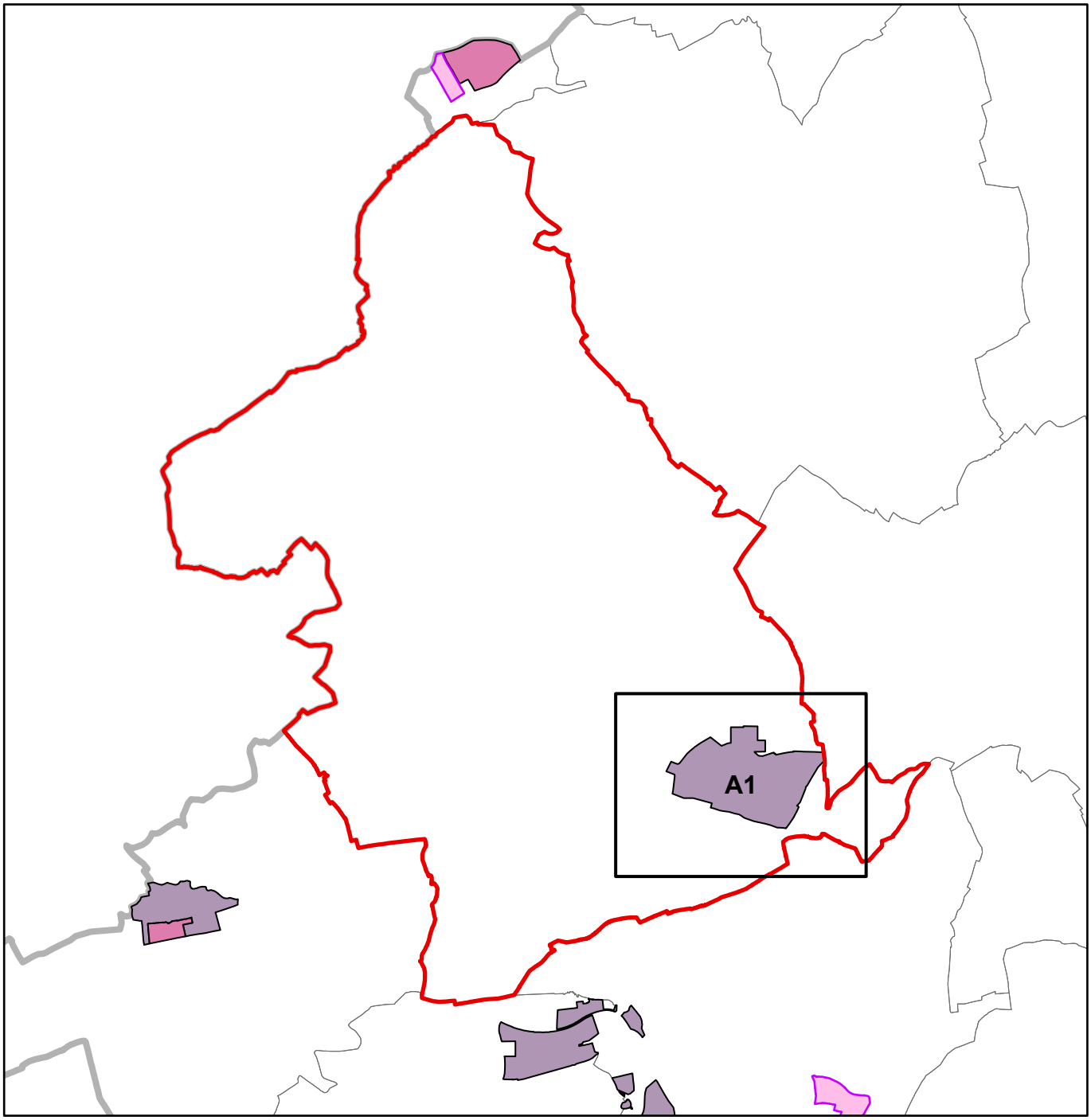
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Käerjeng

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

37. Käerjeng (Robert Steichen)

Commune de Käerjeng

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

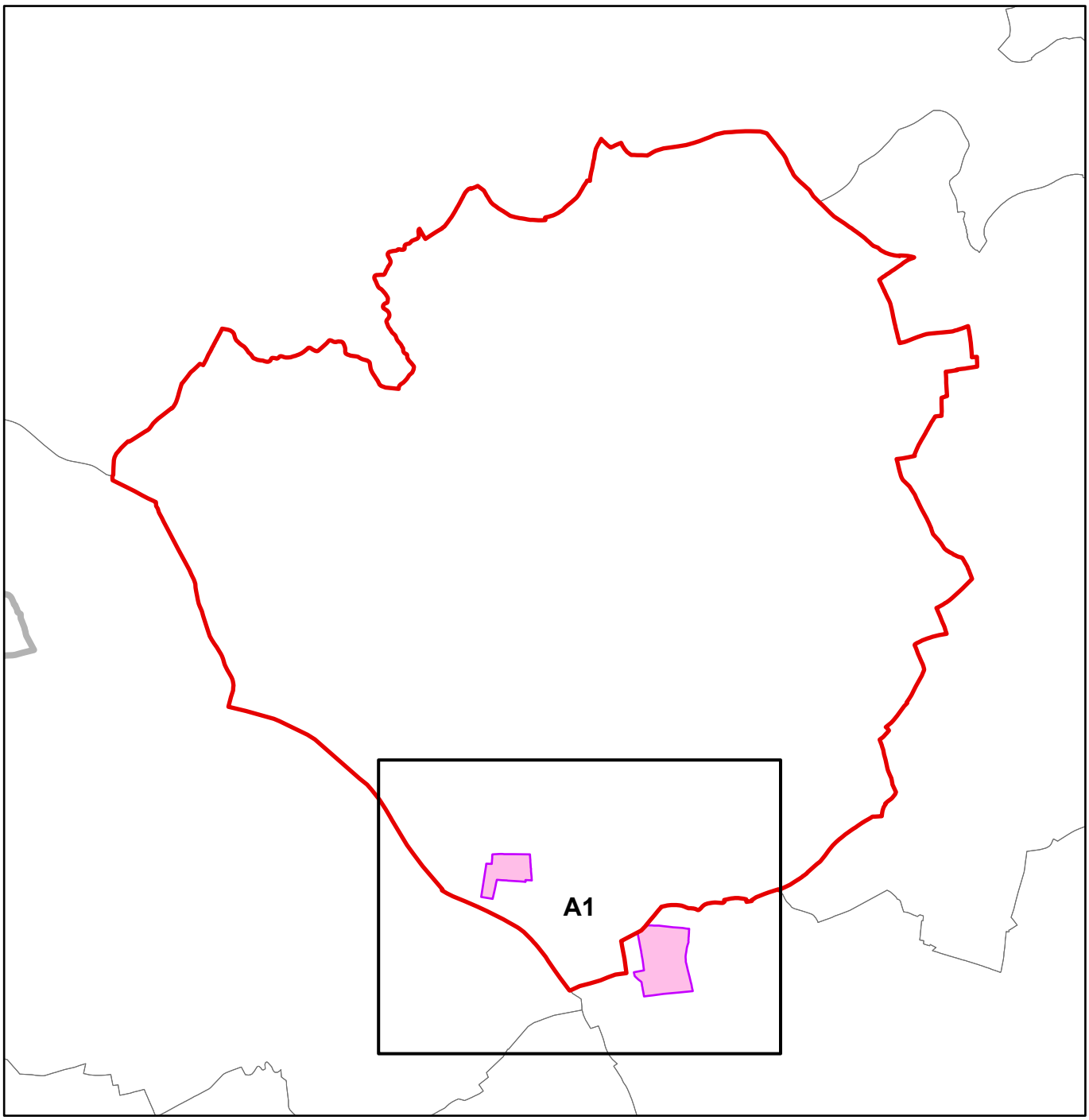
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Koerich

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

62. Koerich (Windhof)

Commune de Koerich

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

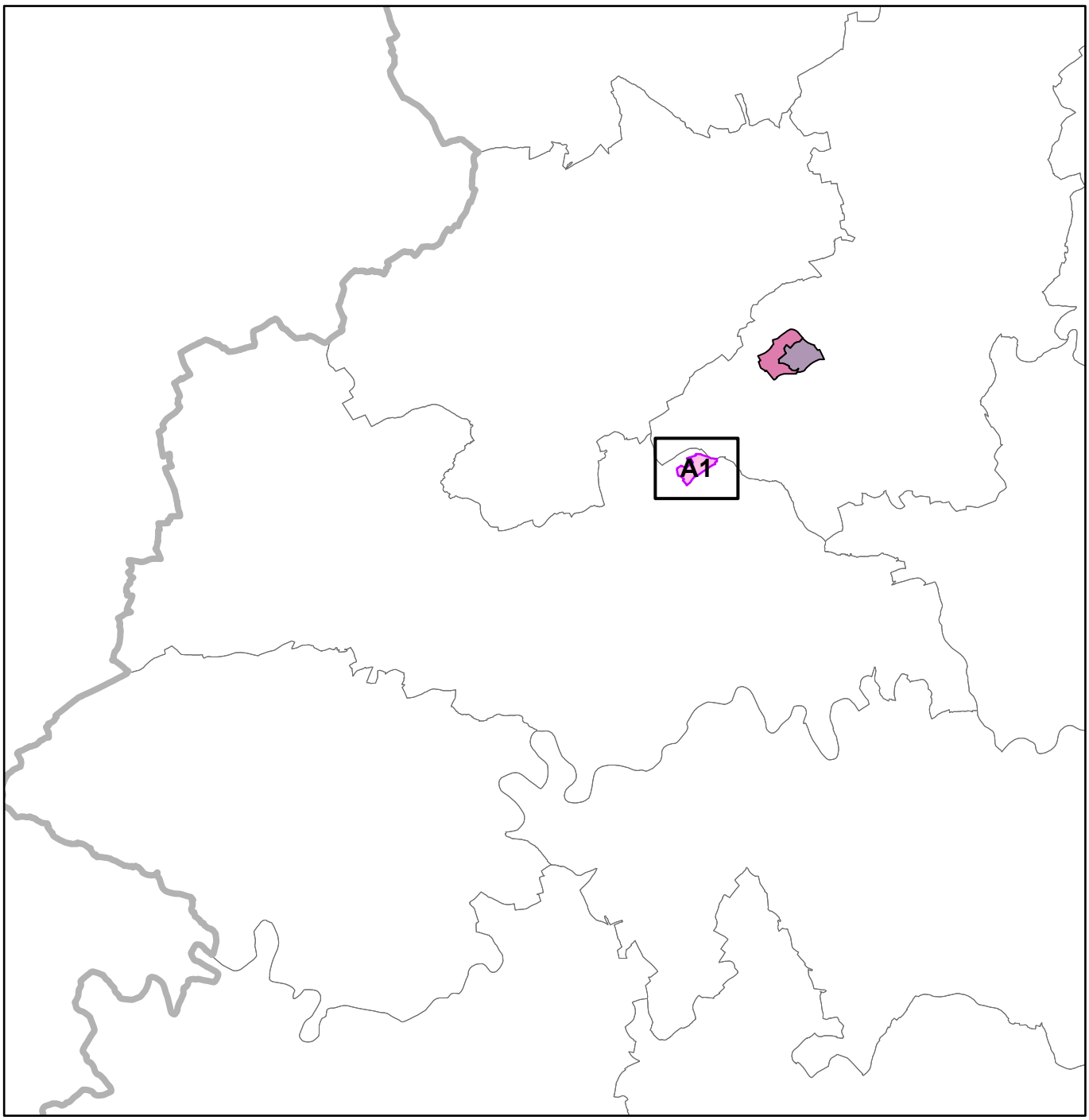
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune du Lac de la Haute Sûre

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

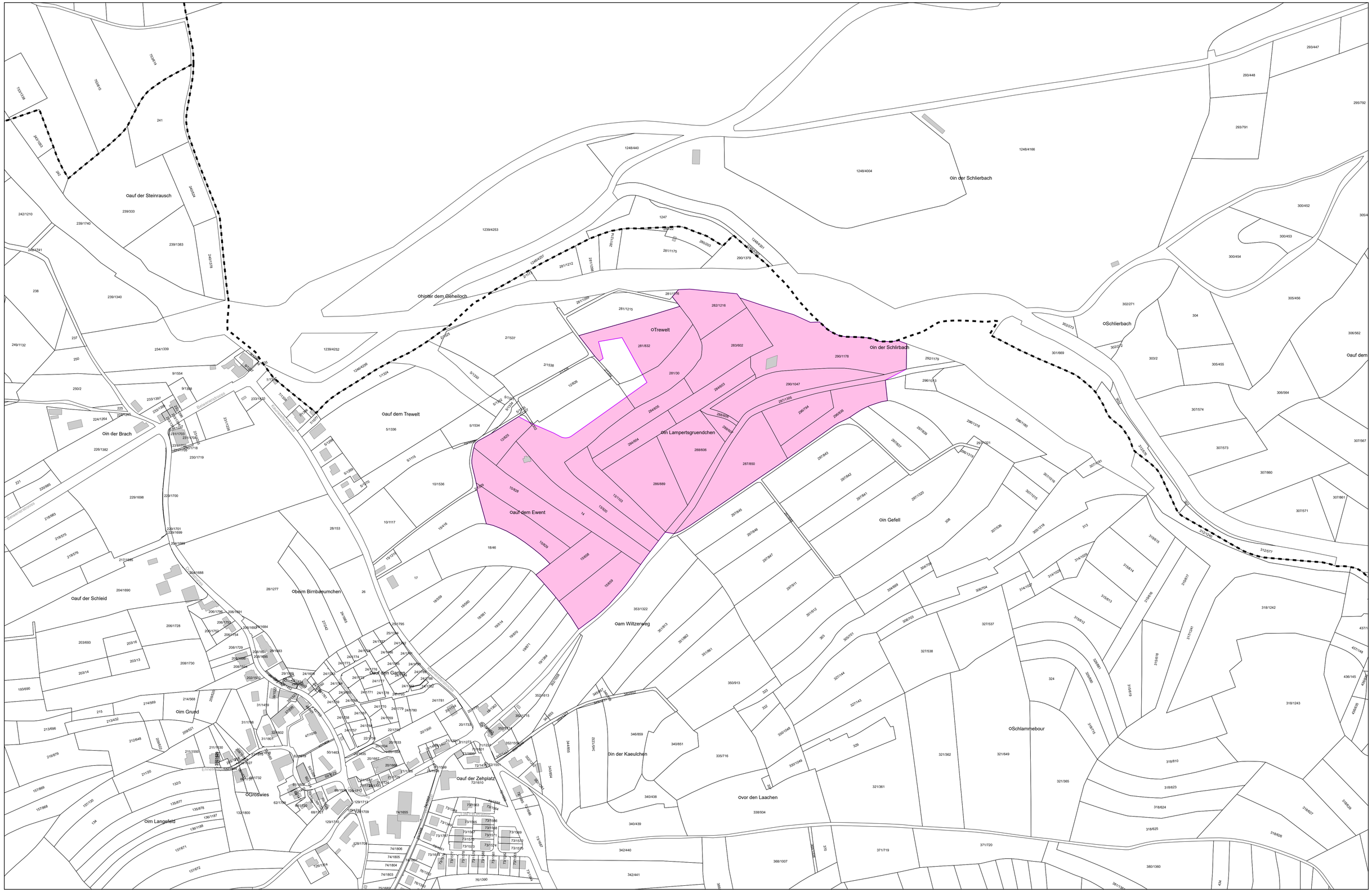
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

45. Nothum

Commune du Lac de la Haute-Sûre

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

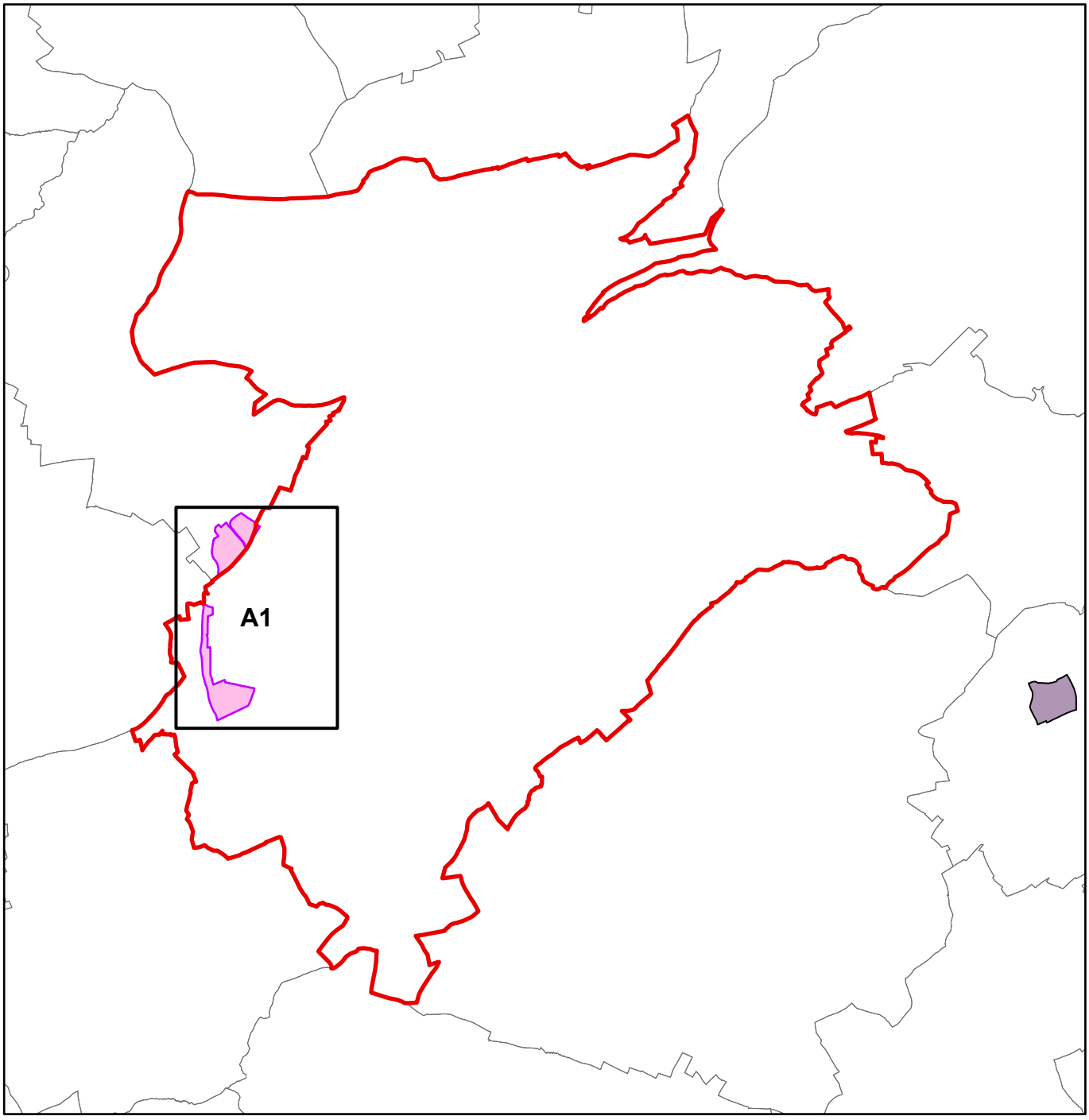
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Luxembourg

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

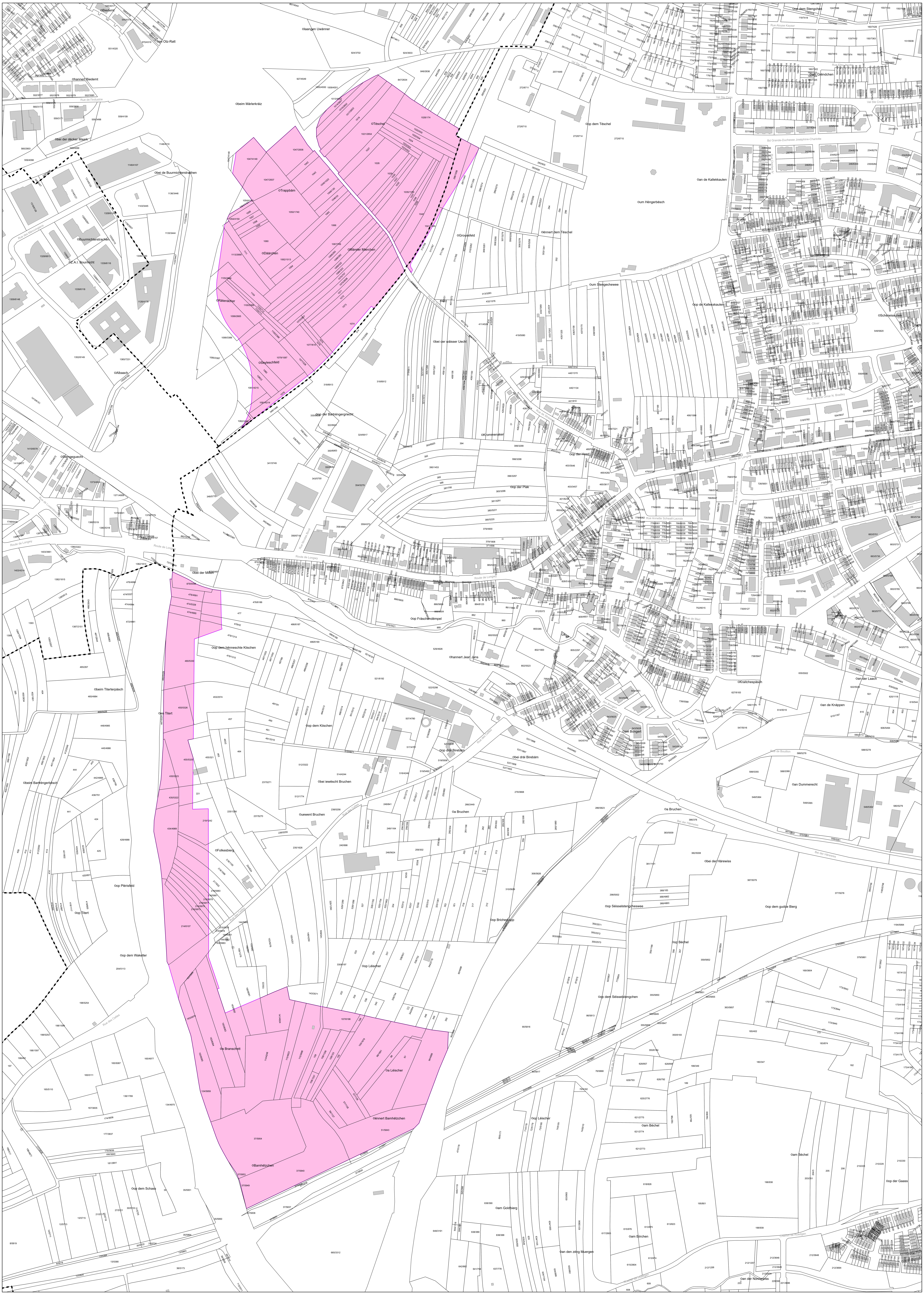
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

38. Luxembourg – Cessange et 39. Luxembourg/Strassen

Ville de Luxembourg

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

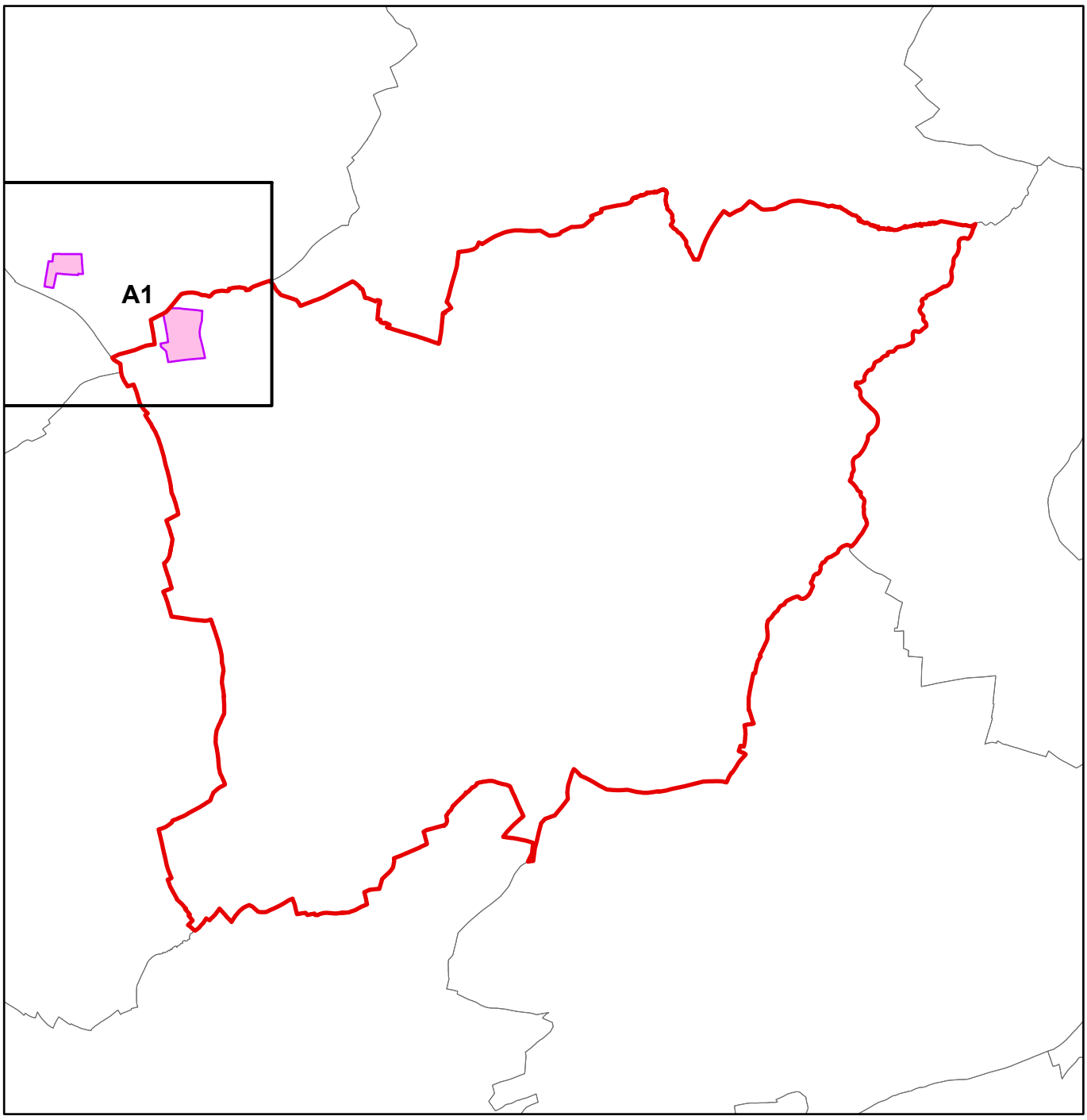
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Mamer

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

61. Mamer (Windhof)

Commune de Mamer

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

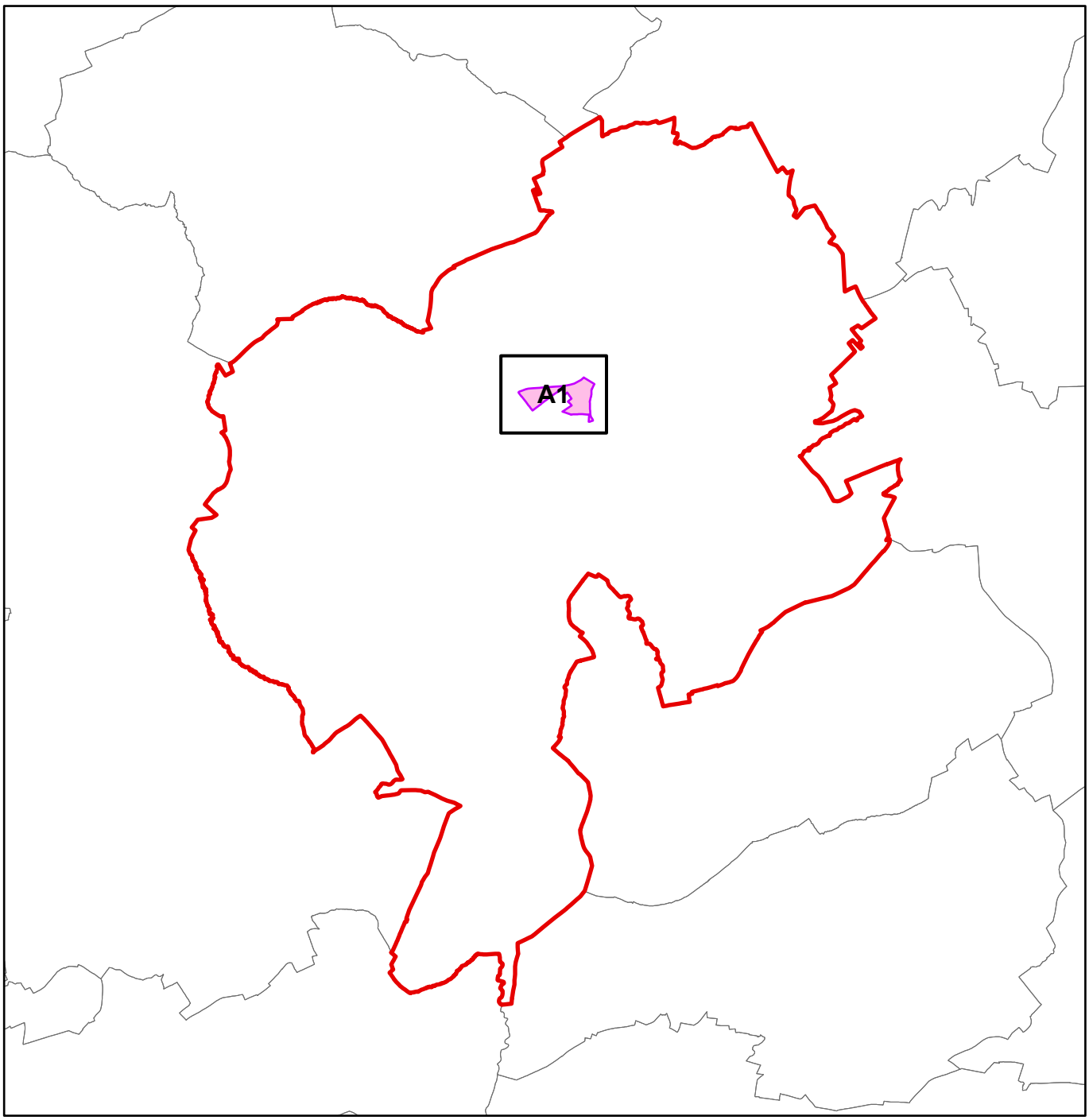
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Mersch

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

40. Mersch (Mierscherbierg)

Commune de Mersch

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

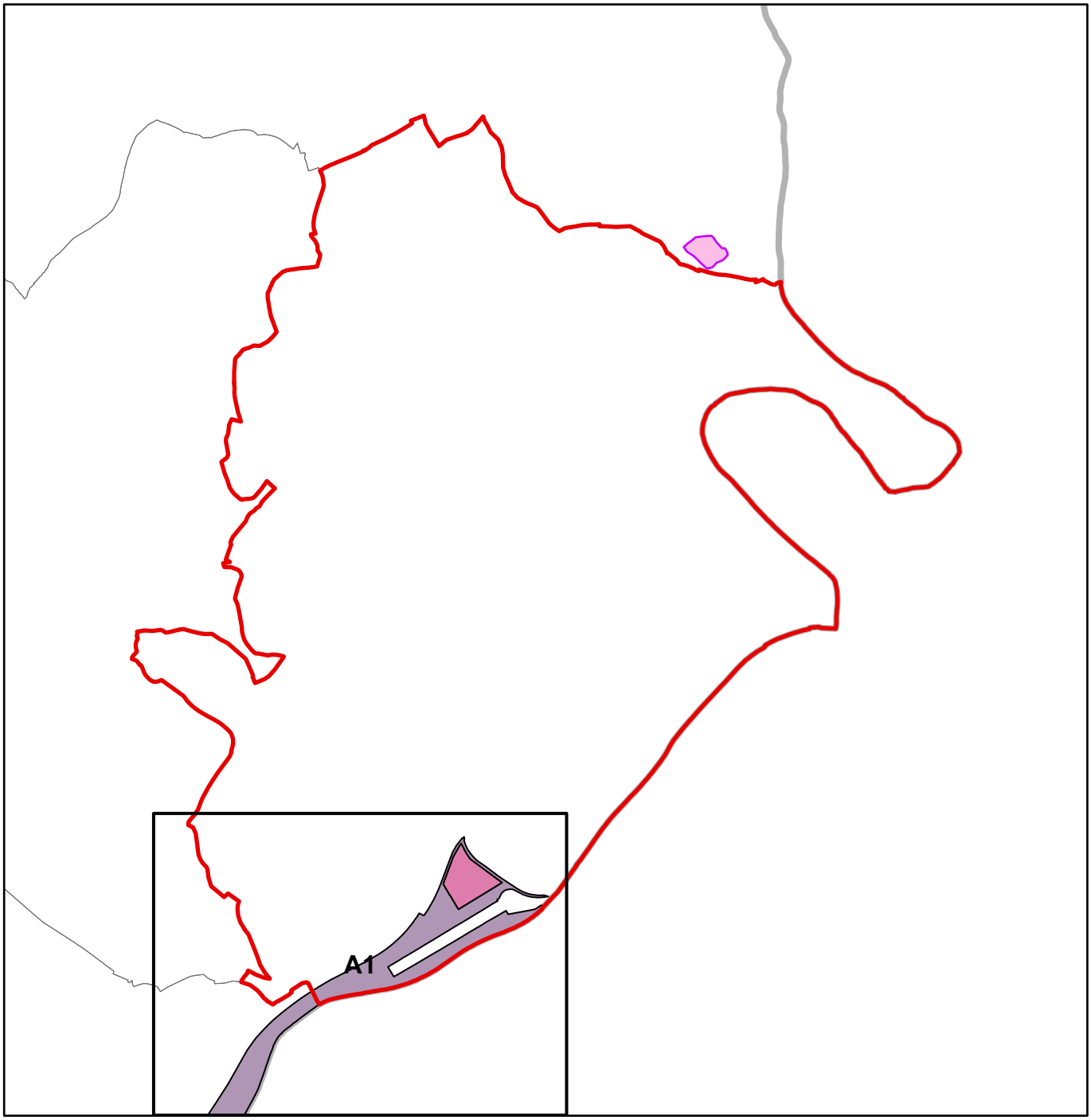
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Mertert

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

41. Mertert et 42. Mertert (port) / Grevenmacher - „Zone portuaire"

Commune de Mertert

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

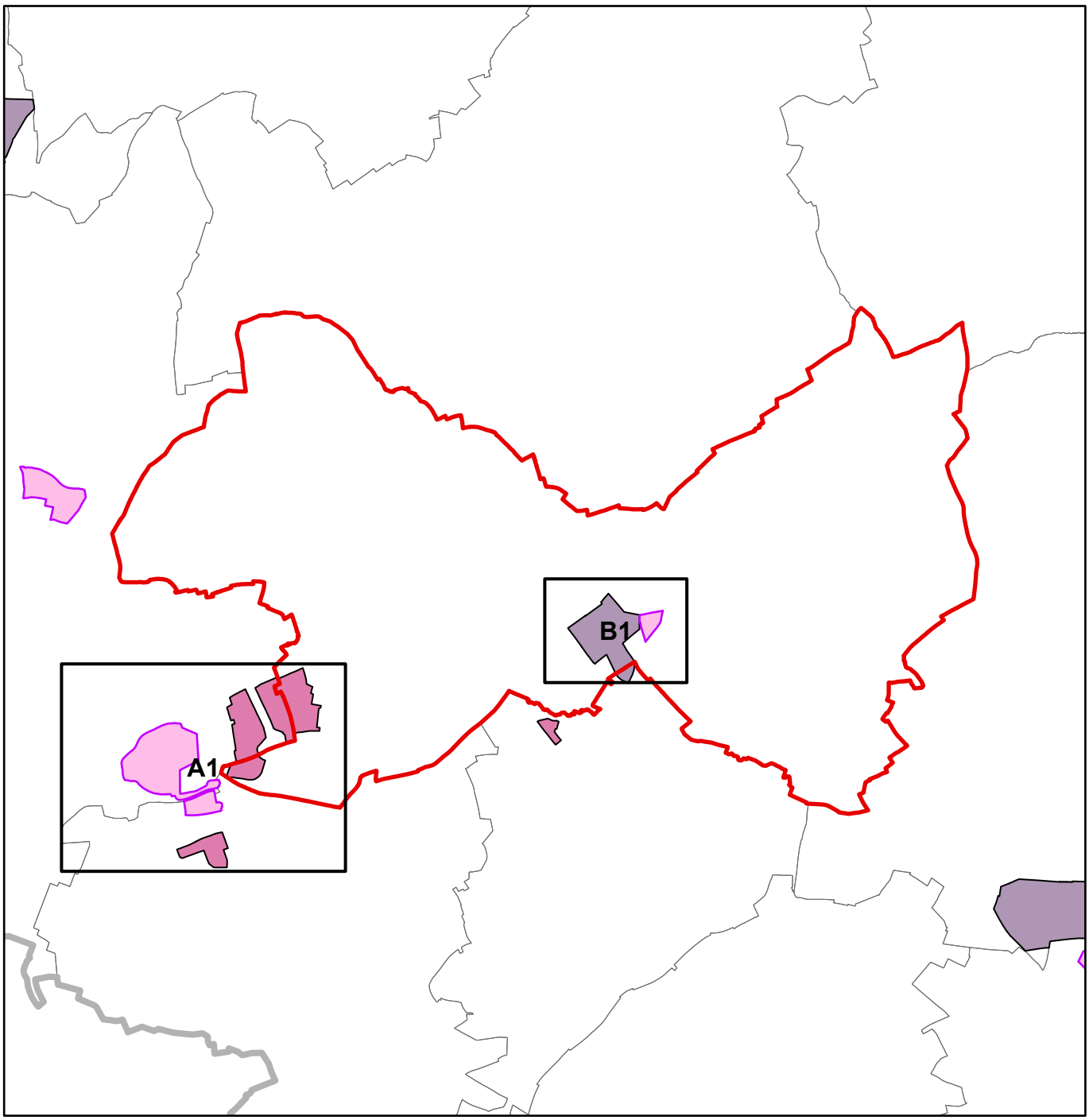
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Mondercange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

19. Ehlerange (ZARE-est)
et 20. Ehlerange (ZARE-ouest)

Commune de Mondercange

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

28. Foetz et 29. Foetz

Commune de Mondercange

Extrait B1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

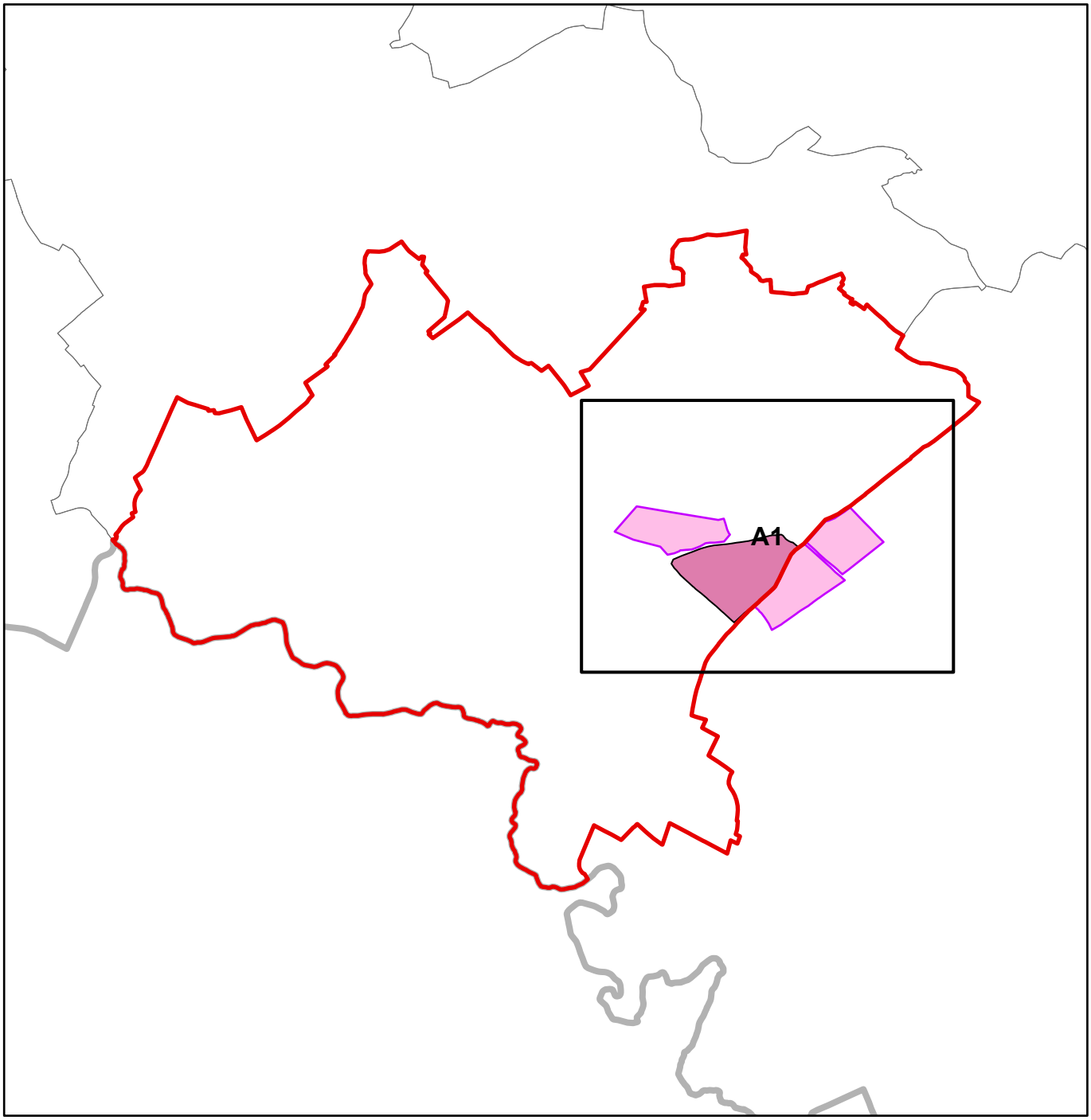
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Mondorf-les-Bains

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

21. Ellange-Gare (Triangle Vert)
et 22. Ellange-Gare (Triangle Vert)

Commune de Mondorf-les-Bains

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

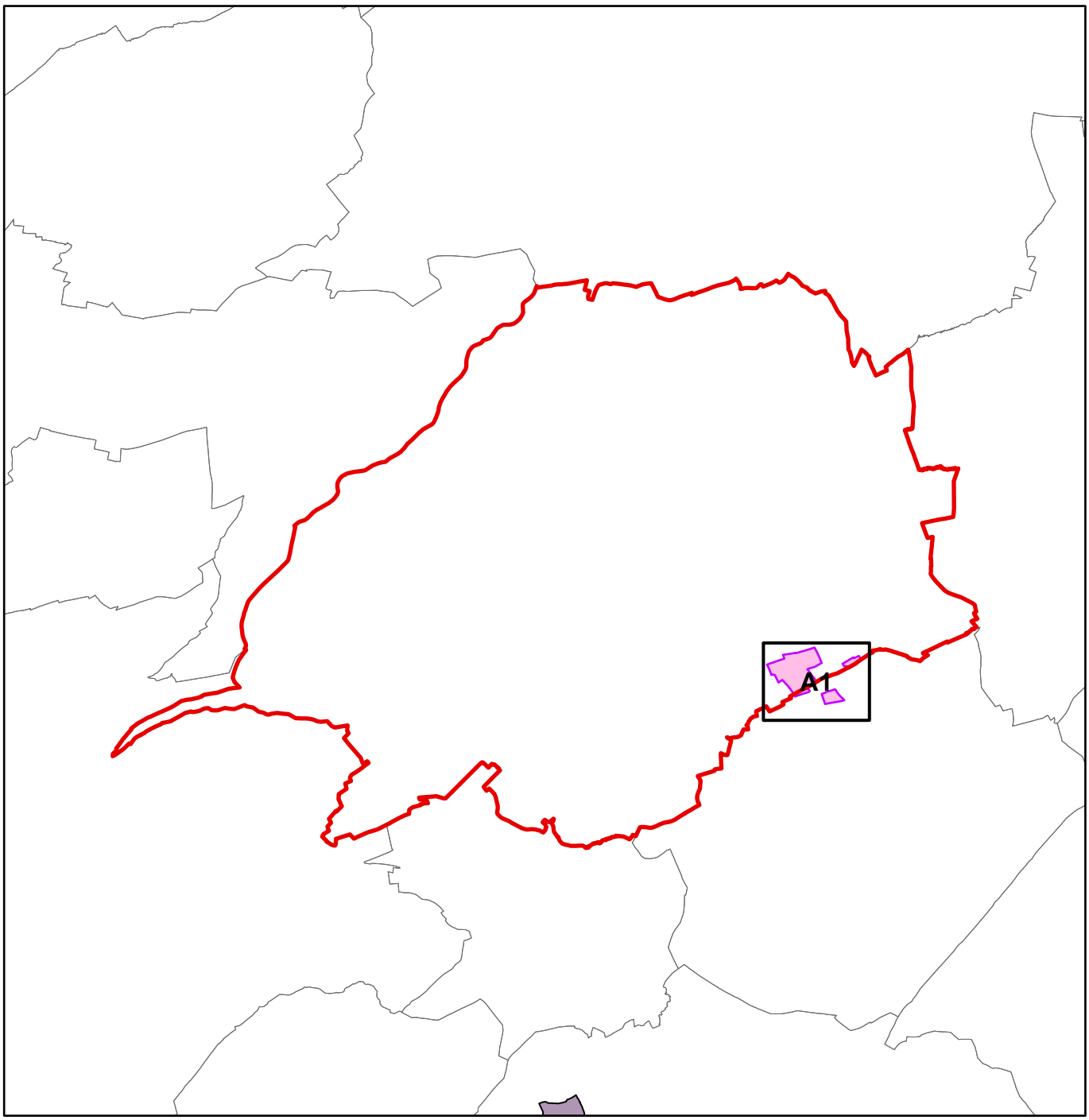
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Niederanven

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

44. Niederanven/Schuttrange

Commune de Niederanven

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

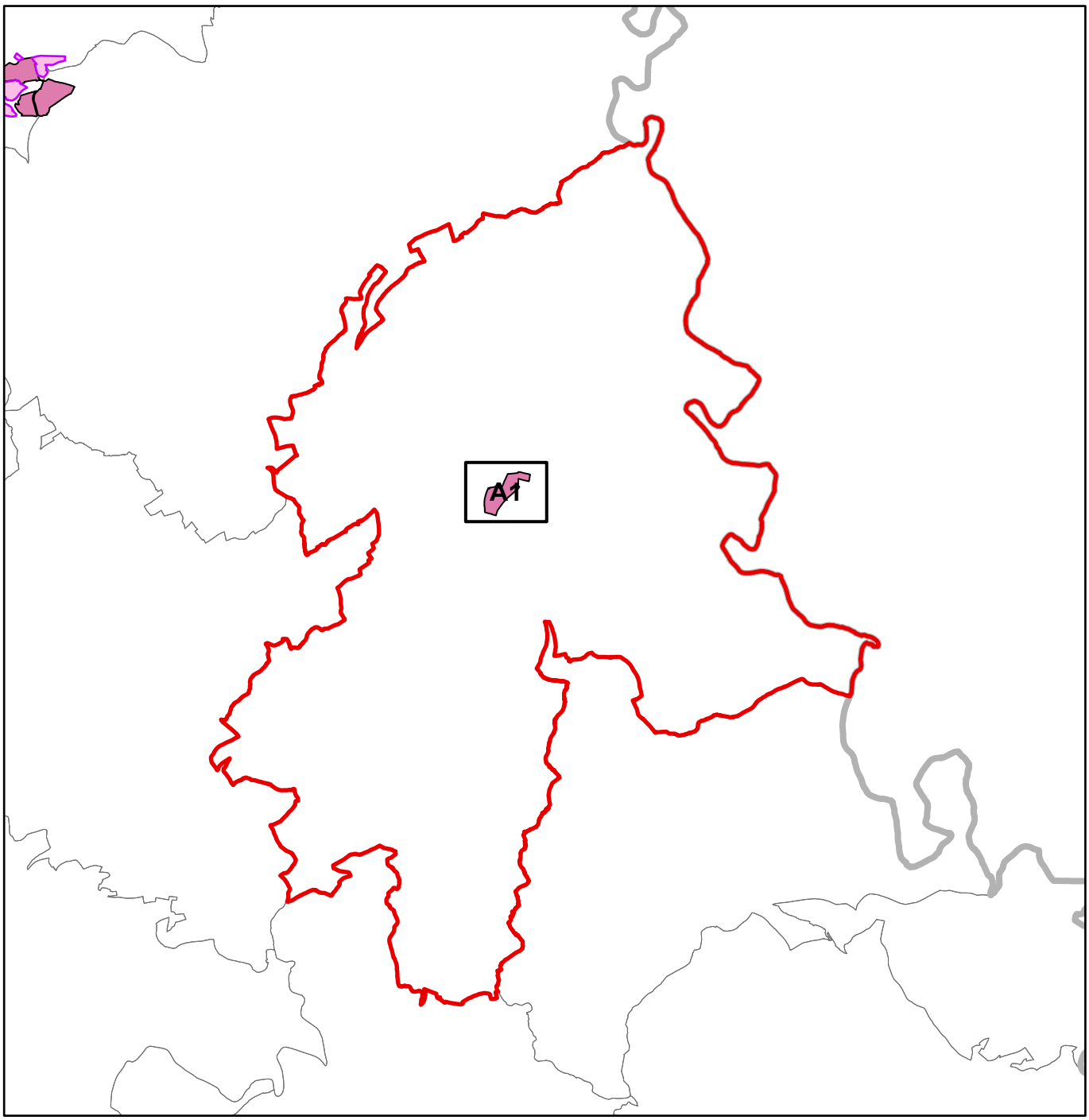
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune du Parc Hosingen

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

36. Hosingen

Commune du Parc Hosingen

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

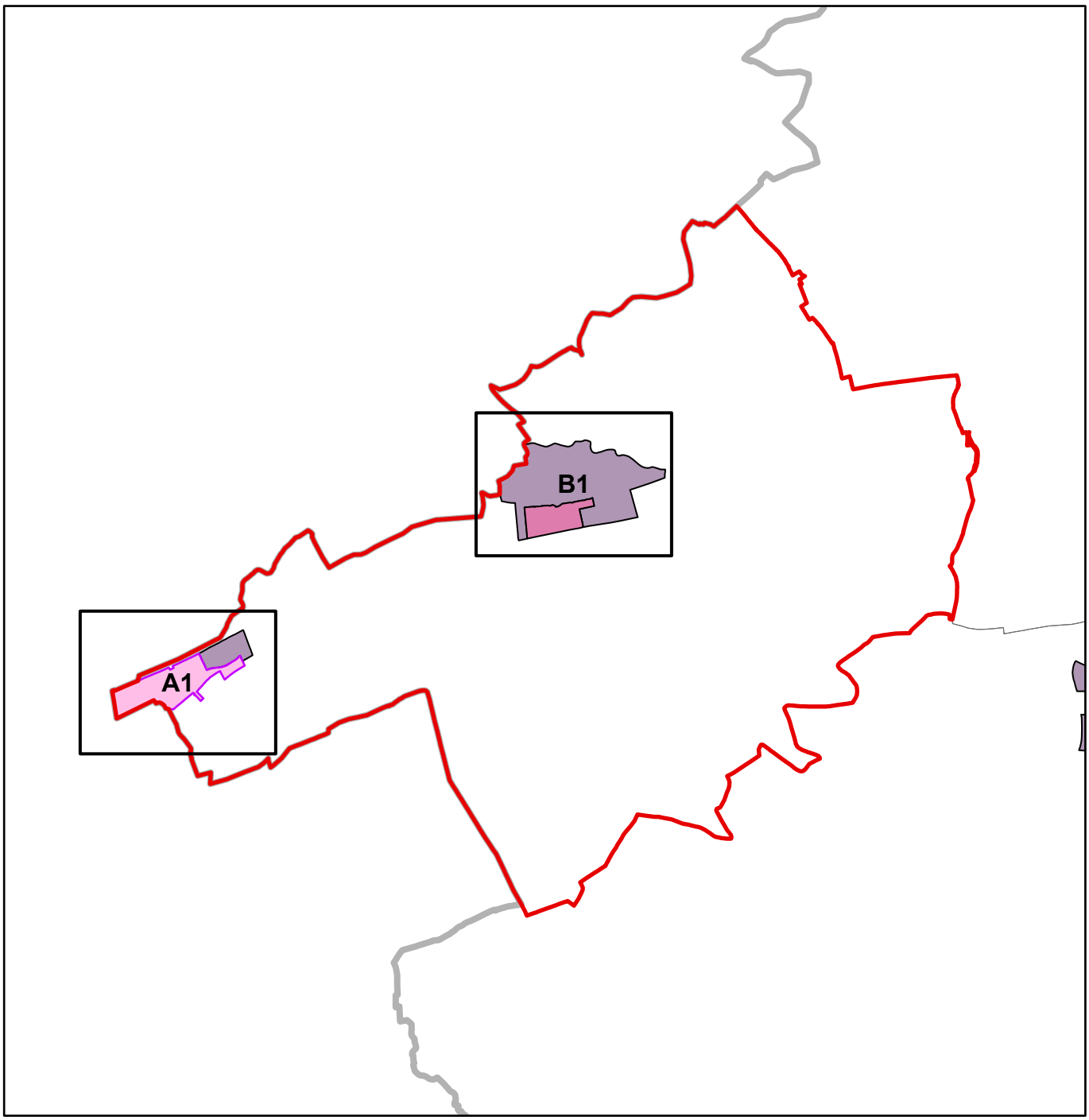
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Pétange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

50. Rodange (au Grand Bis)
et 51. Rodange (au Grand Bis)

Commune de Pétange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

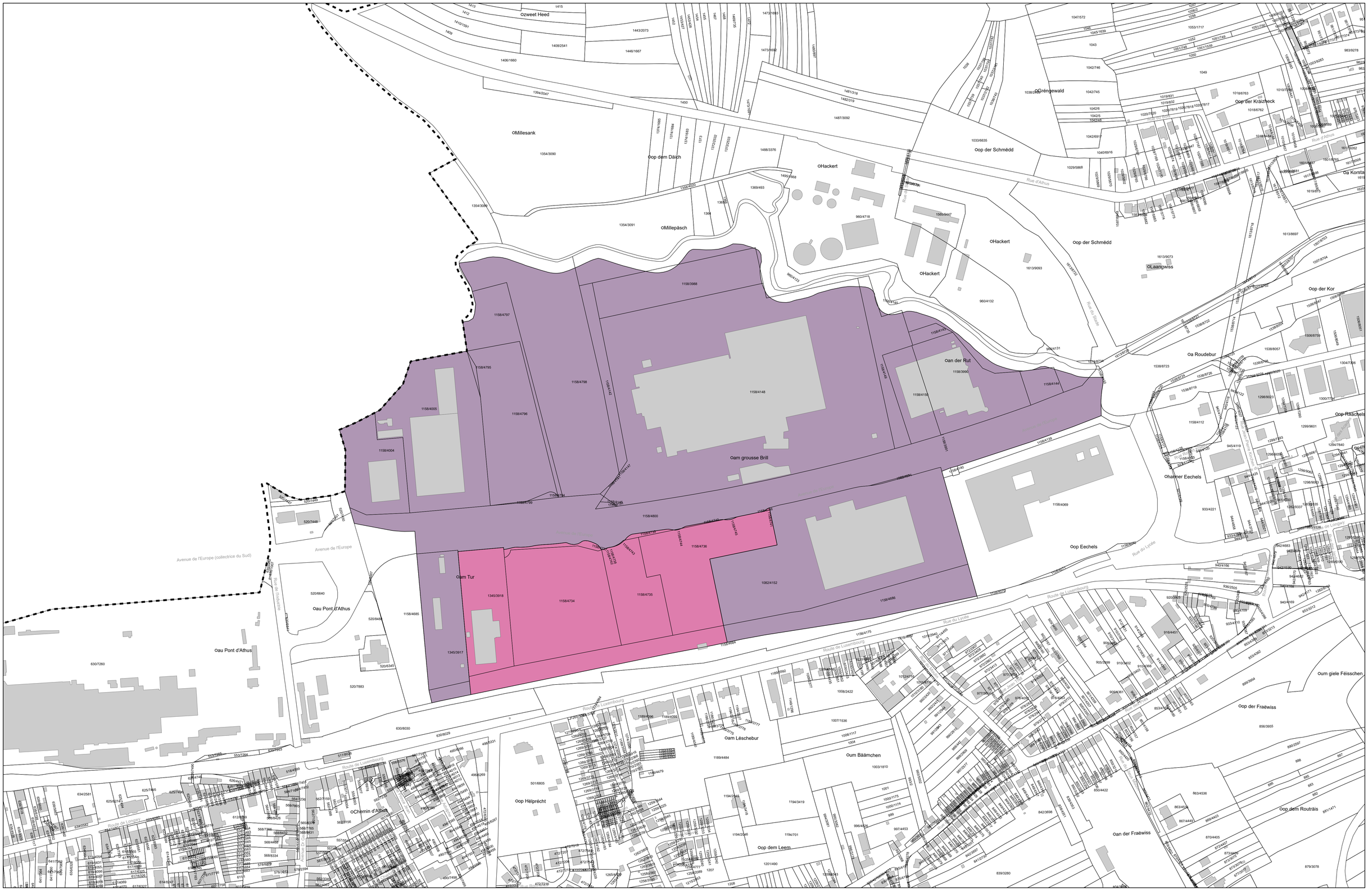
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

52a. Rodange (PED) et 52b. Rodange (PED)

Commune de Pétange

Extrait B1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

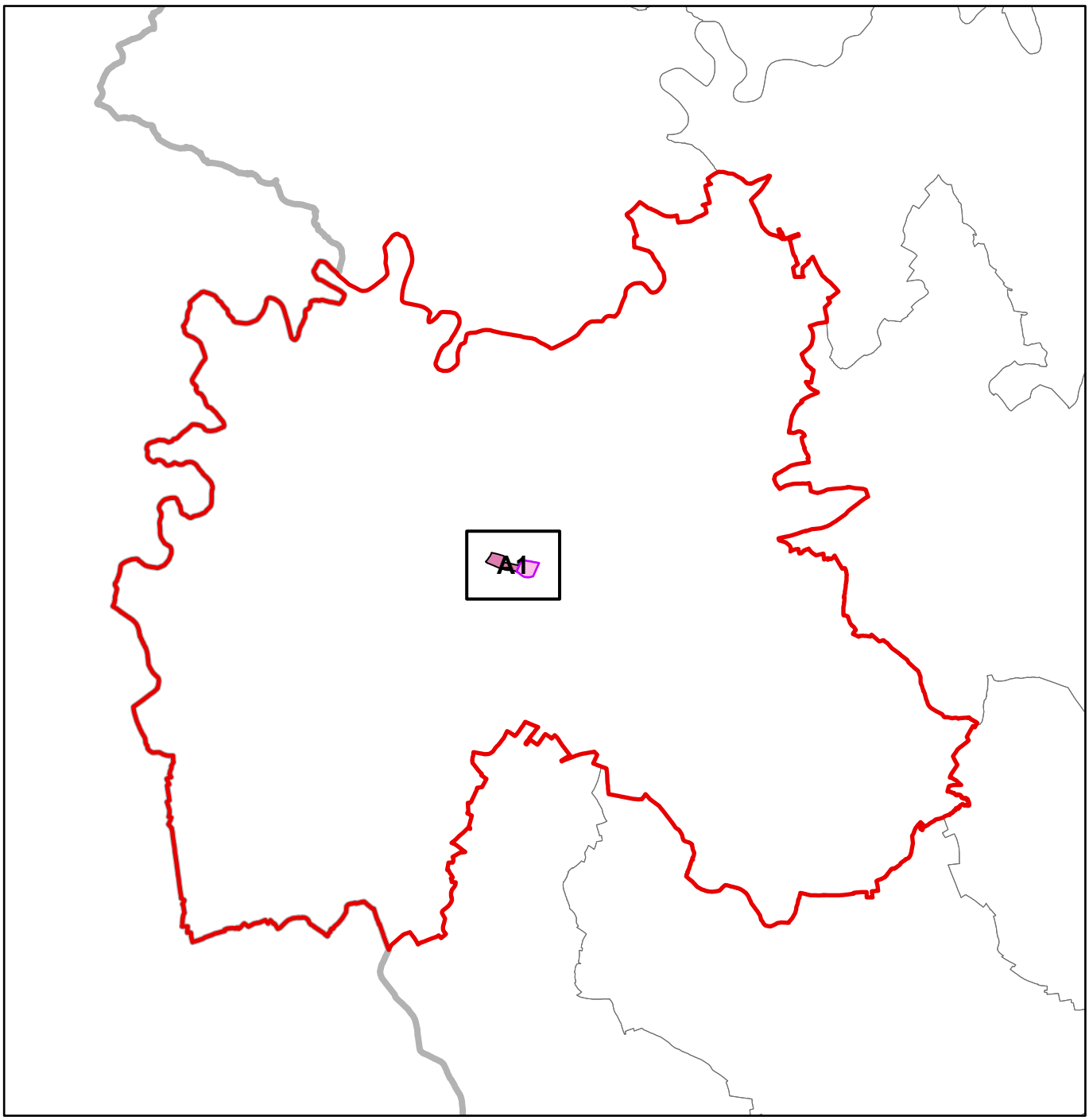
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Rambrouch

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

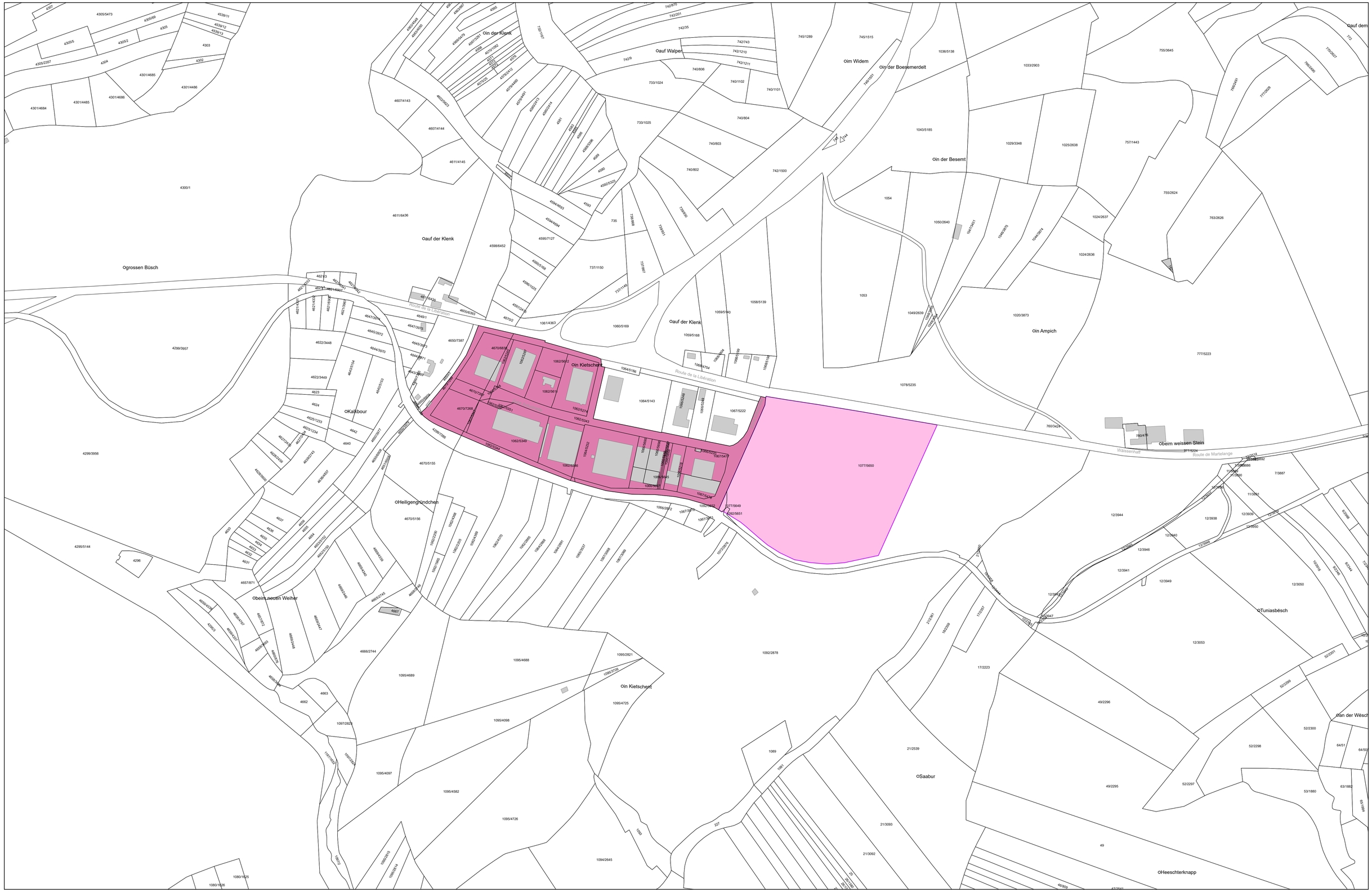
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

46. Rambrouch (Riesenhaff)
et 47. Rambrouch (Riesenhaff)

Commune de Rambrouch

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

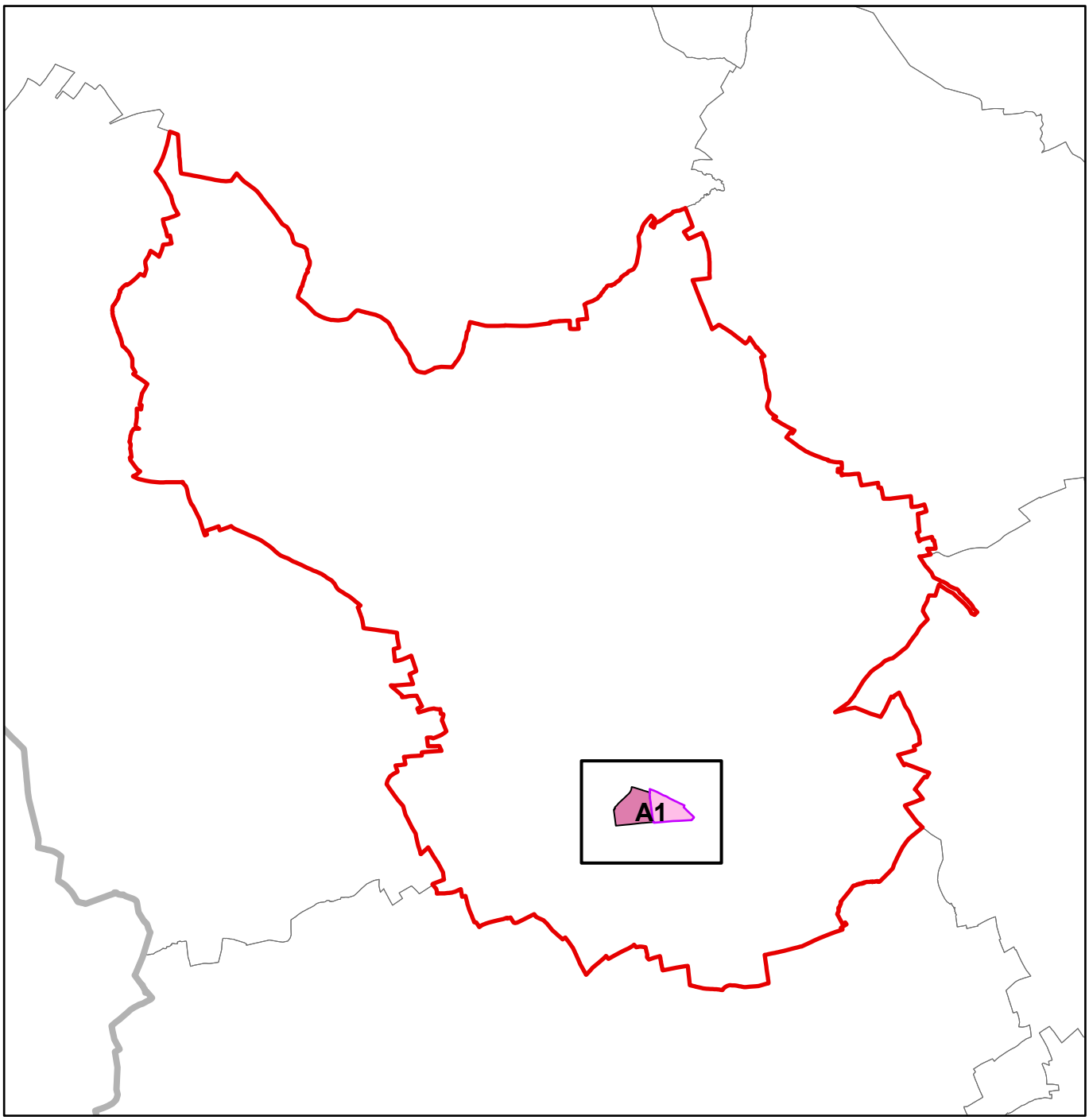
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Redange-sur-Attert

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

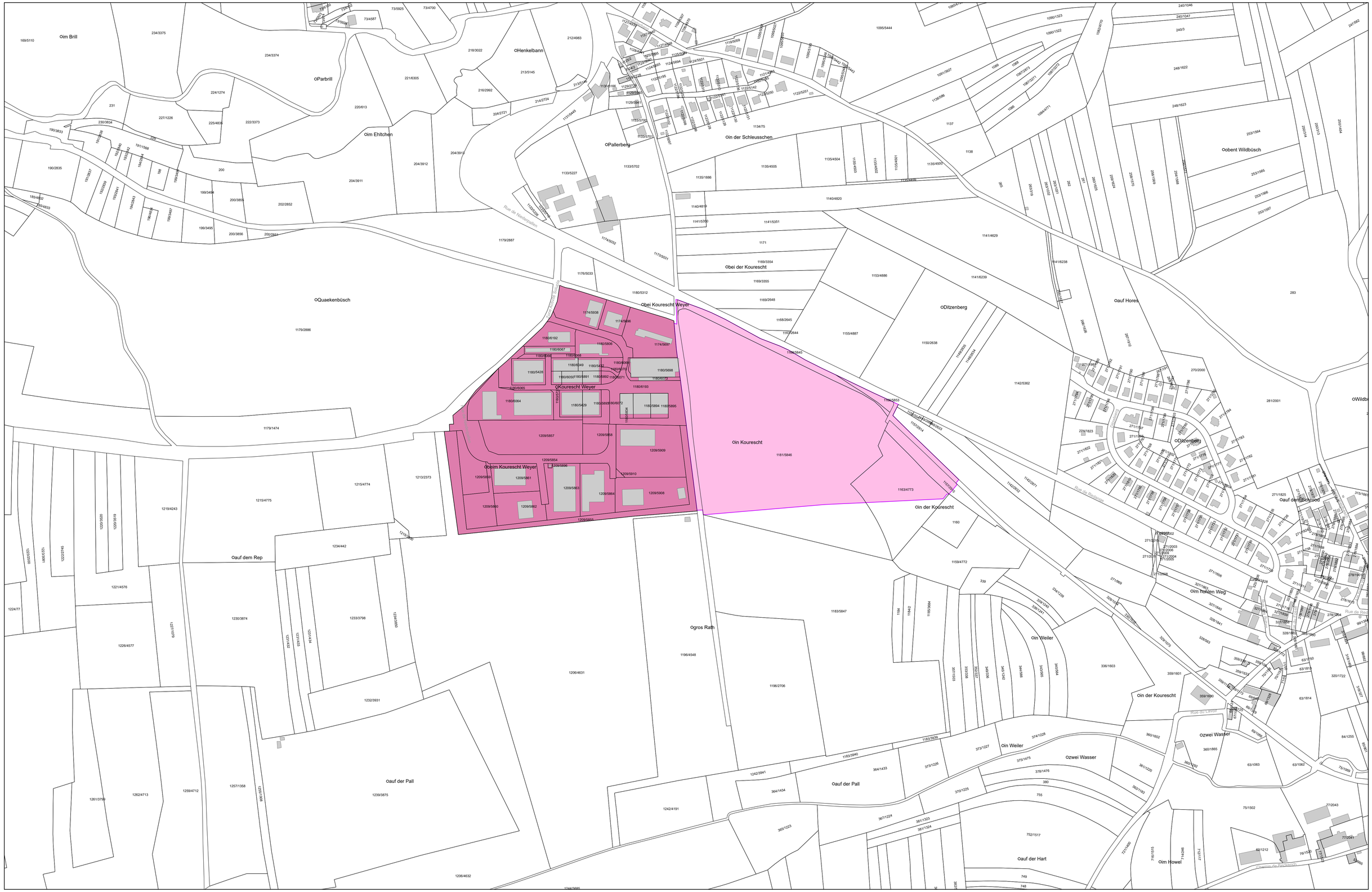
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

48. Redange-sur-Attert et 49. Redange-sur-Attert

Commune de Redange-sur-Attert

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

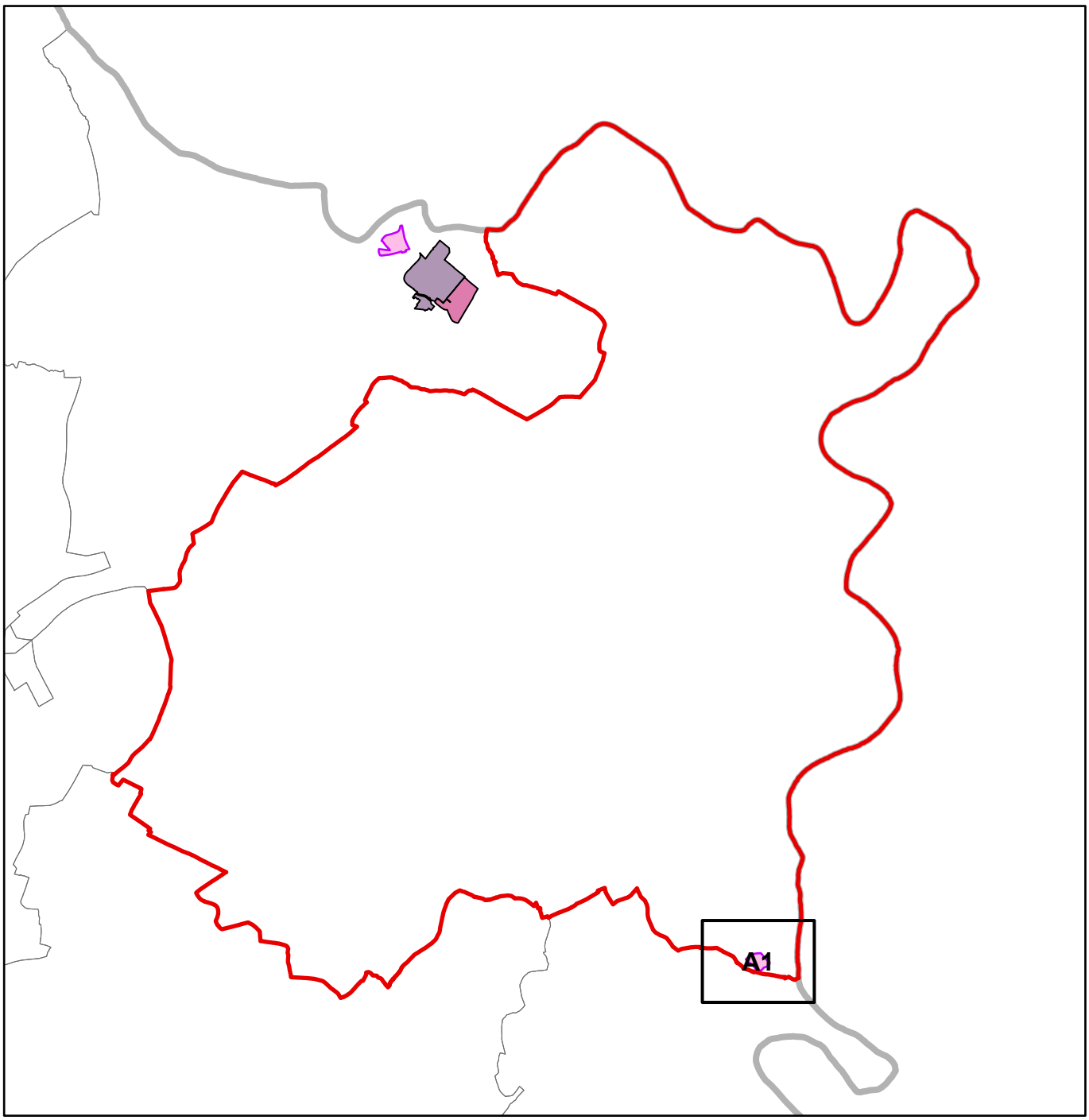
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Rosport-Mompach

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

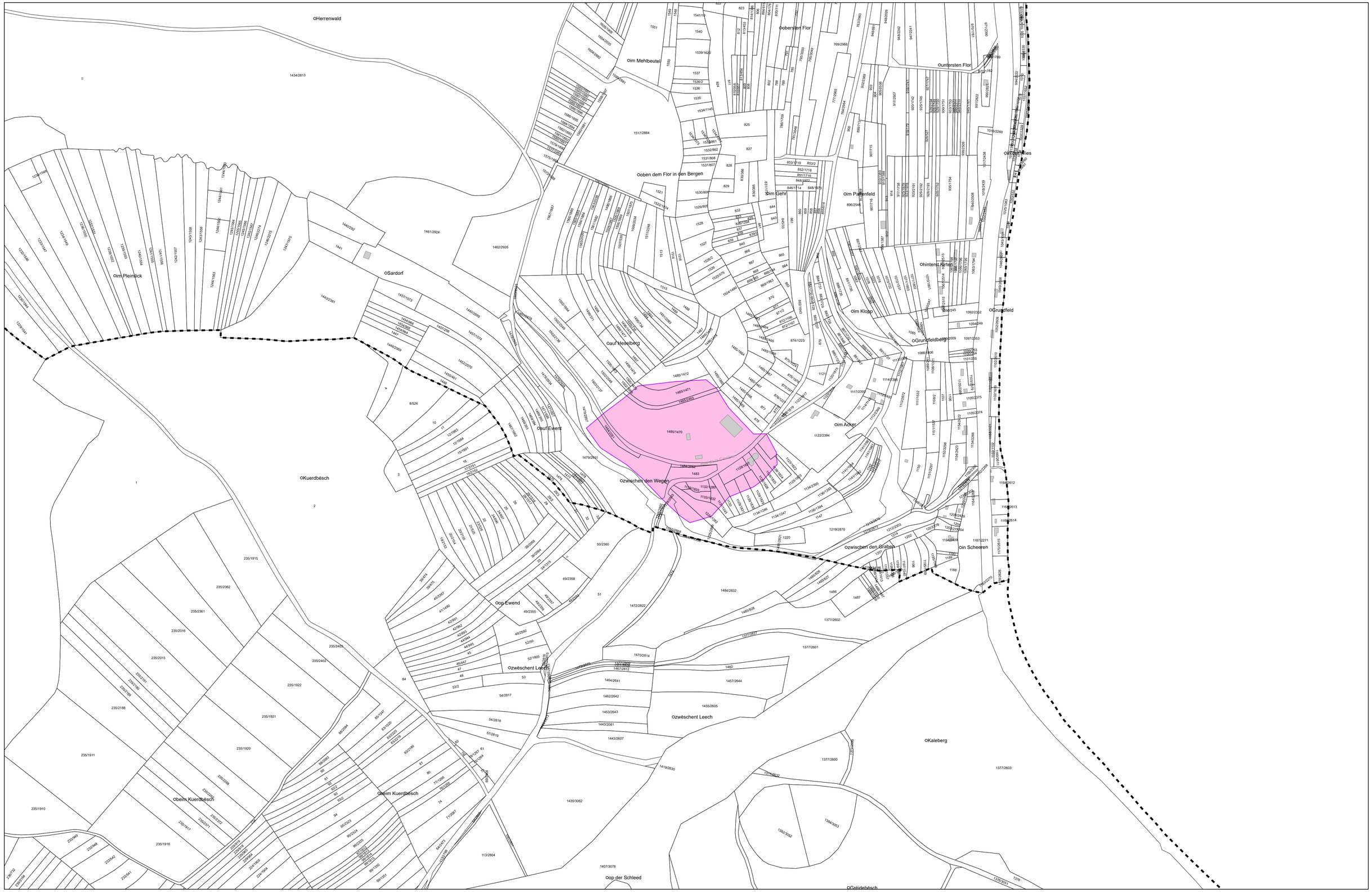
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

43. Moersdorf

Commune de Rosport-Mompach

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

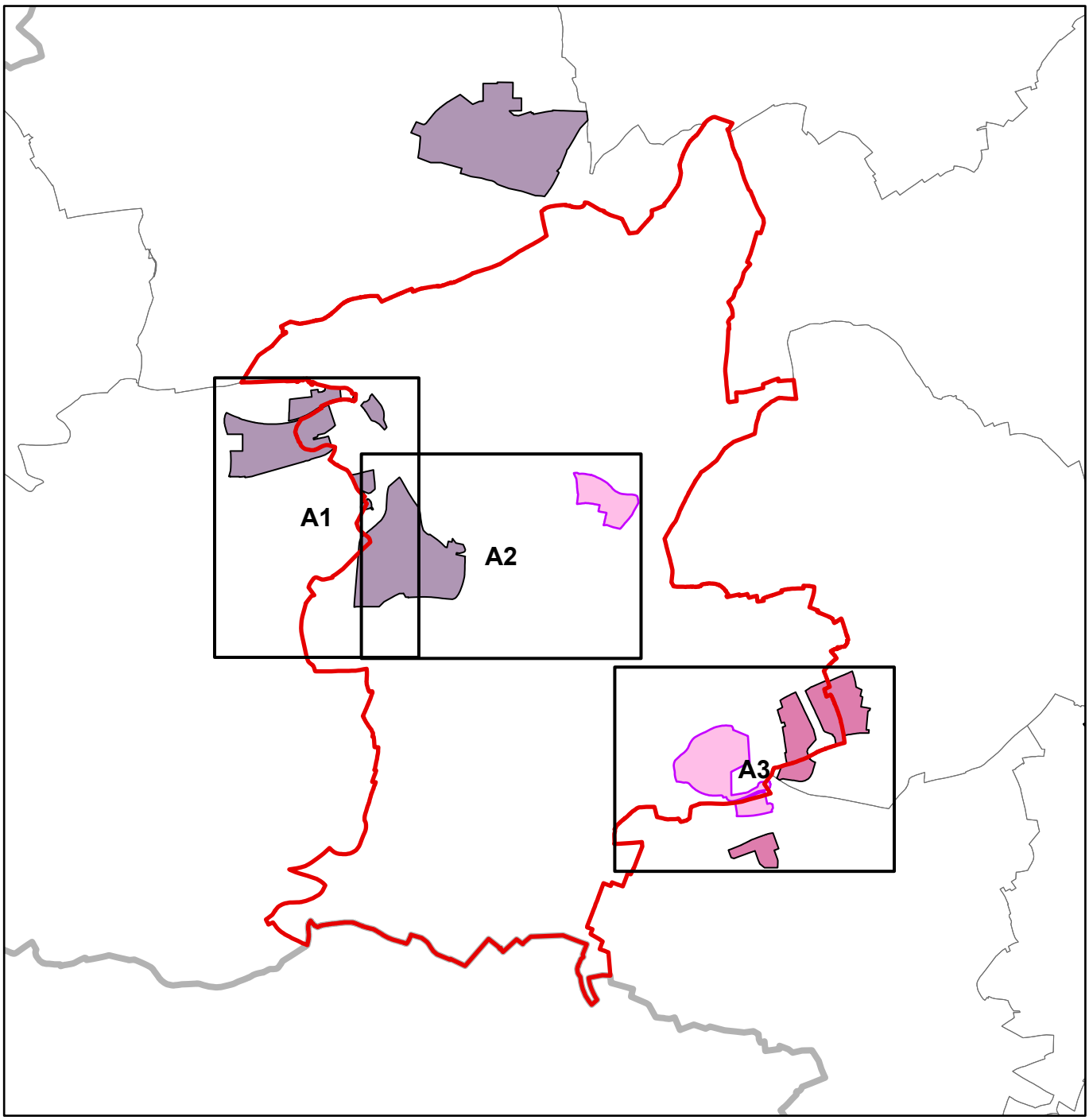
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Sanem

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

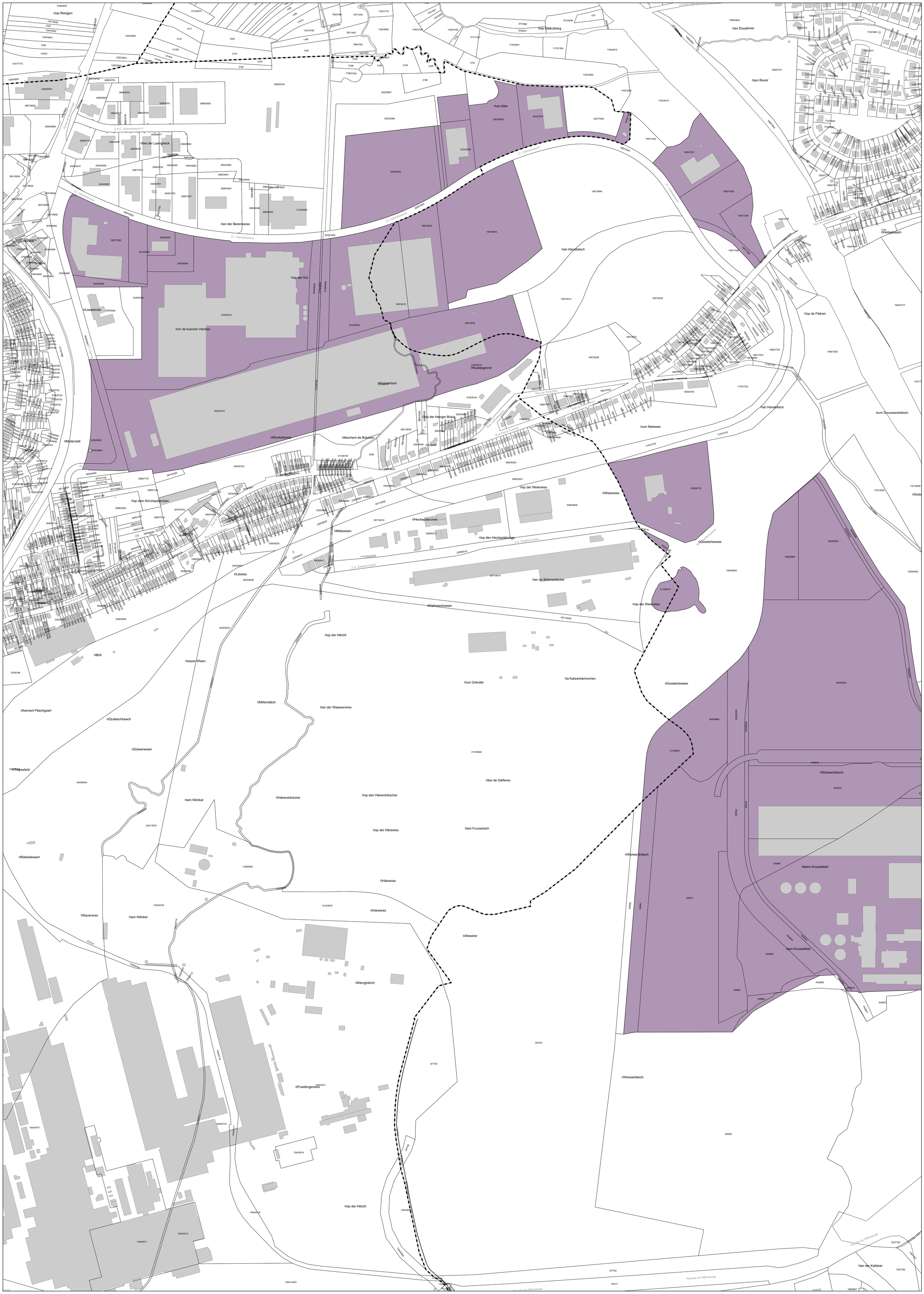
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

12. Differdange/Sanem (Hahnebësch) et 54. Sanem (Gadderscheier)

Commune de Sanem

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

N

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

54. Sanem (Gadderscheier) et 55. Sanem (Op den Aässen)

Commune de Sanem

Extrait A2

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 180 200

- ZAE nationale existante
- ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES» existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

18. Ehlerange (Crassier), 19. Ehlerange (ZARE-est) et 20. Ehlerange (ZARE-ouest)

Commune de Sanem

Extrait A3

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

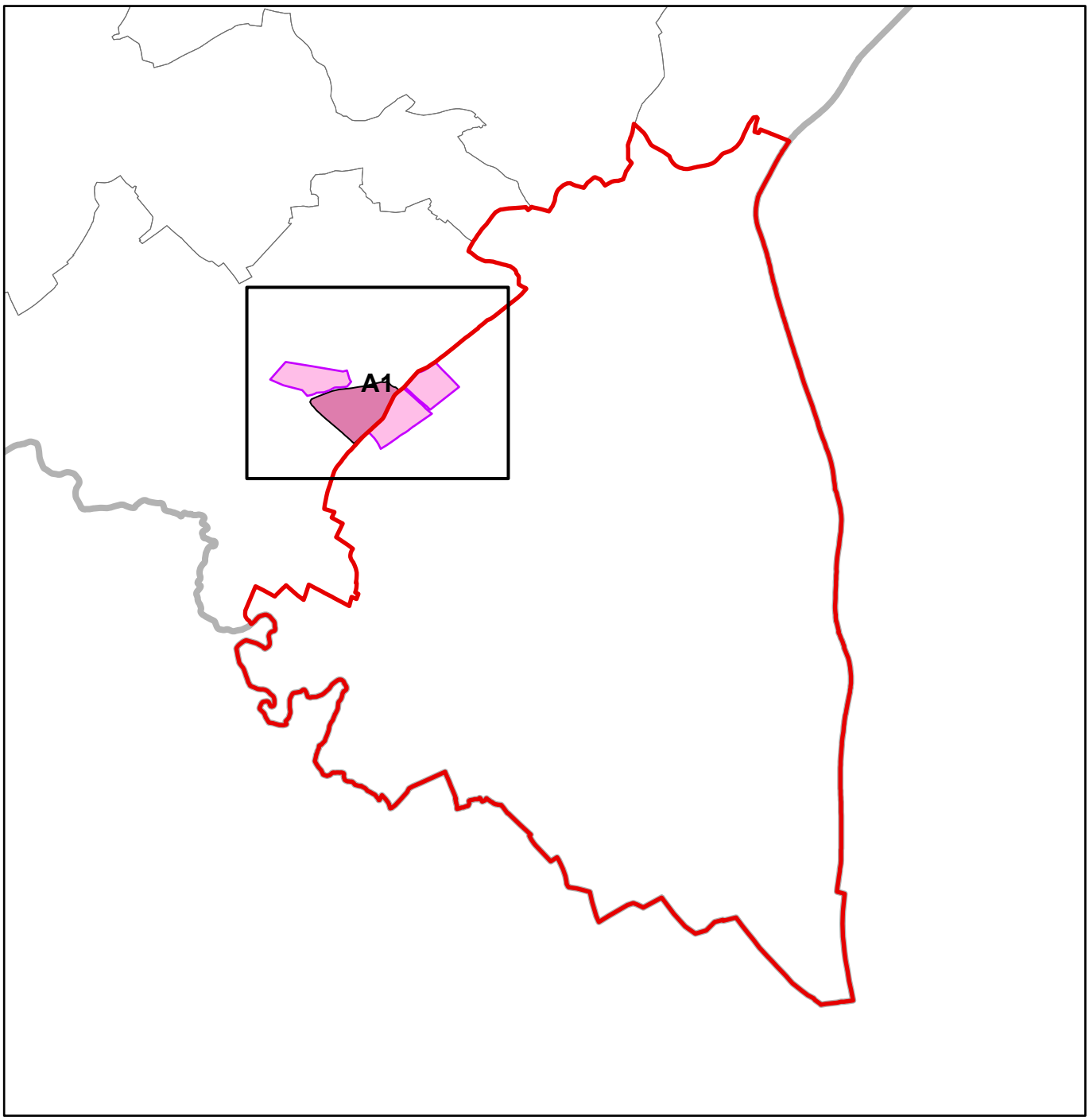
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Schengen

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 180 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

22. Ellange-Gare (Triangle Vert)

Commune de Schengen

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

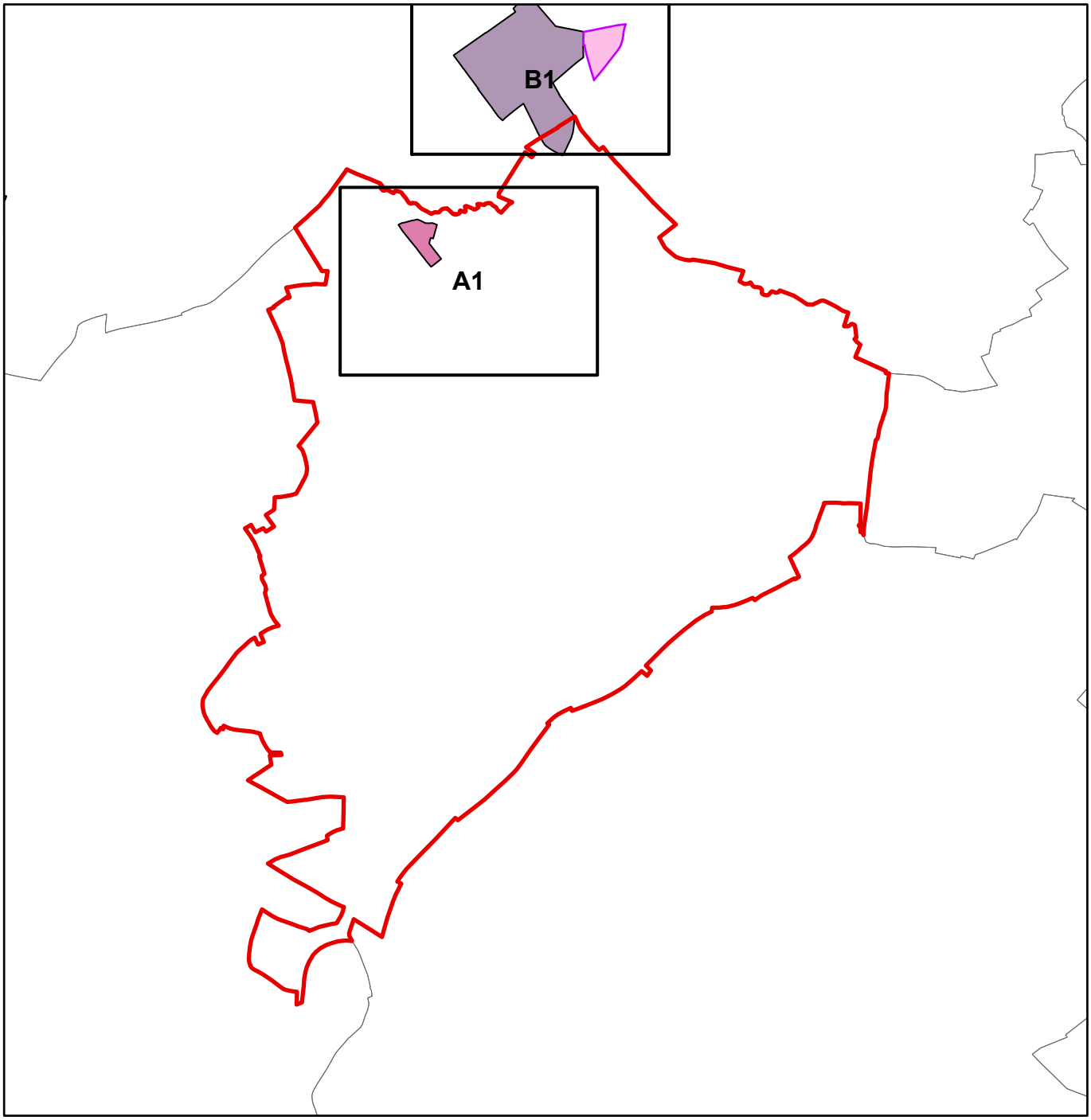
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Schifflange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

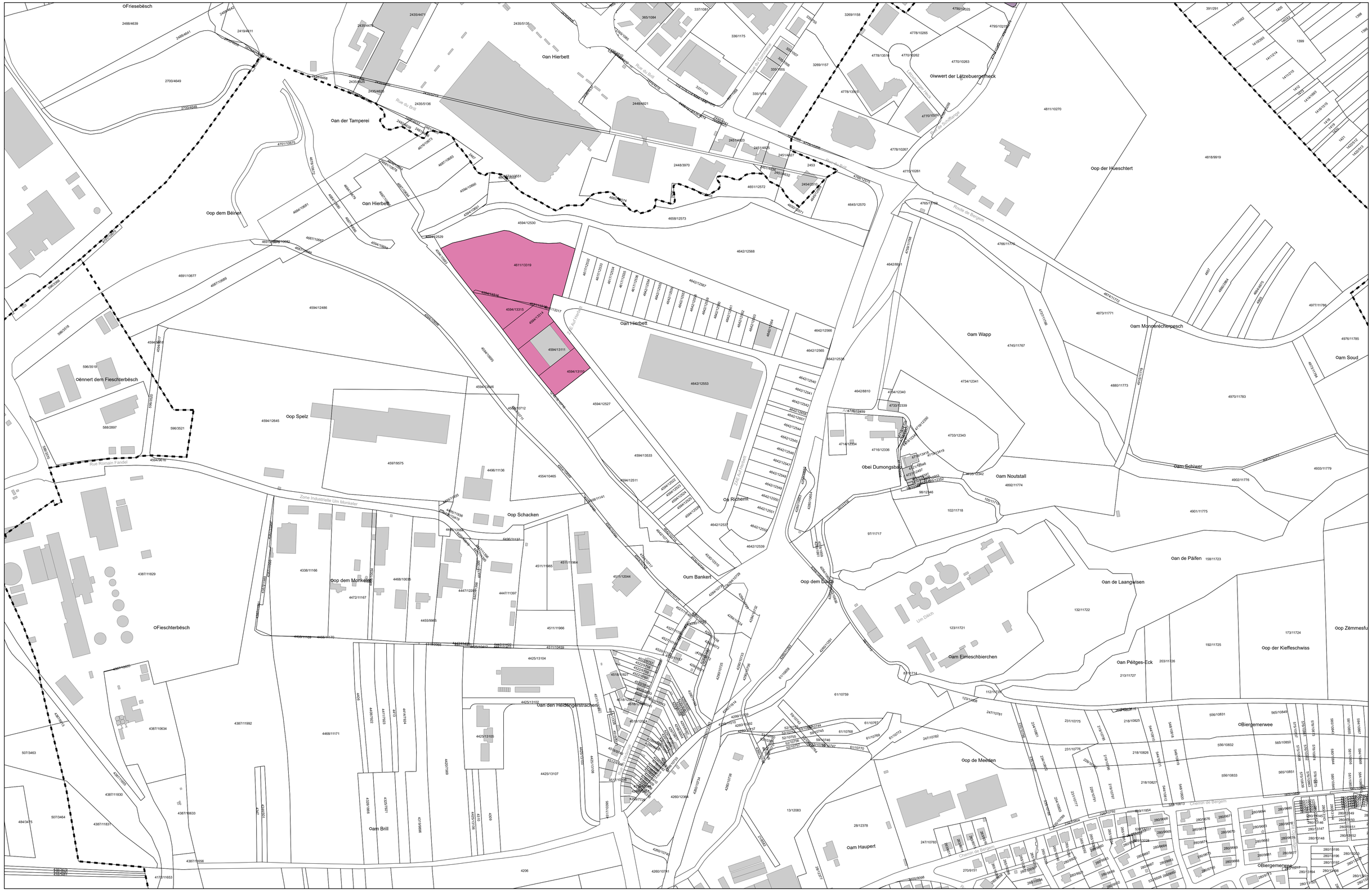
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

56. Schifflange (Herbett)

Commune de Schifflange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

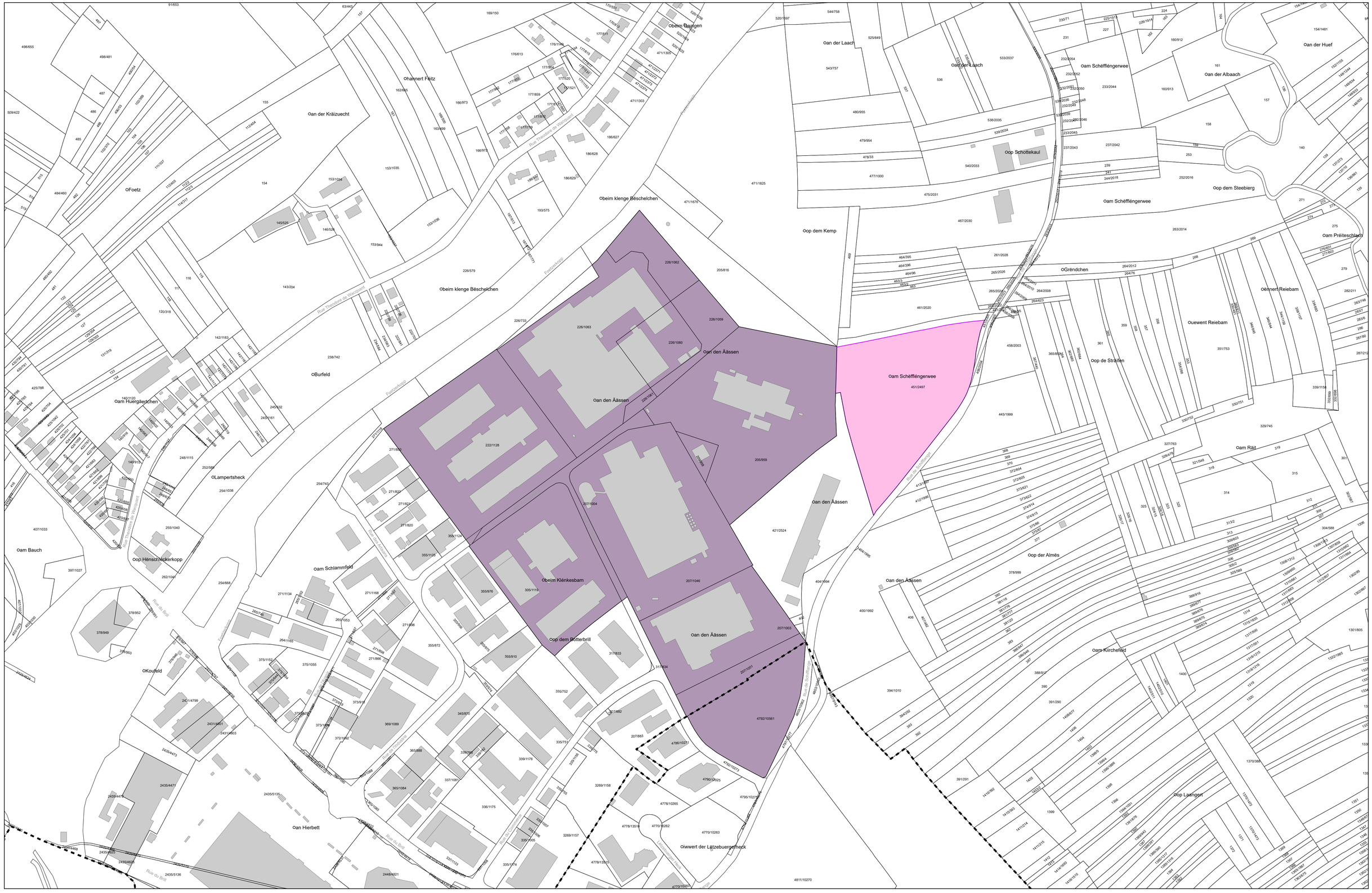
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

28. Foetz

Commune de Schifflange

Extrait B1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

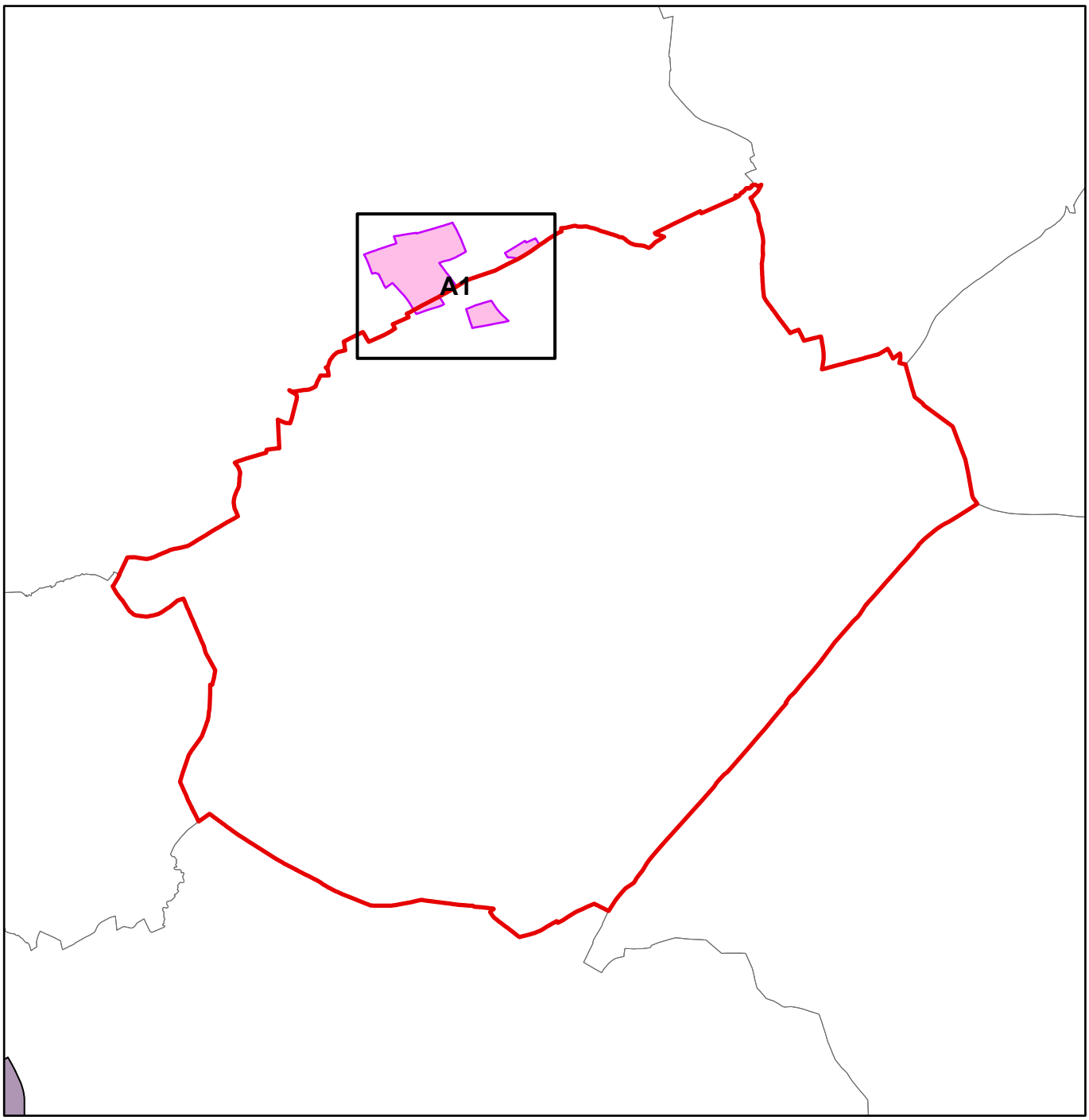
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Schuttrange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

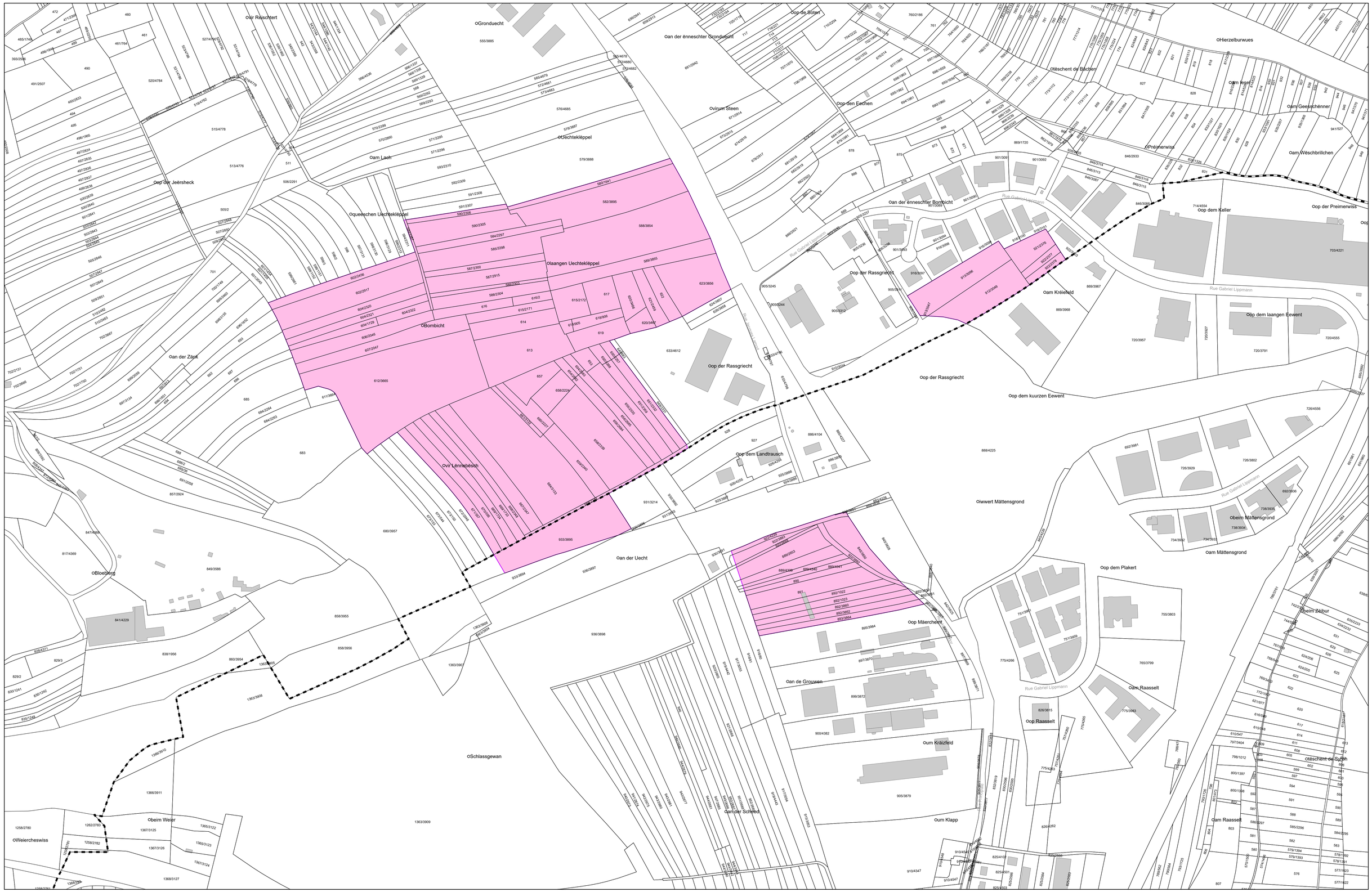
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

44. Niederanven/Schuttrange

Commune de Schuttrange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

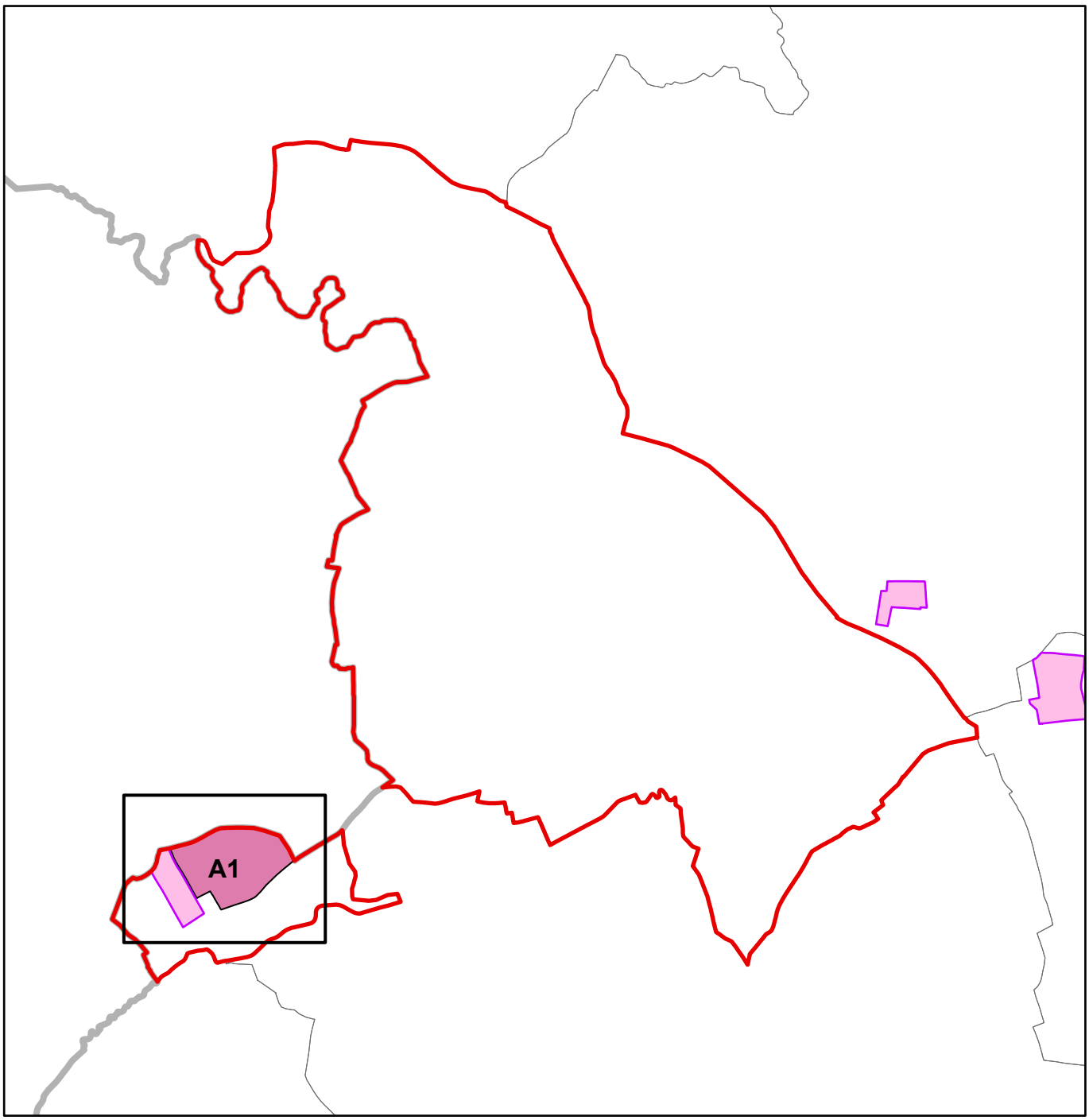
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Steinfort

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

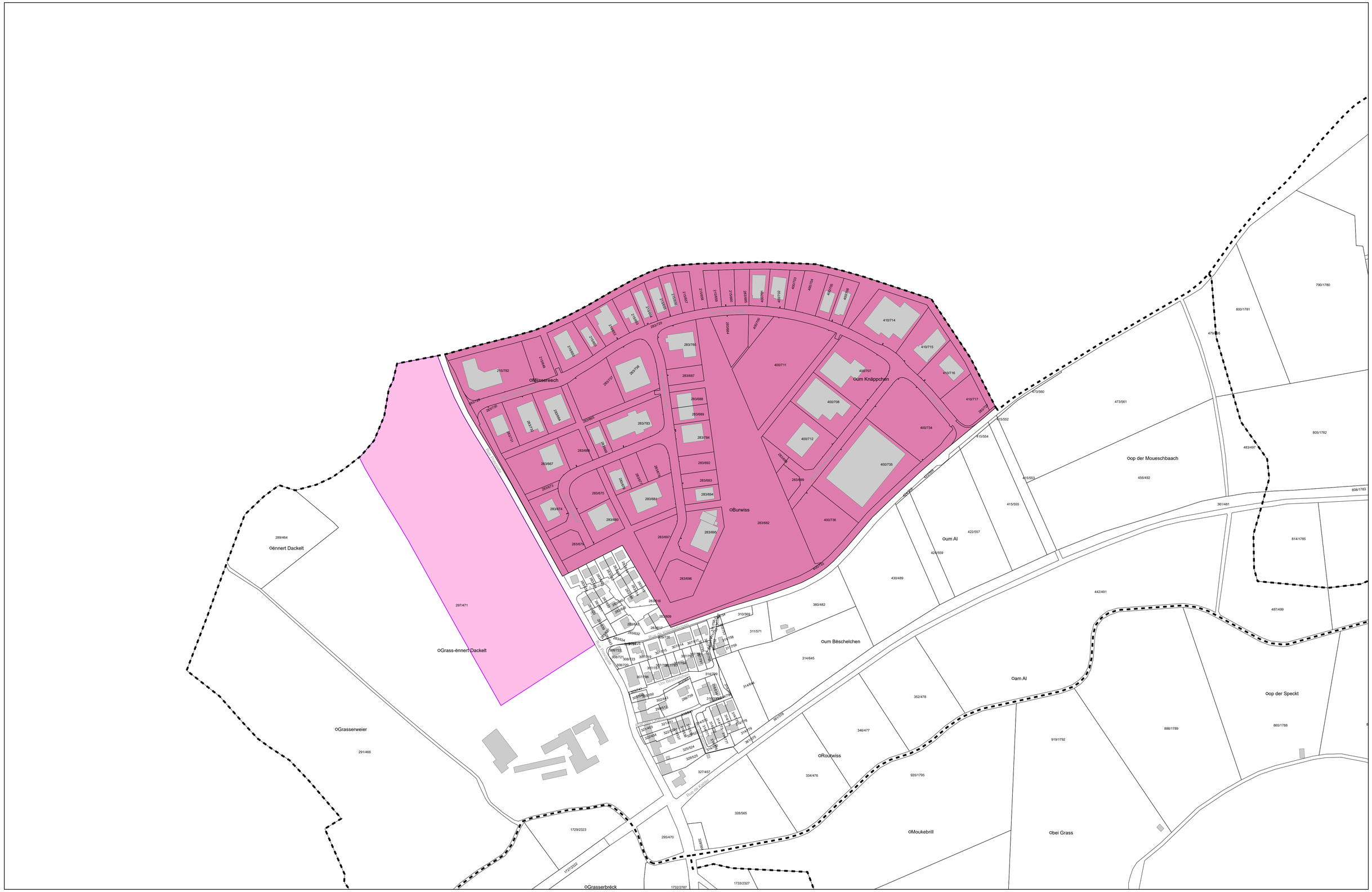
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

30. Grass et 31. Grass

Commune de Steinfort

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

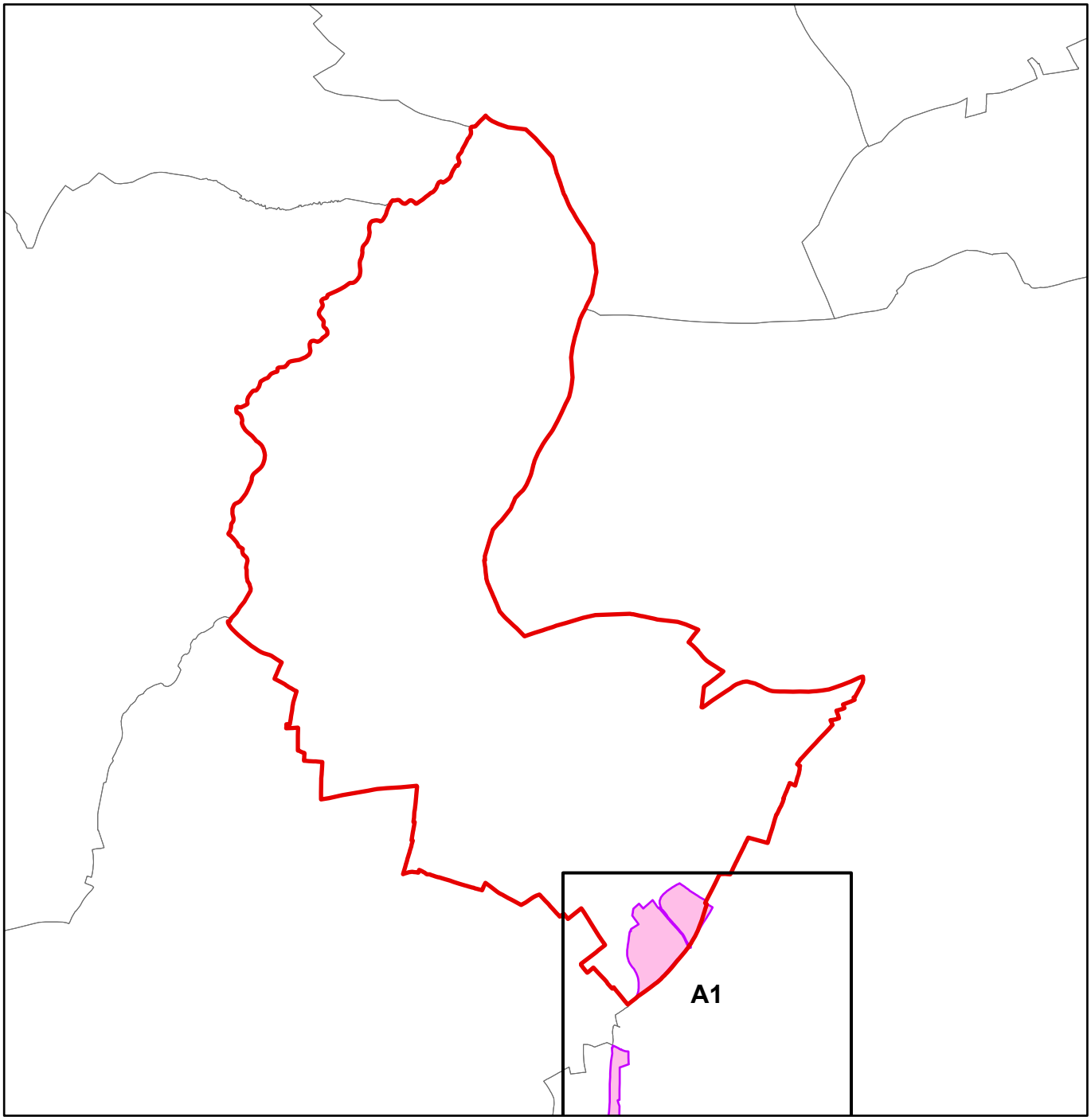
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Strassen

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

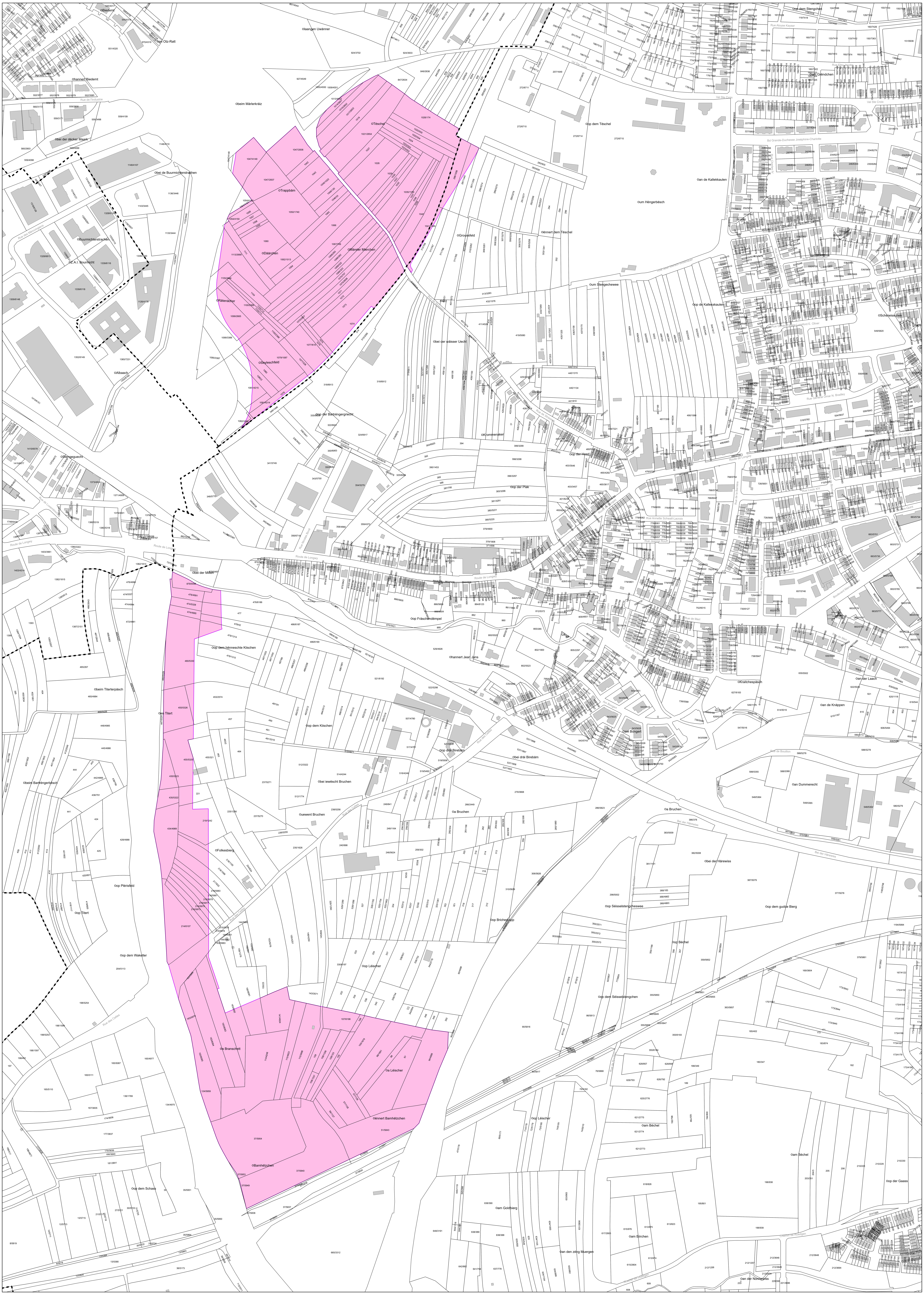
- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL
«ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»
Annexe 3

39. Luxembourg/Strassen

Commune de Strassen

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

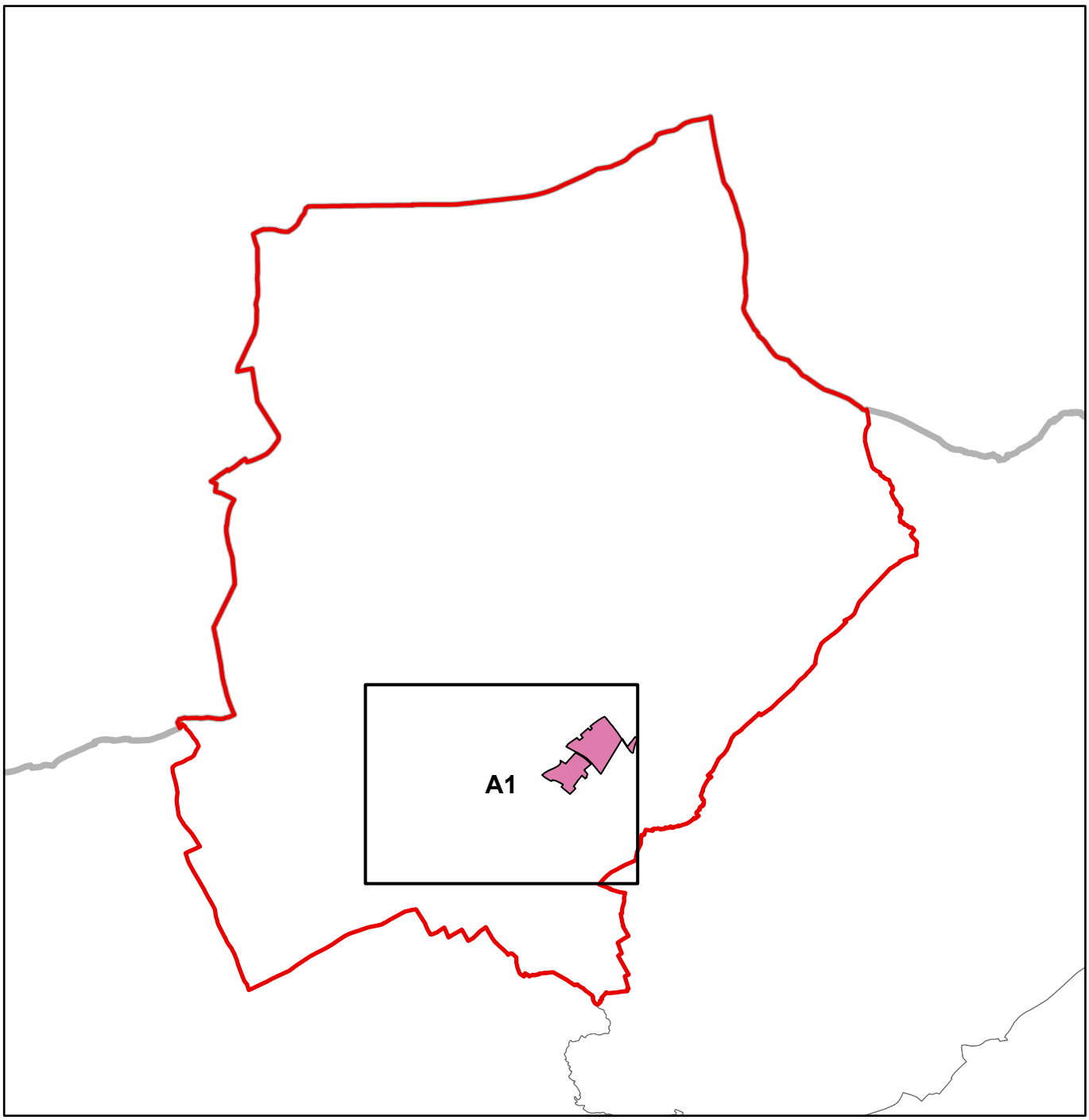
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Troisvierges

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

57. Troisvierges (a Stackem)

Commune de Troisvierges

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

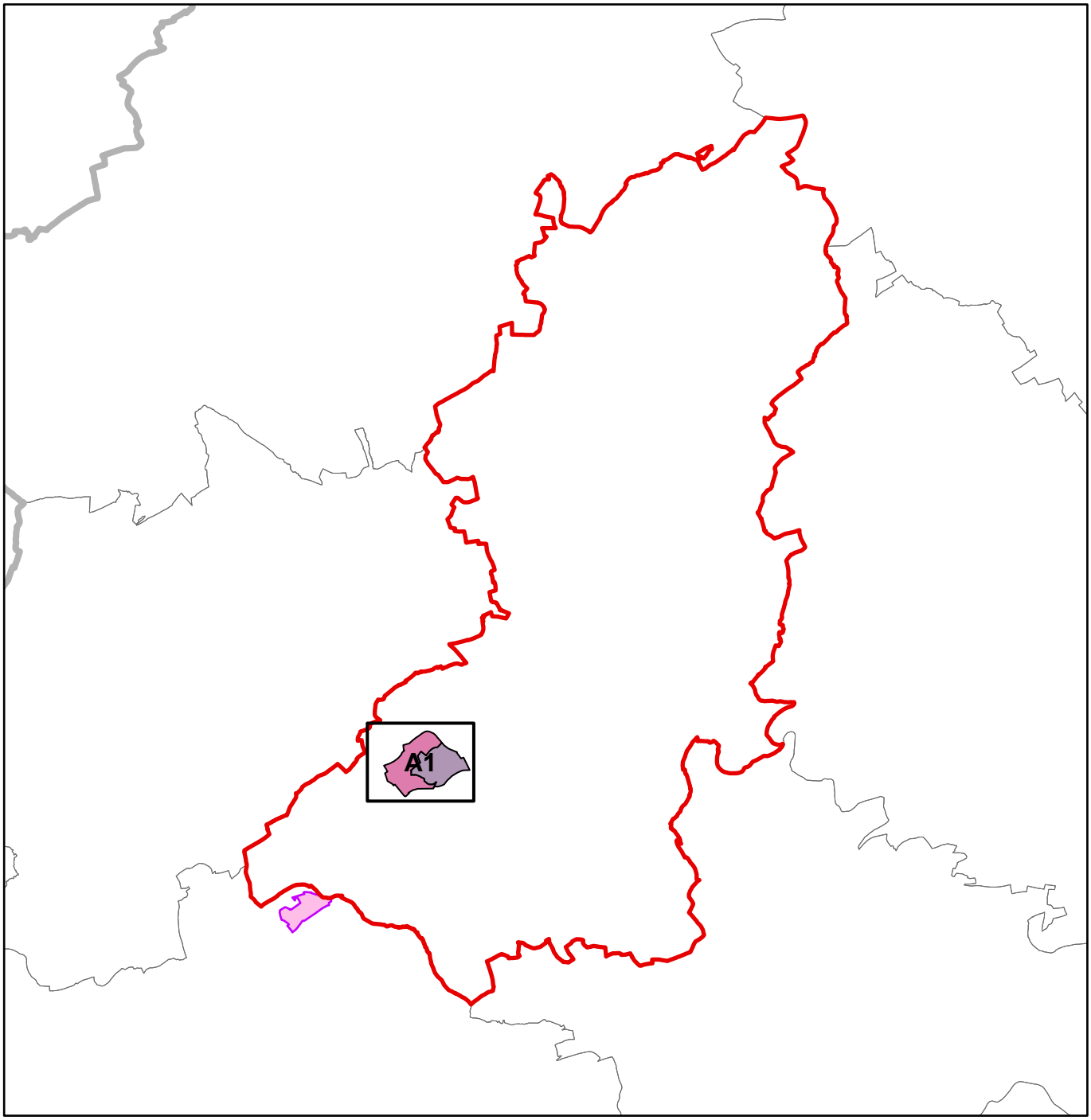
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Ville de Wiltz

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- ZAE nationale existante
- ZAE régionale existante
- ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune

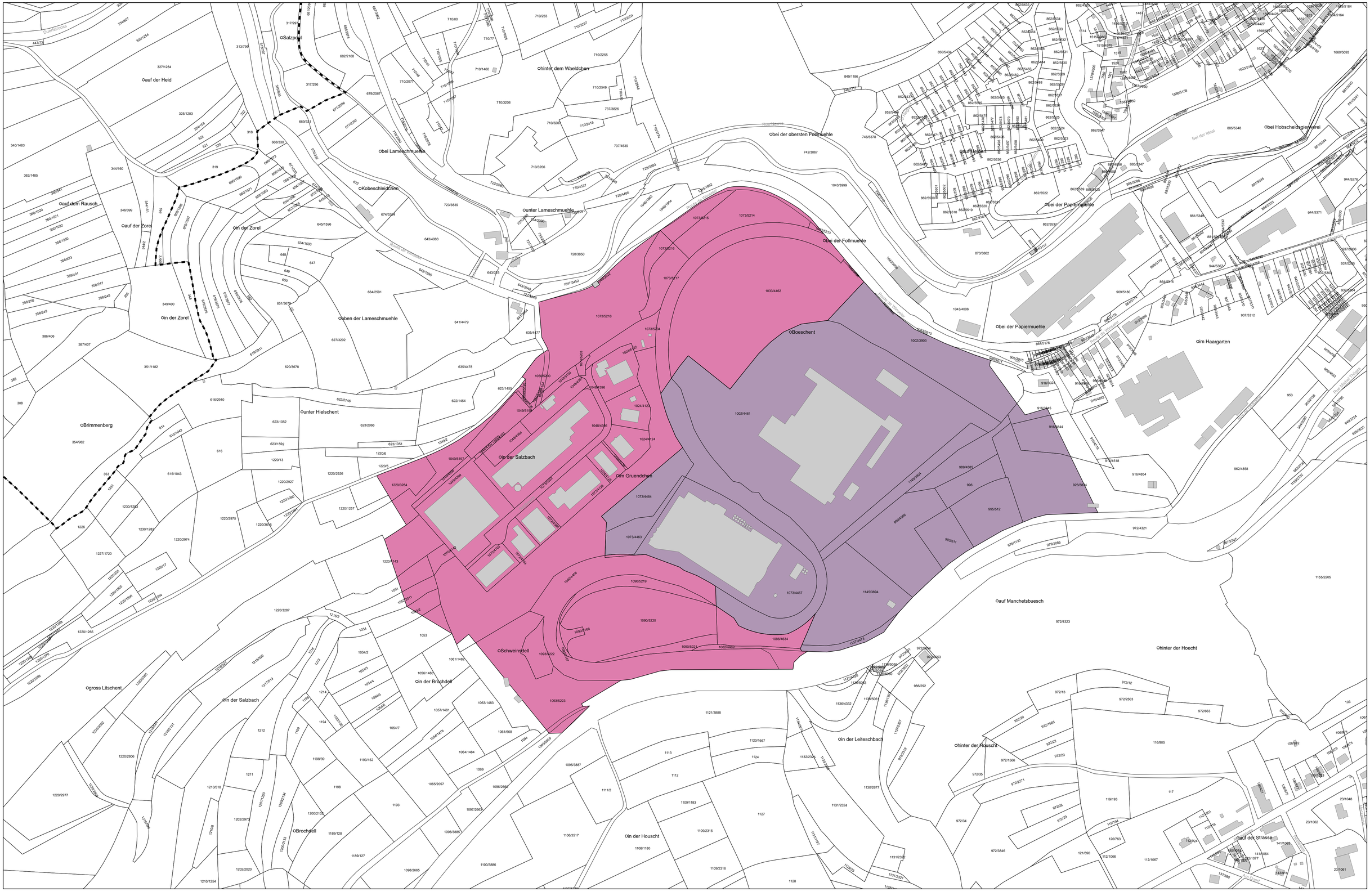
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

59. Wiltz et 60. Wiltz (Salzbaach)

Ville de Wiltz

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

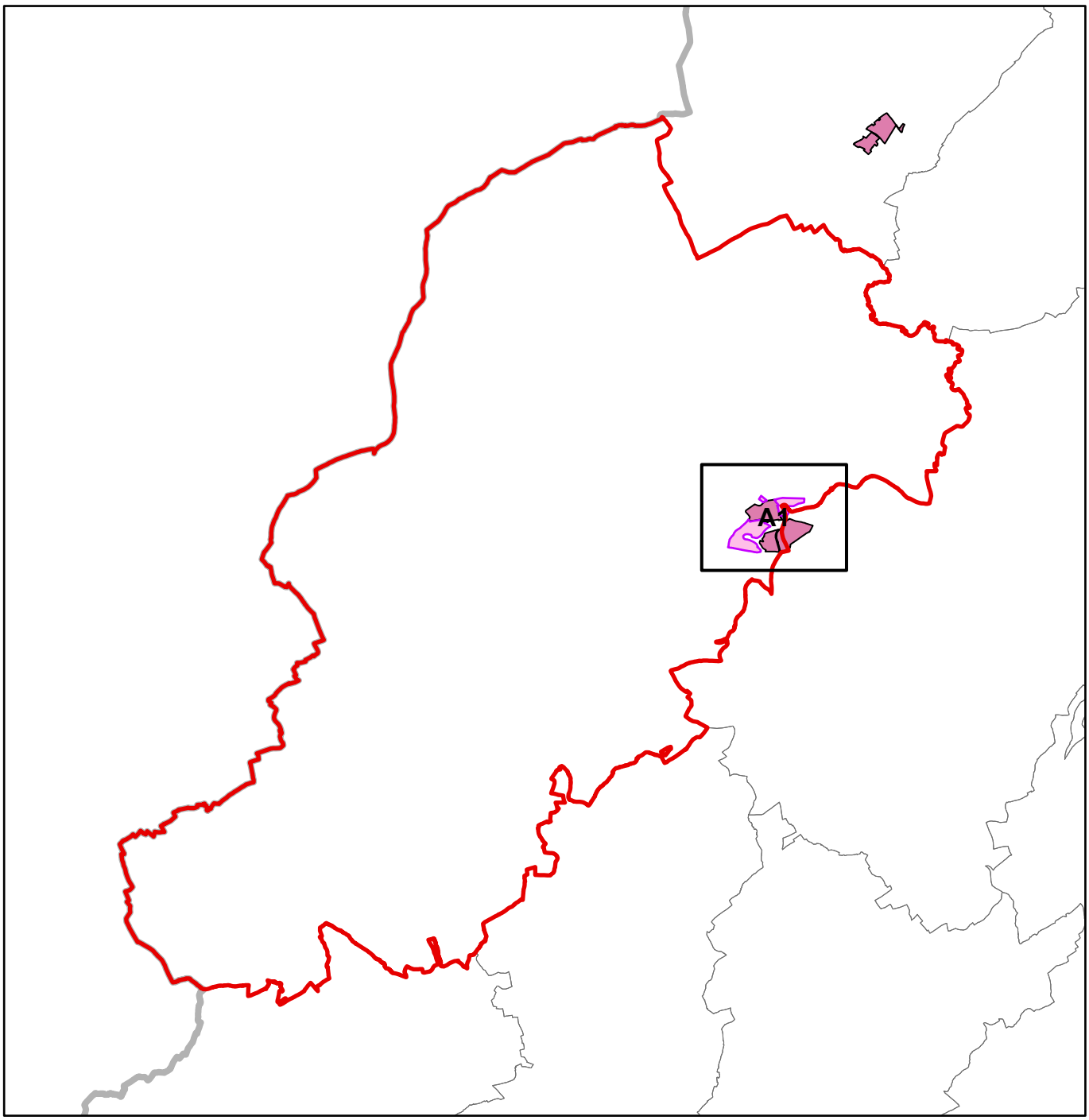
Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES» Annexe 3

Commune de Wincrange

Plan d'assemblage



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Economie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 60 120 160 200

ZAE nationale existante
ZAE régionale existante
ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 3

25. Eselborn/Lentzweiler et 26. Eselborn/Lentzweiler

Commune de Wincrange

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Annexe 4

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE communale existante à reclasser

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 4 - zones communales existantes à reclasser

Ehlerange (Crassier)

Ville d'Esch-sur-Alzette

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE communale existante à reclasser

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 4 - zones communales existantes à reclasser

Käerjeng (Robert Steichen)

Commune de Käerjeng

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

ZAE communale existante à reclasser

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 4 - zones communales existantes à reclasser

Ehlerange (Crassier)

Commune de Sanem



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Annexe 5

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

N

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

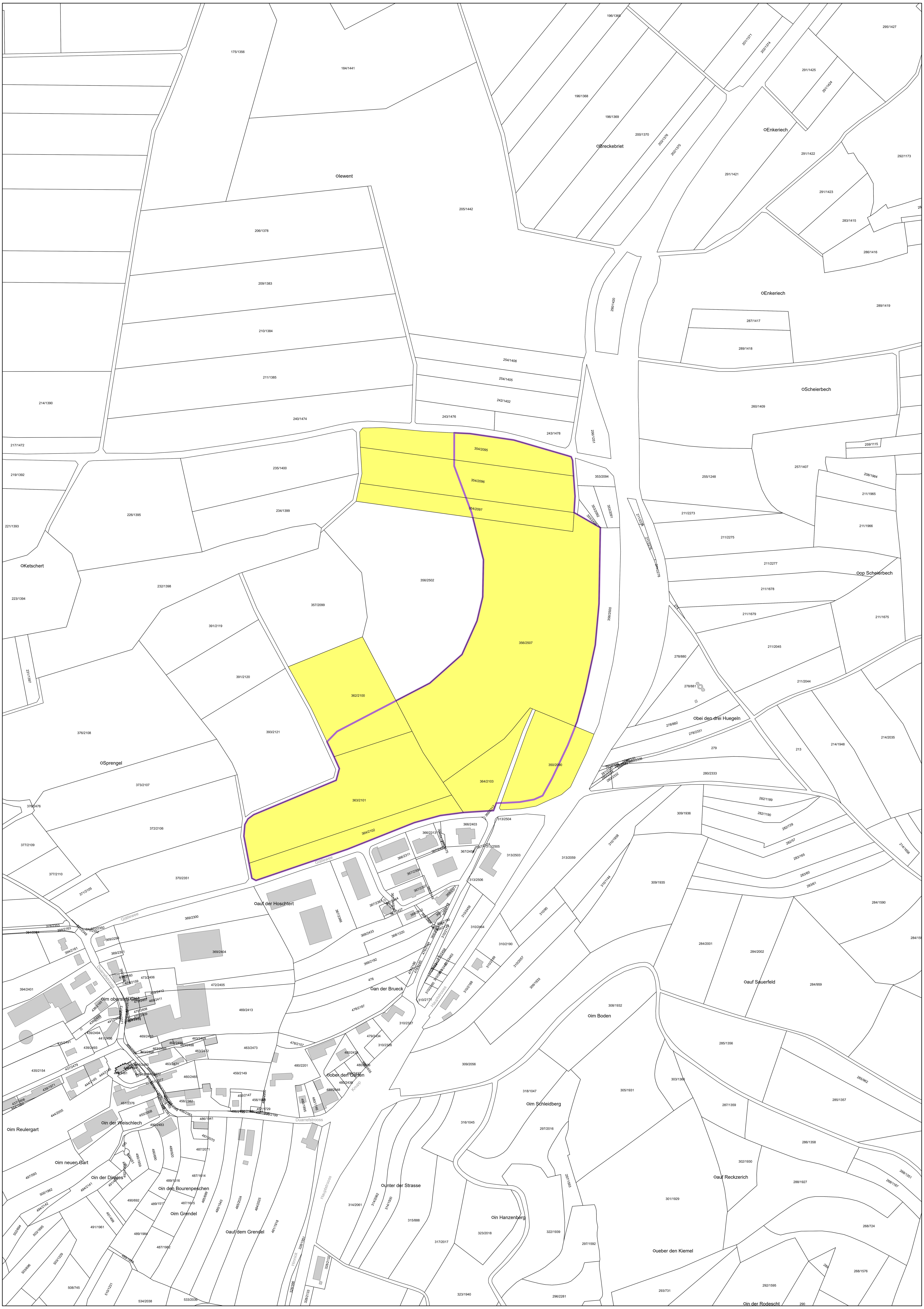
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

27. Fischbach/Clervaux

Commune de Clervaux

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

ZE. Esellborn/Lentzweiler

Commune de Clervaux

Extrait A2

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

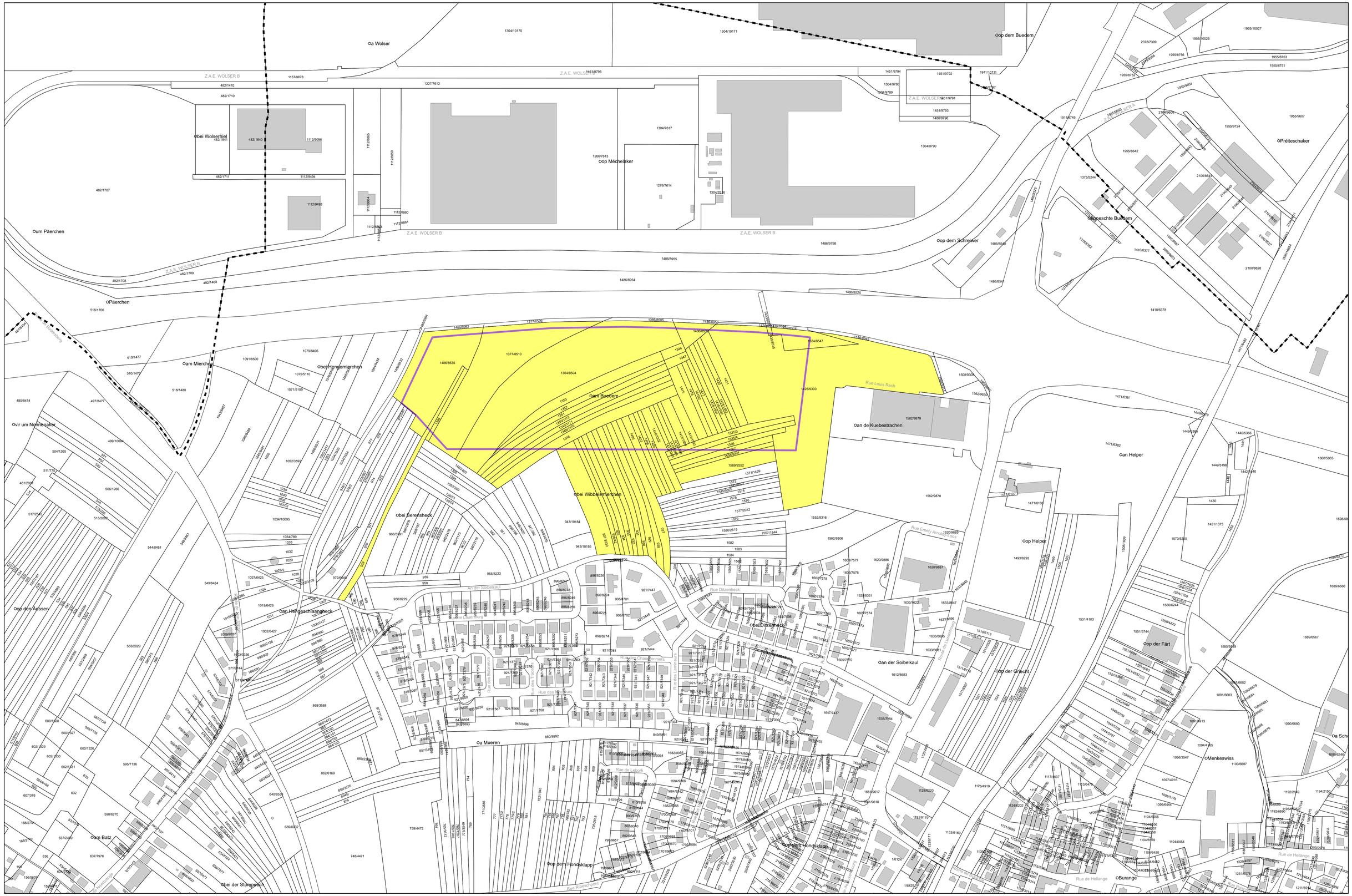
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

13. Dudelange (Wolser C - Koibestrachen) – „Parc technologique"

Ville de Dudelange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

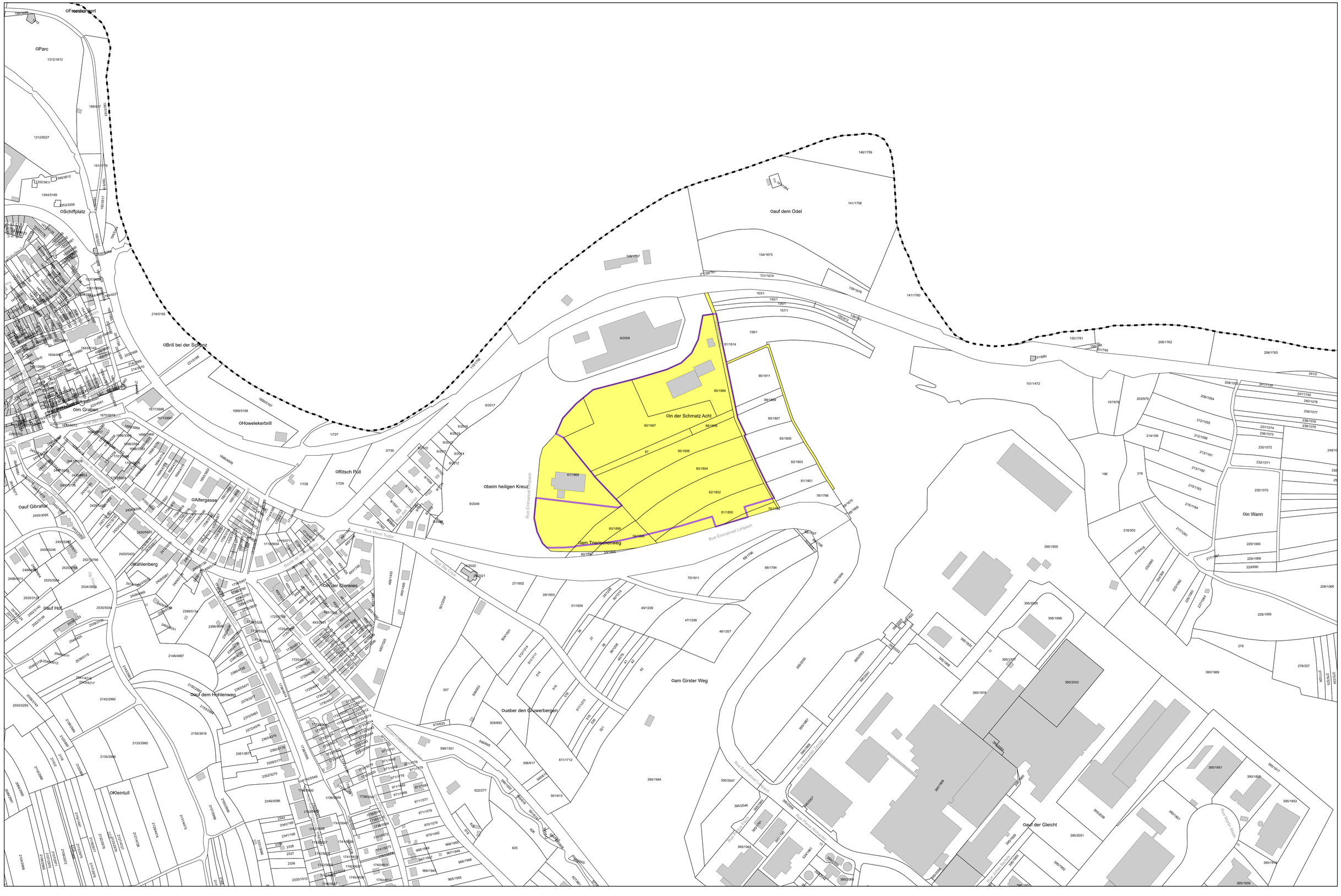
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

17. Echternach (Schmatzuecht)

Ville d'Echternach

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

23b. Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)

Commune d'Erpeldange-sur-Sûre

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

18. Ehlerange (Crassier)

Ville d'Esch-sur-Alzette

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

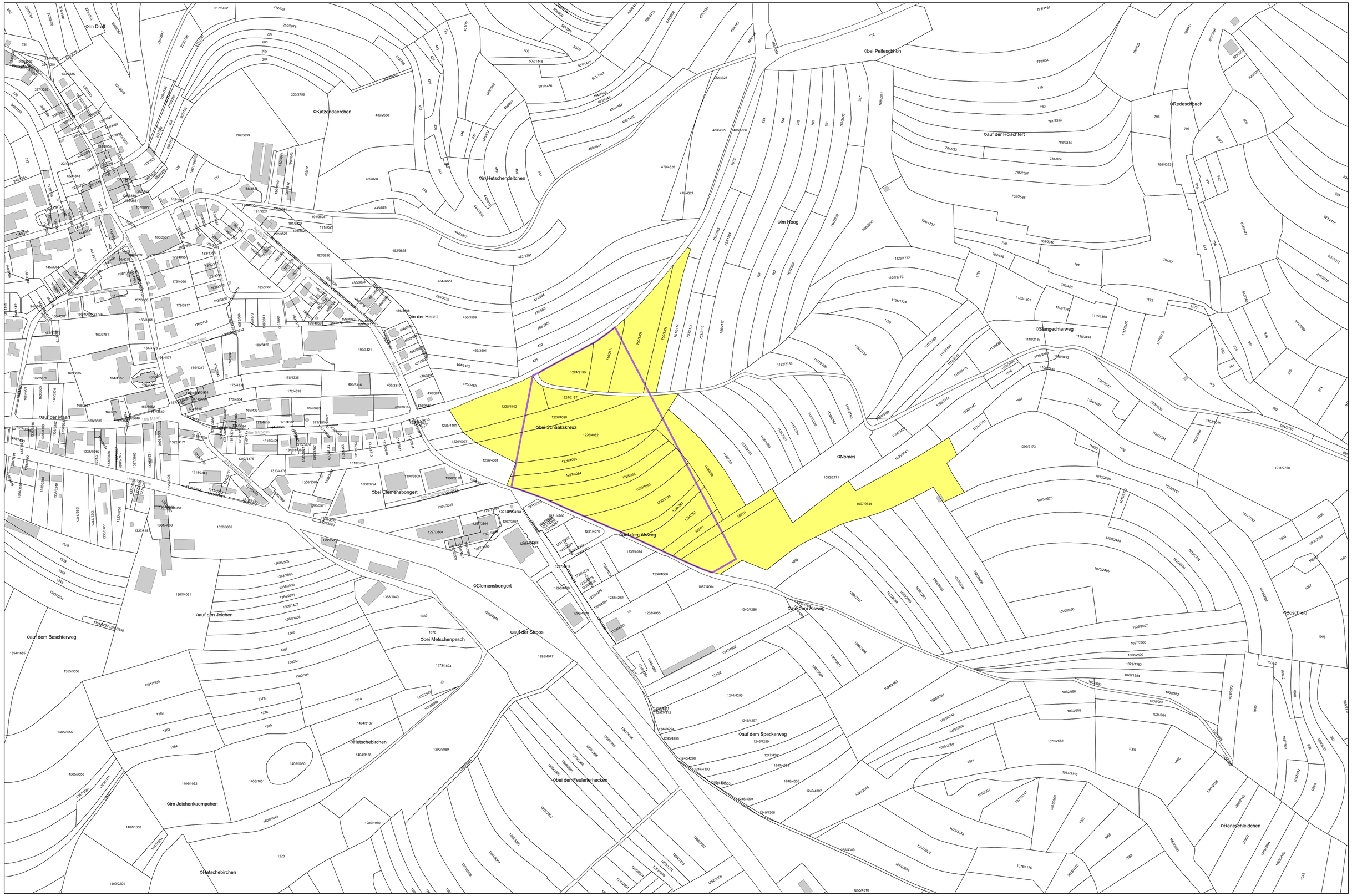
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

35. Heiderscheid

Commune d'Esch-sur-Sûre

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

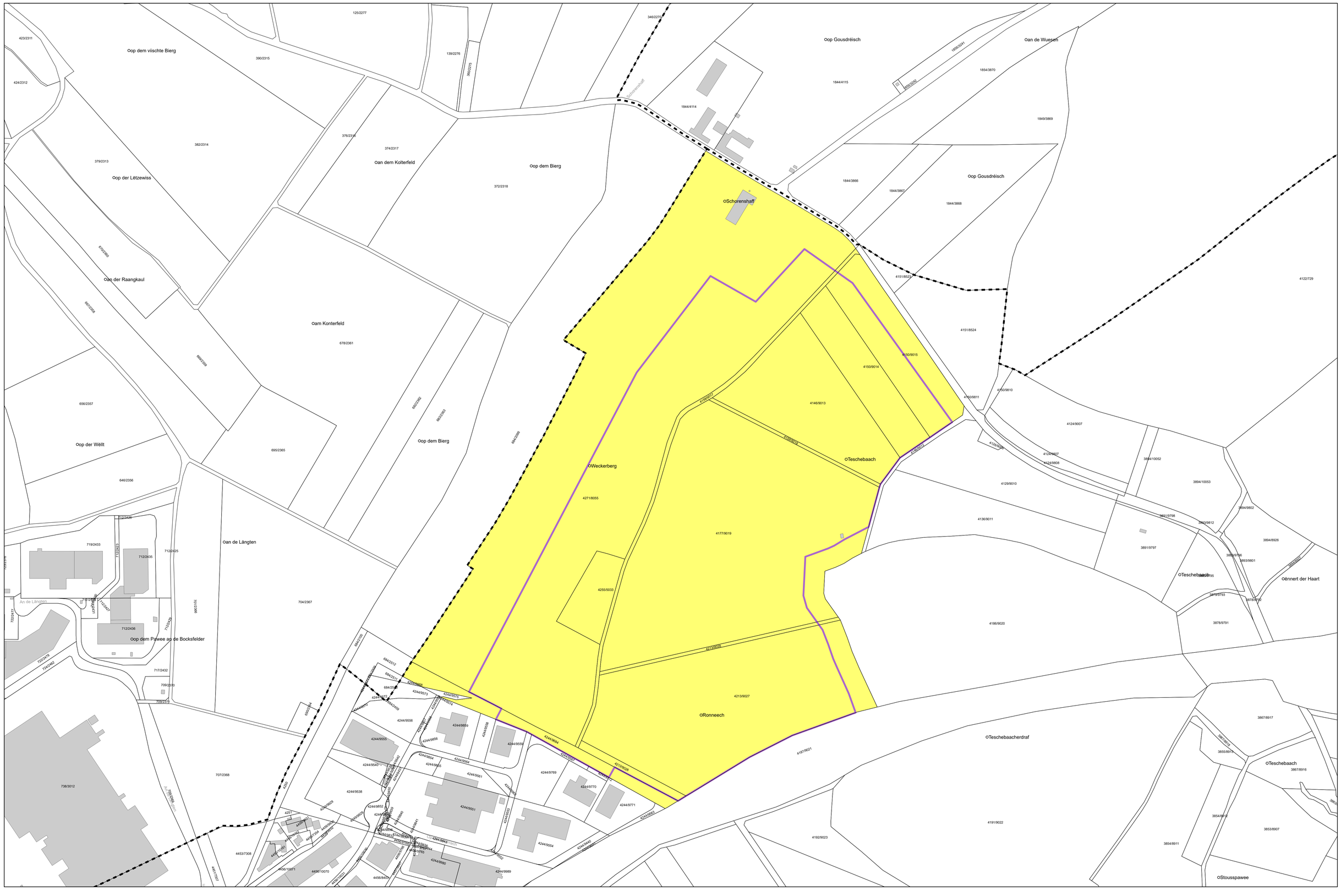
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

33. Grevenmacher (Potaschbierg)

Ville de Grevenmacher

Extrait A1



Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

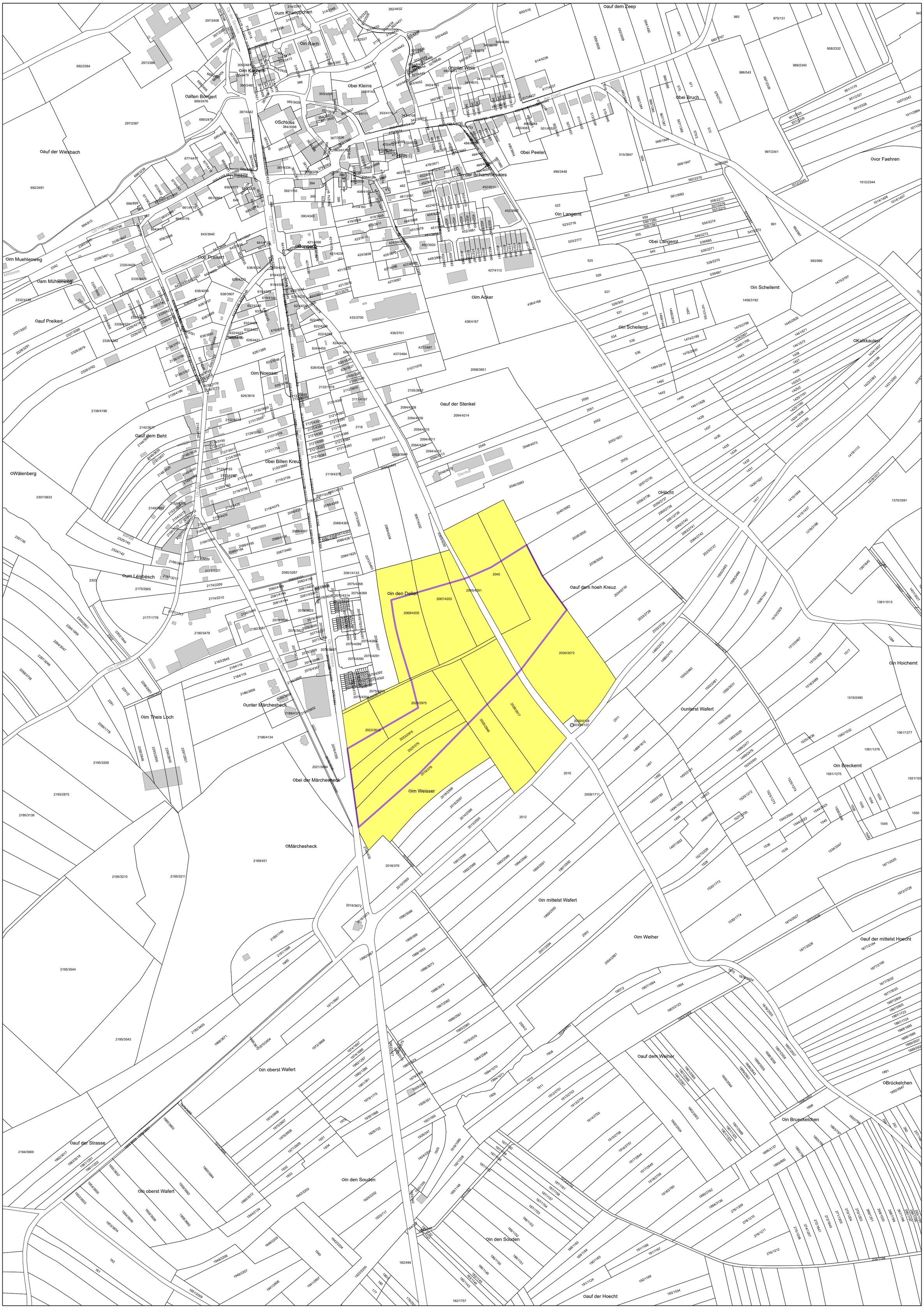
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

34. Heffingen

Commune de Heffingen

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)

Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL
«ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

62. Koerich (Windhof)

Commune de Koerich

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

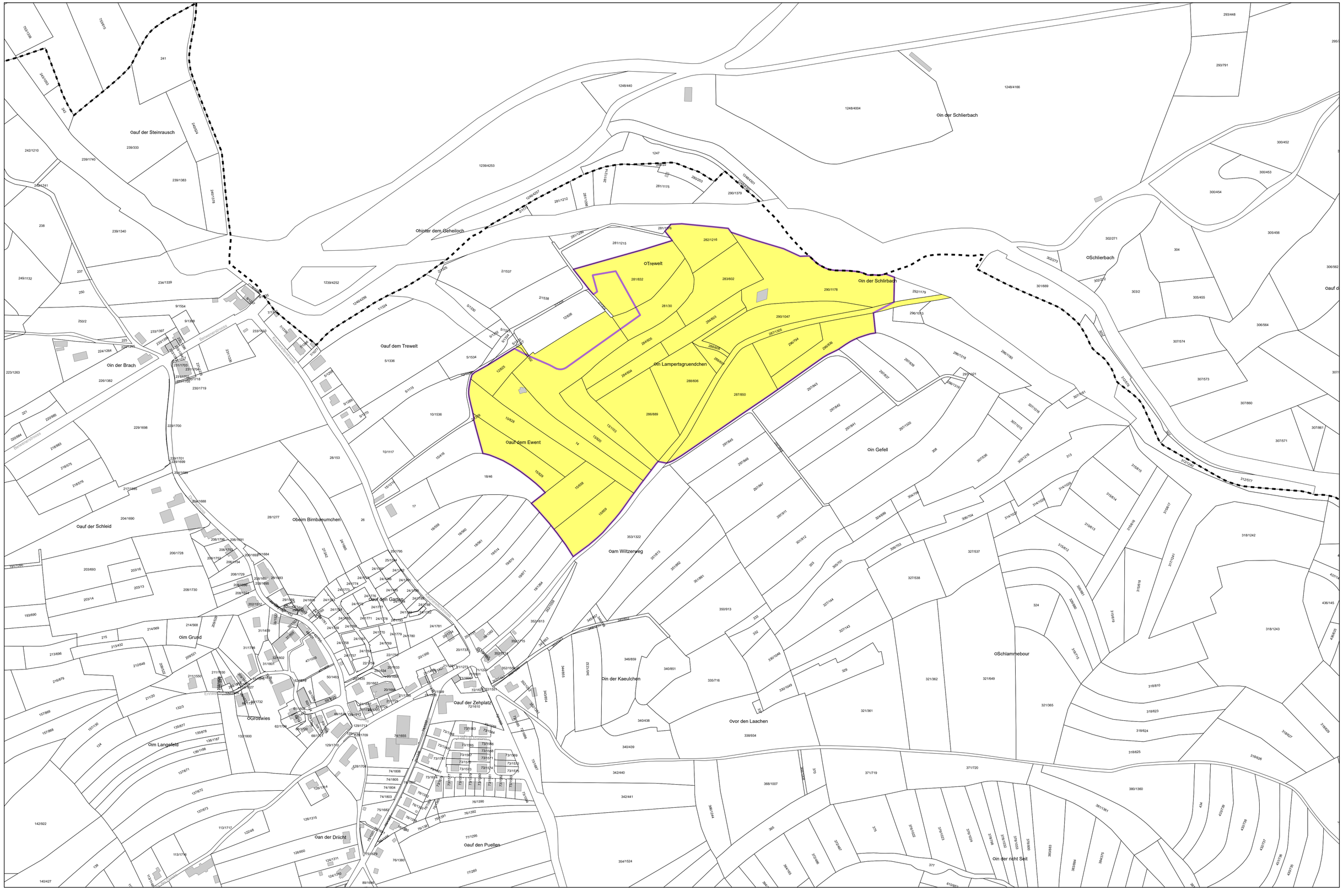
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

45. Nothum

Commune du Lac de la Haute Sûre

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

38. Luxembourg – Cessange et 39. Luxembourg/Strassen

Ville de Luxembourg

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

61. Mamer (Windhof)

Commune de Mamer

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

40. Mersch (Mierscherbierg)

Commune de Mersch

Extrait A1

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

N

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

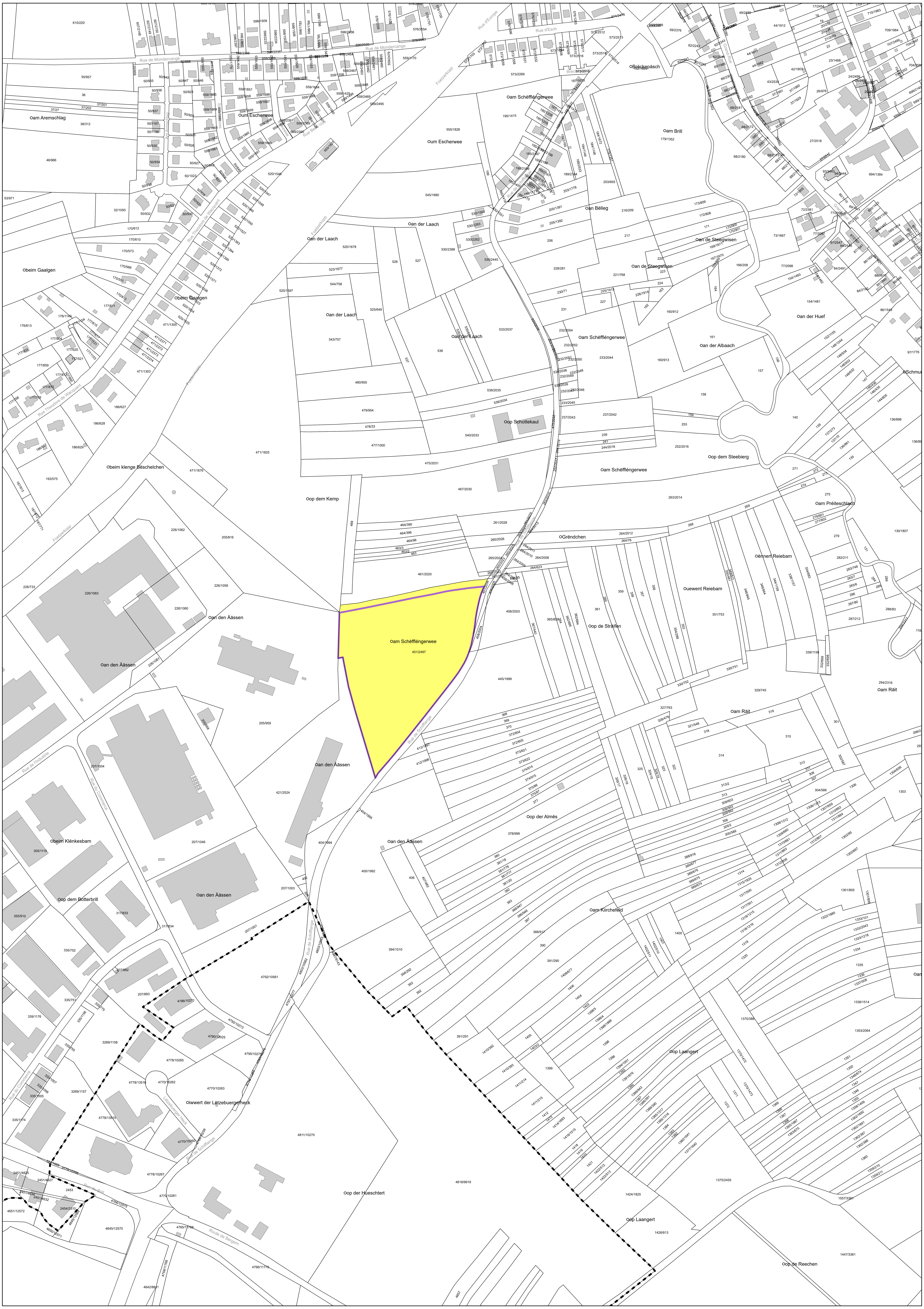
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

29. Foetz

Commune de Mondercange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- Parcelle concernée par un droit de préemption
- PSZAE - ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

22. Ellange-Gare (Triangle Vert)

Commune de Mondorf-les-Bains

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

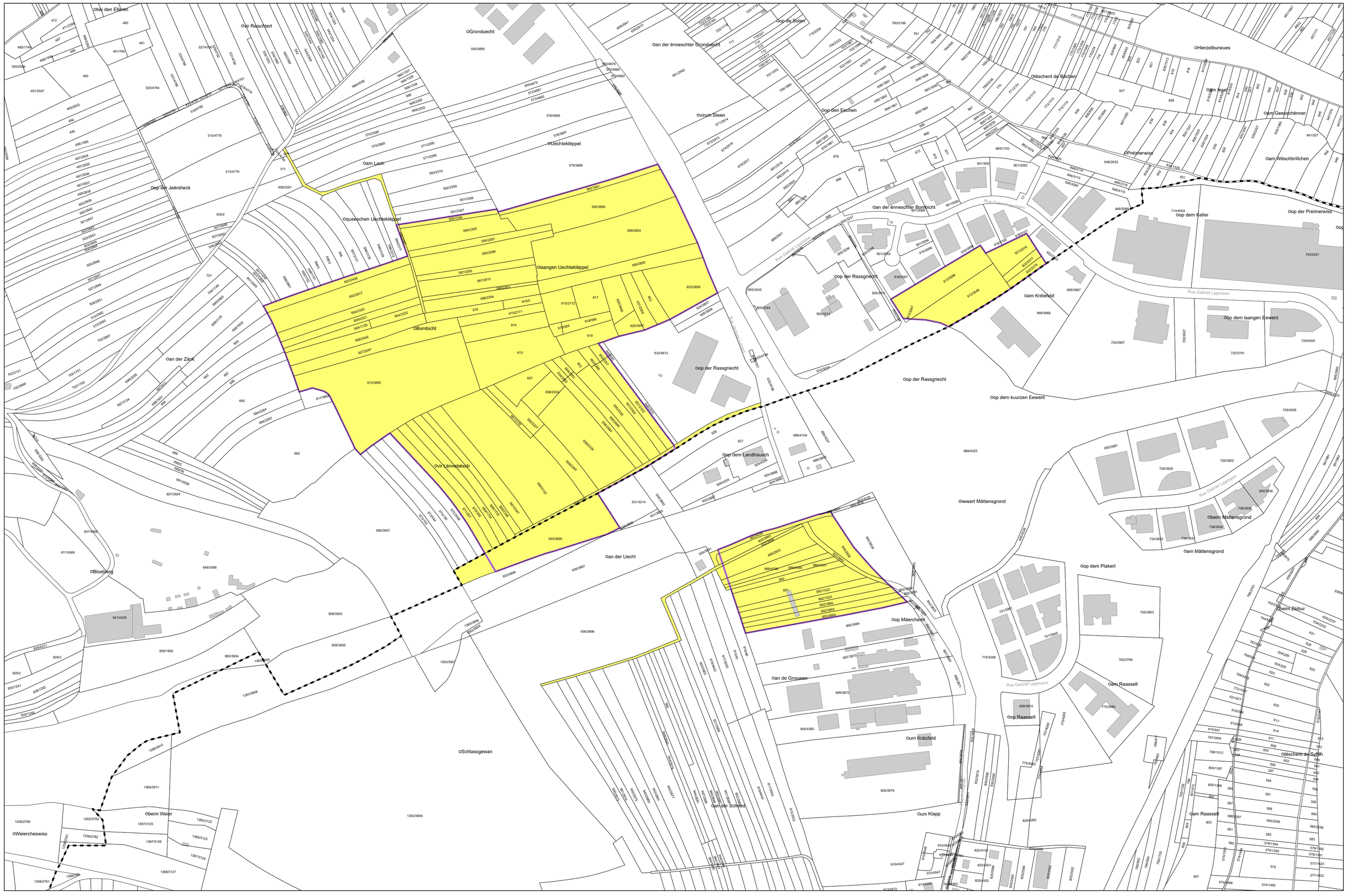
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

44. Niederanven/Schuttrange

Commune de Niederanven

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

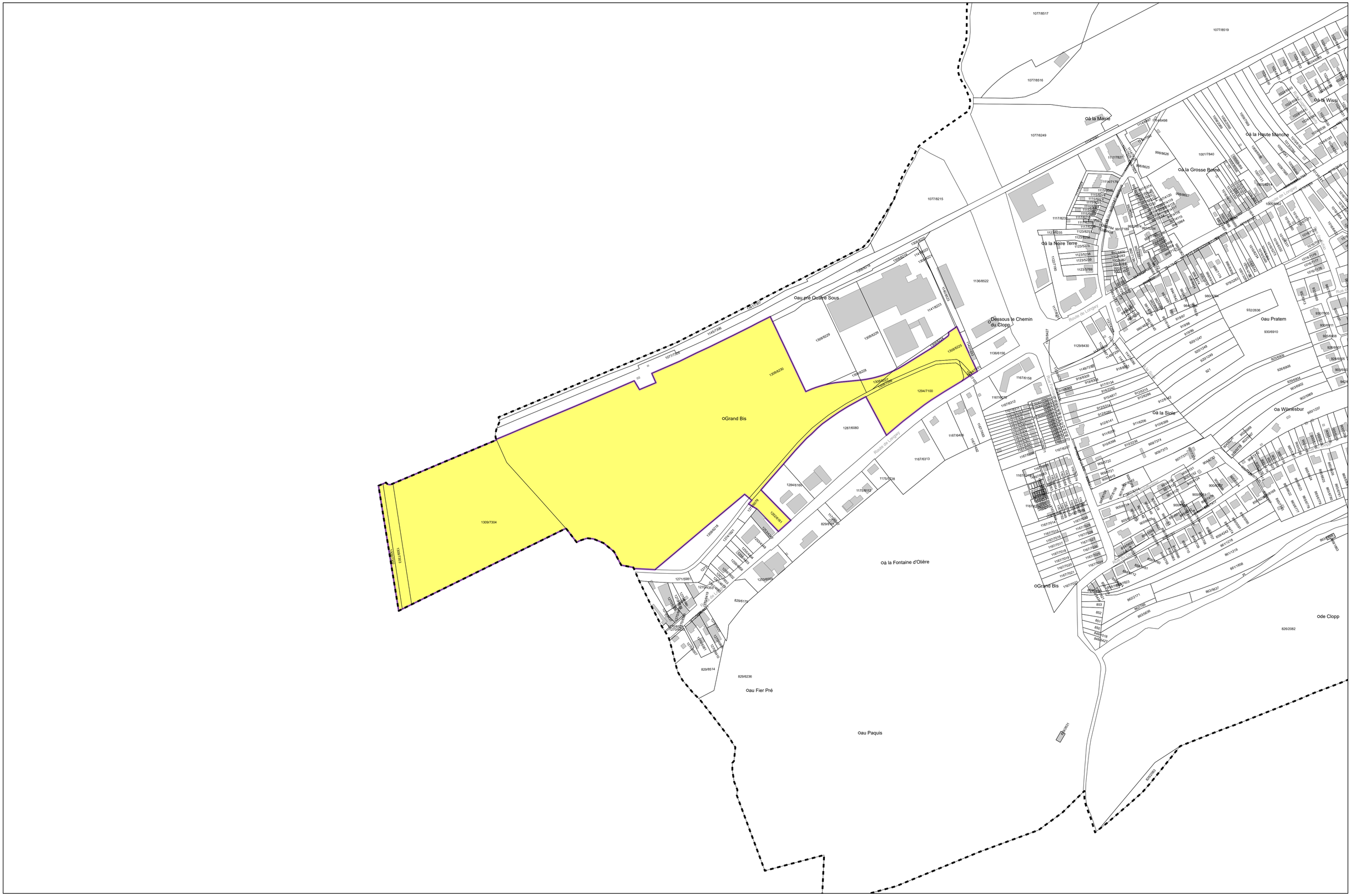
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

51. Rodange (au Grand Bis)

Commune de Pétange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

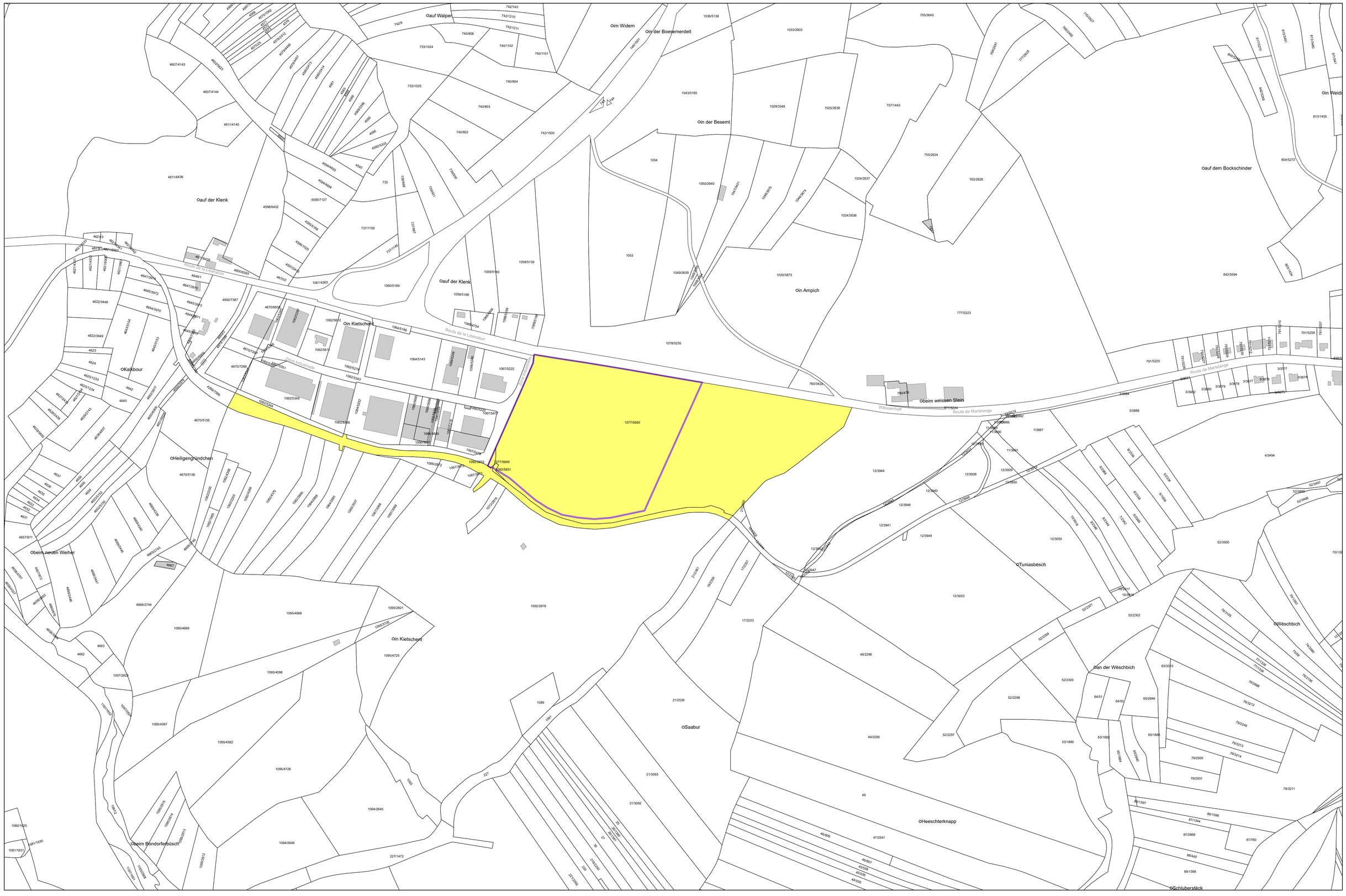
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

47. Rambrouch (Riesenhaff)

Commune de Rambrouch

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

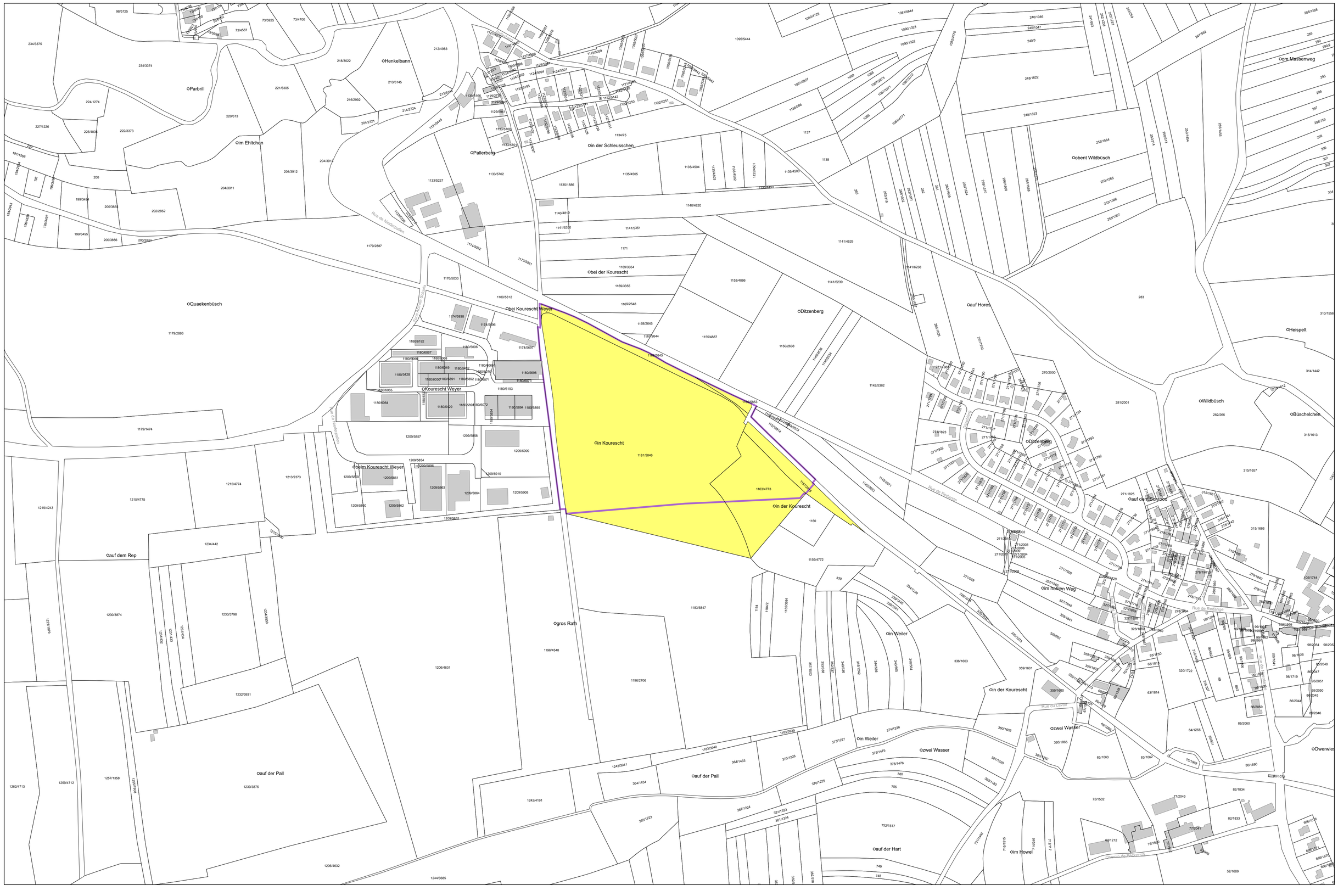
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

49. Redange-sur-Attert

Commune de Redange-sur-Attert

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

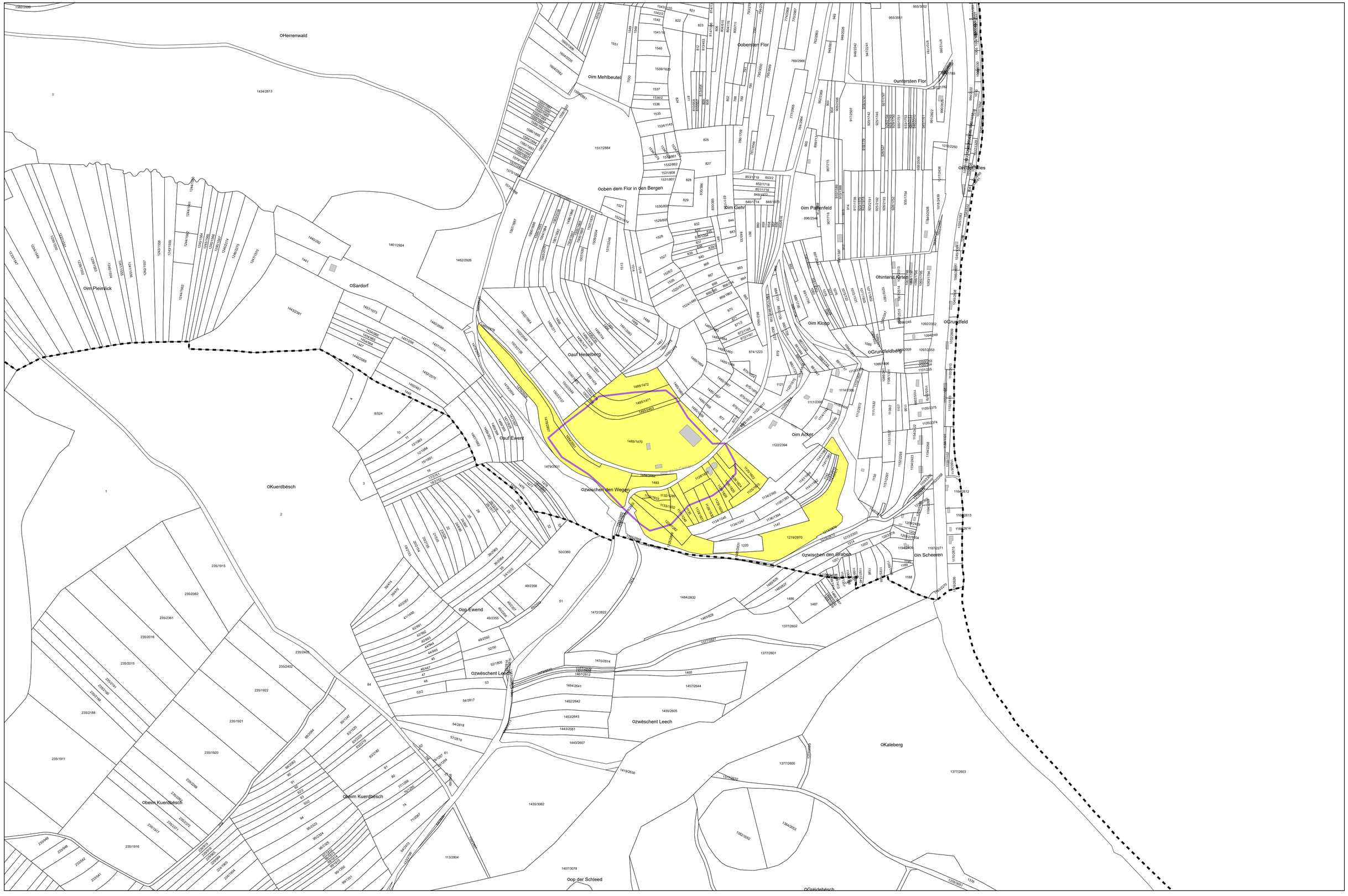
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

43. Moersdorf

Commune de Rosport-Mompach

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)

Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

55. Sanem (Op den Äässen)

Commune de Sanem

Extrait A2



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

18. Ehlerange (Crassier)

Commune de Sanem

Extrait A3

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

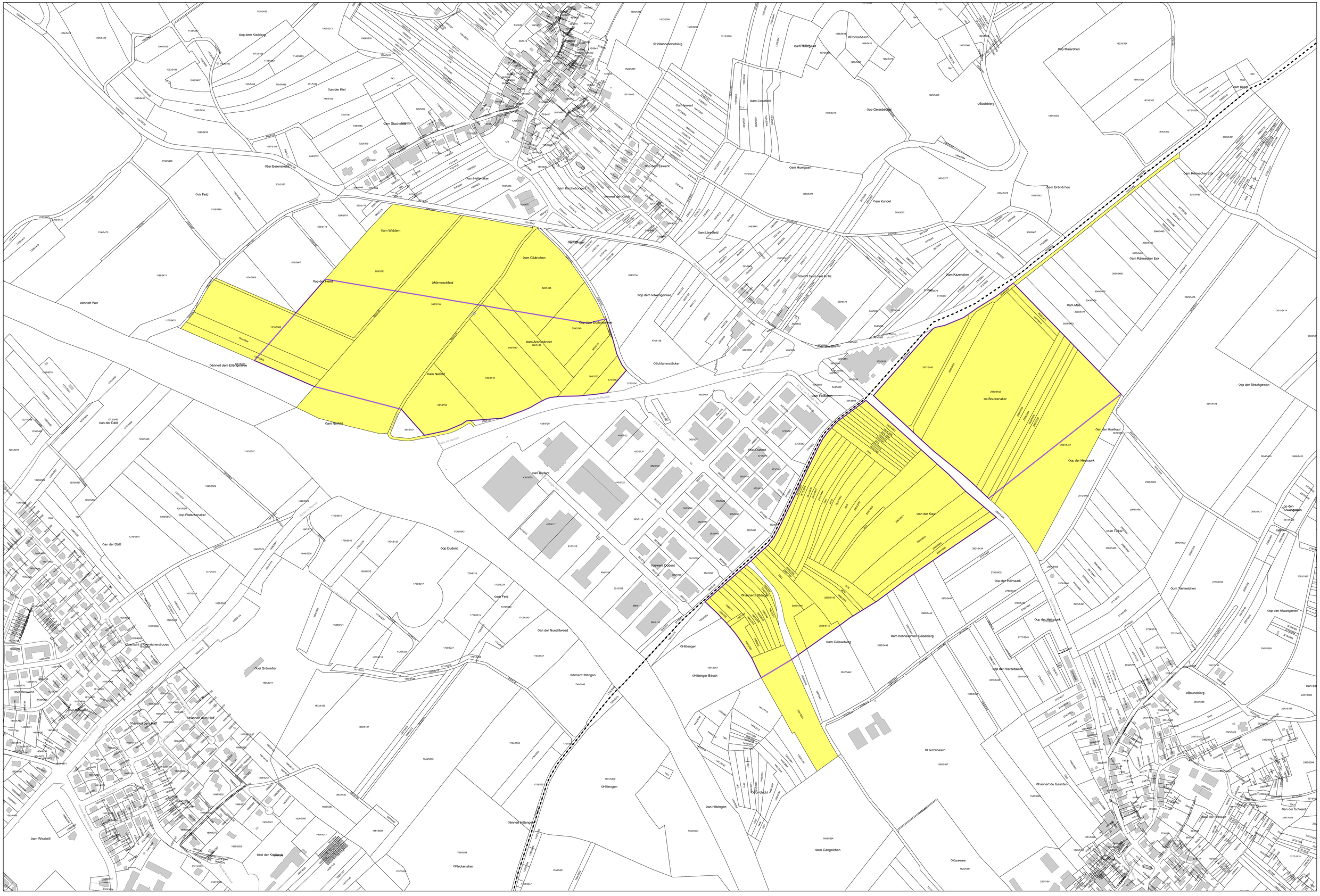
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

22. Ellange-Gare (Triangle Vert)

Commune de Schengen

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

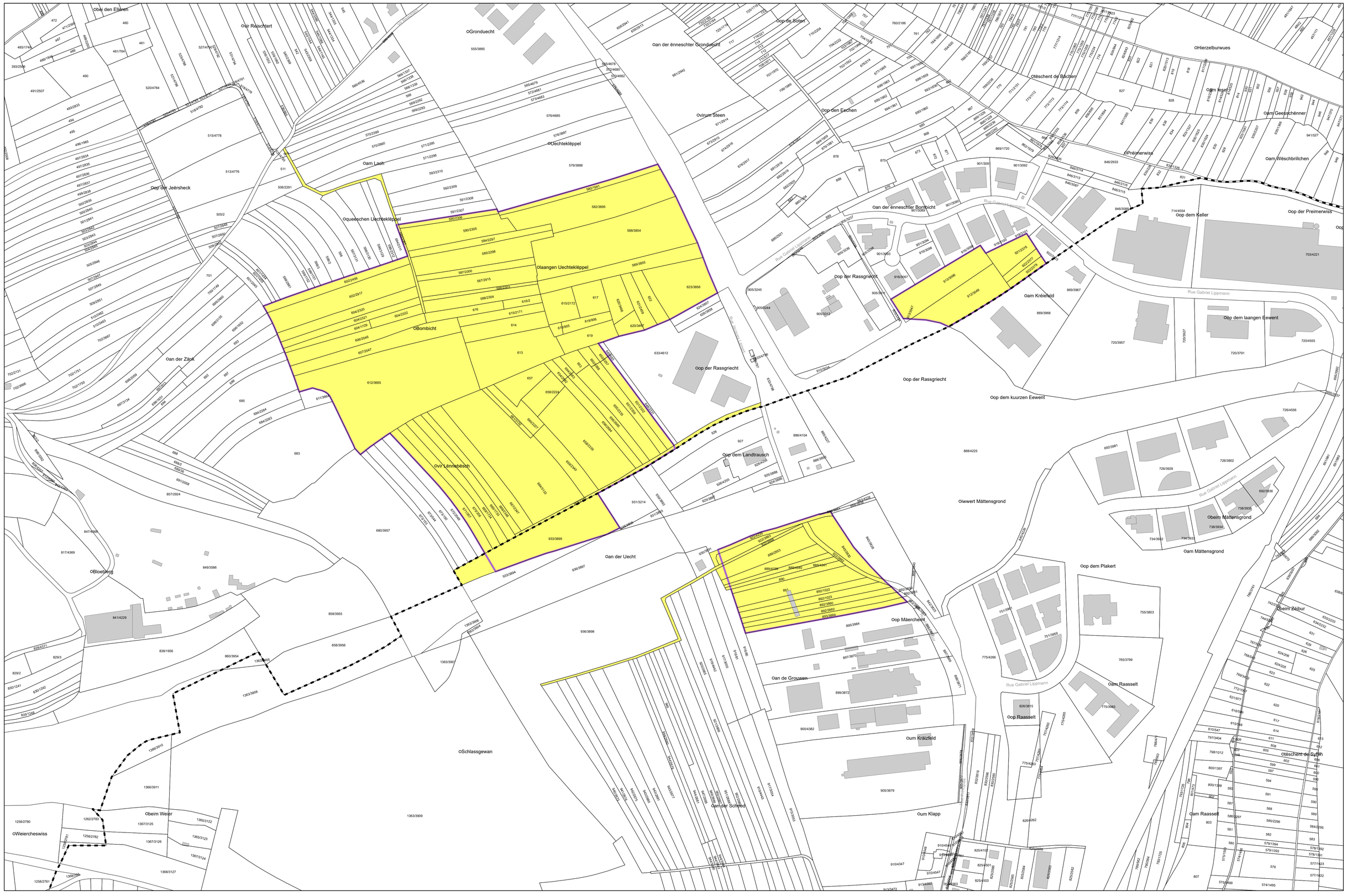
PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

44. Niederanven/Schuttrange

Commune de Schuttrange

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A1 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

- Parcelle concernée par un droit de préemption
- PSZAE - ZAE projetée
- Parcelle cadastrale / bâtiment
- Limite de la commune


PLAN DIRECTEUR SECTORIEL
«ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

31. Grass

Commune de Steinfort

Extrait A1



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200 m

Parcelle concernée par un droit de préemption

PSZAE - ZAE projetée

Parcelle cadastrale / bâtiment

Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

39. Luxembourg/Strassen

Commune de Strassen

Extrait A1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement du territoire

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Format DIN A0 à l'échelle 1:2500

N

Fond de plan: PCN © Origine Cadastre (version: 03/11/2025)
Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Copie et reproduction interdites

0 20 40 80 120 160 200

Parcelle concernée par un droit de préemption
PSZAE - ZAE projetée
Parcelle cadastrale / bâtiment
Limite de la commune

PLAN DIRECTEUR SECTORIEL «ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES»

Annexe 5 - terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption

26. Esch-sur-Alzette/Lentzweiler

Commune de Wincrange

Extrait A1

Modifications PSZAE Phase 1

01 Bettembourg (ZAE Wolser F - Krakelshaff)

zone nationale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

04 Bettembourg (ZAE Wolser A)

zone nationale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

05 Bettembourg/ Dudelange (ZAE Wolser G - Eurohub-Sud) – „Zone logistique”

zone spécifique nationale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

07 Bettembourg/ Dudelange (ZAE Wolser E) – „Zone logistique”

zone spécifique nationale existante

+105 m²

-0 m²

+987 m²

-661 m²

-50 m²

-32 m²

+463 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

09 Bettembourg/ Dudelange (Wolser B)

zone nationale existante

+0 m²
+0 m²
+1 m²
+0 m²
2.09 ha actuellement classé ECO-n
6.63 ha actuellement classé ECO-n
+2 m²
-4 m²
-0 m²
+1 m²
+1 m²
0.09 ha actuellement classé ECO-n
-7 m²
-0 m²
+1 m²
+0 m²
+0 m²
-0 m²
1.38 ha actuellement classé ECO-n
+10 m²
-1 m²
+0 m²
0.97 ha actuellement classé AGR

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 90 180 360 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

10 Betzdorf – „Zone audiovisuelle et de télécommunications“

zone spécifique nationale existante

-2 m²

+1 m²

-9 m²

0.6 ha
actuellement
classé SP-n

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

11 Contern (Weiergewan) – „Zone logistique”

zone spécifique nationale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

12 Differdange/Sanem (Hahnebësch)

zone nationale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 65 130 260 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

13 Dudelange (ZAE Wolser C - Koibestrachen) - „Parc technologique”

nouvelle zone spécifique nationale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

14 Dudelange (ZAE Wolser H -Riedchen)

zone nationale existante

+6879 m²
-85 m²
-59 m²
+6 m²
-196 m²
-2 m²
+28 m²
+117 m²
-29 m²
-165 m²
+6 m²
+445 m²
-0 m²
+37 m²
-43 m²
+0 m²
-45 m²
+15 m²
+57 m²
+455 m²
-750 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 80 160 320 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

15 Echternach

zone nationale existante

-41 m²
-33 m²
+12 m²
-40 m²
-50 m²
+12 m²
+6 m²
-1 m²
-17 m²
+0 m²
+41 m²
-25 m²
-1 m²
+14 m²
+5 m²
0 ha Correction Géometrie
+27 m²
-8 m²
+2 m²
0.31 ha actuellement classé ECO-n
-7 m²
+28 m²
0 ha Correction Géometrie

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

16 Echternach

zone régionale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

17 Echternach (Schmatzuecht)

nouvelle zone régionale



Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

18 Ehlerange (Crassier)

nouvelle zone nationale

0.03 ha actuellement classé VERD

0.03 ha actuellement classé ECO-n

0.88 ha actuellement classé ECO-n

5.27 ha actuellement classé ECO-c2

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

19 Ehlerange (ZARE-est)

zone régionale existante

+6 m²

-5 m²

+8 m²

-4 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

20 Ehlerange (ZARE-ouest)

zone régionale existante

+159 m²

-299 m²

-74 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

21 Ellange-Gare (Triangle Vert)

zone régionale existante

-8001 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

22 Ellange-Gare (Triangle Vert)

extension de zone régionale

1.19 ha
actuellement
classé ECO-r

0.2 ha
actuellement
classé AGR

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 90 180 360 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

23a Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)

zone régionale existante

-6 m²
+0 m²
-16 m²
+2 m²
+2 m²
-0 m²
+251 m²
-4 m²
-3 m²
+0 m²
+0 m²
+2 m²
-16 m²
+13 m²
+23 m²
-4 m²
+45 m²
-21 m²
+334 m²
-117 m²
+844 m²
+20 m²
-152 m²
+86 m²
-195 m²
+113 m²
+104 m²
+77 m²
-1 m²
+0 m²
-792 m²
-78 m²
+2 m²
+1285 m²
+4 m²
-96 m²
+20 m²
-99 m²
-0 m²
-208 m²
+1 m²
+227 m²
+49 m²
+441 m²
+4 m²
+41 m²
-11 m²
+93 m²
+222 m²
+29 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: partage et adaptation PCN

0 65 130 260 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

23b Erpeldange/Diekirch (Fridhaff)

extension de zone régionale

+16 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: partage et adaptation PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

24 Esch-sur-Alzette (a Sommet)

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

25 Eselborn/Lentzweiler

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

- à retirer
- extention

Modification PSZAE

- extension du PSZAE
- à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

26 Eselborn/Lentzweiler

extension de zone régionale

-0 m²
+538 m²
-2 m²
0.45 ha actuellement classé AGR
-533 m²
+115 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 65 130 260 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

27 Fischbach/Clervaux

nouvelle zone régionale

-40 m²
-80 m²
+6 m²
-14 m²
+3 m²
+3 m²
+1 m²
-0 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

28 Foetz

zone nationale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

29 Foetz

nouvelle zone régionale

0 ha
Correction
Géometrie

-3 m²

+91 m²

+784 m²

-70 m²

-60 m²

-16 m²

+90 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

30 Grass

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

31 Grass

extension de zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

32 Grevenmacher (Potaschbierg)

zone régionale existante

+6 m²
-206 m²
+1 m²
-2 m²
+10 m²
+3 m²
0.11 ha actuellement classé ECO-r vers ECO-c
+23 m²
+516 m²
-29 m²
+56 m²
-35 m²
+179 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

33 Grevenmacher (Potaschbierg)

extension de zone régionale

0.95 ha actuellement classé AGR

0.29 ha actuellement classé ECO-c

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

34 Heffingen

nouvelle zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

35 Heiderscheid

nouvelle zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

36 Hosingen

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

37 Käerjeng (Robert Steichen)

zone nationale existante

5.98 ha
actuellement
classé ECO-c

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 80 160 320 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

38 Luxembourg – Cessange

nouvelle zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui (uniquement la categorie) et a

0 80 160 320 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

39 Luxembourg/Strassen

nouvelle zone régionale

+165 m²
-0 m²
+5 m²
-0 m²
+1 m²
-4 m²
+30 m²
+84 m²
-60 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

40 Mersch (Mierscherbierg)

nouvelle zone régionale



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

- à retirer
- extention

Modification PSZAE

- extension du PSZAE
- à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

41 Mertert

zone régionale existante

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

42 Mertert (port) / Grevenmacher– „Zone portuaire“

zone spécifique nationale existante

+8 m²

1.41 ha à retirer (vers BEP)

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

extention

Modification PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 105 210 420 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

43 Moersdorf

nouvelle zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 12.5 25 50 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

44 Niederanven/ Schuttrange

nouvelle zone régionale

+24 m²
-566 m²
+44 m²
-0 m²
+1 m²
-16 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

45 Nothum

nouvelle zone régionale

0.06 ha
actuellement
classé AGR

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

46 Rambrouch (Riesenhaff)

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

47 Rambrouch (Riesenhaff)

extension de zone régionale

0 ha
Correction
Géometrie

-1 m² 0.02 ha
actuellement
classé ECO-r

+128 m²

-15 m²

-39 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

48 Redange-sur-Attert

zone régionale existante

+735 m²

-873 m²

+1 m²

-52 m²

+1020 m²

+1 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

49 Redange-sur-Attert

extension de zone régionale



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

50 Rodange (au Grand Bis)

zone nationale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

51 Rodange (au Grand Bis)

nouvelle zone régionale

+0 m²
+0 m²
+0 m²
+0 m²
+0 m²
+2850 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

52a Rodange (PED)

zone nationale existante

-0 m²
-122 m²
+11 m²
-361 m²
+50 m²
-15 m²
+30 m²
-67 m²
+49 m²
1.41 ha Changement de ECO-n vers ECO-r
0 ha Correction Géometrie (adaptation PAG)
-29 m²
+11 m²
+2 m²
0.43 ha à retirer (vers BEP)
-259 m²
+1 m²
+37 m²
-4 m²
+29 m²
-35 m²
+75 m²

Délimitation PSZAE après modifications
Changement catégorie PSZAE

Changements PCN

à retirer
extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie
à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

52b Rodange (PED)

zone régionale existante

1.41 ha
Changement de
ECO-n vers ECO-r

0 ha Correction
Géometrie
+21 m² (adaptation PCN)

+4 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changement catégorie PSZAE

Changements PCN

extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

54 Sanem (Gadderscheier)

zone nationale existante

0.78 ha actuellement classé zone verte

+58 m²

-21 m²

+36 m²

-26 m²

+13 m²

-11 m²

+35 m²

0.37 ha actuellement classé zone verte

0.01 ha Correction Géometrie (PCN)

+167 m²

0.21 ha actuellement classé zone verte

-0 m²

-0 m²

+0 m²

+64 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

à retirer

extention

Modification PSZAE

Correction Géometrie

extension du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 65 130 260 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

55 Sanem (Op den Äässen)

nouvelle zone régionale



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

- à retirer
- extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: uniquement PCN

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

56 Schifflange (Herbett)

zone régionale existante

0.15 ha actuellement classé ZAE (mouture 2004)

11.33 ha actuellement classé ZAE (mouture 2004)

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

extension du PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 12.5 25 50 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

57 Troisvierges (a Stackem)

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changements PCN

- à retirer
- extention

Modification PSZAE

- extension du PSZAE
- à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui et adaptation PCN

0 50 100 200 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

59 Wiltz

zone nationale existante

0.1 ha Changement de ECO-r vers ECO-n

0.42 ha Changement de ECO-n vers ECO-r

+6 m²

Délimitation PSZAE après modifications

Changement catégorie PSZAE

Changements PCN

extention

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

60 Wiltz (Salzbaach)

zone régionale existante



Délimitation PSZAE après modifications

Changement catégorie PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 37.5 75 150 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

61 Mamer (Windhof)

nouvelle zone régionale

Délimitation PSZAE après modifications

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: non

0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

62 Koerich (Windhof)

nouvelle zone régionale

0.05 ha
actuellement
classé HAB

Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

à retirer du PSZAE

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

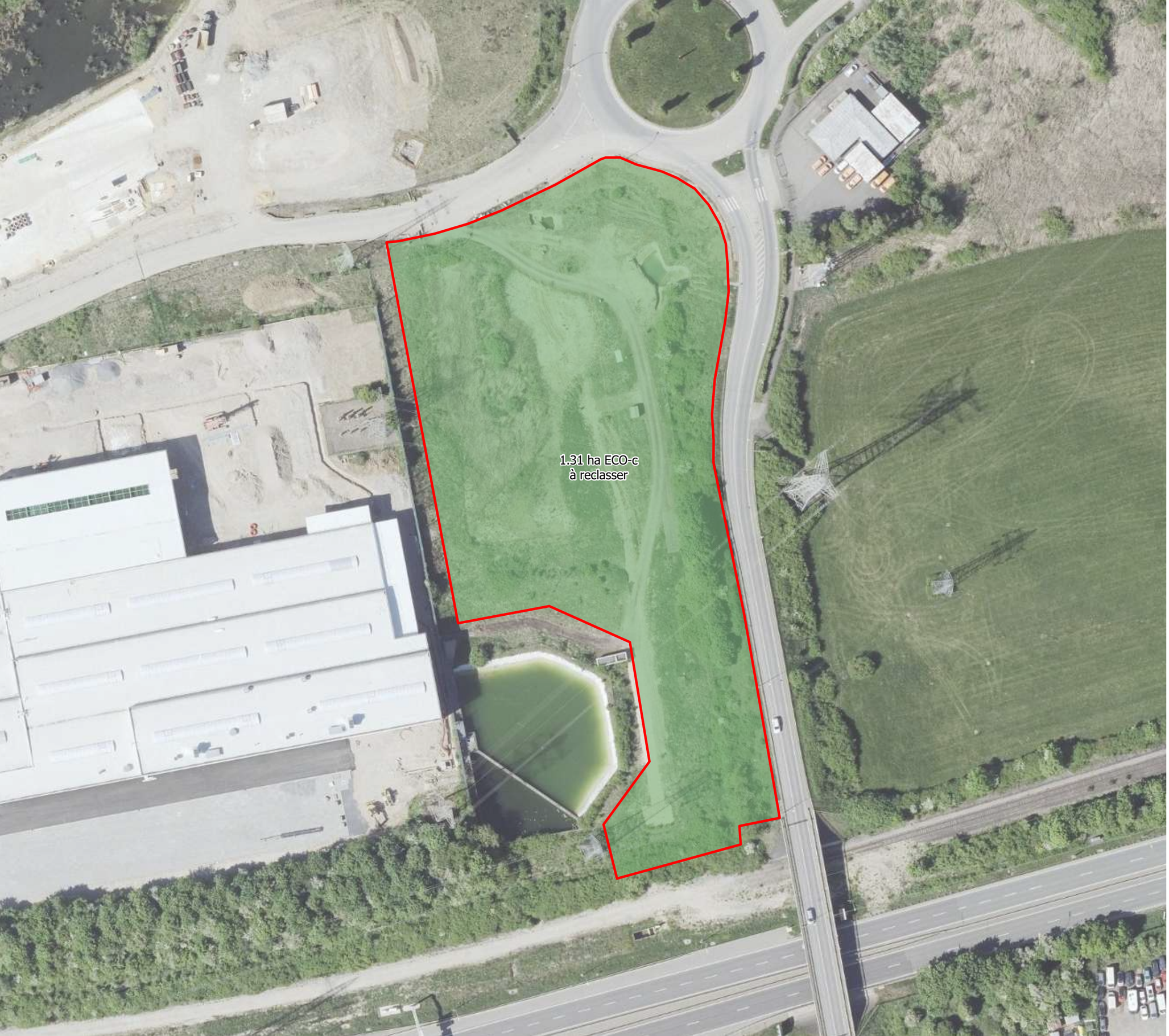
0 25 50 100 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

Ehlerange (Crassier)

zone communale à reclasser en zone verte



Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

ZAE existantes à reclasser

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 12.5 25 50 m

N

Modifications PSZAE Phase 1

Käerjeng (Robert Steichen)

zone communale à reclasser en zone verte



Délimitation PSZAE après modifications

Modification PSZAE

ZAE existantes à reclasser

Auteur: MLOGAT - DATer 03/2026
Orthophoto 2025
Changement: oui

0 25 50 100 m

N

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Commentaire des articles

Ad. Article 1er.

L'article 7 du règlement est modifié afin de rendre son libellé cohérent par rapport au règlement grand-ducal du 2 mars 2026 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune. Concrètement, il s'agit des modifications apportées aux articles 11 et 13 du règlement grand-ducal précité du 8 mars 2017 à l'égard des activités que les communes ne peuvent exclure dans le cadre de la désignation de zones d'activités économiques.

Ad. Article 2.

Au vu des modifications cartographiques entreprises, les annexes 1 et 2, comprenant respectivement une liste des zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées et ainsi qu'une liste des zones d'activités économiques communales existantes à reclasser sont actualisées et remplacent les annexes 1 et 2 du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques ».

Ad. Article 3 et 4.

Outre les adaptations de certaines zones d'activités économiques désignées par le PSZAE et la désignation de deux zones d'activités communales existantes à reclasser en zone verte, il est profité pour adapter le fonds de plan des plans à l'échelle 1 :2 500 indiquant, par commune, soit, les zones d'activités économiques nationales existantes et projetées, des zones d'activités spécifiques nationales existantes et projetées et des zones d'activités économiques régionales existantes et projetées, soit les zones d'activités communales existantes à reclasser, au plan cadastral numérisé (PCN) le plus récent tel que mis à disposition par l'Administration du cadastre et de la topographie.

Par conséquent, il a été estimé judicieux de remplacer les annexes 3 et 4 dans leur intégralité.

Ad. Article 5.

En vertu de l'article 9 du règlement précité du 10 février 2021, un droit de préemption suivant l'article 25 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire est respectivement conféré à l'État, aux communes concernées et aux syndicats de communes en charge de la gestion de zones d'activités économiques régionales pour l'acquisition des terrains ou ensembles de terrains situés

à l'intérieur d'une zone d'activités économiques nationale ou régionale projetée telle qu'illustrée par l'annexe 3 du règlement précité du 10 février 2021.

Étant donné qu'une modification de telles zones modifie de plein droit l'assiette foncière sur laquelle ces pouvoirs préemptant jouissent d'un pouvoir de préemption, une modification de l'annexe 3 entraîne d'office une modification de l'annexe 5.

Là aussi, il est profité pour adapter le fonds de plan des plans à l'échelle 1 :2 500 indiquant, par commune, les terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique ce droit de préemption au PCN le plus récent.

Ad Article 6.

Formule exécutoire.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

DATER
DOC
1757401080
00000610

Monsieur Claude Meisch
Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Références : 008455-PS/2.3
Dossier suivi par : Pit Steinmetz
Tél. : (+352) 247-86857
E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Luxembourg, le 16 AVR. 2026

Objet : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis complémentaire)

Projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques »

Monsieur le Ministre,

Par votre courrier du 19 mars 2026, vous m'avez soumis pour avis une évaluation sommaire des incidences (« Umwelterheblichkeitsprüfung », ci-après « UEP ») du 15 mars 2026 élaborée par le bureau d'études Oeko-Bureau pour un projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE), ceci en vertu des dispositions de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après « loi modifiée du 22 mai 2008 »).

Comme indiqué dans votre courrier, un premier avis a été émis en date du 30 avril 2025 au regard du dossier soumis pour avis en date du 30 décembre 2024. Suite à cet avis, le projet de modification du PSZAE a été adapté et l'UEP a été actualisée. Il ressort de la conclusion au chapitre 7 de l'UEP que le projet adapté n'est pas susceptible d'engendrer des incidences signicatives sur les biens environnementaux et que l'élaboration d'un rapport environnemental n'est pas nécessaire. Je partage cette conclusion, de sorte qu'une évaluation environnementale selon la loi modifiée du 22 mai 2008 n'est pas nécessaire.

Nonobstant, il importe de prendre en compte les remarques suivantes :

- Dans le cas du site 9, la modification du PSZAE est à réaliser selon le plan de l'annexe 3 de l'UEP et non selon la figure 9 de l'annexe 1 de l'UEP (« Steckbriefe »). En effet, le tronçon du cours d'eau « Ausselbaach » près de la route nationale N31 est à retirer du PSZAE, conformément à l'annexe 3 précitée, vu que des mesures CEF y ont été réalisées.

- Dans le cas du site 54, il importe de noter que le futur classement en tant que zone d'activités économiques nationale (ECO-n) de la surface de 0,37ha actuellement classée en tant que zone de verdure (VERD) présuppose une autorisation selon l'article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, vu que ces fonds constituent des fonds forestiers selon la loi du 23 août 2023 sur les forêts. Par ailleurs, même si cette forêt n'existe que depuis environ 20 ans et que le niveau de perturbation à l'intérieur est élevé en raison des activités économiques aux alentours et du trafic près de l'échangeur de l'autoroute A13, la valeur de ces fonds pour les espèces protégées particulièrement est à clarifier dans le cadre du classement en tant que ECO-n.

Je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la loi modifiée du 22 mai 2008, la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie : Administration de la nature et des forêts
Administration de la gestion de l'eau
Administration de l'environnement

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Procédure de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques

Protection des données personnelles

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » est soumis à une consultation du public.

Étant donné que les observations introduites par le public auprès des administrations communales transférées par celles-ci au Département de l'aménagement du territoire (DATer) du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (MLOGAT) peuvent contenir des données à caractère personnel, ce dernier, en tant que responsable de traitement, se charge de respecter les droits en matière de protection de données.

Le DATer tient à attirer l'attention sur le fait que dans le cadre d'une consultation du public, le traitement des données à caractère personnel est nécessaire à l'exercice de ses attributions. Si la personne concernée ayant introduit une observation s'oppose à ce traitement, le DATer ne pourra pas prendre en compte l'observation introduite.

I Droits et leur respect

Les données à caractère personnel sont traitées en conformité avec le règlement général de la protection des données (RGPD), soit le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données qui est applicable depuis le 25 mai 2018. Concrètement, les droits des personnes concernées sont les suivants :

- *Droit d'accès* – La personne concernée bénéficie d'un droit d'accès sur les données à caractère personnel que le département traite à son sujet. Ainsi, elle a le droit de s'adresser au responsable du traitement de ses données afin qu'il lui communique l'intégralité des données détenues la concernant.
- *Droit de rectification* – Si les données à caractère personnel sont inexactes voire incomplètes, la personne concernée est en droit de demander au responsable de traitement de les rectifier.
- *Droit d'opposition au traitement* – En principe, la personne concernée peut s'opposer à l'utilisation de ses données à caractère personnel par le responsable de traitement qui déterminera alors si le traitement des données porte injustement préjudice et, le cas échéant, y mettra fin. Toutefois, la personne concernée ne peut pas s'opposer au traitement de ses données lorsque la loi oblige le responsable de traitement à ce traitement ou si les données sont nécessaires à l'exercice des attributions de la division précitée.
- *Droit à la limitation du traitement* – La personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement de limiter l'utilisation de ses données, ceci aux conditions prévues à l'article 18 du RGPD.
- *Droit à l'oubli* – La personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement d'effacer ses données si leur conservation n'est plus justifiée par un motif légitime.

- *Droit de réclamation* – Si la personne concernée a une réclamation relative au traitement de ses données ou si elle suspecte une violation de la sécurité de ses données, elle peut s'adresser au Délégué à la protection des données du Département de l'aménagement du territoire du ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (4, Place de l'Europe / L-1499 Luxembourg ; adresse électronique : dpo@mat.etat.lu).

  La personne concernée a également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), l'autorité nationale de contrôle en la matière : (1, avenue du Rock'n'Roll / L4631 Esch-sur-Alzette ; www.cnpd.lu) et de saisir, le cas échant, la juridiction compétente.

II Notification à l'autorité de contrôle et communication à la personne concernée d'une violation de données à caractère personnel

La violation de données à caractère personnel est notifiée par le Délégué à la protection des données à l'autorité de contrôle compétente dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après qu'il en ait pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

Lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de la personne concernée, le Délégué à la protection des données communique cette violation à la personne concernée dans les meilleurs délais, à moins que cette communication ne soit pas nécessaire aux termes de l'article 34, paragraphe 3 du RGPD.

III Exercice des droits de la personne concernée

Pour exercer ses droits, la personne concernée peut contacter le DATer ou son Délégué à la protection des données par lettre ou par courrier électronique. Le DATer fera tout son possible pour répondre à la demande dans les plus brefs délais. Dans certains cas, le délai de réponse peut être d'un mois. Si le DATer a besoin de plus de temps pour traiter la demande, il en informera la personne concernée en motivant son retard. Dans certains cas, il est possible que le DATer refuse de faire droit à la demande. Lorsque cela est autorisé, il motivera son refus à la personne concernée en temps opportun.

IV Traitement des données à caractère personnel

- La finalité et base juridique du traitement

Dans le contexte de la consultation publique concernant la procédure précitée, dont la finalité est la prise en compte des observations du public dans le cadre de l'élaboration de plans à caractère réglementaire, toute personne intéressée peut soumettre ses observations au DATer, le cas échéant par le biais de la commune respective.

En outre, en application de l'article 89 du règlement général sur la protection des données, en combinaison avec les dispositions de la loi modifiée du 17 août 2018 sur l'archivage, les données récoltées dans le cadre du traitement initial sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public. Dans ce cadre, le responsable du traitement initial veillera à garantir la mise en place de mesures techniques et organisationnelles, en particulier pour assurer le respect du principe de minimisation des données.

- Données traitées

a. Informations transmises

Le traitement de l'observation requiert la collecte de données personnelles, dont notamment : les nom, prénom et adresse, respectivement adresse e-mail, numéro de parcelle cadastral.

Pour la formulation de l'observation, il est conseillé de ne mentionner que les éléments d'information nécessaires à son traitement et, en particulier, d'éviter d'y inclure, si cela n'est pas indispensable, des données sensibles (au sens de l'article 9 du règlement général sur la protection des données) concernant la personne concernée ou concernant une personne tierce (à titre d'exemple des données relatives à la santé, aux opinions politiques ou aux convictions religieuses).

b. Destinataires des informations transmises

Les observations adressées seront réceptionnées par le DATer qui les traitera ensemble avec les agents de l'État du ministère de l'Économie.

c. Durée de conservation des informations transmises

Les données à caractère personnel sont conservées jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire la modification du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » ou aussi longtemps que dure une éventuelle procédure contentieuse. Au plus tard 5 ans après l'entrée en vigueur du règlement précité, les données sont susceptibles d'être versées à des fins archivistiques conformément aux obligations découlant de la loi précitée du 17 août 2018 sur l'archivage.

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Personnes de contact concernant la politique et la procédure du DATer en matière de protection et de traitement des données**
  - responsable de traitement : ep_PDS@mat.etat.lu;
  - délégué à la protection des données dpo@mat.etat.lu.

    Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire
    Département de l'aménagement du territoire
    Délégué à la protection des données
    4, Place de l'Europe
    L-1499 Luxembourg

- **Commission nationale de la protection des données** (CNPD)
  - en allemand
  - en anglais
  - en français

- **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil** du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)
  - Langues, formats et liens